

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MAI 1924.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

Le projet de Budget des Recettes et des Dépenses Extraordinaires déposé sur le bureau de la Chambre comportait primitivement un ensemble de crédits s'élevant à 501,743,080 francs.

Il a subi, dans la suite, des modifications profondes du fait d'amendements présentés par le Gouvernement et par la Commission des Finances. Ceux-ci ont eu pour effet, d'une part, de réaliser une compression importante des dépenses prévues pour les divers départements, l'économie proposée se chiffrant par 116,738,163 francs, et de l'autre d'augmenter la charge du Budget de 50 millions, ces derniers ne représentant pas une dépense nouvelle, mais un montant à verser au Fonds Spécial d'amortissement des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes.

Nous n'envisagerons le Budget que sous l'aspect où finalement il se présente à nous, et le ferons brièvement, en nous référant, quant aux considérations générales qu'il suggère, aux développements que nous avons donnés dans nos rapports sur les budgets de 1922 et de 1923.

(1) Budget, n° 4xvi.

Amendements, nos 71 et 157vi.

(2) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Hallet, Houtart, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Cousot, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wanwermans.

Six membres nommés par les Sections : MM. Pecher, de Kerchove d'Exaerde, Pepin, de Gérardon, Sap, du Bus de Warnaffe.

A deux reprises déjà, nous avons en effet eu l'occasion de mettre en lumière l'effort d'assainissement progressif patiemment poursuivi à l'égard du Budget Extraordinaire, effort dont chacun des Budgets précédents a marqué une étape et qui de façon constante a visé à lui restituer son vrai caractère de Budget des dépenses productives. Le Budget actuel marque l'aboutissement de cette politique. Nous regrettons l'an dernier de devoir encore consigner à l'extraordinaire des dépenses suite de guerre que rien ne permettait d'assimiler à des dépenses d'outillage et d'enrichissement de notre patrimoine national. Elles ont actuellement disparu et 153,021,087 francs ont de ce chef été transférés à l'ordinaire. Il y a là un redressement essentiel qui complète de la façon la plus heureuse l'œuvre d'aménagement budgétaire que l'honorable Ministre des Finances s'est donné pour tâche de mener à bien et à laquelle il s'est consacré avec tant de courageuse tenacité.

Il est permis de noter parallèlement à ce qui précède, que le Budget a été aujourd'hui élagué de tous les crédits qui s'y étaient installés, sans y avoir droit de cité et quoique leur objet les désignât plutôt pour figurer à l'ordinaire, parmi les crédits d'entretien. La notion du premier établissement est désormais strictement observée.

Enfin, l'établissement du Budget comme les amendements présentés révèlent l'esprit d'économie rigoureuse qui imprègne toute la politique du Gouvernement. Il ne peut être contesté que le maximum ait été fait dans le sens de la restriction la plus sévère possible des dépenses extraordinaires même productives, même nécessaires et abondamment justifiées. Les difficultés du moment nous imposent à cet égard une discipline dont le Gouvernement s'est fait une règle absolue et on ne peut que l'en féliciter.

Le sentiment qui s'est fait jour en Section centrale est toutefois qu'il y aurait lieu de veiller à ne point céder à un excès de rigorisme dans la parcimonie, notamment en matière de travaux publics; on pourrait craindre qu'appliquée à une période trop prolongée, cette politique de compression à outrance ne finisse par mettre en péril notre outillage national, soit que les extensions indispensables ne soient pas réalisées en temps opportun, soit que l'on retarde trop les réfections extraordinaires qui représentent non un principe nouveau de dépenses, mais un amortissement échappant à toute critique, du point de vue de la plus saine et stricte administration. Nous ne rendrions pas l'impression exacte qu'a laissé l'examen du Budget si nous laissions dans l'ombre les inquiétudes qui se sont manifestées à ce sujet. Entre les possibilités financières d'aujourd'hui et les perspectives de réalisation et de développement dans l'ordre économique pour l'avenir, l'équation est assurément délicate à établir: Rien ne serait moins sage que de compromettre la stabilisation progressive de notre situation financière par la charge, assumée à la légère, de travaux hors de proportion avec notre capacité actuelle et qui grèveraient trop lourdement notre budget au risque de compromettre, peut-être demain, le relèvement du pays; toutefois, il importe de se garer d'une politique étriquée et imprévoyante et d'agir à temps pour préserver notre patrimoine de détériorations irréparables et pour le maintenir à la hauteur des besoins. Telle est la portée des réserves émises. Il est juste sans doute d'y objecter que la règle de compression actuellement imposée par les circonstances est une exigence de nature temporaire elle-même, et que l'amélioration de la situation financière du pays permet d'entrevoir le moment où, en matière de

travaux, les cordons de la bourse ne devront plus être serrés avec la même énergie ! C'est dans cet esprit que la Section centrale a apporté son approbation complète aux compressions effectuées. Il serait d'ailleurs erroné de se figurer que toute réduction de crédit représente inévitablement l'abandon du travail auquel se rapportait la dépense : bien souvent, elle n'est que l'adaptation un peu plus précise d'une prévision de dépense au montant qui sera réellement engagé au cours de l'exercice. Il est assez frappant à cet égard d'observer que sur 615,253,699 francs de crédits votés, pour 1923, au Budget Extraordinaire (non compris les cent millions affectés au remboursement des avances de la Banque Nationale), 63 millions n'ont pas été engagés. C'est dire que l'évaluation anticipée de la dépense possible est faite généralement de façon fort large et que les réductions de crédit bien souvent n'atteignent que cette marge et portent sur des sommes qui de toute façon n'eussent pu être employées au cours de l'exercice visé.

On trouvera ci-dessous le tableau des engagements et des liquidations de dépenses au 29 février 1924 pour le Budget de 1923 :

Tableau des engagements et des liquidations de dépenses au 29 février 1924 pour le Budget de 1923.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE 1923.

Désignation des Budgets.	Total des crédits alloués.	Montant des engagements.	Total des dépenses liquidées.	Observations.
Justice	9,734,681. »	9,829,377.02 (1)	9,662,793.62	(1) En 1923, les indemnités temporaires et mobilières de vie chère figuraient au budget extraordinaire et étaient imputées sur des crédits <i>non limitatifs</i> , qui ont pu être dépassés sans suppléments préalables.
Affaires Etrangères .	883,481. »	536,214.83	536,214.83	
Intérieur et Hygiène.	1,347,662. »	1,471,463.99 (1)	1,066,426.77	
Sciences et Arts . .	59,126,167. »	56,059,097.19	30,875,017.63	
Agriculture	1,545,100. »	1,506,184.21	1,465,616.16	
Travaux publics . .	123,251,020. »	98,876,007.54	40,576,901.23	
Industrie et Travail .	10,987,962. »	699,964.09	699,964.09	
Colonies	300,281. »	327,166.92 (1)	327,166.92	
Défense Nationale .	180,598,059. »	169,780,335.26	75,877,188.60	
Gendarmerie . . .	2,067,200. »	2,788,100. » (1)	2,788,100. »	
Finances	225,337,036. »	210,661,648.62	198,426,444.30	
Affaires Economiques.	75,000. »	80,643.27 (1)	80,643.27	
TOTAL.	615,253,699. »	552,616,202.44	362,382,477.42	
Somme à verser au Fonds spécial d'amortissement des avances faites par la Banque Nationale en vue du retrait des monnaies allemandes.	100,000,000. »	100,000,000. »	100,000,000. »	
TOTAL GÉNÉRAL . .	715,253,699. »	652,616,202.44	462,382,477.42	

Cette même remarque s'applique aux réductions qu'ont subies les crédits proposés au Budget Extraordinaire pour la Défense Nationale; là encore intervient le facteur que nous venons de signaler et faut-il considérer ces réductions comme découlant dans une certaine mesure d'une appréciation plus adéquate des ressources estimées nécessaires à l'accomplissement de la partie du programme de construction, de fabrication ou d'acquisition, prévue pour l'exercice en cours; elles procèdent aussi, sans qu'il puisse être question de restrictions définitives apportées au programme arrêté, d'une certaine prolongation du laps de temps admis pour la réalisation de l'ensemble; c'est l'action relative de ces deux facteurs que nous aurons à analyser de façon plus minutieuse, lors de l'examen des articles. Nous ne nous attarderons point, en cette partie générale, à ces considérations, sinon pour affirmer qu'en ce domaine nulle compression ne serait tolérable qui apparaîtrait de nature à porter atteinte à la solidité de notre établissement militaire et à la sécurité de la défense du pays. Ce point de vue capital retiendra notre attention, dans la partie analytique du rapport, au chapitre des crédits afférents à la Défense Nationale. Étant formellement attestée notre volonté de le maintenir intact, comme criterium même de la légitimité des réductions envisagées, nous ne pouvons, moyennant d'avoir tout apaisement quant au maintien à hauteur de notre organisation militaire, que souscrire avec satisfaction à des amendements, dont l'effet est d'alléger dans une mesure considérable ce budget. Que l'on ne perde jamais de vue que toute dépense inscrite à l'extraordinaire a sa contre-partie dans l'emprunt; qu'elle se traduit donc par une augmentation de notre dette publique et un accroissement des charges qui en découlent; qu'elle réagit défavorablement sur notre change. Or, le maintien de notre crédit vis-à-vis de l'étranger est une autre façon, et peut être plus adéquate aux conjonctures du moment, d'organiser la défense de notre pays. En cet instant de bataille économique autour de notre devise, qui, le Roi l'exprimait tout récemment, est comme un morceau du drapeau national, le patriotisme n'est-il pas de porter tout notre effort au point critique et menacé, et de mettre tout en œuvre pour triompher de l'offensive déclanchée contre nous? Si tel est notre souci primordial, toute préoccupation ayant à venir à son heure et par ordre d'urgence et d'opportunité, à qui fera-t-on admettre que notre attachement à l'armée soit moins grand, et moins inébranlable notre résolution de la conserver forte et parfaitement outillée, ainsi qu'il importe si essentiellement au salut et à la dignité du pays? Les amendements déposés par le Gouvernement sont inspirés certes de cette pensée; aussi est-il équitable de ne les juger qu'en fonction de la politique générale qu'il s'est fait un scrupuleux devoir de suivre, et des nécessités économiques qui en cette période ne peuvent être méconnues sans péril grave pour notre existence nationale elle-même.

Par les amendements déposés, les crédits figurant au Budget Extraordinaire pour les Travaux Publics et pour la Défense Nationale se sont donc trouvés réduits de 37,545,500 francs et de 91,390,000 francs respectivement. Le total des diminutions, compte tenu de certaines augmentations postérieures au dépôt du Budget, se chiffre par 146,738.463 francs, résultat remarquable, et qui certes n'a pu être atteint, sans un effort méthodique et persévérant, difficile et peut-être pénible, mais d'autant plus méritoire, et dont il y a lieu de rendre hommage au Gouvernement.

Le tableau que voici permet une vue d'ensemble des crédits prévus pour 1924 répartis par Ministères et ramenés à leur montant définitif eu égard aux divers amendements dont la Chambre est saisie à ce jour :

BUDGET EXTRAORDINAIRE POUR 1924.

Ministères et Services.	Budget 1924.	Augmentations par amendements.	Diminutions par amendements.	Propositions soumises à la Chambre par la Commission.
Justice	265.000	335.000	»	600.000
Affaires Etrangères.	300.000	»	»	300.000
Intérieur et Hygiène	4.050.000	3.550.000	»	4.600.000
Sciences et Arts	24.950.000	8.690.737	»	33.640.737
Agriculture et	600.000	492.000	»	792.000
Travaux Publics	204.341.400	»	37.515 500	166.825.600
Défense Nationale	131.076.480	»	91.390.000	39.686.480
Finances	139.743.080	»	600.500	138.560.000
TOTAL.	501.743.080	12.767.737	129.506.000	385.004.817
Somme à verser au Fonds spécial d'amortissement des avances faites à l'Etat par la Banque Nationale en vue du re- trait des monnaies allemandes.	»	50.000.000	»	50.000.000
TOTAL GÉNÉRAL.	501.743.080	62.767.737	129.506.000	435.004.817

Ainsi qu'il est facile de le constater, ce Budget n'apparaît plus, dans sa structure essentielle, et dépouillé des postes accessoires, que, comme un budget de travaux extraordinaires auquel viennent émarger les bâtiments civils et les voies hydrauliques (166 millions), les constructions scolaires (33 millions), les habitations à bon marché (115 millions) et la Colonie (45 millions), ces deux derniers postes étant rangés sous la rubrique des crédits rattachés au Ministère des Finances.

Le chiffre de 385 millions qui représente le total véritable des crédits extraordinaires prévus pour 1924 acquiert toute sa signification si on le confronte avec le total des crédits votés pour les années précédentes. De cimes élevées, nous sommes descendus à un niveau qui, proportion tenue de la dévalorisation du franc, n'atteint même pas le chiffre des crédits votés en 1914.

Qu'on en juge, en se rappelant que le Budget Extraordinaire a accusé en 1919 deux milliards 700 millions, en 1920, six milliards 600 millions, en 1921, 962 millions, en 1922, 853 millions, en 1923, 615 millions, et en remarquant que les propositions actuelles qui englobent 385 millions de crédits, représentent en francs d'avant-guerre une centaine de millions alors que la moyenne des crédits votés aux Budgets Extraordinaires de 1904 à 1914, fut de 138 millions et que même le Budget de 1914 allait à 183 millions. Nous voici donc fortement en dessous des chiffres acceptés comme normaux jadis, alors que cependant des charges et des dépenses nouvelles, comme par exemple notre intervention pour parer à la crise du logement, sont venues solliciter des sacrifices indispensables,

On objectera peut-être à la pertinence des chiffres produits pour les années antérieures qu'ils comprenaient des crédits transférés à d'autres Budgets, notamment aux Budgets des régies, des dépenses recouvrables, et à l'ordinaire, et nous ne contredirons pas à cette observation. Il n'en demeure pas moins vrai que le volume final des dépenses dont la couverture est demandée à l'emprunt est réduit dans d'énormes proportions et ramené à des limites toutes normales. Symptôme très caractéristique qui atteste le retour à une situation budgétaire saine et nettement favorable.

* *

Touchant la forme dans laquelle le Budget Extraordinaire est établi, la Commission des Finances a examiné la suggestion de n'y plus voir compris les crédits rattachés au Département de la Défense Nationale, selon le vœu exprimé par la Commission de l'Armée et relaté dans le rapport de l'honorable M. de Burlet, rapporteur du Budget de la Défense Nationale.

Les membres qui se sont fait l'écho de cette idée l'ont appuyée d'arguments assurément sérieux. Il est, en effet, assez difficile de dissocier du Budget ordinaire de l'Armée l'étude que comporte l'adoption des crédits extraordinaires concernant la Défense Nationale. Or, l'examen du Budget ordinaire est confié à la Commission de l'Armée. Celle-ci ne serait-elle mieux placée que la Commission des Finances pour juger de l'opportunité de telle construction ou de la suffisance de tel approvisionnement, — dépenses qui, rappelons-le, figurent à l'extraordinaire ? Ces données sont, en effet, en liaison étroite avec les nécessités du fonctionnement journalier des rouages militaires que la Commission de l'Armée se donne précisément pour mission de suivre de près. Est-il dès lors justifié que ces crédits extraordinaires soient séparés du Budget ordinaire de l'Armée et que, par voie de conséquence, la Commission de l'Armée n'ait pas à en connaître alors que généralement ils revêtent une importance considérable ? Certains membres de la minorité de la Commission des Finances ont même défendu l'opinion que presque tous les crédits figurant présentement à l'Extraordinaire, pour la Défense Nationale, devraient être incorporés à l'ordinaire, ce qui résoudrait *ipso facto* la difficulté ; mais cette appréciation n'a pas recueilli l'approbation de la majorité de la Commission et nous ne la consignons qu'à titre d'indication documentaire.

La question soulevée par la Commission de l'Armée revêt une importance de principe ; elle met en cause les règles fondamentales elles-mêmes, suivant lesquelles l'aménagement de nos budgets a été conçu. Elle dépasse donc le point de vue auquel cette Commission s'est placée et pourrait être posée à propos de crédits afférents à tous les autres Départements. Notre éminent et si regretté collègue M. Mechelynck, dans la séance du 31 mars 1922 (*Ann. Parlementaires*, p. 539) l'envisageant sous cet aspect général, s'exprimait comme suit :

« Le budget de chaque Département devrait réunir les dépenses ordinaires, les » dépenses exceptionnelles et les dépenses qualifiées extraordinaires. Dans les » conditions actuelles, avec un budget spécial pour les dépenses extraordinaires, » il est très difficile de soumettre à un examen sérieux trois catégories de » dépenses ainsi réparties.

» La Commission chargée de l'examen du budget d'un Département devrait
 » pouvoir porter ses études sur toutes les catégories de dépenses, rechercher les
 » transferts nécessaires de l'une à l'autre catégorie, car, en somme, la différence
 » entre l'ordinaire et l'extraordinaire est souvent délicate à établir. L'ordinaire
 » doit être couvert par les ressources normales de l'État, tandis que les dépenses
 » extraordinaires, lorsqu'elles constituent une amélioration de l'outillage écono-
 » mique de la Nation, peuvent être couvertes par l'emprunt.

« Le groupement des différentes catégories de dépenses d'un même départe-
 ment facilitera nos discussions et mettra, ainsi que je viens de le dire, plus de
 clarté dans la situation financière. »

Dans cette conception, le Budget Extraordinaire, comme tel, cesserait d'exister, et c'est bien à cette solution de principe qu'il faudrait s'arrêter, si l'on s'engageait dans la voie indiquée par la Commission de l'Armée; il ne semble pas, en effet, exister de raison suffisante de faire aux crédits ressortissants au département de la Défense Nationale un sort différent de celui qui est assigné aux crédits extraordinaires des autres départements. Une objection évidente et de simple logique nous interdit d'appliquer dans l'aménagement des budgets une méthode à certains crédits, et une autre à certains autres. Et c'est dès lors toute la question qui est à examiner dans son ensemble.

Il ne nous appartient pas, en ce rapport, de trancher cette controverse délicate, et nous nous bornons à en indiquer les éléments.

La méthode définie par l'honorable M. Meehelynck faciliterait de beaucoup l'examen des propositions budgétaires *de chaque département*. Mais n'existe-t-il pas un inconvénient très grave à associer dans un seul et même cadre — ce qui doit fatalement amener à une confusion entre elles — des dépenses d'un ordre essentiellement différent et qui sont appelées à être couvertes les unes par les ressources normales de l'État, les autres par l'emprunt? Ne faut-il pas craindre que cette méthode nous expose à faire apparaître notre budget comme devant s'équilibrer par l'emprunt, alors que la vie ordinaire de l'État doit se trouver assurée par ses revenus annuels? De ce point de vue l'établissement séparé du Budget Extraordinaire fut considéré comme réalisant un véritable progrès, et d'autant plus que les règles de comptabilité, strictement appliquées en ces dernières années, n'ont accordé aux importants crédits prévus à l'extraordinaire, qu'un certain délai de validité, ce qui a rendu possible un contrôle très exact et continu. L'application d'une méthode nouvelle disloquerait un ensemble utile au point de vue de la clarté financière et elle aurait même peut-être de certains côtés comme conséquence d'obscurcir l'étude générale des budgets dont la forme actuellement systématisée, par la coexistence de budgets distincts pour les dépenses ordinaires, extraordinaires et recouvrables, permet une vue complète et une comparaison aisée d'un exercice à l'autre. Enfin il n'est pas dépourvu d'intérêt de signaler l'utilité, qui existe à ne point déroger, sans mûres délibérations, à l'ordonnancement adopté pour une série d'années budgétaires et dont la fixité est déjà un mérite incontestable. C'était l'avis que l'honorable M. Houtart, dans son rapport général sur le Budget de 1922, résumait en disant : « Moins de changements, moins de perfectionnements. Au point de vue de la clarté, la permanence de la méthode adoptée importe peut-être plus encore que la qualité même de cette méthode ».

L'examen du problème de principe que soulève la motion de la Commission de l'Armée pourra trouver place dans le débat sur le Budget, et il s'éclairera de l'avis autorisé que ne manquera pas de donner l'honorable Ministre des Finances. Nous ne pouvons ici qu'en indiquer les grandes lignes. Une solution de simple procédure parlementaire qui pourrait être de nature à donner satisfaction au vœu de la Commission de l'Armée, serait qu'à l'avenir les propositions de crédit extraordinaires lui soient soumises, afin qu'elle en fasse rapport de façon spéciale.

L'étude du Budget Extraordinaire a amené la Commission des Finances à renouveler une observation déjà formulée précédemment à de nombreuses reprises ; il serait désirable que le document du budget comprenne un tableau d'ensemble renseignant pour chacun des grands travaux, dotés d'un crédit, la dépense antérieurement engagée, le degré d'achèvement et le coût total. Nous donnons ce document en annexe. Rapproché d'une année à l'autre, ces tableaux permettraient de se rendre compte de la marche générale des entreprises et pourraient fournir des directives précieuses facilitant l'étude du Budget. De plus, aux développements des articles, on souhaiterait voir figurer une note indiquant par le détail, l'emploi projeté du crédit et quelques données sur l'utilité et éventuellement sur l'urgence du travail. Ces données, en ce budget-ci, ont été très minutieusement fournies par le Département des Travaux Publics, elles sont fort insuffisantes pour d'autres Départements, notamment pour celui des Sciences et des Arts, qui se borne à des énonciations de montants élevés, sans un mot de commentaire. Il est permis sans doute d'espérer que pour l'an prochain, ces quelques desiderata auront reçu satisfaction.

. . .

Enfin certains membres ont discuté les règles actuellement appliquées en matière de comptabilité budgétaire, et qui s'inspirent du principe de l'*annalité* pour tous engagements quelconques de dépenses extraordinaires. Ils ont fait valoir que ce principe se concilie difficilement avec les nécessités pratiques de l'exécution des grands travaux, l'administration étant tenue d'engager les crédits avant le 31 décembre de l'exercice en cours, à peine de les voir tomber en annulation à cette date. Ils ont demandé que les crédits extraordinaires restent valables pendant trois ans, régime en vigueur avant la guerre. Cette proposition a toutefois été rejetée par la Commission des Finances, celle-ci ayant estimé que ce fléchissement du principe de l'*annalité* rendrait impraticable un contrôle qui, en la matière, apparaît devoir s'exercer avec minutie. Divers procédés actuellement admis, comme l'annonce de la dépense totale dans le libellé des articles, permettant d'ailleurs de réaliser la souplesse nécessaire et rendent possibles des engagements de dépenses pour plusieurs exercices lorsqu'il s'agit de grands travaux. Pour le surplus, le vrai remède à l'inconvénient signalé se trouve dans le vote anticipé du Budget Extraordinaire, vote qui normalement devrait précéder celui des autres budgets. Tel est le résultat qu'il serait désirable d'atteindre à l'avenir, et en vue duquel le Parlement devrait s'imposer la discipline voulue.

* * *

Le Budget Extraordinaire contient une multitude de crédits se rapportant à des objets très divers et qu'aucun lien ne permet de réunir dans une étude

d'ensemble. Il ne se prête donc guère à des considérations touchant la politique suivie par les divers Départements et qu'il appartient plutôt aux rapporteurs des budgets ordinaires d'examiner. Notre tâche sera plus modeste : Exception faite pour certains points importants qui auront à retenir notre attention, force nous sera donc de procéder par voie d'analyse successive des articles et de signaler à propos de chacun d'eux, les renseignements intéressants ou de nature à éclairer la décision à prendre, quant à l'octroi du crédit sollicité. Nous résumerons le plus possible les éléments puisés dans les réponses des honorables Ministres intéressés que nous nous sommes vus obligé de mettre « à la question » par nos multiples demandes de renseignements et que nous remercions vivement de la collaboration obligeante qu'ils ont bien voulu nous accorder!

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

ARTICLE PREMIER. — *Dépenses d'outillage et ameublement des nouvelles institutions publiques de l'État frs. 100.000*

Le libellé de l'article pourrait utilement être précisé. La Section Centrale propose de l'énoncer comme suit : *Asile-clinique pour filles, à Bruges, et Établissement d'éducation pour filles à Saint-Servais. Dépenses d'outillage et d'ameublement.*

Le crédit est destiné à se répartir par moitié entre ces deux établissements.

Il s'agit à Bruges de l'asile où sont recueillies et soignées les jeunes filles des établissements de bienfaisance, atteintes de maladies vénériennes; il fonctionne depuis janvier 1923 dans les locaux de l'ancien dépôt de mendicité. La population de l'asile est actuellement de 45 pensionnaires, mais les aménagements en cours vont permettre de l'élever à 100. L'an dernier frs. 12.818,70, ont été dépensés pour ce même objet. Une visite sur place nous a permis de nous rendre compte de l'excellente tenue de l'établissement. Son institution a comblé, à peu de frais, une lacune grave, en créant la possibilité de retirer des écoles de bienfaisance les malades dont la présence constituait un danger.

L'Établissement d'éducation pour jeunes filles de Saint-Servais, réalisera le système pavillonnaire, sa population sera de 175 élèves. Sur le Budget Extraordinaire de l'an dernier, une somme de fr. 75.246,45 fut consacrée à l'ameublement. Celui-ci se poursuit dans un esprit de grande économie, mais vu le caractère spécial et nouveau de cet établissement, il n'est pas permis d'affirmer que le présent crédit de 50.000 francs sera le dernier, aussi longtemps que l'aménagement des locaux ne sera pas terminé.

ART. 2. — *Établissement de Bienfaisance de l'État à Saint-André-lez-Bruges. — Travaux de menu parachèvement qui restaient à effectuer en 1914. — Ameublement. — Matériel, infirmerie, désinfection, etc. — 65,000 francs (réduit par amendement à 50,000 francs).*

L'important établissement de Saint-André-lez-Bruges comprend deux parties : le dépôt où sont recueillies 172 femmes et 18 enfants, et le refuge qui héberge 90 femmes et 17 enfants. Les syphilitiques sont au nombre de 46, mais cette catégorie de pensionnaires est assez variable.

Le crédit sollicité concerne à la fois les deux institutions, puisqu'il se rapporte à des services communs entre elles : la maternité, l'infirmerie et le quartier des syphilitiques. On peut dire que ces trois services sont dans un état d'indigence absolue au point de vue du matériel, les instruments et les meubles y faisant presque complètement défaut. La maternité ne possède même pas de table de travail et les accouchements se font sur une table ordinaire; le quartier des syphilitiques n'a pas de loge pour l'examen des femmes malades. L'ameublement du quartier des mères est insuffisant et délabré. Il est à noter que l'on se sert toujours du mobilier transporté du Refuge ou du Dépôt désaffectés de Bruges, et qui était dans un état de vétusté absolue.

De plus, il n'existe aucun abri suffisant pour remiser le matériel roulant ni les ustensiles agricoles, qui se détériorent rapidement sous l'action des intempéries.

Enfin, la buanderie et la salle de repassage ne peuvent suffire au besoin de la clientèle extérieure, source de profits pour l'établissement et réclament certaines améliorations.

On le voit, l'octroi du crédit s'impose par des raisons de véritable et urgente indispensabilité. Une nouvelle évaluation a permis de le réduire de 68,000 à 50,000 francs.

ART. 3. — *Etablissement d'éducation pour filles à Saint-Servais. — Achèvement des travaux de premier établissement. — 100,000 francs (porté par amendement à 450,000 francs).*

Au Budget Extraordinaire de 1923 fut voté, pour l'achèvement de l'établissement de Saint-Servais, un crédit de 500,000 francs sur lequel il n'a été dépensé que 56,000 francs. L'Inspection générale des Constructions, sollicitée par d'autres travaux à faire, n'a pu mettre le Département en mesure d'engager davantage le crédit octroyé. De plus, le décès inopiné du Chef du dit service a empêché d'entamer certains travaux prévus pour 1923. Le crédit actuellement sollicité et porté par amendement à 450,000 francs n'est donc que le report d'un crédit antérieurement accordé et non utilisé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ART. 4. — *Acquisition, construction ou reconstruction d'hôtels pour les légations ou consulats Fr. 300,000*

Le crédit de 200,000 francs accordé l'an dernier pour le même objet n'a reçu aucune imputation.

Celui de 300,000 francs, qui est donc en majeure partie un report, est demandé non en vue de l'acquisition d'immeubles déterminés, mais d'acquisitions éventuelles, et afin d'éviter qu'une occasion d'achat favorable se présentant, doive être abandonnée faute de crédit.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE.

ART. 5. — *Frais d'études et travaux à effectuer aux sources minérales et installations sanitaires de la ville de Spa Fr. 500,000*

Les sources minérales de la région de Spa constituent pour le pays une richesse productive et conséquemment l'intervention de l'État, en vue d'assurer leur préservation, est toute justifiée.

Un contrat avenant en 1912 et modifié en 1917 existe entre la ville de Spa et la Compagnie fermière des eaux de Spa, aux termes duquel celle-ci s'est vu concéder pour une durée de 36 ans, à dater de la mise à sa disposition de l'établissement des bains, le monopole d'exploitation des eaux minérales, de l'établissement de bains et de diverses fontaines. Mais il importe que ces diverses installations, qui font partie du domaine communal de la ville de Spa, soient maintenues en état de répondre à leur but, et c'est aux travaux d'hygiène nécessaires à cette fin, que l'intervention de l'État est appelée à pourvoir. La ville de Spa ne participe pas à cette dépense, ses ressources sont très limitées et les travaux que requièrent d'autres installations et qu'elle doit assumer — notamment la distribution d'eau potable — sont très onéreux. C'est ce qui a amené l'État à envisager la reprise des sources minérales et des installations balnéaires; dès l'an dernier, la Commission des Finances, à l'occasion de l'examen de ce crédit, a insisté pour qu'une convention régularise à cet égard la situation existante entre l'État et la ville. Interrogé à nouveau sur ce point, l'honorable Ministre a répondu dans les termes que voici : « La question de la reprise par l'État des sources minérales et des installations balnéaires en est toujours au point défini par la dépêche qui vous a été adressée le 27 mars 1923, n° 10-59. (Voir rapport Budget extraordinaire. pp. 16, 17 et 18.) Elle est étudiée actuellement par le Département des Finances, qui ne m'a pas encore fait part de sa décision. Les études relatives aux modalités de la reprise, à l'exploitation des installations balnéaires, à l'élaboration de la convention de reprise qui réglerait la situation respective de la Compagnie, de la ville et de l'État, ont été interrompues en l'absence de toute décision de la part de M. le Premier Ministre. »

La Commission insiste à nouveau pour que cette question reçoive une solution, puisque l'intervention de l'État semble être appelée à devoir se répéter. Il n'est pas possible, en effet, a dit l'honorable Ministre, en réponse à une question touchant l'envergure et le coût du programme encore à réaliser, d'évaluer actuellement les travaux qui resteront à faire lorsque les divers aménagements mentionnés aux développements du Budget, seront exécutés. Les sommes inscrites au Budget de 1923 (500.000 frs.) et de 1924, permettront l'exécution des travaux d'aménagement et de protection les plus importants. Une mise au point apparaît donc absolument nécessaire.

ART. 6. — *Achat d'un immeuble pour le laboratoire de bactériologie de l'administration de l'hygiène et frais de premier établissement . fr. 500.000*

Actuellement le laboratoire de l'hygiène occupe un local de l'aile droite du

Palais du Cinquantenaire. Il comprend quatorze pièces de travail, outillées en vue de recherches de bactériologie et de chimie appliquées à l'hygiène, différentes annexes pour les services accessoires et l'entretien des animaux d'expérience, ainsi qu'une habitation pour le concierge.

Ces locaux sont trop exigus en égard aux nécessités du service ; de plus ils sont défectueux et absolument antihygiéniques ; enfin, ils nécessitent chaque année des frais d'entretien et d'appropriation qui rendent cette occupation très onéreuse pour le Trésor.

Ces raisons seraient suffisantes pour justifier une demande de transfert, mais il convient d'ajouter que le laboratoire est expulsé de ses locaux pour faire place au Musée de l'Armée lequel occupe des locaux contigus.

Au moment où la demande de crédit a été transmise aux Finances, l'Administration de l'Hygiène avait en vue un immeuble sis à Bruxelles, d'une superficie de 32 ares dont cinq couverts de bâtisses en parfait état d'entretien ; l'acquisition aurait pu être faite pour 475,000 francs, et il aurait suffi de 25,000 francs pour les principaux frais de première installation. Faute de crédit, l'acquisition n'a pu être réalisée.

Mais il ressort de là que l'État ne pourra faire l'acquisition d'un immeuble répondant à tous les desiderata pour une somme inférieure à 500,000 francs.

Un membre de la Commission a suggéré qu'afin d'éviter des frais, de s'efforcer de faire un accord avec d'autres laboratoires ou peut-être avec l'Université. Cette idée est soumise à l'attention de l'honorable Ministre compétent.

ART. 7. — Construction d'une annexe-hangar à l'Office vaccinogène de l'État à Cureghem fr. 50,000

Ce crédit fait double emploi avec un crédit du même import inscrit à l'article 43. L'article 7 doit en conséquence disparaître.

ART. 7bis. — Première tranche de la part d'intervention de l'État dans le coût des travaux de captage et d'adduction des sources supérieures du Neblon, entrepris par la Compagnie Intercommunale des Eaux de l'agglomération liégeoise et extensions pour l'alimentation de l'agglomération liégeoise . fr. 1,500,000

ART. 7ter. — Première tranche de la part d'intervention de l'État dans le coût des travaux d'établissement d'une distribution d'eau par la ville de Bruges. Fr. 1,100,000

ART. 7quater. — Première tranche d'intervention de l'État dans le coût des travaux d'amélioration complémentaire du régime des eaux de la vallée du Maelbeek (1^{er} lot), exécutés par la province du Brabant . . . fr. 1,000,000

Intervention de l'État dans divers travaux destinés à améliorer l'alimentation en eau potable à Liège et à Bruges, ainsi que le régime des eaux de la vallée du Maelbeek à Bruxelles.

Les développements donnés aux amendements sont suffisamment justificatifs. Aucune observation.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

ART. 8. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles normales* fr. 300,000
(Porté par amendement à fr. 400,000)

Ce crédit est relatif à des travaux extraordinaires d'agrandissement, d'amélioration et d'ameublement dans les écoles normales autres que celles visées aux articles 9 à 15.

Le document du Budget ne donne pour cet article, ni pour les suivants, aucune indication précise. Diverses questions ont donc été posées ; elles ont permis de fixer les données que nous relatons ci-dessous.

Voici comment doit se ventiler le crédit de 400,000 francs inscrit à l'article 8 :

<i>Couvin</i> . . .	Matériel divers	Fr. 5,000	
<i>Gand</i> . . .	Mise en état des bâtiments de l'école d'horticulture rétrocedés	fr. 50,000	
	Placement de l'électricité	10,000	
	Lits, matelas, couvertures, armoires, etc.	20,000	
	Aménagement d'installations sanitaires	50,000	
		—————	130,000
<i>Mons</i> . . .	Matériel didactique (physique — chimie — sciences), etc.	14,000	
	Rideaux de lits, draps, taies	5,000	
	Couvertures, matelas, lits	15,000	
		—————	34,000
<i>Verviers</i> . .	Matériel, salle de gymnastique	36,000	
	Plantations à faire dans la propriété	10,000	
	Matériel divers	10,000	
		—————	56,000
<i>Bruges</i> . . .	Mobilier et moyens didactiques pour les nouvelles classes	28,000	
	Literies et ameublement chambrettes	17,000	
	Aménagement cuisine	10,000	
	Linoléums et tableaux	2,500	
		—————	57,500
<i>Bruxelles.</i> .	Ameublement salle de couture et gymnastique	10,000	
	Tableaux et estrades	7,000	
	Tables, chaises et casiers	5,000	
	Installation gaz, ardoisage, murs, couleurs, rideaux et stores	13,000	
	Aménagement d'une salle de dessin et matériel divers	50,000	
		—————	85,000
	Imprévus et erreurs possibles sur évaluations		32,500
			—————
			Fr. 400,000

Le libellé trop vague de l'article pourrait opportunément être remplacé par le suivant :

Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles — Ecoles de Couvin, Gand, Mons, Verviers, Bruges, Bruxelles.

Le crédit de 1,265,000 francs voté au Budget de 1923 a été entièrement engagé.

ART. 9. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles.*

Ecole normale de Lierre fr. 2,000,000
(porté par amendement à 3,009,000 de francs).

Dans le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1923, nous avons consigné comme chiffre d'adjudication des travaux la somme de 5,770,430 francs. Mais le montant de cette soumission ne comprenait pas les frais d'installation du chauffage, de l'éclairage et de l'ameublement. Le total s'élèvera à 7 1/2 millions. C'est pour l'achèvement complet de l'école qu'un dernier crédit de 3 millions a été demandé pour l'exercice 1924. 4 1/2 millions ont été dépensés au 31 décembre 1923.

Le crédit de 4 millions suffisant pour achever la construction proprement dite, voté l'an dernier, n'a été engagé qu'à concurrence de 3 millions. Le solde non engagé de 1 million a été reporté au présent budget. C'est l'objet de l'amendement déposé.

La mise sous toit est en cours; aux termes du contrat intervenu entre l'État et la ville de Lierre, l'école s'ouvrira en octobre 1925.

ART. 10. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

École normale de Nivelles fr. 2,000,000

Le montant de la soumission approuvée et qui s'élevait, comme nous l'avons dit dans notre rapport de l'an dernier, à 7,418,398 francs, ne concerne que le gros œuvre. Il convient d'y ajouter les dépenses pour l'éclairage, le chauffage, l'ameublement et la peinture, soit 1,500,000 francs environ.

Les crédits précédents, votés pour 1922 et pour 1923, de 2 millions et de 4 millions respectivement, ont été complètement engagés.

Les murs d'une partie du bâtiment sont en élévation. Le délai fixé pour l'achèvement des travaux de gros œuvre, commencés le 9 février 1923, est de 900 jours.

ART. 11. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

École normale de Blankenberghe. fr. 500,000
(porté par amendement à fr. 2,500,000)

Les travaux du bâtiment principal sont terminés et l'école y fonctionne depuis octobre 1923. Restent à construire les maisons d'habitation du directeur, de l'économe et du concierge, une salle de dessin, des salles de travail manuel, plusieurs salles de cours.

Le crédit de 2,200,000 francs voté au Budget de 1923, n'a pu être engagé qu'à concurrence de 550,000 francs (et non 100,000 francs ainsi que le portent

par erreur les développements figurant à la page 4 des amendements); les difficultés rencontrées dans l'acquisition de certains terrains indispensables à l'installation de l'école ont été la cause de ce retard. C'est pourquoi le report au présent budget de la partie non utilisée de ce crédit a été sollicitée par amendement. Le coût total sera 6,200,000 francs.

ART. 12. — *Enseignement normal. Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

Ecole normale d'Arlon fr. 2,000,000

Le crédit de 2,000,000 de francs, voté pour 1922 avait été engagé à concurrence de 975,000 francs, celui de 3,000,000 de francs, voté pour 1923 est engagé à totalité. Le coût total renseigné au rapport de l'an dernier comme s'élevant à 6 millions ne comprend que le gros œuvre. La dépense complète en y comprenant le chauffage, l'éclairage et l'ameublement comportera 8 millions.

Les fondations sont près d'être terminées. Les travaux pour le gros œuvre commenceront incessamment et d'après le contrat passé avec l'entrepreneur, ils doivent être terminés dans un délai d'un an.

ART. 13. — *Enseignement normal. Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

Ecole normale de Lacken fr. 1,000,000
(porté par amendement à fr. 3,000,000)

Le crédit de 2 millions voté pour 1923, n'a pu être engagé qu'à concurrence de 272,000 francs (baraquements provisoires, achat d'une parcelle de terrain). C'est toute la dépense faite à ce jour. Le coût total sera de 5 millions, le chiffre indiqué au rapport de l'an dernier, ne comprenait que le gros œuvre,

La mise en adjudication n'a pu avoir lieu au cours de l'année 1923. Mais des mesures sont prises pour que les travaux puissent commencer en 1924.

ART. 14. — *Enseignement normal. Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

Ecole normale de Liège fr. 500,000
(porté par amendement à fr. 1,000,000)

Le crédit de 1 1/2 million accordé l'an dernier est entièrement engagé. Le coût total sera de 5 millions environ. La demande de crédit actuelle a été, en conséquence, portée à 1 million, afin d'activer la réalisation du programme fixé.

Les travaux en cours sont urgentement nécessaires : l'accroissement considérable du nombre des élèves exige l'agrandissement des installations actuelles. Il s'agit d'autre part, d'un ancien bâtiment exigeant de nombreuses réparations indispensables.

Le délai d'achèvement est fixé à vingt mois : il court à partir de janvier 1924.

ART. 15. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement etc. d'écoles normales.*

Ecole normale de Tournai fr. 650,000

Le crédit de trois millions voté au Budget extraordinaire de 1923 est engagé à concurrence de 2.717.036 francs. Le coût total est de 3.670.000 francs environ, y compris les frais d'installation du chauffage, de l'éclairage, de l'ameublement, et les travaux de peinture. On trouvera l'énoncé des travaux à exécuter aux annexes (page XVII) du rapport sur le Budget extraordinaire de 1923. Ils doivent être terminés dans un délai de vingt mois, courant depuis le 9 décembre 1923.

Arr. 15 bis. — *Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles normales.*

Ecole normale de Virton fr. 50.000

Le crédit de 500.000 francs voté en 1923 est engagé entièrement. Le coût total atteindra 550.000 francs et le crédit actuel est donc final. Les travaux actuellement en cours ont pour objet la restauration et l'agrandissement de l'école normale ; de plus il convient d'agrandir le jardin, de compléter l'ameublement de la salle de gymnastique et de remettre en bon état la cour de récréation.

Arr. 16. — *Enseignement primaire — Subsidés pour construction, ameublement, etc. de maisons d'écoles et de baraquements scolaires . . . fr. 10.000.000*

On se rappellera qu'un crédit de 9 millions avait été inscrit pour ce même objet à l'article 16 du Budget extraordinaire de 1923, venant se joindre à un autre crédit de 3 millions qui a figuré à l'article 146 du Budget ordinaire des Départements des Sciences et des Arts.

A l'appui de cette demande de crédit, l'honorable Ministre a fait ressortir alors qu'il y avait là une liquidation d'engagements antérieurement pris par l'Etat. En effet : 1) les subsides dûs et non liquidés encore s'élevaient au total à 5.000.000 francs environ.

2) Le coût des projets approuvés au cours de l'année 1922, étant évalué à plus de 37 millions, la part d'intervention de l'Etat dans cette dépense devait dépasser 12 millions, dont la moitié, au moins, 6 millions, serait liquidable en 1923. Successivement la seconde moitié de cette participation deviendrait payable en 1924.

C'est de ce crédit qu'il s'agit ici.

On doit faire face en outre, de ces six millions, aux engagements concernant les projets soumis et approuvés en 1923 et dont la réalisation a commencé depuis, ou commencera cette année-ci. Or, le département a admis pendant la première moitié de 1923, des travaux estimés à plus de 55 millions. L'intervention de l'Etat dans cette dépense dépassera 12 millions, dont la moitié à payer en 1924, soit encore six millions.

L'exécution de certains projets sera peut-être retardée par suite de circonstances diverses ou faute de ressources communales suffisantes, mais il importe de tenir compte des nombreux projets approuvés pendant la seconde moitié de 1923 et dont plusieurs doivent même être achevés en 1924.

C'est dans ces conditions que le Département des Sciences et des Arts a évalué que réduit au plus strict minimum, le crédit à prévoir au présent budget, devrait s'élever à 12 millions ; ce n'est qu'à raison d'incertitudes de

réalisation et sous réserve de solliciter une augmentation par amendement ou par voie de crédit supplémentaire, que la demande a été comprimée à 10 millions.

Il est à noter que les crédits de 1922 et 1923 (7 millions et 12 millions) ont permis de liquider tous les *anciens subsides arriérés* et qu'il ne s'agit plus que de faire face aux *nécessités présentes*.

Ces chiffres permettent d'apprécier l'ampleur de l'effort qui a été fourni pour assister les administrations communales dans leur mission et mettre l'organisation matérielle de l'enseignement primaire en situation de mieux répondre aux besoins actuels.

On trouvera aux annexes (document n° 1) un relevé relatif à l'emploi des divers crédits alloués en 1922 et 1923 ainsi que certaines données permettant de juger comment l'intervention de l'État s'est exercée au profit de diverses communes du pays.

Art. 17. — *Enseignement primaire. — Part d'intervention de l'Etat dans les réparations de bâtiments d'école des régions dévastées.* fr. 6,000,000

L'examen de cet article a soulevé la question de savoir s'il n'importerait pas que le crédit y prévu soit rattaché, tout au moins, en majeure partie, au budget des dépenses recouvrables.

L'honorable Ministre s'est, quant à ce point, expliqué de la façon suivante :

« Les dépenses imputées sur ce crédit sont afférentes aux *développements* réalisés dans la reconstruction des écoles détruites des régions dévastées. Les bâtiments scolaires sont rétablis dans leur ancienne importance au moyen des indemnités de dommages de guerre. Mais beaucoup ne répondent plus ainsi aux besoins actuels et il faut donc leur donner les extensions nécessaires. Il n'est pas possible aux communes ruinées d'assumer les frais de celles-ci et le Gouvernement a remis totalement cette charge à l'État sans prévoir aucun recouvrement dans l'avenir sur les fonds communaux. Il s'agit donc bien de participations définitives, abandonnées entièrement au profit des communes, et non d'avances à récupérer. La question posée comporte en conséquence une réponse négative. »

Le commentaire de l'article 17 fait mention d'un crédit de 6 millions accordé pour le même objet en 1923. Il s'agit en réalité de deux postes de crédit, l'un de 1,500,000 francs qui a figuré à l'article 152 du Budget ordinaire (dépenses exceptionnelles), l'autre de 4,500,000 francs à l'article 19^{ter} du Budget extraordinaire (crédits supplémentaires, loi du 10 août 1923, document 381, Chambre des Représentants, 1922-1923). Ces crédits ont été engagés à concurrence de fr. 1,499,809.49 et de fr. 4,492,440.68.

Quid du programme encore à réaliser? Il résulte des renseignements fournis par l'Office des Régions dévastées que l'on peut évaluer à 4,558,000 francs l'intervention du Département des Sciences et des Arts dans les travaux *non encore adjugés, mais devant l'être en 1924*. Quant au montant des parts du Département dans le coût des travaux *adjugés à ce jour depuis le 1^{er} janvier 1924*, il s'élève à fr. 1,527,945.97. Au total : fr. 6,085,946.97. D'où le montant du crédit actuellement demandé.

Art. 17^{bis}. *Enseignement moyen. — Construction et aménagement de locaux dans les régions dévastées* fr. 3,040,737

Un crédit de 6,363,336 francs, a déjà été voté aux mêmes fins et utilisé à concurrence de fr. 4,159,262.94. Ce crédit a été introduit au Budget extraordinaire de 1923 comme crédit supplémentaire par la loi du 10 août 1923 (document 381, Chambre de Représentants 1922-1923).

Quid du programme à réaliser en la matière ?

Le programme dont on poursuit la réalisation pour l'enseignement moyen, dans les régions dévastées, comprend la construction, suivant les besoins actuels, de 11 écoles moyennes, à savoir : Aerschot (1), Menin (1), Visé (1), Nieuport (2), Termonde (2), Lierre (1), Pecq (2), Ypres (1).

Le Département de la Défense Nationale vient de céder au Département des Sciences et des Arts les locaux de l'ancien hôpital militaire de Termonde, dans lesquels il sera possible d'installer très convenablement les deux établissements d'instruction moyenne de l'État, en cette ville. Dès que le Département sera fixé sur le prix de la reprise de l'immeuble, à établir de commun accord avec l'Administration des Domaines, il sera à même de répondre très exactement à la question de la suffisance des crédits. Si cette cession a lieu dans des conditions avantageuses — et il est vraisemblable qu'il en sera ainsi — il est quasi certain que le crédit total de 7,200,000 francs, accordé par la Législature (en 1923 et 1924), permettra l'exécution du programme exposé ci-dessus.

Il ne restera plus alors à envisager, dans cet ordre d'idées, que la construction de l'école moyenne de filles, à Hasselt incendiée lors du départ des Allemands. Malgré d'instantes démarches auprès de l'Administration communale, la question n'a pas encore reçu de solution.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

A. — Agriculture.

Art. 18. — *Terrains incultes domaniaux et bois domaniaux : boisement, reboisement, assainissement, création et réfection de chemin de vidange, etc.* fr. 400,000
(porté par amendement à fr. 450,000)

Ce crédit sera affecté :

a) A la continuation des travaux de mise en valeur, interrompus pendant la guerre, des bruyères de la Campine achetées dans ce but par l'État (domaines de Raevelds, d'Exel, de Heywick-op-Grimby);

b) A la continuation de l'assainissement et du boisement des hautes fagnes, ainsi que de la restauration des mauvais taillis de la forêt de Hertogenwald, indépendamment du reboisement, à charge du Budget des dépenses recouvrables, des grandes étendues de cette forêt mises à blanc par les allemands;

c) A la conversion de mauvais peuplements feuillus dans d'autres forêts, notamment dans les environs de Spa, et à la création de sous-étages dans les peuplements résineux domaniaux, spécialement dans la partie haute du pays;

d) A la création ou la réfection de la voirie forestière dans divers domaines boisés appartenant à l'État.

Le prix de location des chasses domaniales dont le Roi a bien voulu faire abandon à l'État en vue de favoriser le reboisement, est porté en recettes au budget des « Voies et Moyens », comme revenus des forêts. Ainsi donc, quoique le chiffre du crédit soit supérieur à celui qui était inscrit au budget de 1923, il n'y a donc pas en fait pour l'État de majoration de dépenses par rapport à celles qui ont été effectuées pour le même objet l'an dernier.

Ce crédit de 300,000 francs voté à l'article 20 du Budget Extraordinaire de 1923, a été complètement dépensé ou engagé, sauf en ce qui concerne les sommes qui devaient servir au paiement des travaux en régie, les plantations notamment et qui n'ont pu être exécutés en décembre à cause des intempéries. Ces sommes ne pouvant être reportées tombent en annulation; il ne s'agit que de quelques milliers de francs.

Un membre a émis le vœu que les dignes des Flandres, non encore déclassées, mais qui ne rendent plus aucun service à raison de leur état de détérioration, puissent être déclassées et restituées à la culture.

La Commission a décidé de soumettre cette suggestion à l'attention de l'honorable Ministre de l'Agriculture.

ART. 19. — *Acquisition d'immeubles destinés à agrandir le domaine privé de l'État, notamment les forêts domaniales, ou d'immeubles dont la conservation est reconnue désirable pour des raisons d'esthétique ou dans l'intérêt de la préservation des sites. Quote-part de l'État dans les intérêts et l'amortissement des capitaux nécessaires à l'acquisition de forêts indivises Fr. 200.000*

Ce crédit qui figurait jusqu'à présent parmi les crédits extraordinaires rattachant au Ministère des Finances, a été transféré parmi ceux qui concernent le Département de l'Agriculture, parce que c'est principalement l'Administration des Eaux et Forêts qui est compétente pour juger de l'opportunité des acquisitions dans l'intérêt du domaine dont elle a la garde et la gestion. Le libellé en a été modifié afin de permettre à l'État de payer sa quote-part dans la constitution de sociétés intercommunales, ayant pour but de sauver des forêts menacées de destruction et qui présentent un intérêt général pour les agglomérations et pour le pays entier.

L'octroi de ce crédit est indispensable pour permettre l'acquisition d'enclaves, de parcelles joignant le domaine boisé actuel de l'État (37.000 hectares plus 11.500 hectares à Eupen-Malmédy) et de nature à donner à celui-ci une plus-value importante. Dépense productive donc à certains égards, et qui répond à la réalisation d'une politique poursuivie en Belgique dès avant la guerre. Elle est pratiquée de même par les nations voisines et il n'est pas sans intérêt de signaler à ce propos que le Parlement anglais a voté 3.500.000 livres pendant la dernière période décennale pour la location et l'achat de forêts et pour le boisement de terrains incultes. La France procède de même, la loi du 31 juillet 1920 ayant stipulé que le prélèvement de l'État sur le produit des jeux serait partiellement affecté à l'acquisition et à la restauration des bois et forêts.

Un membre en section, s'est informé du sort des bois d'Héverlé et de Meerdal. Voici les renseignements fournis à cet égard par l'honorable Ministre de l'Agriculture : « Par dépêche du 14 juin 1923, 3^e section, n° 7400/4/4, M. le Ministre des Finances a confié la gestion des bois d'Héverlé et de Meerdal à

l'Administration des Eaux et Forêts. Celle-ci se préoccupe de l'entretien et de la restauration de ces biens, et des travaux à concurrence de près de 150.000 francs sont prévus pour l'exercice 1924. Au surplus, M. le Ministre des Finances a notifié à M. le Procureur Général à Bruxelles, la décision prise par l'Etat d'exercer au sujet de ces bois le droit de rétention que lui confère l'article 14 de la loi du 17 novembre 1921 sur la liquidation des biens des ressortissants allemands. »

Une autre question a été posée à propos du petit béguinage de Gand. Il y a été répondu comme suit : « Le service des sequestres se préoccupe de la liquidation des immeubles dépendant du Petit Béguinage de Gand. Aucune proposition ferme n'a pu jusqu'à présent être formulée, à raison de l'importance et de la complexité de la question.

L'enquête administrative a notamment pour objet l'examen d'une convention de bail passée le 15 avril 1863 entre le duc Engelbert d'Arenberg et la Grande Dame du Petit Béguinage, aux termes de laquelle le duc s'engage à conserver au Béguinage sa destination pieuse, moyennant le paiement d'un loyer annuel soumis à révision après chaque période de 25 ans ; ce loyer est de 24.950 francs, pour la période en cours finissant le 31 décembre 1937, alors que la valeur des immeubles est d'au moins 1.400.000 francs.

Quelle que soit la solution qui intervienne, on ne manquera pas de se soucier de l'intérêt historique que peuvent présenter les constructions dont il s'agit. »

ART. 19bis. — *Laboratoire d'analyses de l'Etat, à Mons. Acquisition d'un immeuble fr. 142,000*
Report d'un crédit voté en 1923 et non utilisé.

B. Travaux publics.

ART. 20. — 1° *Routes et raccordements : expropriations et travaux, constructions, redressements, élargissements, études. Squares et parcs publics, dépendant des routes de l'Etat : études création. Construction de ponts et subsides pour semblables ouvrages. Rachat par l'Etat de routes et de ponts concédés ainsi que des droits de payage existant sur les routes ou ponts concédés. Subsidés aux provinces et aux communes en vue de semblables rachats. Démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers. . fr. 5,000,000*

Il s'agit donc ici uniquement de la construction de routes nouvelles.

Les crédits prévus à cet article ont été l'objet de la plus rigoureuse compression ; ils se trouvent par amendement ramenés de 5.000,000 de francs à 2,220,000 francs. De façon générale, tout travail nouveau a été postposé ; il n'a été fait d'exception à cette règle que pour certaines routes du Limbourg destinées à desservir dans un avenir prochain le centre charbonnier, et dont la construction s'impose au nom de nécessités économiques vraiment vitales. Les autres postes maintenus ne sont guère relatifs qu'à la liquidation de subsides ou de parts d'intervention auxquels l'Etat se trouve obligé, par des engagements pris. La question a été examinée en section de savoir dans

quelle mesure cette politique de parcimonie draconienne est susceptible de s'accorder avec les exigences de notre essor économique et le maintien à hauteur de notre outillage national. Nous avons signalé ce point de vue, avec les réserves qu'il appelle, dans la partie générale de ce rapport, et n'y reviendront plus. Mais la sagesse n'est-elle pas de s'incliner devant la loi que nous impose les circonstances et d'accepter à *titre provisoire* la situation rigoureuse qui nous est faite, en nous réservant de reprendre le cours normal de nos grands travaux routiers lorsque l'état de nos finances publiques le permettra?

Déjà cette même règle d'économie semble avoir été appliquée l'an dernier, puisque sur le crédit de 7,680,000 francs qui fut voté, il ne fut effectivement engagé que fr. 1,833,179.50. Nous donnons ci-dessous le tableau de ces engagements de dépenses : il montre ce qui a été réalisé sur le programme arrêté l'an dernier.

Nos d'ordre.	Désignation des travaux.	Montant des expropriations.	Montant des travaux exécutés ou en cours.
1	Création de la nouvelle route de Bruxelles à Anvers .	38,344 91	-
2	Elargissement de la route d'Anvers à Turnhout .	153,748 00	-
3	Construction de la route de Lille-St-Pierre à Santhoven. Fourniture de 385 bornes de délimitation en pierre de taille .	"	3,465 00
4	Création de l'avenue de Woluwe à Boitsfort .	6,000 00	-
5	Etablissement de l'avenue des Nations, entre l'avenue du Congo et l'avenue Jeanne (prolongation de l'aven. Louise)	"	200,000 00
6	Elargissement de la rue d'Anderlecht à Bruxelles .	50 75	-
7	Création du boulevard de Grande Ceinture, section entre l'avenue Mon Plaisir et la rue Montagne des Cailloux. Solde de subsides .	"	116,680 56
8	Travaux de signalisation des principales routes de l'Etat dans la première Direction de la Flandre Occidentale. Premier lot .	"	18,957 18
9	Deuxième lot .	"	10,465 24
10	Troisième lot .	"	11,100 98
11	Fourniture de plaques murales indicatrices à placer à l'entrée et à la sortie de localités de la province de la Flandre Occidentale traversées par les routes de l'Etat. Premier lot .	"	2,923 00
12	Deuxième lot .	"	4,305 50
13	Elargissement de la route d'Oosterzele à Dickelvenne .	10,005 82	-

N° d'ordre.	Désignation des travaux.	Montant des expropriations.	Montant des travaux exécutés ou en cours.
14	Elargissement de la route de Meulestede à Watervliet	3,000 00	
15	Redressement de la route de Gand à Grammont	5,340 87	
16	Elargissement de la route de St-Lievens-Essche à Herzele	1,148 04	
17	Redressement de la route de Gand à Maubeuge	4,708 11	
18	Rectification et amélioration de la route de Gand à Grammont dans la traverse de Melle	»	61,449 48
19	Rectification et amélioration de la route de Liège à Berneau	24,020 52	
20	Détournement de la route de Limont à Oreya	22,088 31	
21	Amélioration de la route de Huy à Ramet	15,214 88	
22	Rectification des rues de Visé appartenant à la route de Liège à Berneau	88,269 09	
23	Raccordement des rues du Collège et de Maestricht, faisant partie de la route de Visé à Moulant, sur le territoire de la ville de Visé	»	74,708 98
24	Construction de la route de Wimismael (Sutendael) par Waterschey à Meeuwen	150,648 54	
25	Construction de la route de Dilsen à Gruitrode section Dilsen à Opoeteren	1,745 53	
26	Rectification du tracé de la route d'Asch à Bilsen, entre les cumulées 10,454.92 et 10,774.30 sur le territoire de la commune de Sutendael	»	47,138 12
27	Construction de la route de Beeringen par Coursel, à Hechtel	3,612 80	
28	Construction de la route d'Opoeteren à Asch	3,561 42	
29	Elargissement et amélioration de la route de Brusthem à Cortenbosch	48,521 18	
30	Construction et goudronnage d'une section de la route de Wimismael (sous Sutendael par Waterschey) à Meeuwen, section comprise entre le chemin de fer de Hasselt à Maeseyck et la route de Hasselt à la Meuse	»	138,543 91
31	Rectification de la route d'Asch à Bilsen	2,464 13	
32	Construction de la route de Genck à Sutendael	103,040 68	
33	Elargissement et amélioration de la route de Heers à Oleye	20,055 12	
34	Construction de la route de Winterslag par Zwartberg, vers Meeuwen	5,115 79	
35	Elargissement et amélioration de la route de Bastogne à Grandhan, aux abords et dans la traverse de Laroche	»	259,095 35
36	Elargissement et amélioration de la route de Laroche à Grandhan à la limite des communes de Marcour et Rendeux	167,20	
37	Elargissement et amélioration de la route de Bastogne à Grandhan	40 00	
38	Elargissement de la route de Namur à Marche entre la rive droite de la Meuse et la rue Tilleux	30,000 00	

N ^o d'ordre.	Désignation des travaux.	Montant des expropriations.	Montant des travaux exécutés ou en cours.
39	Redressement et élargissement de la route de Hastière au Bac-du-Prince	582 00	
40	Elargissement de la route de Namur à Givet (Rue Grande à Dinant)	7,801 43	
41	Construction du pont sur la Sambre à Marchienne-au-Pont	48,000 00	
42	Raccordement du nouveau pont-route de Petit-Willebroeck à la route de Petit-Willebroeck à Ruysbroeck	53,527 11	
43	Reconstruction du ponceau sur le ruisseau du Beauvoir à Ilavay	1,941 57	
44	Route de Bruxelles à Termonde. Reconstruction du ponceau sur le ruisseau « Clokbeek »	1,012 38	
45	Construction du pont basculant de Petit-Willebroeck.	»	362 00
46	Impression et fourniture de pièces d'adjudication	»	2,912 33
47	Indemnité pour coopération à l'acquisition d'immeubles	5,830 60	
48	Création du boulevard à Wenduyn. Abornement des terrains.	»	1,000 00
49	Construction de la route de Suixy par Chiny à La Cuisine. Frais d'études	»	8,000 00
50	Construction de 2 ponts à Heyst-Ecluses. Frais d'études	»	1,000 00
51	Nouvelle route à Grammont. Frais d'études	»	677 00
52	Construction des routes de Genck à Winterslag et de Wyckmael par Exel à Overpelt. Opérations graphiques.	»	8,000 00

Un membre s'est enquis du point suivant : Prévoit-on pour cette année une continuation effective des travaux de démantèlement d'Anvers, ou bien la mention faite au libellé de l'article ne vise-t-elle que le coût des frais d'entretien (1.100 francs par an), de la ligne provisoire du chemin de fer qui a été établie pour le transport des déblais ? Il a été répondu que le libellé « Démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers » ne vise cette année que le coût des frais d'entretien (1.100 francs par an) de la ligne provisoire du chemin de fer qui a été établie pour le transport des déblais. Le travail de dégagement d'Anvers ne sera donc pas poursuivi cette année. Il est permis de le regretter, d'autant plus que de nombreuses parcelles pourraient être mises en valeur et constitueraient pour le domaine de l'Etat une source de bénéfices extrêmement sérieuse.

Un membre a demandé que le réseau routier du nouveau bassin charbonnier du Limbourg soit complété davantage. Il semble qu'une route ait été oubliée : la route Overpelt, Exel-Wijckmael. Réponse : « Les études relatives à la construction de la route d'Overpelt par Exel à Wijckmael ne sont pas assez avancées pour

justifier la prévision d'un crédit au projet de budget pour l'exercice 1924. Les sommes nécessaires aux acquisitions de terrains pour cette route seront portées au budget pour 1925. Le service compétent a été invité à faire toute diligence pour hâter les études en question, et la réalisation du projet pourra être envisagée dans un avenir très prochain. »

ART. 20. — 2° *Routes et raccordements : reconstruction, amélioration, réfection. — Subsidés aux communes pour travaux d'amélioration de la voirie de l'Etat dans la traverse des agglomérations* -- *Ponts : reconstruction et réfection.*
— *Etudes* fr. 21 930.000

Ce second crédit relatif non plus à la construction, mais à la réfection extraordinaire des routes, tombe, par amendement, de 21.930.000 à 13.840.000 francs.

Des voix unanimes se sont élevées en section pour réclamer un meilleur entretien de notre réseau routier, une réfection plus continue et systématique qui permette de parer à une lente destruction totale qui, à défaut de soins pris à temps, est en fin de compte beaucoup plus onéreuse pour le Trésor public.

Des observations analogues se sont produites tout récemment à la Chambre à l'occasion d'une interpellation, et au Sénat, lors de l'examen du Budget Ordinaire des Travaux Publics, et un échange de vues ont permis à l'honorable Ministre de convaincre le Parlement à la fois de l'excellence des intentions qui l'animent et des laborieuses difficultés d'ordre financier entre lesquelles il doit se résigner à manœuvrer pour réaliser ce qui est actuellement possible. Nous ne pensons pas utile d'entrer dans l'étude approfondie d'une question fort débattue, sinon pour relater la manière de dialogue où votre rapporteur s'est fait l'interprète des avis, émis en section à l'adresse de l'honorable Chef du département, remontrances et suggestions, dont il n'est peut-être pas trop ambitieux de penser que quelque chose sera retenu :

QUESTION. — Des membres se sont plaints du manque d'entretien journalier. Les routes sont bien établies, mais elles se détériorent vite à raison du défaut de soins. On signale que le service des cantonniers est mal fait et que ces fonctionnaires ne s'acquittent pas de leur besogne. Il faudrait mettre davantage au Budget Ordinaire pour dépenser peut-être moins à l'Extraordinaire.

RÉPONSE. — Un nouveau règlement vient d'être approuvé pour les cantonniers des routes. Il pourra être alloué, sur la proposition des inspecteurs généraux, des primes à ceux des agents qui assureront, à l'entière satisfaction du Département, l'entretien de la section de routes qui leur est confiée. Il a été décidé en outre de réduire les quantités de pavages à neuf à prévoir pour l'entretien, et d'augmenter de manière correspondante les quantités de repiquages et de relevés à bout avec matériaux vieux. Il sera veillé à ce que les cantonniers exécutent dans la mesure du possible et de manière immédiate les repiquages nécessaires. De la pierraille d'entretien courant sera mise à la disposition des cantonniers pour assurer le comblement des flaches dans les empièvements, à mesure qu'elles se produiront. Il est à espérer que ces mesures auront pour conséquence d'heureux résultats au point de vue de l'entretien courant des routes.

QUESTION. — D'autres membres ont émis l'avis que les routes devraient être établies sur des fondements plus résistants et solides. Ne faudrait-il pas qu'elles aient des assises mieux conditionnées, un coffre prêtant moins à des affaissements?

RÉPONSE. — L'Administration s'est donnée comme principe d'établir les revêtements de chaussées pour les routes importantes, sur fondations spéciales de manière à éviter autant que possible les affaissements. Ces travaux s'effectuent à l'aide des crédits du Budget extraordinaire; ils ne peuvent être réalisés que progressivement, à mesure des disponibilités financières.

QUESTION. — Certains membres se sont plaints de la façon dont les travaux sont réceptionnés. Il semble que le contrôle ne soit pas assez strict et sévère.

RÉPONSE. — Il est certain que les fonctionnaires de l'Administration s'acquittent, en général, de leur mission, avec le sentiment bien net de leur devoir et la compétence voulue en matière de travaux.

Telle qu'elle est posée la question a une portée trop générale, et devrait être précisée, par exemple par l'indication d'un travail déterminé qui aurait été reçu et payé sans que les clauses du cahier des charges y relatif aient été observées.

QUESTION. — Il a été signalé que des travaux de réfection ne sont pas exécutés en temps utile. On attend trop longtemps et l'on paie beaucoup plus cher.

RÉPONSE. — Si des travaux de réfection ne sont pas exécutés en temps utile, cela tient uniquement à la nécessité de comprimer les dépenses et de ne pas dépasser les crédits dont mon Département dispose. Certaines routes sont en état passable au moment de la formation du Budget; elles se détériorent de manière sensible après coup, et comme aucun crédit n'a été prévu pour leur réfection, ce travail doit nécessairement attendre l'exercice suivant.

QUESTION. — Certains membres ont émis l'avis qu'il y aurait lieu de réglementer davantage la circulation de gros camions qui défoncent les routes.

RÉPONSE. — Une commission a été chargée de réviser le règlement sur la police de roulage. Je compte être mis très prochainement en possession du fruit de ces travaux. Dès maintenant je crois pouvoir annoncer que des mesures spéciales seront prises à l'égard des véhicules automobiles munis de bandages en caoutchouc plein.

QUESTION. — Enfin, certains membres se plaignent qu'on ait réparé les routes dans des régions où ce travail n'était pas urgent ni utile, par exemple, dans le nord du Luxembourg.

RÉPONSE. — Les routes visées dans cette question sont des routes empierrées, dont l'enrochement était pour ainsi dire à nu. A première vue la route paraît bonne encore dans cet état, mais néanmoins son rechargement s'impose alors d'urgence si l'on ne veut pas s'exposer à des travaux d'importance beaucoup plus considérable au bout de très peu de temps. Si l'on me désignait de manière précise une route où des travaux de réfection auraient été exécutés

alors qu'ils ne paraissaient par urgents, je ferais examiner la chose de manière approfondie.

QUESTION. — Un membre a constaté que rien n'était prévu pour la réfection des routes aux environs de Liège. Il a signalé que la route de Liège à Spa est tout à fait impraticable. Or, cette route est fréquentée par beaucoup d'étrangers et son entretien est essentiel à la prospérité de la région Spadoise.

RÉPONSE. — On peut se rendre de Liège à Spa en passant par Chaudfontaine et Pépinster ou par Beaufays et Louveigné. Ces deux itinéraires se rejoignent à Theux.

Pour la première route, il est prévu un crédit de 300.000 francs en vue de la reconstruction du pont sur la Vesdre à Chaudfontaine (expropriation). Cette même route sera rechargée au cours de 1924 sur ses parties les plus mauvaises. Il en sera de même pour la seconde route, entre Hembourg et Theux.

Ce sont là des travaux provisoires en attendant que les empièvements puissent être remplacés par des revêtements plus résistants. Ces travaux provisoires sont imputés sur le budget ordinaire. Les empièvements ainsi rechargés pourront être enduits d'un produit protecteur si la dépense n'est pas trop forte.

QUESTION. — Un membre s'est informé des raisons pour lesquelles les travaux de réfection de la traverse de Dinant, n'avancent qu'avec tant de lenteur. Ne pourrait-on activer ce travail ?

RÉPONSE. — Le projet du Budget Extraordinaire comporte un crédit de 1.000.000 de francs pour l'aménagement de la traverse de Dinant. Ces travaux n'ont pu être exécutés jusqu'à présent, par suite de la nécessité d'attendre l'achèvement des travaux d'égouts et de canalisation incombant à la Ville, ainsi que le tassement des terres au-dessus des dites canalisations.

Enregistrons, pour finir que l'année 1923 a vu se réaliser intégralement le programme qui avait été arrêté : Sur 6.320.000 francs de crédit au Budget Extraordinaire de l'an dernier, il a été engagé une somme de fr. 4.931.443,36. Il n'en demeure pas moins évident que même l'exécution complète des travaux qui restent prévus pour 1924 ne représente qu'une bien faible partie de ce qu'il serait désirable d'accomplir. Pour peu que nos finances s'y prêtent, il serait bon d'y resonger très sérieusement en établissant le budget de 1925.

ART. 20. — 3° *Travaux à effectuer au moyen des subsides offerts à l'Etat pour construction, entretien et amélioration des routes . . . fr. 500.000*

D'une manière générale, ce crédit est destiné à solder des dépenses relatives, soit à des travaux, soit à des expropriations à réaliser par des tiers pour compte de l'Etat, ou par l'Etat avec la participation financière de tiers.

Il est à prévoir que cette année des avances pour le paiement des acquisitions d'immeubles devront être faites à certaines communes, notamment Anvers, Berchem, Merxem, Boom, Grammont, Wendyne, Borgerhout, qui ont conclu avec l'Etat des conventions pour la réalisation de travaux de construction ou d'élargissement des routes de l'Etat.

En vertu de ces conventions, les communes doivent également procéder à la revente des excédents d'immeubles et le produit de ces ventes ou de locations temporaires est versé dans la caisse de l'État en recettes extraordinaires. C'est pour cette raison qu'un article a été prévu sous la rubrique « Recettes extraordinaires » qui est alimenté par les rentrées dont il s'agit.

Cet article est aussi alimenté par les recettes faites à titre de remboursement du coût des travaux exécutés par l'État pour le compte de tiers.

La dépense étant en presque totalité compensée par des rentrées, il ne s'agit ici, en réalité, que d'un crédit pour ordre.

L'an dernier, sur le crédit de 1 million qui fut voté, il ne fut engagé que frs. 45.744.96.

Les articles de 21 à 37 énumèrent une série de crédits prévus pour des travaux de routes non compris dans les tableaux généraux de l'article 20. Trois (art. 24, 27, 28) sont supprimés par amendement ; la plupart des autres concernent des voies de communication nouvelles à établir dans le Limbourg. Ces articles n'appellent aucune observation spéciale.

ART. 38. — *Bâtiments civils de l'Etat. — Protection contre l'incendie. Frais de la Commission et travaux fr. 140,000*

Les divers crédits compris sous cette rubrique sont relatifs à d'anciens bâtiments dont l'entretien est à charge du Département des Travaux Publics. Le régime en cette matière est le suivant : Un immeuble ayant été construit ou acquis pour l'usage d'un service dépendant d'un Département autre que celui des Travaux Publics, le premier en fait remise au second pour qu'il pourvoie à son entretien. C'est dès lors à charge du Budget Extraordinaire (Travaux publics) que passe le coût des travaux d'aménagement de l'immeuble, postérieurs à la remise.

Les travaux ici prévus concernent la protection contre l'incendie des dits immeubles, suivant les projets préconisés par la Commission d'incendie instituée à cette fin.

Ainsi, la construction de deux escaliers supplémentaires dans le grand hall du Palais du Cinquenaire est considérée comme absolument indispensable par la Commission compétente pour la sécurité des visiteurs se trouvant dans la galerie ; vu l'insuffisance des escaliers actuels, il est urgent de multiplier les moyens de dégagement. Il a été signalé à la Commission, postérieurement au dépôt du Budget, qu'en égard au prix actuel des matériaux et de la main-d'œuvre, le coût de ces escaliers dépasserait notablement l'estimation première de 15,000 francs. La Commission, sur la suggestion de l'honorable Ministre, a donc maintenu ce poste au présent budget, en vue de la construction d'un premier escalier, le second escalier étant à réaliser à charge du Budget de 1925.

Les mêmes raisons justificatives existent pour le parachèvement de l'escalier incombustible à établir à la Bibliothèque Royale (voyez litt. B).

Les bâtiments civils de Gand dont il est fait mention sub. litt. C sont : le Palais de Justice, l'Ecole Normale, et l'Hôtel des contributions, rue de Courtrai, 8. Le crédit de 2,500 francs ne pourra couvrir qu'une partie de la dépense à supporter, le solde soit 10,500 francs, a été prévu à l'article 28 du Budget des Dépenses Recouvrables pour 1924.

Un litt. J, ajouté par amendement, est le report d'un crédit voté au Budget Extraordinaire de 1923 et non employé.

La Commission a donné son approbation à ces divers crédits.

ART. 39. — *Palais de Justice de Bruxelles. Travaux d'appropriation, d'aménagement et de constructions diverses. Travaux de raccordement de la Place Poelaert avec la rampe vers la rue des Minimes . . . fr. 50,000*
Article supprimé.

ART. 40. — *Palais des Beaux Arts.*

a) *Fourniture de meubles (immeubles par destination) pour la salle de documentation iconographique fr. 9,500*

b) *Appropriation d'un local en salle d'exposition. fr. 15,000*

a) *Fourniture de meubles pour la salle de documentation iconographique.*

La Commission s'étant enquis du caractère de nécessité de cette dépense, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts a fait observer ce qui suit : « Ces travaux sont réclamés depuis 1920. En vue de leur réalisation, une adjudication restreinte est annoncée pour le 14 mai prochain. On insiste pour le maintien du crédit ».

b) *Appropriation d'un local en salle d'exposition.*

Sur la suggestion de la Commission, ce crédit a été supprimé d'accord avec M. le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 41. — *Palais de l'Ancienne Cour. — Aménagement en salle d'exposition d'un réduit situé à côté de la salle XVII du Musée moderne. . . fr. 15,000*

Une objection quant au caractère d'indispensabilité de ce crédit a été formulée en section. M. le Conservateur en chef du Musée des Beaux-Arts, interrogé à ce sujet, a fait savoir que « les locaux du Musée moderne étaient devenus insuffisants pour installer les œuvres de ses collections; qu'il était nécessaire d'aménager le local en question du Palais de l'Ancienne Cour en salle d'exposition, pour pouvoir installer les œuvres nouvellement acquises ».

L'honorable Ministre des Sciences et des Arts a insisté pour que le crédit soit maintenu. La Commission s'est ralliée à cet avis.

ART. 42. — *Hôtel du Gouvernement provincial du Brabant. — Part d'intervention de l'Etat dans le coût des travaux de parachèvement des nouveaux locaux construits vers la rue du Lombard. fr. 382,500*

Diverses réserves ont été présentées quant à la nécessité de cette dépense déjà prévue aux Budgets précédents et chaque fois ajournée. Plusieurs postes paraissent, en effet, n'annoncer que des travaux somptuaires. Il résulte toutefois d'une enquête faite qu'une nouvelle remise n'est plus possible si l'on veut éviter une destruction partielle des ouvrages déjà exécutés. Dans ces conditions, la Commission a donné son accord quant à l'inscription du crédit.

ART. 43. — *École de médecine vétérinaire de l'Etat à Cureghem. — Travaux divers fr. 69,000*

Cet article a trait au même travail que l'article 7 précédemment supprimé. Le crédit est donc à maintenir ici.

Quant à l'opportunité du crédit, la Commission a sollicité quelques éclaircissements, que nous consignons ci-dessous : Il s'agit d'une extension à apporter aux bâtiments de l'Office vaccinogène de Cureghem. Cet institut a mission de produire le vaccin antivariolique dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité. Le vaccin est envoyé gratuitement aux organismes qui en font la demande (administrations communales, écoles, bureaux de bienfaisance, œuvres de puériculture, etc.) et contre une légère redevance à tous les médecins qui en sollicitent pour leur clientèle privée. Le nombre des doses ainsi expédiées qui était de 440.000 en 1921, s'est élevé à 536.000 en 1922 et 788.000 en 1923. D'autre part de grandes quantités de vaccin en poudre sont produites pour l'usage de la Colonie : le nombre des doses expédiées au Congo s'élève en 1923 à 1.385.000. La vente de vaccin a procuré au Trésor les ressources suivantes : en 1921, 25.600 francs ; en 1922, 76.000 francs ; en 1923, (trois trimestres) 66.747 francs. Le produit des expéditions au Congo en 1923 est de 70.958 francs.

Ces éléments qui marquent le développement rapide de l'Office suffisent, du même coup à mettre en lumière la nécessité et même le caractère productif de la dépense envisagée. De plus, des modifications sont introduites dans la technique vaccinale pour renforcer la virulence de la lymphé par l'utilisation d'ânes et de lapins. La construction de l'annexe est indispensable à la pratique de ces méthodes. Cette annexe comprendra un boxe pour plusieurs ânes, un local pour la conservation des betteraves, un autre pour l'élevage des lapins, enfin une place pour la machine frigorifique.

ART. 44. — *Musée d'armures (Porte de Hal). — Renouvellement partiel des toitures en ardoises fr. 10.000*

Ce crédit est unique et final. La dépense est indispensable à la conservation de l'édifice.

ART. 45. — *Observatoire Royal à Uccle. fr. 60.000*

Pas d'observation. Le travail n'est point d'entretien, mais de réfection extraordinaire ou d'aménagement.

ART. 46. — *Musée d'Histoire naturelle fr. 40.000*

Article à supprimer. Le crédit sera transféré au Budget ordinaire. (Dépenses exceptionnelles.)

ART. 47. — *Musée Wiertz. — Appropriation intérieure de la grande salle. fr. 25.000*

Article supprimé. Une étude nouvelle sera faite de ce projet qui pourra être réalisé dans la suite, sur des plans différents.

ART. 48. — *Dépôt des archives à Bruges. — Ameublement complémentaire. fr. 12.000*

Article supprimé. Le travail pourra être imputé sur les crédits ordinaires du Budget des Travaux Publics.

ART. 49. — *Institut agricole de Gembloux. — Réfection des toitures.*

fr. 100,000

Crédit maintenu. Pas d'observation.

ART. 50. — *Acquisition des deux maisons situées à Mons, rue Verte, 27, et rue du Gouvernement, 9, affectées aux bureaux du Gouvernement provincial, à Mons fr. 100,000*

La question suivante a été posée :

Pourquoi ces acquisitions ont-elles été déclarées indispensables? N'y a-t-il pas lieu d'éviter de s'engager dans une dépense qui en appellera d'autres, car ces immeubles devront sans doute, ensuite être aménagés et meublés. La Commission propose de renoncer à cette dépense.

L'honorable Ministre a répondu comme suit :

« Les deux maisons dont il s'agit sont louées par l'État depuis plusieurs années et sont incorporées dans l'Hôtel du Gouvernement provincial.

Si l'État devait évacuer ces immeubles, il serait obligé, non seulement de les remettre en état, mais aussi de rechercher d'autres locaux pouvant abriter les bureaux y installés, ce qui exercerait une fâcheuse répercussion sur la marche des Services du Gouvernement provincial. D'autre part, l'estimation de la valeur actuelle de ces immeubles donnée par le Service (100,000 francs pour les deux bâtiments) est loin d'être exagérée et cette acquisition constituera une opération avantageuse pour le Trésor.

Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Finances, a marqué son assentiment concernant l'acquisition des immeubles dont il s'agit.

Dans ces conditions je prie instamment la Commission du Budget de maintenir les crédits sollicités à cette fin. La Commission a donc adopté le crédit.

ART. 51. — *Aménagement des bâtiments de la Place du Trône en vue de l'installation des écuries, garage, etc., du Palais Royal . . . fr. 2,000,000*

Un membre ayant sollicité quelques détails au sujet de l'arrangement intervenu entre l'État et la Liste Civile, les renseignements suivants ont été fournis :

La Liste Civile, par convention à passer avec l'État, déclare renoncer au nom de Sa Majesté le Roi des Belges, à la jouissance pleine et entière des écuries royales sises rue de Namur, n° 3, et des maisons y attenantes, sises rue des Petits Carmes, n° 17, et rue de l'Arsenal, n° 2 et 4, le tout cadastré 7^e section 357 F. Ces immeubles appartiennent à l'État et rentrent dans la catégorie de ceux mis à la disposition de Sa Majesté le Roi, pendant la durée du règne, en vertu de la loi du 30 décembre 1909, fixant le montant de la Liste Civile.

En échange de cette jouissance et préalablement à la suppression de celle-ci, l'État Belge s'engage à faire exécuter, à ses frais et sous son contrôle, les travaux d'agrandissement, d'appropriation, et d'aménagement des bâtiments des écuries royales de la Place du Trône.

Cette opération permettra à l'État Belge de réaliser la vente de l'immeuble de la rue de Namur et d'obtenir un prix de vente dépassant notablement le coût des travaux à exécuter aux écuries de la Place du Trône.

ART. 52. — Casernement des gendarmeries. Locaux du service du casernement des gendarmeries. Construction, achat d'immeubles. Expropriation et ameublement. Etudes et projets. Plans Frais de surveillance fr. 5,975,000 réduit à 1,725,000 francs.

Cet article a subi par amendement une refonte complète.

Il ne prévoit, dans sa forme nouvelle, qu'un crédit de 1,725,000 francs, destiné à se ventiler comme suit :

a) *Construction de bâtiments à l'usage des brigades de gendarmerie de Locre et de Lessinghe fr. 400,000*

Ce crédit se répartit par moitié entre les deux entreprises prévues. Il est final. L'effectif pour chacune de ces brigades est de 5 gendarmes à pied, mariés. La caserne à construire ne comporte que des logements, avec bâtiments de dépendance à usage général et une prison de passage. Le coût d'un logement de gendarme marié de ces brigades reviendra de 38 à 40,000 francs.

b) *Construction de bâtiments pour la force mobile de Mons . fr. 480,000*

Report d'un crédit antérieur. En effet, il a été porté un crédit de 1,000,000 au Budget Extraordinaire de 1923, pour ces mêmes travaux. Ils furent adjugés en décembre 1923, pour fr. 937,001.53 et comprennent la construction de 10 pavillons comportant ensemble 50 logements pour gendarmes mariés. L'entreprise a été commencée le 1^{er} mars dernier et, comme le délai d'exécution est de 12 mois, elle ne devra être terminée que le 28 février 1925. Il est à présumer qu'il restera alors pour environ 480,000 francs de travaux à payer sur l'exercice 1924.

Il en résulte que le crédit actuellement inscrit n'est qu'un report d'un crédit précédemment voté.

Il ne permettra pas cependant de terminer tous les bâtiments nécessaires au logement de la force mobile de Mons. Une unité de ce genre comporte un effectif de 117 gendarmes, parmi lesquels il faut tabler sur 78 mariés. En conséquence les bâtiments doivent comprendre :

a) Des pavillons pour le logement de 78 mariés.

b) Un bloc de logement pour célibataires, ainsi que pour le cantonnement des renforts éventuels, avec mess, cuisines, réfectoires, etc.

c) Un bâtiment des services généraux (bureaux, salles de théorie, etc.).

d) Deux bâtiments d'écuries pouvant contenir 128 chevaux, avec sellerie et magasins.

e) Le manège couvert et une carrière.

f) Les dépendances comprenant notamment l'infirmerie vétérinaire et la maréchalerie.

Le coût total d'une caserne pour force mobile est fixé à 3,750,000 francs, et a été établi en tenant compte de ce que tous les bâtiments doivent être construits très économiquement, sans ornementation architecturale et en restreignant leurs dimensions au minimum compatibles avec l'hygiène et la nécessité du service.

Le Département signale que la possibilité de réduire les dépenses prévues fera l'objet des soins les plus attentifs.

Le crédit pour Mons concerne actuellement que la construction de logements pour gendarmes mariés, parce que la création de logements de l'espèce constitue la nécessité la plus urgente à laquelle il y a lieu de faire face. Actuellement la plupart de ces gendarmes pourvoient eux-mêmes à leur logement, et reçoivent de ce chef une indemnité qui leur est payée par le Département de Défense Nationale. Cette situation est onéreuse et ne peut être maintenue sans qu'il en résulte un grand préjudice pour la bonne marche du service et pour la discipline.

c) *Appropriation d'un immeuble sis à Ixelles, rue de l'Été pour le casernement de la gendarmerie fr. 115,000*

Report d'un crédit antérieur : En effet, cette même somme était comprise dans le crédit de 810,000 francs portée à l'article 29, litt. c, du Budget Extraordinaire de 1923 pour « l'acquisition et l'appropriation d'immeubles ». Elle n'a pas été utilisée en 1923, car les pièces d'adjudication n'ont pu être établies en temps opportun.

Il s'agit d'un crédit unique et final, destiné à l'exécution de travaux nécessaires pour approprier dans l'immeuble dont il s'agit, acquis l'an dernier, sur le crédit prérappelé de l'article 29, 16 logements pour des gendarmes mariés qui ne sont pas logés dans des bâtiments de l'État ou loués par lui.

Il manque actuellement environ 550 logements de gendarmes mariés à Bruxelles. L'effectif total de toutes les unités dans cette ville comporte 1,199 hommes, dont 600, sur lesquels 50 mariés, sont logés dans les bâtiments de l'État ou affectés par lui au casernement de la gendarmerie. Or, on table sur une proportion de mariés égale à la moitié de l'effectif.

De là la nécessité de l'appropriation susdite. Le déficit reste encore fort considérable.

d) *Appropriation en caserne de gendarmerie d'un immeuble sis à Bouillon. Fr. 300,000*

La brigade de Bouillon comprend treize gendarmes à cheval et deux à pied.

Les travaux à faire comportent notamment l'aménagement d'un bâtiment existant en écuries, infirmerie, magasins à fourrages et à avoine et en logement pour célibataires; l'établissement d'un manège, de clôtures, pavages, etc., la construction d'un pavillon pour le commandant de la brigade avec bureau et prison de passage et la construction de deux pavillons, chacun pour quatre ménages de gendarmes mariés. Le coût total sera 500,000 francs.

e) *Etablissement de trottoirs, pavages, etc. à la caserne de Courtrai. Fr. 15,000*

f) *Acquisition d'objets mobiliers et de matériel complémentaire, fr. 100,000*

g) *Acquisition d'immeubles pour le casernement de gendarmerie, fr. 200,000*

Ces immeubles ne sont pas déterminés actuellement, mais il est indispensable que le Département puisse disposer annuellement d'un crédit pour des acqui-

tions éventuelles. Cette façon d'assurer le casernement est beaucoup moins onéreuse que la construction de bâtiments et l'absence de crédit pourrait avoir pour conséquence que des offres de vente faites au Département et très avantageuses pour le Trésor devraient être déclinées.

L'an dernier, sur le crédit de 810,000 francs voté pour le même objet, il a été imputé le coût des immeubles suivants :

a) Un immeuble sis à Ixelles, rue de l'Été	fr. 590,000
b) Un terrain à Courtrai (nécessaire pour l'achèvement de la caserne)	56,720
c) Un terrain à Brecht pour la construction d'une caserne	7,950
d) Terrains d'assiette des casernes construites à Comines et à Dixmude, cédés par l'Administration des Domaines, respectivement pour les sommes de 40,000 et 7,779 francs.	

h) *Construction de bâtiments à l'usage des brigades de gendarmerie de Loo et Pervyse* *Fr. 115,000*

Report d'un crédit antérieur non utilisé. Cette somme était, en effet, comprise dans le crédit voté à l'article 29, litt. b) du Budget Extraordinaire de 1923, mais les travaux de construction de cette caserne ont été abandonnés par l'entrepreneur en août 1923. Elle est actuellement nécessaire pour payer le solde de ce qui reste à exécuter. Chacune de ces casernes doit servir au logement d'une brigade de cinq gendarmes mariés. Le détail des travaux et leur estimation ont été indiqués au rapport sur le Budget Extraordinaire de 1922 (p. 39).

Tout en ratifiant ces diverses propositions qui sont amplement justifiées par les commentaires que nous en donnons, la Commission s'est préoccupée de savoir quel est le programme suivi pour la construction des casernements de gendarmerie. Est-on, comme c'est le cas pour les casernements militaires, près d'arriver au terme de ces dépenses assez lourdes? Peut-on au moins fixer les étapes encore à accomplir? Voici quelques éclaircissements à ce sujet.

L'effectif total du Corps de la Gendarmerie était au 1^{er} août 1914 de 4.249 hommes; cet effectif est actuellement 6.462, soit une augmentation de près de 50 p. c.

Non seulement de nombreuses brigades ont été créées, mais aussi les forces mobiles de Bruxelles, Liège, Mons, Namur, Anvers et Gand.

D'autre part, en vue d'assurer un bon recrutement, la proportion des gendarmes mariés a été considérablement élargie.

Il y a actuellement dans le pays, 1.386 gendarmes mariés non logés dans les bâtiments appartenant à l'Etat ou loués par ce dernier, et qui reçoivent une indemnité de logement payée par le Département de la Défense Nationale.

Ce qui précède montre que les besoins du casernement sont grands et vu la pénurie des logements à prendre en location, il faut construire des bâtiments dans la limite des ressources budgétaires.

Toutefois vu la réduction des crédits alloués annuellement, il va de soi que ce n'est que dans un avenir assez lointain que toutes les installations nécessaires seront réalisées et que les demandes de crédits assez importants devront être présentées pendant une succession de nombreux exercices.

Parmi les casernes de gendarmerie à construire, les plus importantes sont les suivantes :

Caserne pour la Légion Mobile de Bruxelles (250 hommes de cette unité se trouvent actuellement à l'Armée d'occupation).	4.000.000 francs
Caserne pour la Force Mobile à Anvers	3.750.000 »
Caserne pour la Force Mobile à Liège	3.750.000 »
Achèvement de la caserne pour la Force Mobile de Mons	2.750.000 »
Achèvement de la caserne pour la Force Mobile de Gand	2.450.000 »
Achèvement de la caserne pour la Force Mobile de Namur	2.450.000 »

D'autre part, il y a lieu de prévoir la construction des casernes dans les communes rurales où les brigades ne sont installées que provisoirement et dans de mauvaises conditions dans des maisons louées, notamment à : Herseaux, Dottignies, Houyet, Vresse, Winenne, Rœnux, Hoeylaert, Harlebeke, Montaign, Neeryssehe, Fouron, St-Martin, Gemmenich, Laroche, Durbuy, Mesnil, St-Blaise, Leers, Anserœulx, Herchies, Mainvault, Cerfontaine, Neerheylissen, Overyssehe, Ruysbroeck, Tremeloo, Meenwen, Looz, Thielen, Weilen, Brecht, Rummer, Lubbeck, Ciergnon.

La dépense totale à faire pour ces constructions peut-être évaluée d'après les prix actuels à 8.000.000 de francs.

Enfin, il convient de remarquer que par suite des augmentations d'effectifs de certaines brigades, des travaux d'agrandissement devront être effectués dans un assez grand nombre de casernes de gendarmeries.

Il importe ensuite de veiller à ce que les constructions soient faites au prix le plus réduit et sans architecte payé au dehors du Département. Au vœu de la Commission de voir ces travaux effectués avec toute la parcimonie possible, l'honorable Ministre a répondu par les assurances suivantes : « Tous les travaux de construction de bâtiments de la gendarmerie, sont exécutés de manière à ramener les dépenses au strict minimum compatibles avec le but à atteindre.

L'élaboration des projets et la conduite des travaux sont assurées par le personnel du service des bâtiments et du casernement des gendarmeries sans le concours d'architectes étrangers à l'administration. »

TRAVAUX HYDRAULIQUES.

ART. 53. — <i>Canaux brabançons : exportations en vue de la construction. Frais divers. Etudes.</i>	
.	fr. 600,000
<i>réduit à</i>	fr. 450,000

Il ne s'agit toujours que des expropriations nécessaires à l'établissement de l'avant-port de Vilvorde, à l'embouchure du futur canal dit « brabançon » dans le canal maritime de Bruxelles.

Il a été dépensé de ce chef depuis l'armistice au 31 décembre 1923, une somme totale de 2.704.030,45 francs. Le crédit sollicité actuellement, même réduit, sera le dernier. L'adjudication de la concession relative à la construction de l'avant-port pourra avoir lieu dans le courant de 1924.

Quant à l'établissement du canal lui-même, destiné à relier la région charbonnière du Limbourg à Vilvorde, il n'est pas envisagé pour le moment, à raison de considérations budgétaires. Le coût de cette entreprise représenterait 200 millions de francs environ et sa durée serait de 7 à 8 ans.

ART. 54. — *Meuse : Etudes expropriations et travaux . . . fr. 11,943,600*
réduit à fr. 8,710,600

Endiguements. — La réduction du crédit procède de ce que tous les travaux non encore engagés ont été postposés. Il y aura lieu toutefois d'en envisager l'exécution sans trop de délai, car dans l'ensemble, ils sont tous indispensables à la sécurité de riverains qui doivent être mis à l'abri d'inondations possibles dues à des affaissements miniers. L'établissement des endiguements devra se compléter de dispositifs destinés à assurer le rejet dans le fleuve des eaux de pluie accumulées en contrebas des digues, et au sujet desquels l'intervention pécuniaire des riverains, communes et charbonnages, est nécessaire. Des négociations se poursuivent à cet égard.

Écluses. — Les écluses nouvelles sont en voie d'achèvement; celles de Sclayn et Ben-Ahin sont même en service, celle d'Andenelle le sera pour la fin de cette année. Ces écluses seront à la mesure de 100 mètres sur 12, tandis que les anciennes ne comportaient que 56 mètres sur 9. Un membre en section a signalé la nécessité de porter à ces dimensions nouvelles, certaines écluses dont on ne s'est pas occupé jusqu'à présent, notamment entre Huy et Liège, faute de quoi les écluses améliorées ne pourraient donner tout le rendement utile. L'honorable Ministre, interrogé sur ce point a répondu comme suit : « Le fait est exact; l'Administration projette la construction de nouvelles écluses entre Huy et Liège. »

Le montant des dépenses faites sur la Meuse depuis l'armistice pour les endiguements, est de 12 millions en chiffre rond. Les crédits portés au présent Budget ne permettront de couvrir qu'une partie de la dépense encore à effectuer et qui est évaluée à 50 millions. Nous sommes donc encore fort loin du compte. Il est à souhaiter que ces travaux de protection qui revêtent un si évident caractère d'urgence et de nécessité soient activés dans toute la mesure du possible.

Tel est le vœu d'ailleurs fort justifié émis par plusieurs de nos collègues lors de l'examen du Budget en section. L'un d'eux s'est intéressé de façon plus spéciale aux travaux d'endiguement à Jemeppe et à Tilleur, se plaignant de leur lenteur, de leur insuffisance et de l'absence de méthode avec lesquels ils sont poursuivis. Il est exact que les travaux d'endiguement de Jemeppe et de Tilleur ne sont pas terminés. Pour mettre ces localités à l'abri des inondations, il reste à exécuter des endiguements sur une longueur totale d'environ 10 kilomètres en amont du pont de Seraing, dont 3 kilomètres environ sur le territoire même des communes intéressées. Mais, ajoute avec philosophie l'honorable Ministre : « Ces travaux s'exécutent chaque année dans la limite des crédits que la législature met à la disposition de l'Administration ».

Pont de Visé. — Le nouveau pont de Visé comportera une voie charretière de 6 mètres de largeur permettant le croisement des véhicules et deux trottoirs de 2 mètres chacun. Il sera établi de façon à pouvoir livrer passage à un chemin

de fer vicinal ou à un tramway. Son coût est évalué à 4,500,000 francs. La construction de ce pont est d'une urgence et d'une importance essentielles.

ART. 58. — *Sambre : études, expropriations et travaux, 1,580,000 francs (réduit à Fr. 580,000)*

Contrairement au libellé des commentaires de l'amendement, il faut entendre celui-ci en ce sens que le travail dit de « déplacement des ouvrages de Jambe de Bois » pourra être normalement continué et achevé sur les crédits prévus en 1923. L'ensemble de ce travail consiste dans la construction d'une écluse barragée en remplacement des ouvrages existants dont la mise hors service est proche, en raison des affaissements de terrain, consécutifs aux déhouillements. Le crédit de 400,000 francs avait été sollicité pour permettre l'exécution en 1924 des parties métalliques des ouvrages en question. L'adjudication ayant fourni un résultat favorable et des prix inférieurs aux prévisions, il a été possible d'imputer le coût de ces ouvrages sur le crédit de 1923.

De même les travaux d'endiguement de Marchienne-au-Pont pourront se poursuivre. Ils consistent dans la construction de digues et de murs-digues sur les rives de la Sambre et de l'Eau-d'Heure, sur le territoire de Marchienne-au-Pont en vue de mettre à l'abri des inondations les quartiers, qui, par suite des affaissements, sont actuellement inondés par les eaux en cas de crues. Le coût total est évalué à 1,800,000 francs.

Le troisième poste concerne des acquisitions de terrains à réaliser en vue de certains travaux en divers points du cours de la Sambre. Voici une évaluation du coût de ces entreprises :

Construction d'une nouvelle écluse à Montigny-sur-Sambre . Fr.	400,000
Construction d'une nouvelle écluse à Farciennes »	180,000
Rectification entre Chatelet et Pont-de-Loup. »	800,000
Rectification en amont de Trou d'Aulne »	5,000
Amélioration aux abords de Taminnes »	115,000
Amélioration du 11 ^e bief. »	50,000
Déplacement du barrage de Charleroi »	500,000
	Fr. 2,050,000

Le crédit de 500,000 francs est destiné à couvrir une partie des dépenses, suivant les circonstances qui se présenteront. Il sera suffisant pour le présent exercice.

Il semble donc que l'amendement de réduction du crédit n'emporte ici aucun abandon, ni aucune remise des travaux.

Un membre s'est plaint de l'absence de grands travaux qui cependant s'imposent, dit-il, à Charleroi. Les ponts sur la Sambre sont trop étroits, la circulation devient difficile. Les travaux prévus et auxquels se rapporte le crédit ci-dessus, tout au moins pour l'acquisition des terrains nécessaires, sont-ils de nature à remédier à la situation signalée?

Le Département, consulté, répond : Rien n'est prévu dans les propositions budgétaires pour la reconstruction des ponts à Charleroi.

ART. 56. — *Ourthe : études, expropriations et travaux. — Subsidés.*

Fr. 500,000

Réduit à fr. 350,000

La suppression de l'ancien bras de l'Ourthe a pour but de permettre le relèvement du plan d'eau de la Meuse dans la traversée de Liège, et la création dans cette ville, d'un boulevard central. Il a été dépensé par l'État jusqu'au 31 décembre 1923, fr. 686.387,16.

Le coût total du travail, ayant été en ce qui le concerne, évalué à 1.230.000 francs, le crédit actuellement sollicité sera le dernier.

ART. 57. — *Canaux houillers : études, expropriations et travaux.*

Fr. 32.530.000

Réduit à fr. 33.430.000

Ce crédit se rapporte essentiellement aux trois entreprises que voici :

1. *Pont de Maizières* fr. 250.000

Ce pont a été détruit par un siphonnement des eaux sous l'une des culées ; sa reconstruction s'impose en raison des nécessités du trafic. Le crédit est unique et final.

2. *Travaux de stabilisation de la tranchée de la Fléchère* . . fr. 60.000

L'Administration n'est pas encore fixée quant aux travaux dont elle proposera l'exécution dans le but de stabiliser la tranchée de la Fléchère ; l'évaluation qui est donnée à titre de simple renseignement n'est pas définitive ; cette somme constitue vraisemblablement un maximum ; il n'est pas possible, pour le moment, d'être plus précis à ce sujet.

Le crédit de 60,000 francs est destiné à couvrir les frais des études et des reconnaissances de terrain en cours ; il sera suivi de crédits plus importants dès qu'il s'agira de passer à l'exécution des travaux proprement dits.

3. *Elargissement du canal de Charleroi à Bruxelles, en aval de Clabecq.*

Fr. 33,000,000

Le coût total de ce travail est évalué à 147 millions.

Il a été engagé au 31 décembre 1923 environ 19 millions. Degré d'avancement : 20 p. c. des acquisitions, 1/2 p. c. des travaux.

Les travaux de la première section qui s'étendent jusqu'en aval de la rue de la Princesse à Molenbeek-Saint-Jean sont commencés depuis le 1^{er} avril 1923 ; la date de leur achèvement est fixée au 31 mars 1930. En ce qui concerne ceux de la deuxième section (traversée de Bruxelles), ils doivent encore être adjugés, mais il est certain qu'ils seront achevés à la même date.

L'importance du crédit marque la volonté de presser cette entreprise avec le plus de célérité possible.

ART. 58. — *Canaux de Liège à Anvers, leurs embranchements, leur extension en vue de la navigation d'Anvers au Rhin. — Etudes, expropriations et travaux.*

— *Subsidés.* fr. 12,510,000

Réduit à fr. 8,235,000

Malgré la réduction qu'il subit, le crédit reste notable et il faut s'en féliciter. Le canal Liège-Anvers est une artère vitale dans notre réseau de voies hydrauliques et la navigation y est particulièrement intense. En attendant sa transformation, d'après le tracé qu'étudie en ce moment la Commission spéciale, et l'établissement du canal dit charbonnier, qui s'y embranche, il est proposé de l'améliorer en divers points importants de son parcours : il en est ainsi entre les écluses I à IV, où les écluses doubles de manœuvre longue et laborieuse vont être transformées en écluses simples. Des terrains vont être acquis de manière à établir une dérivation autour de Herenthals, ce qui libérera le trafic par eau de la sujétion du pont du chemin de fer actuel et permettra l'établissement d'un pont fixe. Dans la partie limbourgeoise sont prévus des travaux divers d'amélioration et d'élargissement destinés à donner au canal, de façon générale, une largeur au fond de 16 mètres et de rendre faciles les croisements des bateaux. Sur divers points, à l'entrée et à la sortie des écluses, seront établis des évasements afin de réduire les encombrements assez fréquents ces temps derniers. Enfin, la suppression du déversement des égouts de Liège préviendra des envasements dont la batellerie se plaignait beaucoup.

On peut enregistrer avec faveur ces améliorations.

Elles laissent toutefois intact le grand problème de creusement du canal nouveau. Seul un crédit de 1 million est prévu pour l'acquisition de terrains entre Hérenthals et Quaedmechelen et pour l'exécution de travaux sur l'embranchement vers Hasselt, qui fera partie du tracé futur et acquerra même une importance réelle pour le trafic charbonnier aussi longtemps que la partie Quaedmechelen-Hérenthals ne sera pas mise en exploitation. La demande de crédit primitivement inscrite pour la section Beeringen-Mechelen s/Meuse plus spécialement charbonnière, est postposée, des forages y étant encore considérés nécessaires.

La Section Centrale estime absolument indispensable que la Commission spéciale aboutisse à bref délai, afin qu'il soit possible de mettre sérieusement la main à l'œuvre dès l'exercice prochain. Divers projets existent, et la Commission a compétence pour prononcer entre eux ; mais il ne faut pas que sous prétexte d'études préalables, un temps précieux se perde. Divers membres ont insisté très vivement pour que cette observation soit consignée au rapport.

Il est à noter encore que le crédit inscrit au projet de Budget extraordinaire en vue de poursuivre les travaux de raccordement du canal du bassin Lefebvre à Anvers, est supprimé pour raison d'économie. Le débouché actuel du canal par un couloir étroit dans le bassin Asia ne répond plus aux exigences du trafic. Il importerait que la proposition faite soit réinscrite au Budget prochain, car il y a là un travail de l'urgence la plus caractérisée.

Enfin, comme les années précédentes, nous croyons devoir ramener l'attention sur le canal Anvers-Rhin, un peu oublié, semble-t-il, mais dont l'exécution est prévue au Traité de Versailles (art. 361) dans un délai de 25 ans à dater de la mise en vigueur du Traité. Quelles sont, à cet égard, les intentions du Gouvernement ? L'Allemagne travaille avec ardeur à outiller et à développer son réseau de canaux et de voies hydrauliques. Sera-t-il dit que, de notre côté, nous laisserons périmer notre droit ?

ART. 59. — *Escaut : études, expropriations et travaux.* — Sub-
 sides fr. 4.267.500
 réduit à fr. 2,120,000

L'observation suivante a été formulée en Section : Il semble qu'en divers points les digues de l'Escaut maritime devraient être renforcées et qu'il y ait un véritable péril à ne pas exécuter ces travaux de consolidation. Il importe donc de connaître s'il existe un programme général des travaux de cet ordre, et quels sont les points, en dehors de la partie située entre Schoonaerde et Appels, où des travaux de consolidation pourront se faire sur les crédits figurant au 1^{er} des développements de l'article 59.

La réponse suivante a été faite :

L'étude générale des travaux d'exhaussement et de consolidation des digues de l'Escaut est terminée. Il n'existe pas de programme qui détermine l'ordre dans lequel seront exécutés ces travaux ; cela dépend, en ordre principal, des initiatives à prendre par les communes et les wateringues intéressées. En dehors des travaux correspondant à la partie comprise entre Appels et Termonde, les travaux suivants seront imputés, en totalité ou en partie, sur le crédit inscrit au 1^{er} de l'article 59 : Exhaussement et élargissement des digues de l'Escaut entre Heusden et Wetteren ; exhaussement et reconstruction des digues le long du canal de Caleken.

L'attention de la Commission s'est portée plus spécialement sur le travail d'amélioration de l'Escaut entre le Pont de Schoonaerde et Appels, où il lui a été signalé que l'insuffisance des digues mettait en péril certaines agglomérations. Il résulte des renseignements pris que la tranche de 500,000 francs, qui, après amendement, subsiste au budget pour cet objet, va permettre d'adjuger les travaux cette année ; c'est la première tranche d'une dépense totale estimée à 2 millions. Les travaux comporteront l'amélioration et la normalisation du lit de l'Escaut, depuis le Pont de Schoonaerde-Berlaer jusqu'à Appels, ainsi que la construction de nouvelles digues, l'exhaussement et la consolidation de digues existantes. Sauf deux, tous les propriétaires ont consenti à la prise de possession anticipée des emprises. Les travaux proprement dits ne sont pas encore entamés, mais des dépenses ont été faites pour les opérations graphiques sur le terrain. De toute façon, la somme de 500,000 francs sera suffisante pour l'année 1924.

Enfin, à propos du crédit prévu au 3^e, divers membres, au cours de l'examen en section, ont émis le vœu de voir améliorer les communications entre les deux rives de l'Escaut devant Anvers. Où en est la question actuellement ? L'adjudication en cours pour le tunnel a-t-elle eu lieu conformément à ce qui aurait été annoncé ? Pourquoi ces retards interminables ? On a demandé que l'honorable Ministre veuille bien s'expliquer en détail à cet égard. On s'est informé également au sujet de l'avancement des études relatives à la construction du Pont de Cruybeke. On souhaitait avoir, à ce sujet également, quelques précisions.

La réponse suivante a été faite ; nous la relatons en observant qu'elle n'est guère de nature à donner satisfaction à ceux qui envisagent la nécessité absolue et l'urgence même qu'il y a à passer à la phase d'exécution du tunnel sous l'Escaut.

« La combinaison envisagée devant les Chambres pour la construction du » tunnel était basée sur la couverture de la dépense à résulter des travaux au

» moyen des terrains que possède l'État sur la rive gauche de l'Escaut. La Commission d'études pour l'aménagement de l'agglomération anversoise, au sein de laquelle les différentes administrations intéressées ont leurs délégués, ayant été consultée, a émis l'avis que la combinaison était désastreuse au point de vue des finances de l'État. Le Gouvernement a dû tenir compte de cet avis et recherche d'autres moyens pour l'établissement de communications continues entre les deux rives de l'Escaut ». Il ne paraît pas raisonnable d'abandonner aussi légèrement l'exécution d'un travail que tout indique comme essentiel à l'essor d'Anvers et du Pays de Waes, et au sujet duquel des engagements formels ont été pris. Sans doute, l'honorable Ministre aura-t-il à cœur de s'expliquer devant la Chambre quant aux raisons que sa réponse se borne à esquisser trop vaguement.

Pour ce qui concerne le pont de Hoboken-Cruybeke, la Commission qui s'en occupe est chargée de rédiger le cahier des charges pour la mise en adjudication-concours de cet ouvrage dont les caractéristiques sont arrêtées. Ces caractéristiques sont les suivantes :

1° Emplacement : Le nouveau pont sera construit au-dessus de l'Escaut à hauteur du fort n° 8, à Hoboken, soit en amont des chantiers navals de la Société Cockerill et de l'Antwerp Engineering;

2° Les supports de rive du nouvel ouvrage seront placés l'un dans l'alignement de la rive droite, l'autre, en arrière du pied extérieur de la digue de mer de rive gauche; la distance entre les faces de ces supports sera de 420 mètres. Une passe navigable de 180 mètres de largeur sera aménagée le long de la rive droite et présentera sur une largeur de 120 mètres un tirant d'air de 30 mètres environ au-dessus du niveau des marées hautes moyennes. Des viaducs d'accès doivent en outre être établis sur les deux rives du fleuve;

3° Le pont comprendra une voie charretière de 9 mètres de largeur et deux trottoirs de 2 mètres de largeur chacun;

4° Une double voie vicinale sera installée dans la voie charretière;

5° Les supports à construire seront communs au pont-route et au pont-rails; le tablier du pont-rails sera établi ultérieurement par l'Administration des Chemins de fer.

ART. 60. — *Lys : études, expropriations et travaux.* . . . fr. 3,775,000
réduit à fr. 415,000

On réalise sur ce crédit les travaux suivants :

a) *Aménagement des abords du pont sur la nouvelle dérivation de la Lys à Menin* (continuation) fr. 315,000

Ces travaux sont une conséquence de la reconstruction du pont de Menin. Il existe à cet endroit une circulation intense, à cause de la proximité de la frontière. Ils sont donc indispensables.

b) *Amélioration de la Lys depuis Deynze jusqu'à l'écluse d'Astene*, fr. 50,000
c) *Imprévus* 50,000

ART. 61. — *Senne, Dyle et Démer ; études, expropriations et travaux.*
Fr. 1,030,000
Réduit à fr. 200,000

La Commission s'est informée des raisons d'urgence qui déterminent le Gouvernement à entamer actuellement sur la Dyle une nouvelle entreprise évaluée à 2 millions. Voici les données recueillies à cet égard :

Les travaux d'amélioration du régime de la Dyle inférieure ont pour objet le calibrage du lit depuis l'écluse aval de Malines jusqu'au Sennegat, sur une longueur de 5 kilomètres environ. Ils auront pour effet de faciliter l'écoulement des eaux de crue du bassin hydrographique de la Dyle, la propagation de la marée et de permettre l'accès à Malines de bateaux d'intérieur de fort tonnage.

Les expropriations nécessaires à l'exécution de ces travaux ont été faites dès avant la guerre. L'État est en possession de la plupart des digues actuelles le long de la Dyle inférieure; celles-ci sont insuffisantes.

Si l'on ne décide pas d'exécuter les travaux d'amélioration projetés, la consolidation et l'exhaussement des digues existantes absorberont des sommes considérables, sans aucun avantage, ni pour le régime de la rivière, ni pour la navigation.

En 1920, une partie des deux emprises devant former le nouveau lit de la Dyle inférieure, a été creusée par les chômeurs et anciens combattants. La dépense faite pour ces travaux (1 million environ) resterait improductive si l'on n'accomplit pas l'ensemble des travaux d'amélioration.

La dépense prévue pour 1924 a pu être réduite à 200,000 francs.

ART. 62. — *Nèthes : études, expropriations et travaux. Subsidés fr. 650,000*
réduit à fr. 600,000

Ce crédit est destiné à poursuivre l'amélioration de la Nèthe inférieure dans la traverse de Duffel, travail entamé l'an dernier sur un crédit de 1,000,000 de francs voté alors et sur lequel il n'a été dépensé que 1,500 francs. Il importe donc de ne pas s'abuser sur la portée des mots « deuxième tranche » qui semblent, bien à tort, indiquer une dépense faite, déjà considérable ! Les expropriations n'ont pu être entamées en 1925, par suite de la conclusion tardive de la convention entre l'État, la province d'Anvers et la commune de Duffel relative aux emprises à faire pour chacune de ces administrations. Les travaux projetés ont pour objet la construction du nouveau pont-route provincial à Duffel, en remplacement du pont existant. Ce dernier ouvrage est caduc, menace ruine et forme un étranglement prononcé dans le lit de la rivière, ce qui constitue une vraie nuisance pour la navigation, l'écoulement des eaux et la propagation de la marée.

ART. 63. — *Canal de Gand à Ostende : études, expropriations et travaux.*
Subsidés fr. 2,275,000
réduit à fr. 215,000

Les travaux projetés au pont de Mariakerke (reconstruction du pont levant et équipement électro-mécanique) ont pu être exécutés sur les crédits prévus aux budgets extraordinaire et des dépenses recouvrables de 1923. C'est pourquoi les crédits pour cet objet ont été supprimés au présent budget.

La reconstruction du pont de Bierstal se fait, partie sur le crédit prévu au présent budget, partie sur celui qui est inscrit au Budget des Dépenses recouvrables. Cette reconstruction est indispensable et urgente. Le pont est caduc

et, de plus, de manœuvre très lente, pénible et coûteuse ; elle nécessite quatre hommes. De ce côté, il y aura économie quant au personnel.

La reconstruction du pont du Romarin et celle du pont de la rue de Wondelgem sont postposées.

ART. 64. — *Construction d'une cale sèche à Langerbrugge : études, expropriations et travaux* fr. 5,000,000

Article supprimé.

ART. 65. — *Rupel : études, expropriations et travaux* . . . fr. 310,000
Réduit à fr. 210,000

Les travaux complémentaires à effectuer au Rupel, entre Wintham et son embouchure, pour lesquels un crédit de 60,000 francs est demandé, consistent à faire disparaître les affaissements qui se sont produits le long des nouvelles voies établies avant la guerre.

Il est sollicité, de plus, 150,000 francs pour l'établissement d'un balisage perfectionné, le balisage actuel étant rudimentaire et non lumineux.

ART. 66. — *Dendre : études, expropriations et travaux.* . fr. 2.500.000

Le crédit doit servir à continuer les travaux d'amélioration de la Dendre, entamés dans la traverse de Termonde. Ils comprennent notamment la suppression du coude brusque existant en aval du pont de la Dendre à Termonde et l'amélioration du cours de la rivière aux points de vue de la navigation et de l'écoulement des eaux ; les terrains riverains de la Dendre sont périodiquement inondés.

Les travaux de rectification de la Dendre, entre le pont Bogards et le Sas, comportent l'acquisition de 57 immeubles ; à ce jour, il reste encore 10 maisons à acquérir.

Le crédit actuel n'a rien de commun avec la rectification de l'Escaut devant la ville ; ce redressement est postposé.

ART. 67. — *Durme : études, expropriations et travaux* . fr. . 155,000

Le pont de Waesmunster a été détruit par fait de guerre. La reconstruction du pont proprement dit est imputée au Budget des dépenses recouvrables de 1924 (art. 38). Il ne s'agit ici que des expropriations à faire pour créer les rampes d'accès au nouveau pont, l'emplacement ayant été modifié.

ART. 68. — *Canal de Roulers à la Lys : études, expropriations et travaux* fr. 10,000

Pas d'observations.

ART. 69. — *Canal de Roulers à la mer : construction d'un bassin à Roulers, frais d'études, acquisitions de terrains* fr. 125,000

Des renseignements ont été demandés, en Section, quant au tracé de ce canal nouveau et à son coût total.

En réalité, il ne s'agit ici que des études et d'acquisitions de terrains pour le bassin à construire à Roulers. Ce bassin pourrait devenir l'amorce d'un canal destiné à relier Roulers à la mer soit, par Bruges, soit par Dixmude — et c'est ce qui explique le libellé de l'article. Mais rien n'est préjugé en ce qui concerne le tracé définitif à adopter pour le canal, et *il doit d'ailleurs en être de même pour le principe même de ce travail*. La Commission fait toutes ses réserves quant à l'opportunité de cette dépense actuellement.

ART. 70. — *Canal de Burght à St Gilles (Waes) : études, expropriations et travaux* fr. 1.000.000
Réduit à fr. 50.000

Il n'a été engagé qu'un montant de 2.000 francs sur le crédit de 1 million voté au Budget extraordinaire de 1923. Cette dépense correspond à des études et des opérations graphiques.

ART. 71. — *Canal de Bruxelles au Rupel : études et travaux.* . fr. 50 000
Réduit à fr. 20.000

Pas d'observations.

ART. 72. — *Installations maritimes d'Anvers : études, expropriations, travaux et dragages.* fr. 58.150.000

Le crédit global se répartit par tranches entre chacune des cinq parties du vaste ensemble de travaux que comportent les nouvelles installations maritimes d'Anvers. Examinons-les successivement, en retenant les caractéristiques qui permettent de préciser leur état actuel d'avancement :

a) *Ecluse maritime du Kruisschans et chenal d'accès. (Entreprise Dumon et Van der Vin).*

Adjugé le 13 février 1922, ce travail a été entamé le 6 juin 1922. Le coût total en a été évalué à fr. 45.556.211.76, et l'achèvement prévu pour juin 1926. Au 31 décembre 1923, il a été engagé de ce chef un montant de fr. 21.356.832.26 et le degré d'avancement atteignait 23,54 p. c. Ces données indiquent une situation normale ; il est donc permis de considérer comme devant se réaliser les prévisions précédemment faites quant à la date d'achèvement.

b) *Partie du canal maritime comprise entre la tête amont de l'écluse du Kruisschans et la digue de Wilmarsdonck.*

Il s'agit ici d'une entreprise nouvelle. Elle n'a pas fait l'objet d'une adjudication publique, et elle sera confiée aux entrepreneurs Dumon et Van der Vin, chargés de la construction de l'écluse maritime du Kruisschans aux conditions et moyennant les prix unitaires de la soumission approuvée relative à cette entreprise.

Un délai supplémentaire de cinq mois a été accordé de ce chef aux entrepreneurs, mais ceux-ci renoncent à la bonification des primes à l'avancement, correspondantes à ce délai.

Cette solution présente le grand avantage qu'il sera possible d'entamer immédiatement les travaux de creusement du tronçon de canal en question; ce dernier, ainsi que l'écluse, seraient ainsi terminés en 1926, soit avant la date d'achèvement fixée pour les travaux de l'entreprise Wuytack (creusement du bassin-canal depuis le goulet de raccordement jusqu'à la digue de Wilmarsdonck. Voyez litt. c, ci-dessous.)

Si l'administration avait voulu faire de ces travaux une adjudication publique, elle aurait dû attendre, avant de pouvoir y procéder, l'achèvement de l'entreprise de l'écluse, les terrains dans lesquels ce tronçon de canal doit se creuser étant occupés par cette entreprise; il est, de plus, peu probable qu'une adjudication donnerait des résultats plus favorables au point de vue des intérêts du Trésor; en tous cas, le délai nécessaire pour leur exécution dépasserait largement les cinq mois accordés aux entrepreneurs Dumon et Van der Vin.

Le coût total de ces travaux est évalué à 3,000,000 de francs environ, en appliquant les prix en vigueur pendant la première période annuelle de l'entreprise de l'écluse du Kruisschans.

c) *Canal maritime entre la digue de Wilmarsdonck et le goulet de raccordement aux bassins existants. (Entreprise Wuytack.)*

L'adjudication est du 12 décembre 1922 et le début des travaux du 15 avril 1923. Le coût total se chiffre par 58,536,425 francs et l'achèvement annoncé pour le mois d'avril 1927. Il avait été engagé, fin 1923, fr. 3,702,484.09 et le pourcentage d'achèvement était de 7.5 p. c. Il est certain que les travaux de creusement du bassin-canal n'ont pas avancé conformément aux prévisions. On signale que sous peu l'entrepreneur disposera d'un matériel puissant qui doit arriver au chantier. Ceci permet d'espérer qu'il pourra regagner le temps perdu et terminer les travaux à la date fixée. Le matériel spécial est destiné au creusement par succion et dragage du bassin-canal et n'est pas encore à pied d'œuvre. Il doit franchir, pour atteindre les chantiers, la digue de l'Escaut. On est occupé à creuser le canal d'amenée. La situation des travaux n'est donc point ce qu'elle devrait être, et elle est susceptible de s'aggraver si l'énergie voulue ne s'employait à les pousser davantage. Comptons que le nécessaire soit fait à cet égard.

d) *Goulet de raccordement entre le canal maritime et les darses existantes. (Entreprise Monnoyer.)*

Ce travail, adjugé le 18 juillet 1923, a été commencé le 1^{er} novembre 1923 et doit être terminé en trente-sept mois, soit en novembre 1926. Le montant de la soumission approuvée s'élève à fr. 36,431,423.30. Son achèvement est subordonné au détournement du cours des Schyns qui, actuellement, coupe transversalement l'emplacement futur du goulet. Si l'entreprise du détournement des Schyns est poussée assez activement, cette circonstance ne sera pas une cause de retard. Il importe cependant que l'attention se porte sur ce point essentiel, puisque le creusement du nouveau lit des Schyns subit quelque retard en ces temps derniers.

e) *Dérivation des Schyns au nord d'Anvers. (Entreprise Société l'Hydraulique.)*

Le crédit de 700,000 francs, inscrit au présent budget, doit servir à couvrir les

dépenses relatives aux travaux de parachèvement des 5^e et 1^{er} lots du détournement des Schyns.

Le 5^e lot est celui qui relie aux fossés de l'enceinte le lot 1, exécuté avant la guerre au nord des installations nouvelles. L'exécution du 5^e lot fut commencée le 18 septembre 1922 et l'achèvement en avait été annoncé pour le 17 janvier 1924. Il semble cependant qu'ici un retard de quelques mois soit à prévoir. Il est sans répercussion sensible, puisque de toute façon c'est la fin du 4^e lot (embouchure de l'Escaut) qui marquera le moment où les eaux des Schyns pourront être dérivées par le Nord.

Or le 4^e lot, auquel on travaille depuis le 18 août 1923 et qui devait être terminé en décembre 1924, ne le sera sans doute, d'après nos renseignements qu'en mars 1925. Pour peu que ce laps de temps se prolonge, ce serait toute l'exécution du raccordement aux darses anciennes qui serait postposé et les conséquences de ce fait pourraient être sérieuses, au point de vue de la mise en exploitation des installations maritimes. Cette question vraiment capitale n'aura certes pas manqué d'attirer toute la vigilante sollicitude de l'honorable Ministre et nous avons confiance qu'une célérité suffisante sera imprimée aux travaux des Schyns pour que l'éventualité que nous appréhendons ne se produise pas.

Sous les réserves faites, l'aperçu qui précède autorise malgré tout un jugement confiant, quant à l'état d'avancement général de ces travaux, dont l'issue doit être d'un si profond retentissement sur la prospérité de notre port national et l'essor économique du pays. Il faudra cependant mettre tout en œuvre pour rattraper les légers retards que nous nous sommes fait un devoir de signaler.

Restent à envisager diverses questions d'intérêt moins immédiat :

On aura remarqué qu'aucun crédit n'est prévu pour la construction de la route destinée à relier Anvers aux Bassins du Nord. Pourquoi n'a-t-on pas inscrit à ce budget tout au moins le crédit nécessaire pour l'établissement de l'accès à créer, à titre provisoire, entre la ville et les installations nouvelles? A cette question, l'honorable Ministre a répondu dans les termes suivants : « Le projet de construction de la route reliant Anvers aux Bassins du Nord n'a pas été abandonné.

« Une partie des terres provenant du creusement du bassin-canal entre la digue de Wilmarndonck et l'écluse maritime du Kruisschans (travaux confiés aux entrepreneurs Dumon et Vander Vin) serviront à constituer la plate-forme de cette avenue depuis cette écluse jusqu'à 1 kilomètre au delà du Lammerenweg; la plate-forme de cette avenue jusqu'à la darse n° 3 sera constituée au moyen des terres de déblai du goulet de raccordement (entreprise Monnoyer); enfin entre la porte d'Eeckeren et la darse n° 3 on est occupé à établir la rue dite « latérale », au moyen des terres de déblai du 5^e lot du détournement des Schyns (Entreprise l'Hydraulique). »

Aucun crédit n'est prévu au projet de budget de 1924 pour l'accès à créer, à titre provisoire, entre la ville et les installations du Nord.

« L'importance des travaux en cours d'exécution, déclare l'honorable Ministre, et les fortes dépenses, de beaucoup supérieures aux prévisions par suite des augmentations des prix des matériaux et de la main-d'œuvre, n'ont pas permis l'inscription, au budget de 1924, du crédit relatif aux travaux précités. Ceux-ci seront réalisés pour le moment où les nouvelles installations maritimes d'Anvers pourront être mises en service. »

Un autre point laissé en suspens est la décision à prendre par le Gouvernement quant à l'exécution du projet de creusement des lots 2 et 3 des Schyns, auquel il a été suggéré de substituer l'adoption du projet de M. l'ingénieur Mennes. Interrogé à cet égard, l'honorable Ministre fait connaître que jusqu'ici la décision définitive, en ce qui concerne l'attitude de l'État à l'égard du projet Mennes, n'est pas intervenue. L'Administration est en possession d'un projet des travaux de dérivation des Schyns (2^e et 3^e lots et fossé collecteur des eaux intérieures) débarrassé de toute sujétion militaire, ainsi que d'une évaluation de ce projet. L'examen de ces pièces est sur le point d'être terminé.

Un mot, enfin, des trois derniers postes de crédit figurant à l'article 72.

1^o Ouvrages en vue de l'amélioration du régime du fleuve. Fr. 3,000,000

Ce crédit doit servir en ordre principal aux dragages à faire sur les seuils de Bath et du Kruisschans. Depuis le dépôt du Budget, la nécessité impérieuse d'intensifier et d'organiser plus méthodiquement les dragages des passes de l'Escaut a été brutalement mise en lumière par des ensablements dus à un déplacement du lit du fleuve et qu'une surveillance mieux établie et une intervention plus rapide eussent sans doute permis d'éviter. Nous avons indiqué ailleurs les moyens susceptibles de mettre fin à pareille situation, jugée à bon droit des plus alarmante pour le port d'Anvers, et de nature à en empêcher le retour : c'est, d'une part, une centralisation des services compétents de la Marine et des Travaux Publics et, d'autre part, l'acquisition d'un matériel de dragage plus puissant que celui dont l'État dispose aujourd'hui. Nous aimons à croire qu'un programme d'améliorations indispensables est en voie d'exécution et nous comptons sur l'honorable Ministre pour le mener à bien avec le plus de célérité possible.

La somme dépensée par l'État pour les dragages en vue de l'amélioration de l'Escaut maritime en aval du Rupel s'évalue à fr. 7,157,790.53 depuis l'armistice jusqu'au 31 décembre 1923.

2^o Travaux de dévasement de l'embarcadère flottant de Sainte-Anne.

fr. 75,000

porté à fr. 500,000

Au droit de l'embarcadère flottant de Sainte-Anne, l'Escaut s'envase constamment et des travaux de dévasement sont exécutés d'une façon permanente. Ces travaux font l'objet d'un bail d'entretien de 3 ans qui expire le 30 avril 1924. Sur le crédit de 755,000 fr., accordé l'an dernier, il a été dépensé 235,000 fr. A l'adjudication des travaux d'établissement d'une installation de pompage, aucune soumission n'a été présentée, de sorte que le crédit prévu de 500,000 fr. n'a pu être engagé.

Il a été renoncé à l'achat d'une grue roulante pour le service des hangars métalliques à Sainte-Anne, achat en vue duquel 75,000 francs étaient prévus au projet de Budget.

Par contre, il a été ajouté un poste libellé comme suit :

3^o Règlement du compte de l'entreprise des travaux de maçonnerie, de char

pente et de pavages nécessaires à l'établissement de l'embarcadere flottant de Sainte-Anne fr. 350,000

Il s'agit de travaux confiés à MM. Ackermans et Van Haeren, et approuvés le 20 novembre 1911. La date de commencement a été fixée le 8 janvier 1912. Ils n'étaient pas terminés au moment de la guerre.

La liquidation des dépenses y afférentes a donné lieu à des difficultés d'ordre divers auxquelles il a été mis fin par une convention transactionnelle admise en principe par les deux parties en cause. Elle comporte le paiement en principal d'une somme de fr. 546,263.48 augmentée des intérêts à partir du 1^{er} janvier 1924, sur un montant de fr. 294,692.32.

C'est ce qui explique que la dépense doive être supportée entièrement par le budget de 1924.

ART. 73. — *Travaux de démolition et de reconstruction du mur sud du chenal d'accès à l'écluse maritime du Kattendyk fr. 3,500,000*

Crédit unique et final.

L'adjudication-concours de ces travaux a eu lieu le 25 février 1924 et une décision prise il y a quelques jours. Ils pourront être entamés en juin. Le délai d'achèvement prévu est d'un an. On s'explique difficilement qu'il ait fallu un an avant qu'il ait été possible de mettre la main à l'œuvre. L'accident survenu. L'écluse remonte, en effet, au 15 mai 1923.

ART. 74 — *Canal de dérivation de la Lys : études, expropriations et travaux.*
fr. 1,215,000
Réduit à . . . fr. 970,000

On s'est enquis du motif de l'intervention de l'État à concurrence de 210,000 francs pour la construction d'égouts de la ville d'Eecloo. Ce motif a été caractérisé comme suit : Le canal de dérivation de la Lys évacue vers Eecloo et la mer les eaux de rouissage du lin, provenant de la Lys et les eaux industrielles françaises qui empruntent cette rivière. Toute la contrée traversée par ce canal subit un préjudice au profit d'autres régions du pays qui étaient autrefois baignées par ces eaux impures. La ville d'Eecloo a été plus atteinte que les régions purement agricoles traversées par le canal : le régime des terrains bas de son agglomération s'en est trouvé défavorablement influencé. Pour remédier à cette situation elle s'est vue contrainte d'exécuter un ensemble de travaux adjugés en 1921 et dans lequel l'État doit intervenir. Les crédits prévus sont destinés à solder la part de subside incombant à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Les ponts de Nevele et Meerendré ont été détruits par l'ennemi. Une somme de 200.000 francs est prévue pour la reconstruction de chacun d'eux au Budget des Dépenses recouvrables de 1924 (art. 46, 2° et 3°). Il ne s'agit ici que de la quotité non recouvrable, même pour le pont de Meerendré, où les développements de l'article, par une erreur de rédaction, ne contiennent pas de mention à cet égard.

En ce qui concerne le pont de Nevele, on a renoncé par amendement, cette année, au crédit extraordinaire pour les travaux. Ceux-ci pourront donc être

commencées sur le Budget des dépenses recouvrables et continuées à charge du Budget extraordinaire prochain.

Il est sursis à la reconstruction du pont de Deynze. Les acquisitions de terrain se continueront néanmoins à charge du crédit de l'art. 60.

ART. 75. — *Canal de Selzacte à la mer : études, expropriations et travaux* fr. 25,000

Crédit supprimé.

ART. 76. — *Canal d'Ypres à l'Yser : études, expropriations et travaux* fr. 180,000

Report d'un crédit antérieur. 250,000 francs ont été votés l'an dernier pour le même objet, mais n'ont pu être utilisés à cause de la lenteur des formalités d'expropriation. Les avant-projets des ponts de Driegrachten et Steenstraete ont été approuvés et les études sont poursuivies activement. Un crédit total de 1,650,000 francs est prévu, dont 1,500,000 francs à l'article 52-1^{er} du Budget des Dépenses recouvrables de 1924 et 150,000 francs au présent budget.

Un membre en section s'est enquis des mesures prises pour alimenter en eau le canal d'Ypres à la mer. Les études en cours, annoncées l'an dernier, ont-elles abouti ?

RÉPONSE. — Aucune mesure n'a pu être prise jusqu'à ce jour pour l'alimentation du canal d'Ypres à l'Yser. Les études qui ont été entamées pour assurer l'alimentation des canaux du bassin de l'Yser sont fort compliquées. Elles se poursuivent.

ART. 77. — *Port d'Ostende : études, expropriations et travaux* — *Construction d'un port de pêche* fr. 15,700,000
Réduit à fr. 13,660,000

Dans le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1923, nous avons signalé comme coût total de l'entreprise fr. 22,682,962.45, et si l'on y comprend les acquisitions d'immeubles, environ 34 millions. On remarquera que le relevé d'indications budgétaires, joint au présent rapport, indique comme coût total 45 à 50 millions. La différence provient, d'une part, de la hausse considérable de la main-d'œuvre et des matériaux, et, d'autre part, des modifications qui ont été reconnues nécessaires aux dispositions primitives des plans. Il avait été dépensé, au 31 décembre 1923, fr. 11,245,746.56 et les travaux accusent 23 1/2 p. c. d'avancement. On prévoit l'achèvement pour la fin 1925.

Un membre en section s'est informé des intentions du Gouvernement quant au maintien des bassins intérieurs d'Ostende. Sont-ils destinés à être comblés ? Certains membres ont exprimé des regrets à ce sujet et ont demandé à connaître les motifs qui seraient de nature à entraîner la disparition des bassins qui sont une des caractéristiques de la ville d'Ostende.

RÉPONSE. — Le comblement des bassins intérieurs fait partie du plan d'aménagement de la ville d'Ostende au sujet duquel est intervenu la Convention du 5-12 août 1912, dont la révision est à l'examen.

ART. 78. — *Port de Blankenberghe : études, expropriations et travaux.*
Fr. 100,000

Crédit supprimé.

ART. 78bis (nouveau). — *Port de Nieuport : études et travaux.* Fr. 500,000

Le crédit est sollicité en vue d'acquérir des terrains qui pourraient devenir nécessaires aux travaux d'amélioration à effectuer au port de Nieuport et qui figurent au plan approuvé le 16 janvier 1913.

L'ensemble de ces travaux resté ajourné en raison de la situation financière et l'octroi du présent crédit n'engage en aucune façon l'exécution de ceux-ci.

Néanmoins il se fait que sur les terrains à acquérir éventuellement se trouve établie une huîtrière détruite pendant la guerre et appartenant à la Société anonyme des Produits maritimes, à Ostende. L'administration, tenant compte de la nécessité où l'on serait de disposer de cette parcelle, s'est opposée jusqu'à présent à ce que le propriétaire reconstruise ses installations ; or, il est impossible de maintenir cette opposition plus longtemps, sauf à acquérir le terrain lui-même.

Il s'agit donc uniquement d'une mesure conservatoire, l'exécution des travaux demeurant réservée à plus tard.

ART. 79. — *Côte : études, expropriations et travaux.* . . . Fr. 950,000
Porté à. . . . Fr. 1,300,000

Ce crédit sera affecté aux travaux suivants :

1. *Amélioration du régime de l'estran.* Fr. 700,000

Il s'agit de travaux à faire aux jetées, en raison des mouvements qui se produisent dans l'estran, notamment à Heyst.

Sur le crédit de 1 million voté l'an dernier, une somme de fr. 79,876.46 a été engagée pour la construction de quatre épis à Breedene et une autre de fr. 558,174.82 pour le parachèvement de deux jetées à Middelkerke.

2° *Construction de la digue entre Knocke et Duinbergen.* . . . fr. 100,000
Porté à. . . . fr. 500,000

La dépense totale incombant à l'État de ce chef, atteint 1,800,000 francs, montant sur lequel 500,000 francs ont été liquidés à charge du Budget de 1922, alors que les prévisions de ce Budget s'élevaient à 1,300,000 francs. On liquidera 800,000 francs sur le crédit de 1923. Il reste donc à régler 500,000 francs, montant auquel a été porté par amendement le poste 3° de l'article 79.

Cette augmentation de crédit, introduite par amendement, n'est donc qu'un report de crédit antérieur non utilisé.

ART. 79bis. — *Evacuation des eaux des polders des Flandres. — Subsidés.*
Fr. 80,000

Report de crédit antérieur non utilisé.

Fr. 187,000

Reduit à fr. 116,000

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Arr. 80^{bis} (nouveau). — Casernement de la première circonscription militaire. fr. 350,000

Arr. 81. — Casernement de la deuxième circonscription mili-	
taire	fr. 1,500,000
Réduit à	fr. 250,000

a) Les travaux de la première entreprise de construction de la caserne des troupes du chemin de fer, à Hoogboom fr.	4,500,000
b) Les travaux d'achèvement des installations du C. T., à Anvers	200,000
c) Certains travaux prévus pour les casernements de Burght . fr.	200,000

Après l'octroi du crédit aujourd'hui sollicité et, plus tard, de ceux que nous venons d'indiquer, à savoir : 1,300,000 francs (pour Burght) et 1,750,000 francs (pour Hoogboom), le programme de construction de casernement pour la deuxième circonscription militaire sera complètement réalisé.

ART. 82. — *Casernement de la 3^e circonscription militaire* . fr. 1,100,000
Réduit à fr. 100,000

Les casernements de la 3^{me} circonscription ont comporté au Budget Extraordinaire de 1923 l'octroi de 8,100,000 de crédit, qui ont été entièrement absorbés.

Au présent Budget étaient prévus : 1,000,000 de francs pour l'achèvement de la caserne de cavalerie à Spa, et 100,000 francs pour le remplacement des baraquements-écuries de Verviers par des écuries définitives, mais par amendement le premier de ces travaux est ajourné.

Les dépenses engagées jusqu'ici à la caserne de Spa s'élèvent à environ 3,950,000 francs. Cette caserne coûtera près de 5,000,000 de francs en tenant compte du dernier crédit de 1,000,000 demandé précédemment pour 1924, mais actuellement ajourné à un exercice ultérieur.

En ce qui concerne les casernements d'Eupen-Malmédy, la hausse du coût des travaux n'a pas permis d'achever d'en adjuger l'entièreté. Une somme de 500,000 francs reste nécessaire; elle sera sollicitée à un exercice ultérieur.

Après l'octroi du crédit actuel, et plus tard de ceux que nous venons d'indiquer: 1,000,000 de francs (pour Spa), et 500,000 francs (pour Malmédy), le programme de construction de casernement pour la 3^e circonscription militaire sera complètement réalisé.

ART. 83. — *Casernement de la 4^e circonscription militaire.* Fr. 450,000
Article supprimé.

ART. 84. — *Construction de cuisines ainsi que d'installations diverses au camp de Beverloo* fr. 1,000,000
Réduit à fr. 500,000

Tout le crédit de 2,000,000 de francs, voté pour cet objet en 1923, a été dépensé et utilisé comme suit :

Mess pour officiers	fr. 455,000
Cuisines, y compris le matériel	1,310,000
Lavoirs, (camp de cavalerie).	235,000

Ces dépenses dépassent les prévisions faites l'an dernier en ce qui concerne les mess d'officiers, pour lesquels le programme semble donc être réalisé.

En ce qui concerne les cuisines, nous avons indiqué au rapport de l'an dernier que les crédits, alors alloués, permettaient d'achever tous les lavoirs, plus quatre cuisines (une par section) au camp d'infanterie, deux aux deux sections centrales du camp, et cinq au camp de cavalerie. Il resterait encore à établir les cuisines des sections extrêmes du camp, pour lesquelles 400,000 francs devaient être demandés en 1924. C'est cette somme de 400,000 francs qui avait été portée à 1,000,000 de francs au projet primitif du budget. Elle avait pour but l'achèvement du programme de construction des cuisines et lavoirs, notamment pour les deux sections extrêmes du camp d'infanterie.

Cet achèvement est donc reporté sur deux ans, la moitié s'en accomplissant cette année.

ART. 85. — *Améliorations diverses au camp d'Elsenborn* . . fr. 1,500,000
Réduit à fr. 500,000

Au rapport de l'an dernier, nous indiquions qu'une dépense de 5 millions serait nécessaire pour permettre de réaliser au camp d'Elsenborn les améliorations indispensables. De l'examen ultérieur et plus précis de la question, il est résulté que cette estimation devait être majorée de 50 p. c. pour permettre le logement d'un total de 5,500 hommes et 2,300 chevaux environ, correspondant à peu près à la capacité normale du camp. Comme nous le disions, presque tous les logements de troupes sont provisoires et constitués de baraquements ou tubes en tôle, généralement en très mauvais état. Or, ce camp sert à l'exécution des périodes de tir de toutes les unités d'artillerie de l'armée, ainsi que des périodes de tir et de manœuvres des troupes de la division légère (cavalerie, cyclistes, génie, artillerie). Eu égard aux rappels, les effectifs maxima peuvent atteindre en certaines circonstances 8,000 hommes.

Le crédit de 1,500,000 francs voté au Budget extraordinaire de 1923, a été complètement dépensé et utilisé comme suit :

Construction de 9 blocs de logement (110 hommes chacun). . . 920,000 francs
Construction de 4 écuries (72 chevaux chacune) 580,000 »

L'importance des blocs de logement à construire actuellement a été réduite, et c'est ce qui a permis de limiter à 500,000 francs le crédit à inscrire au présent budget.

ART. 86. — *Achèvement des installations de distribution d'eau dans les camps.*
Fr. 1,500,000
Réduit à fr. 500,000

Supplément de crédit sur les prévisions indiquées l'an dernier, à raison de la hausse des prix.

Le crédit de 2 1/2 millions voté au Budget de 1923, a été complètement engagé. L'installation à Brassehaet est terminée. Pour Beverloo et Elsenborn, les travaux pourront être continués cette année.

ART. 87. — *Ecoles d'armes. — Extensions diverses : terrains et bâtiments.*
Fr. 750,000
Réduit à fr. 100,000

Sur le crédit de 900,000 francs, alloué en 1923, il n'a été dépensé que 740,000 francs. Le reliquat de 160,000 francs, qui était destiné à l'achat de certains terrains, n'a pu être engagé par suite de difficultés rencontrées avec les propriétaires. Le crédit réduit actuellement sollicité est donc un simple report.

L'installation de la plaine commune aux écoles et celle d'égouts, sont postposées. De plus, vu les dépenses onéreuses (7 à 8 millions vraisemblablement), à résulter de l'établissement à Brassehaet d'une école d'infanterie, il a été décidé,

malgré les avantages au point de vue de l'instruction, de concentrer toutes les écoles d'armes à Brassechaet, de maintenir l'école d'infanterie à Beverloo, jusqu'au moment où les ressources budgétaires permettront de reprendre cette question.

ART. 88. — *Construction de logements pour officiers et militaires subalternes mariés, spécialement dans les camps.* fr. 500,000
Réduit à fr. 150,000

Les 500,000 francs votés à cet usage, en 1923, ont été dépensés et ont permis de construire à Elsenborn des habitations pour huit ménages de sous-officiers, d'y acheter quatre logements de l'espèce et de construire à Beverloo un pavillon pour deux ménages d'officiers. Le crédit réduit actuel permettra de compléter les logements à Beverloo.

La Commission a demandé à connaître le programme qui se poursuit en cette matière; il lui a été répondu qu'il a été décidé, pour parer aux difficultés de logements pour mariés dans les environs des camps de Beverloo, d'Elsenborn et de Brassechaet, de doter ces camps d'un nombre d'habitations pour mariés correspondant au quart au moins de l'effectif organique des militaires, fonctionnaires ou agents en service dans les garnisons. Le crédit actuellement réduit à 150,000 fr. permettra d'arriver à cette proportion. Toutefois, pour Brassechaet, quelques pavillons seront encore nécessaires, mais seulement lorsque l'école d'infanterie devra y être transférée.

ART. 89. — *Construction, aménagement ou acquisition pour les dépôts et parcs divisionnaires ainsi que pour les dépôts et parcs-annexes.* Fr. 4,000,000
Réduit à Fr. 2,000,000

Le crédit de 4,900,000 francs voté en 1923 a été dépensé à concurrence de 4,655,215 francs, le surplus concernant certains travaux qui n'ont pu être mis au point dans le délai voulu.

Nous avons indiqué dans le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1923 l'ensemble du programme à réaliser. Le crédit de 4,000,000 de francs inséré primitivement au projet de Budget pour 1924 et ramené à 2,000,000 de francs par voie d'amendement, devait permettre de terminer le programme relatif aux dépôts proprement dits ainsi qu'aux dépôts annexes. Il eût également permis de pousser très loin la réalisation du programme relatif aux parcs proprement dits et aux parcs-annexes, car la réorganisation de l'armée faite sur seize divisions d'infanterie, au lieu de dix-huit primitivement prévues, permet de supprimer les travaux pour Bruges et Ypres signalés en 1923 pour un total de 3,000,000 de francs. Il reste notamment à constituer six parcs-annexes, un parc d'artillerie d'armée, deux parcs divisionnaires, le parc de Bruxelles (agrandissement), ainsi que le remplacement par des hangars en matériaux durs de baraquements du parc du 2. C. A.

Les dépenses pour dépôts de munitions, englobées dans cet article, ont un objet tout différent de celui auquel est afférent l'article 100. Dans ce dernier article, il s'agit de dépôts de munitions de la Base, constituant la réserve générale d'armée; dans l'article 89, au contraire, il s'agit des munitions des troupes divisionnaires pour les tout premiers besoins.

Le mot « acquisition » figurant dans le libellé de cet article a pour but de permettre le paiement de tout terrain ou immeuble dont l'acquisition serait jugée nécessaire pour le but à réaliser, notamment pour tel ou tel dépôt de munitions.

Le crédit a été réduit à 2 millions, destinés à parer aux besoins les plus urgents.

ART. 90. — *Acquisition de matériel de casernement pour meubler les nouveaux casernements. — Acquisition de matériel et aménagement d'installations pour parer aux dangers d'incendie* fr. 500,000
Réduit à fr. 200,000

Pas d'observation.

ART. 91. — *Acquisition, appropriation ou construction d'immeubles pour mess de garnison ou bureaux, y compris l'ameublement en gros mobilier et le matériel de casernement* fr. 500,000
Réduit à fr. 100,000

Le crédit de 300,000 francs voté en 1923 (article 71) a été engagé, sauf 20,000 francs. Il a permis :

de payer l'immeuble acquis à Gand pour bureau.	fr. 130,000
et un immeuble acquis pour le même usage à Liège	80,000
d'approprier au même usage un immeuble à Malines et à Lierre	35,000
et d'acheter du mobilier pour bureaux	35,000
Total.	fr. 280,000

Le crédit sollicité au projet du Budget, réduit actuellement à 100,000 francs par voie d'amendement, ne comprend donc pas le report du crédit voté l'année dernière.

Le Département s'efforce d'éviter tout achat d'immeuble en cherchant à tirer parti de bâtiments existants, ou en recourant à la location.

Le crédit de 100,000 francs maintenu à cet article, est destiné à parer aux besoins les plus urgents en 1924.

ART. 92. — *Acquisition de terrains nécessaires pour le maintien et l'usage d'ouvrages défensifs allemands ainsi que pour des sites historiques de la guerre ; travaux destinés à leur entretien, à leur emploi et à leur garde.* . . . fr. 500,000
Réduit à fr. 50,000

avec modification du libellé de l'article qui devient :

Acquisition de terrains nécessaires pour le maintien et l'usage d'ouvrages défensifs allemands ainsi que pour des sites historiques de la guerre . . . fr. 50,000

Sur le crédit de 1,000,000 de francs voté sur le crédit de 1923, seule une somme de 180,000 francs a été engagée; cette dépense ne concerne presque uniquement que la mise en état des sites historiques. La demande actuelle de crédit réduit est donc un report.

Les 500,000 francs primitivement inscrits au projet du budget, devaient être employés :

a) à l'acquisition des terrains sur lesquels se trouvent les sites de guerre qu'il a été décidé de conserver et pour indemniser le Département des Travaux Publics, des travaux de détournement des routes, le long de l'Yser, travaux rendus nécessaires par le maintien du Boyau de la Mort et des redoutes Albert et Isabelle;

b) à l'acquisition des terrains sur lesquels s'élèvent les abris et batteries des organisations défensives allemandes (depuis Turnhout jusqu'à la mer et le long de la côte de Knoeke à Nieuport).

Mais les achats de terrain, supposant des expropriations, se font avec une grande lenteur; les fonctionnaires du Département des Finances qui en sont chargés sont peu nombreux; ces acquisitions nécessitent des déplacements multiples, des pourparlers délicats. Actuellement sont seuls réalisés les achats suivants: Moitié de la batterie « Deutschland », à Breedene, et onze abris bétonnés sur le territoire d'Ertvelde.

D'autre part, la question des batteries allemandes de la côte n'est pas encore tout à fait au point.

C'est pour diverses raisons que la proposition primitive de crédit a été ramenée à 50,000 francs.

La Commission a fait observer que les travaux et frais d'entretien et de garde de ces ouvrages défensifs allemands devraient normalement passer à l'ordinaire. L'honorable Ministre a reconnu l'exactitude de la remarque. Ces ouvrages étant actuellement remis en état, les dépenses de l'espèce seront dorénavant faibles, et le texte « travaux destinés à leur entretien, à leur emploi et à leur garde » a donc été supprimé du libellé de cet article.

ART. 93. — *Installation du chauffage central à l'Hôpital militaire du camp de Beverloo* fr. 350,000

Article supprimé.

ART. 94. — *Achat de matériel de mobilisation pour le Service de Santé.*

fr. 500,000

Réduit à fr. 100,000

Il n'y a pas nécessité immédiate. Certains achats sont postposés. Le programme général qui, en l'espèce, est poursuivi, a été défini dans le rapport sur le Budget extraordinaire de 1923 (page 68). L'an dernier il a été dépensé 548,416 francs sur un crédit de 2,000,000.

ART. 95. — *Reconstitution d'une réserve de mobilisation à la Pharmacie Centrale* fr. 1,500,000

Article supprimé.

Pas de nécessité immédiate. Notre rapport de l'an dernier s'explique quant à l'état de la question. Le crédit alors voté de fr. 1,500,000 a été entièrement dépensé.

ART. 96. — *Réfection des canalisations électriques dans les hôpitaux militaires de Bruxelles et de Louvain* fr. 200,000

Ce crédit aurait dû plutôt être rattaché à l'ordinaire. A défaut de nécessité urgente, il est actuellement supprimé.

ART. 97. — *Achèvement de l'Hôpital Militaire du camp de Beverloo. — Construction du bâtiment militaire Y et démolition de l'ancienne chapelle.* fr. 450,000

La Commission a formulé des réserves quant à l'opportunité de cette dépense, qui apparaît, jusqu'à un certain point, comme une dépense somptuaire, en ce qu'elle concerne la démolition de l'ancienne chapelle. L'honorable ministre a proposé par amendement la suppression du crédit.

ART. 98. — *Agrandissement des bâtiments du magasin régional de couchage de Liège (Atelier de couture, magasin de toilerie, remise à charbon pour générateur de la buanderie)* fr. 60,000

La Commission s'est informée du caractère de nécessité de cette dépense. L'honorable Ministre insiste pour le maintien du crédit, les locaux étant trop exigus pour assurer le fonctionnement normal de l'établissement. Après l'armistice, il a pu être remédié temporairement à cette situation précaire qui existait déjà avant la guerre, en installant, dans la cour, des baraquements en bois qui avaient servi pendant la guerre à d'autres services.

Ces baraquements sont dans un état de vétusté tel, que le coût des réparations atteindrait le prix des constructions nouvelles demandées.

D'autre part, la réduction des effectifs nécessite l'emmagasiner, dans l'établissement, d'approvisionnements plus considérables et qui ne peuvent être réduits par suite des nécessités de la mobilisation.

En outre, certains locaux servant antérieurement d'écuries et de remises ont dû être utilisés pour la buanderie et la forge.

Crédit maintenu.

ART. 99. — *Habillement des troupes. — Achat des effets et objets d'habillement et d'équipement nécessaires à la constitution de la réserve et des butins pour la mobilisation (première tranche).* Fr. 31,000,000
Réduit à fr. 6,000,000

La Commission s'est informée de la répercussion que pourrait avoir, sur l'accomplissement du programme prévu en cette matière, l'amendement qui a réduit sensiblement le crédit prévu pour cette année. Des données qui lui ont été fournies, il résulte que le programme de réalisation prévoit l'acquisition d'environ 340,000 équipements, comprenant les besoins de toute l'armée mobilisée jusqu'à l'arrivée des premières fabrications de guerre. La dépense totale serait de fr. 216,000,000, répartie sur un nombre d'exercices, déterminé par l'importance des crédits alloués chaque année.

D'autre part, s'expliquant devant la Chambre à l'occasion de la discussion du budget de la Défense Nationale, l'honorable Ministre a fait observer que nous possédons dès à présent dans nos réserves de quoi équiper 300,000 hommes et que, malgré la réduction du présent crédit, ce nombre s'augmentera de 13,500 cette année.

Ces éléments étant mis en rapport avec les probabilités de mobilisation et de conflit armé à brève échéance, il est raisonnable d'admettre que, moyennant de poursuivre l'effort dès les exercices prochains et à la faveur d'une situation financière meilleure, il n'y a pas grand risque, cette année-ci, à se contenter d'un sacrifice proportionné à nos possibilités actuelles. La Commission approuve, en conséquence, l'amendement proposé.

Elle a demandé ensuite quelques précisions au sujet des méthodes suivies pour ces achats et fabrications. Il lui a été répondu comme suit :

« Les achats sont faits par voie d'adjudications publiques auxquelles ne peuvent participer, en principe, que les industriels du pays. Les adjudications ont lieu au Ministère de la Défense Nationale.

» Pour constituer les équipements, il faut des vêtements, des chaussures, des objets de lingerie et de buffleterie. Les draps sont achetés directement aux fabricants et la confection est assurée par les soins de l'Administration militaire et à l'intervention de l'industrie privée. Les cuirs sont fournis par des tanneurs belges et mis en œuvre par la fabrique militaire de chaussures à Thielt. Les objets de lingerie et de buffleterie sont achetés entièrement fabriqués. »

Art. 100. — *Édification de dépôts de munitions dans les Bases, fr.* 10,837,000
Réduit à fr. 2,837,000
Et reporté à fr. 6,337,000

C'est par erreur que le libellé de l'article porte : Quatrième allocation. Il s'agit de la cinquième allocation. Il y a lieu de noter par contre, que malgré l'import élevé des crédits prévus au précédent budget, le chiffre de la dépense faite pour l'édification des dépôts dans les Bases est sensiblement inférieur. Voici d'ailleurs ce qui a été alloué et engagé jusqu'au 31 décembre 1923 :

	Crédits accordés.	Dépensés.
	—	—
Art. 207 de 1920 . . .	8,000,000	704,316.98
Art. 117 de 1921 . . .	7,600,000	4,412,624.62 + 573,890.68
Art. 121 de 1922 . . .	8,470,000	2,225,973.04 + 5,554,204.09
Art. 83 de 1923 . . .	5,800,000	3,800,000.00

Il a donc été dépensé, au 31 décembre 1923, fr. 17,271,009.41 sur 29 millions 870,000 francs de crédit voté, et sur 43,000,000 que comporte la réalisation du programme complet prévu (respectivement 8.16 et 19 millions pour chacun des dépôts).

La Commission s'est fait renseigner sur les dispositifs admis et l'état d'avancement des travaux pour chacun des trois dépôts considérés ainsi que sur les répercussions des compressions envisagées. L'un est dès à présent achevé et exploité, le second doit être en partie occupé au troisième trimestre de 1924 et achevé dans le second trimestre de 1925; le troisième, dont l'emplacement vient seulement d'être approuvé, est en voie d'exécution. Afin d'activer les travaux concernant ces deux derniers dépôts, le crédit sollicité, d'abord réduit à 2 millions 837,000 francs, a été reporté à 6,337,000 francs.

Il est à remarquer que la création de ces dépôts doit permettre d'évacuer très

prochainement les quatre dépôts provisoires de la région de Bruges, pour lesquels la réquisition des terrains cesse ses effets au 1^{er} septembre 1924, ainsi que les grands dépôts installés provisoirement dans les forts d'Anvers, dans des conditions défectueuses.

Ces renseignements montrent que l'établissement des dépôts nouveaux est achevé jusqu'aux deux tiers, qu'il est poursuivi avec célérité et que, si même une certaine réduction du crédit est admise, il ne peut en résulter de préjudice pour le stockage des munitions, dès à présent assuré dans des installations qui seront au fur et à mesure désaffectées. La Commission s'est donc ralliée à l'amendement fixant le crédit à 6,337,000 francs.

ART. 101. — *Fonderie Royale de canons : complètement de l'artillerie de campagne de l'artillerie lourde et des autos blindés* fr. 13,225,000
Réduit à fr. 3,225,000

La somme portée pour le même objet au Budget de 1923 et s'élevant : 14,195,000 francs a été, sauf 5,000 francs, complètement engagée.

La réduction de 10,000,000 sur le présent article a été rendue possible par :

1. La suppression d'un poste de 3,750,000 prévu pour acquisition de matériel de chars de combat. D'après l'avis des Services techniques français, les matériels français actuels sont considérés comme surannés. Des essais sont en cours pour l'adoption de matériels plus adéquats aux nécessités de la guerre moderne. On peut espérer que ces essais aboutiront à des résultats définitifs, qui permettront vraisemblablement de faire des acquisitions de matériels des types nouveaux dès 1925.

2. La suppression de 5,375,000 francs, sur un total de 6,375,000 francs prévus pour acquisition de matériel antiaéronef, l'achat de la majeure partie de ces matériels ayant été postposé, avec remaniement du programme.

3. L'ajournement d'une partie des dépenses prévues pour acquisition de caissons d'artillerie de campagne et pour la réparation des matériels allemands de 15 et 17 c. La Fonderie est déjà amplement occupée par les travaux en cours.

Le crédit actuellement sollicité se répartira entre les postes suivants : matériel d'artillerie, munitions, matériel antiavion, chars de combat, matières premières et accessoires d'installation d'ateliers. Aucune ventilation précise ne peut être fournie : Comme ces divers postes doivent se reproduire pendant un certain nombre d'années, il peut être avantageux à l'État, en raison des fluctuations considérables du marché et du change, de se procurer, à tel moment, plutôt telle fourniture que telle autre, que l'on sera ainsi amené à reporter à l'année suivante.

Le programme poursuivi consiste à doter d'artillerie l'armée réorganisée, et ce programme sera, lorsque le Budget de 1923 aura produit tous ses effets, accompli dans les proportions suivantes : Nous posséderons environ les 2/3 du matériel d'artillerie, le 3/5 des munitions à fournir par la fonderie de canons, le 1/4 du matériel antiavion et le 1/10 du matériel des chars de combat.

Jusqu'à présent le matériel, les munitions, matières et accessoires, etc. de récupération allemande, ont pu être utilisés ; malheureusement ces ressources sont épuisées et, pour compléter le programme, il faudra fabriquer ou acheter du matériel entièrement neuf, ce qui sera plus onéreux.

ART. 102. — *Arsenal de construction : matériel anti-gaz. — Voitures diverses et harnais correspondants, Ferrure de mobilisation fr. 3,500,000*
réduit à fr. 2,500,000

Le crédit de 7,450,000 francs, voté au budget extraordinaire de 1923, a été entièrement dépensé.

Le crédit réduit, actuellement demandé, correspond à l'importance des fabrications que l'Arsenal de construction pourra effectuer en 1924, à savoir :

80,000 à 100,000 masques anti-gaz	fr. 1,500,000
72 caissons pour mitrailleuses Maxim lourdes	300,000
200 voitures d'infanterie	600,000
Ferrure de mobilisation	100,000
	Fr. 2,500,000

D'où procède la compression ?

Le crédit de 1,600,000 francs prévu pour voitures et harnais a été réduit à 900,000 francs, en suite de la décision qui a été prise de réduire le nombre de voitures à fabriquer afin de procéder à un essai en grand, avant de passer définitivement à l'exécution du programme. Le crédit pour ferrure de mobilisation a été réduit de 400,000 francs à 100,000 francs ; cette réduction aura pour conséquence de répartir sur six ou sept ans, au lieu de cinq, la constitution du stock de ferrures de mobilisation.

Le programme poursuivi comporte la mise au point de tout ce qui concerne le charroi d'infanterie et, après lui, celui de la cavalerie et celui du service de santé dont l'étude est loin d'être terminée. Le coût total se chiffre, au cours actuel du change, à environ 35,000,000, à échelonner sur un certain nombre d'années.

ART. 103. — *Manufacture d'armes : complètement de l'armement portatif et des armes automatiques, matériel de tir, etc. fr. 5,146,000*
Réduit à fr. 1,146,000

Le crédit de 4,283,500 francs voté au Budget Extraordinaire de 1923, a été dépensé complètement.

Nous avons indiqué l'an dernier l'ensemble du programme prévu. Cette année le crédit, proposé portera essentiellement sur la fourniture d'accessoires pour mitrailleuses. Cette partie du programme pourra être entièrement réalisée.

La Commission s'est fait donner tous détails quant à la répercussion que pourra avoir sur l'exécution du programme complet, la réduction proposée du crédit. Il en résulte que le délai normal prévu de cinq ans sera prolongé de un an pour la fourniture des carabines, de deux ans pour celles des pistolets automatiques et de un an en ce qui concerne les bandes pour mitrailleuses. Mais les unités principales et de réserve sont dès à présent suffisantes, et ces retards ne sont pas de nature à porter préjudice à l'armée.

La Commission a donc approuvé l'amendement.

ART. 104. — *Atelier de fabrication de munitions, complètement des approvisionnements en munitions d'artillerie et d'infanterie fr. 29,253,750*
Réduit à fr. 9,253,750

Le crédit de 35,148,750 francs voté au Budget Extraordinaire de 1923 a été, à 280,000 francs près, entièrement absorbé, 11 1/2 millions environ allant aux munitions d'infanterie et 23 1/2 millions environ aux munitions d'artillerie.

Le total de la dépense pour les deux catégories de munitions depuis l'armistice jusque fin 1923 a été respectivement de 22,648,257 fr. et de fr. 56,692,431.25.

La Commission s'est fait donner des détails précis au sujet de l'ampleur du programme poursuivi et de la répercussion que peut avoir la réduction de crédit proposée. Tous ces éléments ne sont pas de nature à être publiés.

Qu'il nous suffise de signaler qu'en ce qui concerne les munitions d'infanterie, nous posséderons, lorsque les commandes en cours seront exécutées, environ 7/10 de l'approvisionnement prévu en cartouches à balles, ainsi que l'approvisionnement complet en grenades O. F. Il restera à acquérir le surplus des cartouches à balles, des grenades Mills et V. B., ce solde de fourniture représentant une dépense approximative de 25,000,000 de francs. Mais les renseignements que nous donnons suffisent à mettre en lumière que nous disposons dès à présent de réserves considérables, que la réalisation échelonnée du programme poursuivi viendra régulièrement renforcer.

En ce qui concerne les munitions d'artillerie, malgré les sacrifices déjà consentis, la réalisation du programme tracé exige un effort considérable, car il faut tenir compte de l'accroissement nécessaire du nombre des grandes unités appelées à constituer l'armée nouvelle sur la base du service généralisé (six corps d'armée). Il y a là une tâche de longue haleine dont l'accomplissement se fera par étape et qui est, d'ailleurs, pour partie, conditionnée par l'aménagement en cours des dépôts dont il a été question à l'article 100 et la fabrication des nouveaux matériels. Après examen de la question, d'accord avec la Commission de l'armée et après avoir entendu les explications de l'honorable Ministre, la Commission estime que les propositions budgétaires formulées permettent de répondre à tous les besoins actuels de l'armée au point de vue des approvisionnements en munitions, et elle conclut à l'adoption de l'amendement.

ART. 105. — *Constitution dans la base d'un parc de chemin de fer.* fr. 300,000
réduit à fr. 100,000

A charge du crédit de 450,000 francs alloué au Budget Extraordinaire de 1923, il a été dépensé 281,800 francs. En 1922, il fut dépensé fr. 278,194.13. Le parc des pontonniers, à Jabbeke, et le parc du génie d'armée sont complètement installés. Le surplus, destiné à l'acquisition de terrains pour l'installation du parc des troupes de chemins de fer n'a pas été dépensé, les négociations à cet effet n'ayant pu aboutir jusqu'ici. Le crédit réduit, actuellement sollicité, servira aux premières acquisitions de terrains.

ART. 106. — *Matériel de mobilisation du bataillon des pontonniers.* fr. 430,000
réduit à fr. 30,000

Le crédit de 530,000 francs accordé au Budget Extraordinaire de 1923 a été engagé complètement à 10,000 francs près.

La Commission s'est enquis du programme qui, au point de vue budgétaire et technique, est poursuivi; ce programme comporte la constitution du matériel de mobilisation pour deux compagnies actives et deux compagnies de réserve

ainsi que l'approvisionnement de ponts métalliques démontables de campagne.

L'amendement déposé, qui ramène le crédit à 30,000 francs, comporte la renonciation provisoire aux acquisitions du matériel de ponts démontables. On continuera l'acquisition du matériel et de l'outillage des compagnies.

Art. 107. — *Acquisition de matériel de liaison et de transmission pour le Corps de troupes de transmission* fr. 3,285,500
Réduit à fr. 785,500

Sur le crédit de 2,990,500 francs voté en 1923, il a été dépensé 2 millions 920,000 francs et, en 1922, pour le même objet, 3.500,000 francs.

Le crédit actuel, réduit à raison de la compression nécessaire des dépenses, servira à compléter partiellement les dotations des unités du Corps et de l'aviation, et à permettre l'achat du charroi nécessaire au transport du matériel de transmission des unités.

Le programme établi comporte la dotation en matériel de transmission de l'armée réorganisée, c'est-à-dire, des G.C.A. 16.D.I. et des troupes d'armée. Il restera aussi à pourvoir de ce matériel les troupes spéciales : aéronautique, défense contre avions, communications, etc.

Art. 108. — *Acquisition de matériel pour le bataillon des projecteurs*.
Fr. 965,000
Réduit à fr. 265,000

Les crédits accordés en 1922 (750,000 fr.) et 1923 (750,000 fr.) ont été entièrement engagés pour l'acquisition de projecteurs de 150 cm. sans accessoires.

Le crédit de 965,000 francs inscrit au projet de budget — ramené à 265,000 fr. par voie d'amendement — est destiné à acquérir *une partie* des appareils, accessoires et réserves nécessaires au fonctionnement des projecteurs acquis en 1922 et 1923.

Techniquement et budgétairement, le programme établi est destiné à mettre sur pied une batterie de projecteurs.

Art. 109. — *Installations de troupes de transmission* fr. 500,000
réduit à . . . fr. 150,000

Le crédit de 500,000 francs, voté l'an dernier pour cet objet, a été entièrement dépensé.

Le crédit de 500,000 francs, primitivement porté au présent article, comportait la dernière tranche des travaux ; ceux-ci sont complètement indépendants des acquisitions de matériel prévus à l'article 107 : il s'agit des travaux d'achèvement des magasins et hangars où le charroi et le matériel des troupes de transmission est remisé. Le crédit permettra de parer aux besoins les plus urgents.

Art. 110. — *Complètement du matériel de guerre du bataillon de Chemin de fer* fr. 637,650
Réduit à fr. 237,650

En 1922, il a été dépensé pour le matériel du bataillon de Chemin de fer fr. 215,572.15 et, en 1923, 107,000 francs.

Le crédit de 637,500 francs inscrit au projet de budget et ramené à 237,650 francs par voie d'amendement, est destiné à mettre partiellement sur pied l'outillage des compagnies actives et des compagnies de réserve du Régiment de Chemin de fer.

En ce qui concerne le complètement du matériel pour la construction des ponts, les études ne sont pas suffisamment avancées pour pouvoir donner, dès maintenant, une estimation de la dépense totale nécessaire.

ART. 111. — *Complètement du matériel de guerre du parc du Génie d'armée et du Génie divisionnaire fr. 258,360*
Réduit à fr. 58,360

Sur le crédit de 737,000 fr., voté en 1923, il a été dépensé 500,000 fr. Sur le crédit réduit, on poursuivra la dotation en matériel et en outillage des unités et services.

ART. 112. — *Aérodromes : achat de terrains et travaux de casernement divers*
Fr. 2,000,000
Réduit à fr. 1,000,000

Un crédit de fr. 9,500,000 a été inscrit au budget extraordinaire de 1923 et, ainsi que nous l'indiquions dans notre rapport, ce crédit était destiné à régler le prix de terrains où sont établis nos aérodromes et qui avaient été jusqu'alors simplement réquisitionnés. Sur ce crédit, 6,428,528 fr. ont pu être consacrés à effectuer ce règlement. Pour le surplus des acquisitions, les négociations n'ont encore pu aboutir. Le crédit de 2 millions primitivement demandé, majoré du reliquat de l'an dernier, eût permis d'achever les acquisitions et installations des aérodromes. L'amendement déposé ne comporte aucune renonciation au programme établi puisqu'il s'agit de prix qui, de toute façon, auront à être soldés, mais dans l'ignorance où l'on est de la date à laquelle les dites négociations pourront aboutir, il a paru suffisant de prévoir, pour le moment, 1 million au présent article.

Un membre en section s'est plaint de ce que l'aérodrome de Deurne ait été établi en terrain maraîcher, alors que la Campine est toute proche. Pourquoi n'a-t-on pas repris le terrain de 's Gravenwezel ?

Il a été répondu comme suit à cette observation :

Le choix du terrain de 's Gravenwezel n'a pas été retenu parce qu'il aurait nécessité des frais d'aménagement considérables ; de plus, ce terrain est beaucoup trop éloigné d'Anvers et ne dispose d'aucun moyen de communication rapide. Il ne convient donc pas au trafic aérien, dont le principe est d'aller vite et de gagner du temps. Deurne, au contraire, est situé aux portes de la ville et n'a exigé que des travaux d'aménagement relativement minimes.

ART. 113. — *Complètement du matériel aéronautique militaire. fr. 4,000,000*
(Article supprimé.)

Le crédit de 4,000,000, voté au Budget extraordinaire de 1923, a été complètement absorbé.

Le programme arrêté en 1920 doit porter à deux cent cinquante six le nombre d'avions en service, groupés en 24 escadrilles, plus 100 avions de réserve. Ce programme devait être réalisé en une période de six années se terminant fin 1925.

Les réductions du budget de l'aéronautique retarderont la réalisation du programme et notamment la suppression du présent article va remettre à l'année prochaine les acquisitions prévues pour cette année-ci — en d'autres termes, le sexennat est transformé en septennat. Mais ainsi que la Chambre le sait, cette prolongation dans le laps d'exécution du programme, loin de nuire à l'arme de l'aéronautique, aura le précieux avantage de permettre l'acquisition d'appareils de types nouveaux, actuellement en élaboration et bénéficiant de l'évolution rapide des derniers progrès réalisés. D'autre part, il ne semble pas utile de devancer, dans les achats d'appareils, l'accroissement normal du nombre de pilotes appelés à les employer. Ces considérations développées par l'honorable ministre de la Défense Nationale sont de nature à dissiper les inquiétudes qui se sont manifestées au premier moment, quant à la mesure de compression ici proposée et quant au sort de l'aéronautique militaire dont le rôle est appelé à être si décisif dans l'avenir. Il est à prévoir d'ailleurs que dans l'état actuel des crédits même réduits, le développement de l'aviation sera normal fin 1924, eu égard aux précisions arrêtées, puisqu'elle comprendra 197 avions en service, groupés comme suit :

a) Un groupe de 4 escadrilles d'armée à 8 avions	32
b) Deux groupes de 3 escadrilles de corps d'armée à 12 avions	72
c) Un groupe de 3 escadrilles de chasse à 15 avions	45
d) Un groupe de 2 escadrilles de chasse à 12 avions	24
e) Trois escadrilles de bombardement à 8 avions	24
Total.	197

plus 62 avions en réserve, soit en tout 259 avions de campagne sur les 336 que prévoit le programme intégral.

Les augmentations en matériel suivantes seront nécessaires pour compléter le programme :

- 1° Créer une escadrille de chasse;
- 2° Porter les escadrilles de bombardement de 8 à 12 avions; compléter les réserves;
- 3° Créer une escadrille de bombardement de nuit d'avions gros porteurs.

Si notre change ne se déprécie plus, ce programme exigera encore 4 millions pour le 1°, 3 1/4 millions pour le 2° et 4 millions pour le 3°.

Ces dépenses constituant des dépenses de premier établissement, une fois le programme réalisé, l'Aéronautique militaire n'aurait plus de budget extraordinaire. Mais il faudra toujours tenir compte de ce que les frais d'entretien d'un avion s'élèvent annuellement à un tiers environ de sa valeur; de même, son amortissement complet doit être assuré en trois ans.

La Commission a donné son accord à l'amendement comportant la suppression du présent article.

Art. 114. — *Participation de l'État dans la formation du capital de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (art. 7 des statuts annexés à la loi du 26 avril 1923)* fr. 870,000

Pas d'observations. Il s'agit d'engagements incombant à l'État, aux termes de la loi du 26 avril 1923.

ART. 115. — *Exécution des dispositifs de destruction d'ouvrages d'art* fr. 860,000
Réduit à fr. 160,000

Il a été dépensé effectivement 300,000 francs sur le crédit de 675,000 francs inscrit au Budget Extraordinaire de 1923. Cette somme totale n'a pu être engagée en 1923, pour les motifs suivants :

- a) Longueur des études relatives au dispositif à adopter pour chaque ouvrage;
- b) Accord préalable à réaliser et pour parler avec les différents départements;
- c) Lenteur de la procédure suivie en matière d'adjudication;
- d) Refus d'approuver certaines adjudications dont le montant paraissait hors de proportion avec les travaux à exécuter; remise de certaines adjudications aux fins de les faire coïncider avec les travaux de renforcement et ce, afin de ne pas engager la responsabilité du département.

Il n'est pas possible, dès à présent, de fixer, même approximativement, le coût du programme qu'on se propose de réaliser.

Les études relatives aux dispositifs dont il convient de munir les ouvrages figurant à ce programme, ne peuvent être faites dès maintenant pour tous les ouvrages et, d'autre part, le coût des dispositifs varie dans des proportions considérables suivant l'importance, la nature, la situation des ouvrages et des difficultés rencontrées.

La réalisation totale du programme étudié est échelonnée sur plusieurs années. Ce programme annuel sert de base à l'établissement de la demande de crédit à inscrire au budget.

ART. 116. — *Extension ou acquisition de plaines de manœuvres.* fr. 500,000
Réduit à fr. 50,000

Contrairement aux commentaires de l'article, il a été dépensé, en 1923, 126,000 francs sur le crédit alloué de 200,000 francs.

En ce qui concerne le programme que l'on se propose de poursuivre pour l'extension ou l'acquisition de plaines de manœuvres, rien n'a été arrêté jusqu'à présent.

Afin de réduire au strict minimum les prévisions de dépenses relatives à cet objet, durant la période d'études, une somme de 50,000 francs seulement a été maintenue au Budget actuel, soit le simple transfert partiel du reliquat de 74,400 francs restant disponible sur le crédit voté en 1923 pour les mêmes fins.

ART. 117. — *Voies stratégiques et voies de 0^m60* fr. 368,200
Réduit à fr. 118,200

Le crédit sollicité n'est pas un crédit unique.

La somme totale devra être répartie sur un certain nombre de budgets, au prorata des crédits qui seront accordés.

La dépense prévue est absolument nécessaire. Elle est justifiée par la nécessité de mettre à l'abri des intempéries le matériel que l'on possède (locomotives de la voie stratégique et de la voie de 0^m60 du camp de Brasschaet).

Art. 119. — Moyens matériels à réaliser pour améliorer et intensifier l'instruction des troupes	
	fr. 6,250,000
Réduit à.	fr. 2,500,000

Les commentaires de l'article du Budget et de l'amendement donnent tous renseignements utiles : nous nous y référons. L'utilité de l'octroi du crédit est évidente.

Art. 119bis (nouveau). — Acquisition de terrains d'assiette de tronçons de chemins de fer militaires construits par les Allemands et qu'il importe de conserver	
	fr. 100,000

Pas d'observations. L'an dernier 180,000 francs, totalité du crédit alloué, ont déjà été utilisés pour le même objet.

Art. 119ter (nouveau). — Maintien de la ligne Bergues-Proven (achat de terrains et réfection de l'assiette de la ligne)	
	fr. 60,000

Report sur le crédit de 100,000 francs alloué l'an dernier et non engagé.

Ayant ainsi terminé l'examen analytique des articles du Budget, relatifs aux crédits ressortissant au Département de la Défense Nationale, la Commission a posé à l'honorable Ministre diverses questions touchant des points spéciaux. Nous relatons ci-dessus deux de ces questions, avec les réponses faites :

QUESTION 1. — Quelles sont les décisions intervenues en ce qui concerne les terrains des fortifications d'Anvers? Les terrains aujourd'hui désaffectés vont-ils pouvoir être acquis par les particuliers? Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne les servitudes militaires autour d'Anvers?

2) Que va-t-il advenir, dans les nouveaux plans de la Défense Nationale, des fortifications de Liège et d'Anvers?

RÉPONSE 1. — a) Terrains d'Anvers. — Les terrains militaires de l'ancienne enceinte d'Anvers, devenus disponibles, seront remis aux communes intéressées (Anvers, Berchem, Borgerhout), afin de réaliser les plans approuvés pour l'aménagement de l'agglomération anversoise. Mais il importe auparavant qu'un accord soit conclu au sujet des casernes et établissements militaires construits sur le pourtour de cette enceinte. Presque toutes ces installations, soit par leur emplacement, soit par leur niveau, constituent des entraves à l'exécution des plans d'aménagement. La situation du Département de la Défense Nationale est donc la suivante : il possède d'immenses terrains que l'agglomération anversoise veut avoir, il y occupe des bâtiments dont il a toujours besoin; le Département de la Défense Nationale ne se refuse pas, en principe, à abandonner ces bâtiments, mais à condition que cela ne lui coûte rien et que ces budgets futurs ne soient pas grevés de dépenses pour la reconstruction, en d'autres endroits, de ces installations existantes qui lui suffisent.

La cession des terrains de l'enceinte, et l'abandon des établissements militaires de cette enceinte, sont deux questions connexes et qui ne peuvent être résolues séparément. Dans quelques jours, lorsque sera fixée la répartition définitive des garnisons pour l'époque où toute l'armée sera rentrée en Belgique, les services compétents du Département pourront remettre cette question à l'étude, en se basant sur des données sérieuses et précises.

b) *Servitudes.* — Un projet de loi est déposé déclassant une partie des ouvrages de la position d'Anvers; mais actuellement les lois sur les servitudes sont toujours d'application.

2. J'ai décidé de saisir le Conseil de la Défense Nationale de l'opportunité de déclasser les ouvrages de la 2^e ligne de la position fortifiée d'Anvers, situés sur la rive droite de l'Escaut et ceux des 1^{re} et 2^e lignes situés sur la rive gauche du fleuve. Quant aux ouvrages de la position fortifiée de Liège et de la position fortifiée de Namur, je dois réserver toute décision jusqu'à ce que les travaux d'études et de reconnaissance des positions du nouveau système défensif, avoisinant ces ouvrages, soient terminés.

QUESTIONS. — Un membre a demandé que les baraquements où sont hébergés les soldats devenus tuberculeux à la suite de la guerre, soient remplacés par un sanatorium convenable. L'honorable Ministre voudrait-il examiner cette suggestion ?

RÉPONSE. — Les soins médicaux dus aux invalides de la guerre tuberculeux incombent à l'Œuvre Nationale des Invalides de guerre qui dispose, à cet effet, d'un budget spécial prévu au Département de l'Intérieur.

Ces invalides peuvent, s'ils le désirent, être soignés gratuitement dans les hôpitaux militaires et les établissements suivants du Service de Santé de l'Armée qui sont particulièrement réservés aux tuberculeux :

- 1^{er} Institut pour cure marine d'Ostende : cas de tuberculose osseuse ;
- 2^o Sanatorium militaire de Marchin (70 lits) : cas de tuberculose pulmonaire susceptibles de guérison par une cure d'air ;
- 3^o Sanatorium de Montana (Suisse) (44 lits) : cas de tuberculose pulmonaire susceptibles de guérison par une cure de haute altitude ;
- 4^o British Farmer's Hospital (Annexe de l'Hôpital militaire de Bruxelles) : cas graves, non susceptibles d'une cure sanatoriale.

Cet établissement sert également de centre de triage et d'attente d'envoi dans ces divers sanatoria et tous les tuberculeux candidats invalides y sont soumis à l'observation médicale requise pour la détermination de leur pension.

Une soixantaine de malades, en moyenne, y sont hospitalisés.

Remplacer les baraquements, qui suffisent aux nécessités du moment, par des bâtiments en dur, entraînerait une dépense de plusieurs millions. L'inconfortabilité de ces baraquements est plutôt morale que réelle.

On pourrait, il est vrai, décider le transfert des invalides tuberculeux non curables, dans un autre établissement, tel que l'hôpital militaire de Tournai, qui pourrait convenir à cet usage moyennant des travaux peu coûteux, mais il serait à craindre que la plupart de ces malades « civils » relégués à l'extrémité du pays, où ils recevraient plus difficilement les visites de leurs proches, renonceraient

alors au bénéfice de l'hospitalisation pour rester dans leurs foyers où ils constitueraient un danger permanent de contagion.

MINISTÈRE DES FINANCES.

ART. 120. — *Acquisition, construction, aménagement et ameublement de locaux pour les services dépendant de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines,*
fr. 1,000,000

Le crédit de 1,500,000 francs à l'extraordinaire en 1923 pour ce même objet, a été engagé à concurrence de fr. 1,327,428.14.

Le crédit actuel est destiné à se ventiler comme suit :

a) Achèvement de l'Hôtel du timbre, à Anvers	fr. 150,000
b) Achèvement de l'atelier général du timbre, à Bruxelles	50,000
c) Aménagement d'un local pour les bureaux des successions de Saint-Gilles, d'Uccle, ainsi que pour le bureau de l'enregistrement de Saint-Gilles	80,000
d) Acquisition d'un immeuble pour la conservation des hypothèques, à Bruges	110,000
e) Acquisition d'un immeuble pour les bureaux de l'enregistrement, des successions et du timbre, à Louvain.	110,000
f) Acquisition d'un immeuble pour les services provinciaux de l'enregistrement et des domaines, à Liège	350,000
g) Acquisition d'un immeuble pour les services principaux de l'enregistrement et des domaines, à Namur.	150,000
	Fr. 1,000,000

La Commission a demandé à connaître le programme dont la réalisation est envisagée et la dépense qu'il comportera encore. Ce renseignement n'a pu lui être fourni : les acquisitions et les aménagements ne sont réalisés qu'au fur et à mesure des besoins, dans les cas où il est impossible pour les comptables d'installer leurs bureaux à leur domicile particulier, soit en raison de la crise des logements, soit en raison de l'extension prise par les services que l'État a intérêt à grouper dans un même local. On ne peut dès lors prévoir, même approximativement, le montant des dépenses que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines devra engager ultérieurement pour l'acquisition et l'aménagement des locaux.

ART. 121. — *Appropriation des terrains provenant du démantèlement des places fortes* Fr. 200,000
Réduit à fr. 100,000

Sur le crédit de 200,000 francs qui a figuré au budget dernier, le montant des imputations ne dépasse pas 350 francs. Au cours de l'exercice 1925, il n'a été effectué aucun travail important, parce que les terrains à bâtir ne se vendent pas dans des conditions très favorables ; le Gouvernement a jugé préférable d'attendre un moment plus propice. Actuellement, la situation s'est améliorée et il conviendra,

2) Une maison de commerce avec atelier à Rumbeke, acquise pour le prix de 25,000 francs ;

3) Une terre de 96 a. 10 ca. à Paliseul, d'une valeur de 2,500 à 3,000 francs, adjugée à l'État pour 510 francs ;

4° Une maison de commerce sise à Gand adjugée à l'Etat pour 12,000 francs et revendue pour 16,900 francs en principal.

ART. 123. — *Construction, acquisition et aménagement de maisons pour les agents de la douane aux frontières et d'immeubles pour le service des contributions directes, des douanes et des accises. Réalisation de l'acquisition par l'Administration des contributions directes, douanes et accise, d'immeubles et meubles sous séquestre, pour lesquels l'Etat peut exercer un droit de rétention fr. 6,000,000*

La Commission s'est préoccupée de savoir ce qui a été réalisé sur le crédit de 6 millions accordé en 1923 et ce qui doit encore être envisagé, en ce domaine, comme programme d'avenir. Nous consignons ci-dessous les renseignements fournis sur ces deux points :

Au 31 décembre 1923, le total des engagements sur le crédit de 6 millions de l'exercice de 1923 s'élève à fr. 1,611,210.81.

Dans ce chiffre sont compris 1,086,000 francs pour l'acquisition des Offices des Contributions à Etterbeek, Schaerbeek, St-Gilles, Tournai et St-Josse-ten-Noode, pour l'appropriation des locaux ayant la même destination à Liège, Anderlecht et Verviers, pour l'achat d'un immeuble destiné à la Direction des Douanes à Hasselt et pour la construction d'aubettes pour la douane à Mouscron et Corbion.

Le restant, soit 525,000 francs environ, a été affecté à l'achat ou à la construction d'habitations douanières — 3 à Bruly, 1 à l'Abeele, 4 à Loenhout, 4 à Wuestwèzel, 4 à Nieuwmoer, 3 à Eynatten, à l'achat d'une caserne pour la douane à Lommel, à l'appropriation de maisons douanières acquises et à l'achat de terrains dans les cercles d'Eupen-Malmédy.

En raison des difficultés d'exécution, les engagements sur le crédit n'ont pu être plus élevés.

La somme de 6 millions de francs prévue en 1924, *paraît suffisante pour l'exécution du programme que l'on a en vue, si ce programme peut être réalisé en 1924*; dans le cas contraire, les crédits ne seront pas dépensés et leur renouvellement sera demandé par la suite.

Il reste à construire de 120 à 150 maisons douanières dans les cercles, les adjudications faites en 1925, ayant été annulées parce que les prix soumissionnés étaient trop élevés; en outre, des logements similaires devront être achetés ou construits dans différentes régions du pays; il reste à payer le prix afférent à la rétention d'immeubles sous séquestre : deux à Anvers et un à Bruxelles, ce dernier devant être agrandi par des constructions importantes; des bureaux de douanes doivent être édifiés à Hauset, et Menin-Baraques; enfin l'acquisition d'un office des contributions à Courtrai est envisagé.

En ce qui concerne spécialement les offices des contributions, ce n'est que lorsque la nécessité s'impose, dans les villes et grandes agglomérations, que l'on a recours à la centralisation; on ne peut dire actuellement si l'on ne sera pas amené à faire encore quelques acquisitions.

ART. 124. — *Avance du Trésor belge pour couvrir les dépenses d'occupation et d'administration des territoires du Ruanda et de l'Urundi* . . . fr. 1,200,000

Des renseignements ont été sollicités en Section sur l'emploi du crédit de 1,200,000 francs inscrit pour cet objet au Budget extraordinaire de l'an dernier et sur la façon dont se présente la situation financière de ces territoires pour 1924. Situation de l'exercice 1923 :

Les prévisions de dépenses comportent	fr. 3,522,250
Les prévisions de recettes comportent.	2,323,000
Subvention du Gouvernement belge	1,200,000

Le Budget pour les territoires occupés est établi annuellement, mais en attendant la loi ratifiant l'acceptation du mandat, ce budget est publié dans le Rapport annuel sous le titre d'état de prévision des recettes et dépenses (voir Rapport de 1922, p. 8 et suiv.). Cet état, provisoire pour 1924, s'établit comme suit :

Dépenses prévues	Fr. 3,936,700
Recettes ordinaires prévues	2,736,700
Subvention demandée à la Belgique pour combler la différence	1,200,000

Nous annexons au présent rapport (voir annexe IV) un état détaillé des prévisions budgétaires pour 1924.

Il est intéressant de signaler que les recettes ordinaires des territoires sont en augmentation et que la diminution de 300,000 francs opérée l'an passé sur la subvention de la Belgique a pu être maintenue malgré le relèvement des prix. Les recettes d'impôts de l'Urundi accusent, pour 1924, environ 1,400,000 francs, contre environ 1 million de francs en 1922.

Un membre a posé la question suivante :

La question du règlement du mandat sur les dits territoires se présente-t-elle dans les mêmes termes que lors de l'examen du Budget de 1923 ? Quand pourra-t-on envisager le rattachement de ce crédit au Budget de la Colonie ?

RÉPONSE. — Le mandat doit encore être approuvé par les Chambres belges. La question n'avait pu, jusqu'ici, leur être soumise à raison de l'incertitude dans laquelle nous nous trouvions au sujet du sort de Kisaka. Le Gouvernement britannique a spontanément reconnu les inconvénients graves que présentait, pour les populations indigènes, la division du royaume du Ruanda et il a consenti à ce que la Belgique exerce son mandat sur tout le territoire. Cet arrangement a été sanctionné par la Société des Nations. Rien ne s'oppose donc plus à ce que la question du règlement du mandat puisse être soumise dans son entièreté au Parlement.

Pour le moment, il n'est pas indiqué de rattacher le Budget du Ruanda-Urundi et de la Colonie. Une résolution de la Société des Nations, du 12 décembre 1923, attire spécialement l'attention des Puissances mandataires, sur « l'utilité de présenter les comptes rendus de leur administration financière sous une forme telle que la Commission permanente des mandats et le Conseil de Société des Nations,

puissent établir nettement le désintéressement qui doit caractériser l'administration des territoires sous mandat ».

On se rappellera que dans notre rapport de l'an dernier, nous avons donné des caractéristiques fort détaillées quant à la situation administrative, ethnographique et économique de ces territoires. Nous y renvoyons.

ART. 125. — Avance métropolitaine extraordinaire pour les dépenses coloniales en vue de l'outillage de la Colonie, des dépenses de souveraineté et des pensions aux fonctionnaires et agents de la Colonie (quatrième avance) . . . fr. 15,000,000

Cette intervention a été justifiée antérieurement déjà, par la nécessité d'aider la Colonie à doter le Congo belge d'un outillage économique adéquat à ses besoins.

Cet outillage a été détaillé par la loi du 21 août 1921 qui en chiffrait le coût à 658 millions de francs et à 300 millions pour la première période d'exécution.

L'avance est destinée principalement à alléger la charge des intérêts des emprunts que la Colonie a émis pour réaliser son programme de grands travaux publics. Ce sont les suivants :

1° Emprunt de 1921, de 75,000,000, comportant une charge annuelle de	Frs 4,250,000
2° Bons du Trésor pour 62,105,000 francs, comportant une charge annuelle de	» 3,164,750
Garantie d'intérêt et d'amortissement accordée par la Colonie aux emprunts ci-après :	
3° Emission de 50 millions d'obligations de la Compagnie du Chemin de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains (décret du 31 juin 1922), comportant une charge annuelle de	» 3,015,600
4° Emission de 75 millions d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga (loi du 9 janvier 1921) garantie	» 4,250,000

Total »	14,680,380

Mais ces emprunts et garanties n'épuisent pas les autorisations d'emprunt données par les lois budgétaires au Gouvernement Colonial pour l'exécution du programme des grands travaux publics qui est en pleine exécution. Ils montrent que l'intervention de la métropole est pleinement justifiée. Il y a lieu de tenir compte aussi de ce que la garantie sub. 4° ne jouera pas en 1924, à raison des bénéfices croissants de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

Répondant au désir émis par plusieurs membres, nous avons annexé au rapport une note précisant l'état d'avancement des grands travaux dont l'exécution a pu se poursuivre, grâce aux avances métropolitaines portées aux budgets extraordinaires de ces dernières années. (Voir Annexe V.)

ART. 126. — *Participation de l'État dans la formation du capital des sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché agréées par la Société Nationale (art. 7 de la loi du 11 octobre 1919)* fr. 1,000,000

Le Budget de 1923 a prévu pour ce même objet un crédit de deux millions sur lequel le total des imputations a été de 1,484,495 francs, montant libéré sur un capital souscrit de 7,556,495 francs.

L'intervention de l'État dans la formation du capital des sociétés locales ou régionales aura été, depuis le début d'application de la loi de 1919 :

	En capital souscrit	En capital libéré
1920 fr.	3,952,000. —	815,400. —
1921	10,964,000. —	2,178,000. —
1922	12,706,100. —	2,541,220. —
1923	7,422,475. —	1,556,495. —
Ensemble . . Fr.	55,024,575. —	7,092,115. —

Nous publions en annexe au rapport Ann. VI), la liste des sociétés agréées par la Société Nationale, avec indication des capitaux souscrits et versés au 31 décembre 1923.

Nous y joignons la liste des sociétés agréées, non constituées au 31 décembre 1923, et celle des sociétés en formation et en projet à la même date. Un coup d'œil sur ce document permet d'apprécier toute l'ampleur de l'œuvre d'organisation accomplie par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché avec l'aide de l'État.

ART. 127. — *Fonds à mettre à la disposition de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, au taux d'intérêt de 2 p. c. l'an, pour des avances à faire aux sociétés locales ou régionales agréées par la Société Nationale (Art. 10 de la loi du 11 octobre 1919)* fr. 100,000,000

Le rapport relatif au Budget Extraordinaire de 1923 signalait que le montant des sommes mises par l'État à la disposition de la Société Nationale en vue d'avances à faire aux sociétés locales ou régionales agréées par elle s'élevait :

Pour 1920 fr.	4,875,000
— 1921	51,413,800
— 1922	126,406,200
Au total . . . fr.	182,695,000

En 1923, ces avances se sont élevées à 180,000,000 de francs, y compris 7,695,000 francs avancés en 1922 et régularisés sur le budget de 1923. Ces 180,000,000 ont été alloués à concurrence de 130,000,000, directement par l'État sur le crédit prévu à l'article 117 du budget extraordinaire de 1923 (100 millions) et sur le crédit supplémentaire (30 millions) accordé dans le cours

de l'exercice, et ils proviennent, à concurrence de 50 millions, d'avances effectuées pour compte de l'État par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. La totalisation de ces avances de l'État, en y comprenant les crédits proposés pour le présent exercice, mène au chiffre imposant de 540 millions.

L'intervention dès à présent assurée à la Société Nationale par le vote du budget de 1924, comporte, en effet, une avance de 100 millions de l'État et une autre de 50 millions à consentir pour compte de l'État par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Le vœu de la Société Nationale est d'obtenir, cette année encore, le supplément de crédit de 30 millions. De plus, des renseignements qui viennent de nous être fournis, il résulte que les crédits alloués au présent budget sont dès à présent complètement engagés, et que la Société Nationale espère pouvoir développer son activité régulièrement par l'escompte, à négocier, de crédits semblables, attendus pour 1925.

Voici, d'autre part, le rendement de cet effort qui n'a cessé, ainsi qu'on le constate, de s'amplifier depuis l'entrée en application de la législation de 1919.

Nombre des sociétés agréées constituées à la date du 31 décembre 1923 : 249.

Nombre de sociétés agréées mais non constituées : 15.

Sociétés en formation et en projet : 52.

Le nombre de logements dont l'adjudication a été présentée au Conseil d'administration de la Société Nationale depuis mai 1920, jusqu'au 31 décembre 1923, s'élève à 22,581 logements pour 17,663 maisons. Au cours de 1923, ont pu être adjugés : 7,595 logements pour 5,849 maisons.

La répartition par province se fait de la façon suivante :

Province.	Adjudications approuvées dans le courant de 1923.		Total des adjudications jusqu'au 31 décembre 1923.	
	Maisons.	Logements.	Maisons.	Logements.
Anvers	608	1,320	3,271	4,297
Brabant	2,320	2,830	5,806	8,268
Flandre Occidentale	855	884	2,377	2,406
Flandre Orientale	688	792	1,638	2,014
Hainaut	950	924	2,143	2,117
Liège	20	391	1,428	2,433
Limbourg	224	240	783	799
Luxembourg	64	65	71	72
Namur	95	99	421	425
Eupen-Malmédy	25	50	25	50
TOTAL	5,849	7,595	17,663	22,581

dont on peut évaluer que 18,758 sont occupés au 31 décembre 1923.

Parallèlement à l'action si méritoire et féconde de la Société Nationale, le Gouvernement a mis en œuvre d'autres moyens de lutte contre la crise du logement en s'efforçant de stimuler, par l'octroi de primes à fonds perdus, l'achat ou la construction d'habitations à bon marché. L'arrêté royal du 14 octobre 1922, modifié et élargi dans son application par l'arrêté royal du 12 février 1924, alloue aux acheteurs d'une habitation construite à l'intervention de sociétés agréées par la Société Nationale des habitations et logements à bon marché ou la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :

a) une prime de 2,000 à 3,900 francs, d'après la catégorie de la commune où la maison est située et d'après le nombre de descendants à la charge du chef de famille ;

b) une prime supplémentaire compensatoire des droits d'enregistrement et de transcription qui s'élèvent à 8 p. c. du prix de revient, soit donc pour un immeuble de 25,000 francs, une prime de 2,000 francs.

Les primes seront en outre accordées aux personnes qui prendront l'engagement formel et moyennant une garantie de 1,500 francs, d'acquérir, aussitôt après leur achèvement, une des maisons qui seraient construites à leur demande par les sociétés dont il est question ci-dessous. La prime supplémentaire n'est accordée qu'aux personnes qui auront introduit leur demande avant le 1^{er} octobre 1924.

Les mêmes arrêtés allouent, enfin, aux acheteurs d'habitations construites depuis le 20 août 1922 ou à construire, à l'intervention des communes, des bureaux de bienfaisance, des hospices, de sociétés sans but lucratif, ou par le Comptoir national des matériaux une prime de 2,000 à 3,900 francs, d'après la catégorie de la commune où est située la maison et d'après le nombre des descendants à la charge du chef de ménage.

Il est assurément trop tôt pour escompter que cet arrêté ait pu recevoir une bien ample application, mais il est permis de noter pourtant qu'à la date du 7 mai 1924, le nombre des demandes d'achat adressées au Département s'élevait à 1,052, le nombre de propositions de ventes accueillies à 588, et celui des ventes réalisées à 168 (voir aux Annexes VII et VIII, les relevés des sociétés qui, à la date du 7 mai, ont aliéné une partie des habitations qu'elles possédaient).

D'autre part, l'arrêté royal du 14 août 1922, modifié et étendu successivement le 30 juillet 1923 et le 14 février 1924, octroie aux constructeurs d'habitations à bon marché une prime qui varie de 2,000 à 3,900 francs d'après la catégorie de la construction et d'après le nombre des descendants à charge du chef de ménage.

Ici nous nous trouvons déjà en présence de résultats plus accusés et complets, puisqu'au 3 mai, le nombre des demandes introduites s'est élevé à 11,400, celui des demandes reçues, à 10,531, et celui des primes liquidées, à 1,611, pour un montant total de 3,954,300 (voir aux annexes IX et X les relevés détaillés de ces cas, par profession, par province et localité).

Une disposition particulièrement heureuse paraît avoir été l'article 19 de l'arrêté royal du 12 février 1924, qui encourage la construction par les sociétés agréées sur promesse d'acquisition et versement d'arrhes de 1,500 francs. Nous constatons en effet qu'en un laps de temps relativement court, les propositions reçues, sur cette base, ayant donné lieu à des constructions actuellement en

cours, se sont élevées à 837, suivant un relevé que nous donnons à l'annexe XI.

La réalisation de la politique que se sont efforcés d'inaugurer les arrêtés royaux prérappelés, tout en libérant pour une part toujours croissante, au fur et à mesure des ventes, les capitaux des sociétés locales et régionales, ce qui remet à leur disposition de l'argent frais en vue de constructions nouvelles, sollicite — et à bon droit — un effort de l'intéressé appelé à acquérir la propriété de son foyer. Ce sacrifice ne lui eût pas été possible sans une aide exceptionnelle. Cette aide lui vient et de l'Etat qui accorde les primes, et des sociétés de crédit qui se sont créées et développées en grand nombre grâce à l'impulsion puissante de la Caisse d'Epargne et de Retraite. A cet égard, il est juste de rappeler que les capitaux avancés par elle aux sociétés de crédit et conséquemment abstraction faite des 100,000,000 d'avances effectuées par elles pour compte de l'Etat à la Société Nationale, en 1923 et 1924, se sont élevés, depuis l'armistice, aux montants suivants :

en 1919	0.9 millions
en 1920	14 »
en 1921	11 »
en 1922	20 »
en 1923	41.8 »

soit ensemble 88 millions, alors que pour toute la période de 25 ans, antérieure au 31 juillet 1924, ces avances comportaient 90 millions. Cela porte le total général de ses interventions à 228,000,000, sans compter les 50 millions de 1924. Ces chiffres établissent que l'effort maximum a été fourni de ce côté, surtout si l'on envisage qu'aux termes des règlements en vigueur, la proportion des placements consacrés aux habitations à bon marché ne doit pas dépasser 7 1/2 p.c. pour la Caisse d'Epargne, 10 p. c. pour la Caisse de Retraite et 10 p. c. pour la Caisse d'Assurance.

C'est cette circonstance qui a porté la Commission pour l'étude des réformes à préconiser en matière d'habitations à bon marché à faire appel à tous nos groupements financiers, industriels et commerciaux, afin qu'ils se joignent dans une large mesure aux pouvoirs publics pour travailler à conjurer la crise du logement populaire. Des moyens précis ont été indiqués, qui permettront à ces établissements, désireux de participer à l'effort commun, d'apporter un concours efficace aux sociétés de construction ou de crédit, comme aussi aux intéressés eux-mêmes, le cas échéant. Nous reproduisons à l'annexe XII les motions votées à cet égard par la Commission Nationale. Il est à espérer que cet appel sera entendu. Cette orientation nouvelle permettra d'accentuer encore l'efficacité de la lutte si persévérante qu'il importe de soutenir, par l'effort conjugué de toutes les bonnes volontés jusqu'à ce que notre population soit pourvue de logements dans la mesure exacte de ses besoins.

L'an dernier déjà, la Commission du Budget avait émis le vœu de voir accueillir les desiderata formulés en ce qui concerne le problème du logement pour les familles nombreuses. Nous nous référons aux développements que nous avons consacré à ces suggestions si légitimes dans notre rapport relatif au Budget de 1924. Nous nous sommes informés du point de savoir quelles sont les mesures nouvelles appliquées ou seulement envisagées ou à l'étude, auxquelles fait allu-

sion le dernier paragraphe des développements de l'article 127. Il nous a été répondu comme suit :

« Les habitations et logements à bon marché appartenant aux sociétés agréées, qu'il s'agisse de maisons pour une famille ou d'appartements dans des immeubles à logements multiples, sont loués au mois ou à l'année. Les maisons pour une famille sont généralement louées suivant les conditions du contrat de bail fourni par la Société Nationale.

Quant aux loyers, ils doivent, en principe, correspondre autant que possible au taux de 4,20 p. c. du coût total des habitations, terrain et tous frais accessoires compris.

Lorsque le taux de 4,20 p. c. est appliqué, des réductions peuvent être autorisées suivant des règles à déterminer dans chaque cas, en faveur des familles nombreuses. Ces réductions sont alors imputées sur le subside à fonds perdu de l'État.

Ce n'est que dans le cas de nécessité bien démontrée que les loyers peuvent, d'accord avec la Société Nationale, être fixés à un taux inférieur à 4,20 p. c. et à la condition de supprimer proportionnellement une partie des réductions qui peuvent être accordées aux familles nombreuses.

En fait, aucune répartition fixe n'a pu être adoptée en ce qui concerne les réductions en faveur des familles nombreuses. Il est d'ailleurs à remarquer que ces réductions ne sont autorisées que dans le cas où le coefficient de 4,20 p. c. est appliqué. Or, les sociétés qui appliquent ce coefficient ou même un coefficient supérieur, ne font, en général, pas usage de la faculté qui leur est laissée de proposer certaines réductions pour les familles nombreuses. Celles qui en auraient fait usage ont établi un barème s'appliquant spécialement à leur situation propre, selon l'importance de leurs loyers de base et du nombre des familles nombreuses par rapport au nombre total des locataires. En général, ne sont considérées comme familles nombreuses, que celles comprenant au moins 5 personnes dont seul le chef de famille est rémunéré. Quant à la réduction qui, dans son ensemble, est limitée au montant de l'intervention à fonds perdus de l'État, elle peut varier de 10 à 20 francs par mois, suivant la composition de la famille.

Il est hors de doute qu'une propagande devra être poursuivie pour obtenir une application plus généralisée des règles qui sauvegardent mieux la situation des ménages chargés d'enfants.

Il est permis cependant de rappeler, en s'en félicitant, que les arrêtés royaux de 1922, 1923 et 1924 relatifs à l'octroi des primes accordent aux bénéficiaires un traitement avantageé eu égard à leurs charges de famille. D'autre part, l'article 14 de l'arrêté du 12 février 1924 confirme la règle, précédemment inscrite dans le contrat d'avances à la Société Nationale, à savoir que le tiers de l'ensemble des logements construits par les sociétés agréées peut être réservé à la location et que celle-ci doit être consentie de préférence aux familles les plus nombreuses et les plus nécessiteuses.

C'est l'indication d'une tendance à laquelle il serait souhaitable d'avoir égard dans une mesure plus large encore, s'il était possible. Le résultat actuellement atteint, en suite des vœux de familles nombreuses, est appréciable, mais point encore suffisant.

La Commission prenant acte de cet ensemble de conditions et désireuse

d'appuyer, sans en excepter un seul, tous les efforts déployés en vue d'accroître le nombre des habitations et des logements, a adopté le crédit proposé.

ART. 128. — *Intérêt à 4.75 p. c. et annuité de 6,320,945 p. c. à bonifier à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite du chef des avances consenties et à consentir par elle, pour compte de l'État, à la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché* fr. 4.360,500
Réduit à fr. 3,960,000

Il s'agit ici des intérêts dus par l'État sur les avances consenties par la Caisse d'Épargne à la Société Nationale, conformément à ce que nous avons rappelé ci-dessus.

Le crédit alloué sous cette rubrique au Budget de 1925 s'élevait à 1 million 200,000 francs. Il y a été imputé 333,819.44 francs. Cette somme représente les intérêts calculés à raison de 4.75 p. c. l'an sur les avances s'élevant à 50,000,000 de francs faites à des dates diverses au cours du second semestre de l'année 1923, par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, pour compte de l'État à la Société des Habitations et Logements à bon marché. Le solde du crédit de 1,200,000 francs, soit fr. 866,180.56 sera annulé. Nous nous référons pour le surplus aux développements de l'article qui donnent une ample justification de la demande de crédit nouveau.

ART. 129. — *Prime à allouer par l'Etat, dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 14 août 1922, aux « personnes peu aisées » qui construisent une maison à bon marché pour leur usage personnel* fr. 10,000,000

Nous avons communiqué ci-dessus à propos de l'article 127, toutes les indications utiles au sujet de l'application de l'arrêté royal du 14 août 1922, modifié le 30 juillet 1923 et le 14 février 1924, ainsi que de son rendement actuel. Pour le surplus, les développements de l'article justifient le chiffre du crédit sollicité.

ART. 130. — *Intérêt et complément d'annuité à bonifier à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite du chef des prêts à consentir par elle, en vue de la construction d'habitations à bon marché à des sociétés de construction d'habitations ouvrières agréées sous le régime de la loi du 9 août 1889 (art. 11 de la loi du 11 octobre 1919), ainsi que du chef de la prime à accorder conformément à l'arrêté royal du 14 octobre 1922, sous forme de réduction, à concurrence de 25 p. c. de l'annuité couvrant le prix de toute maison vendue, aux sociétés bénéficiaires des prêts dont il s'agit ci-dessus, qui vendront leurs maisons individuelles dans les conditions fixées par le dit arrêté royal* fr. 100,000

Sur le crédit de 100,000 francs voté sous même rubrique au Budget de 1923, il a été imputé fr. 72,014.14. Cette somme représente les intérêts calculés à raison de 4 1/2 p. c. l'an sur les avances s'élevant à 600,000 francs, faites au cours de l'année 1923 par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, soit fr. 11,687.50

Le complément d'annuité de 1,791,171 p. c., appliqué au capital de 1,768,000 francs, prêté au taux d'intérêt de 2 p. c. l'an par la Caisse d'Épargne jusqu'au 31 décembre 1922, soit 60,326.64

Total. . . . fr. 72,014.14

Le solde du crédit de 100,000 francs, soit fr. 27,983.86, sera annulé.

Une seule société se trouve dans le cas prévu et a obtenu de ce chef des prêts de la Caisse d'Épargne : « La Cité de Buysinghen », à Huyssinghen.

Art. 131 (nouveau). — *Somme à verser au Fonds spécial d'amortissement des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes, conformément à l'article 2, 3°, de la loi du 10 août 1923.*

Fr. 50,000,000

La loi du 10 août 1923 a institué un fonds spécial d'amortissement des avances faites à l'État par la Banque Nationale en vue du retrait des monnaies allemandes. Cette loi stipule que ce fonds sera constitué entre autres au moyen d'une somme égale au produit net de la liquidation des biens placés sous séquestre ainsi que des titres et valeurs livrés à la Belgique en exécution de la section IV, annexe, paragraphe 10 du Traité de Versailles.

L'avoir de ce fonds spécial a été évalué à 499,660,950 francs (voir document du Sénat n° 89, p 5, rapport de M. Van Overberg sur le budget des finances). Mais toute donnée à cet égard est forcément assez aléatoire.

Il est évident, d'autre part, que la valorisation de notre monnaie n'est possible qu'au prix d'une réduction progressive de notre circulation fiduciaire que le Gouvernement s'efforce de rendre possible par des remboursements successifs sur les avances de la Banque Nationale. Celles-ci se sont élevées, ainsi qu'on le sait, à 5,864 millions. Les remboursements déjà effectués ont été :

En 1920, de	300 millions
1922	164 —
1923	100 —
	564 millions

Les crédits antérieurement votés pour cet objet ont tous été inscrits, avec l'assentiment de la Législature, parmi les dépenses sur ressources extraordinaires, ainsi qu'il est logique d'ailleurs. L'honorable M. Houtart, dans son rapport relatif au projet de loi instituant le Fonds spécial (Document n° 330, session 1922-1923), s'exprimait à ce sujet dans les termes suivants : « Le montant de ces remboursements doit être imputé sur les budgets et les comptes des dépenses extraordinaires. En effet, il correspond à une réduction du passif de l'État, réduction qui ne constitue pas une charge du budget ordinaire, comme c'est le cas des amortissements annuels, mais bien une dépense de capital analogue à celles qui contribuent à l'accroissement du patrimoine national et constituent essentiellement le budget extraordinaire. »

La proposition du Gouvernement introduite par amendement sous un nouvel article 131 ne peut qu'être approuvée.

* * *

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission des Finances, des Budgets et des Économies, s'exprimant à la majorité de ses membres, a adopté le Budget des Recettes et des Dépenses Extraordinaires et convie la Chambre à lui donner également son approbation.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

Le Rapporteur,
ED. PECHER.

ANNEXES

AU N° 241.

Rapport sur le Budget des Recettes et Dépenses Extraordinaires pour l'exercice 1924.

I. — *Sciences et Arts.*

1. Intervention de l'État dans la construction, l'amélioration et l'ameublement des bâtiments communaux d'écoles *primaires*. (Crédits utilisés pour cet objet en 1922 et 1923.)

2. Relevé général indiquant, pour les crédits relatifs à l'*enseignement normal*, le montant des dépenses de construction et d'ameublement actuellement engagées sur ces crédits, le degré d'avancement et le coût total probable.

II. — *Travaux Publics.*

3. Relevé général indiquant, pour les crédits relatifs aux *routes, bâtiments et voies hydrauliques*, le montant des dépenses actuellement engagées, le degré d'avancement et le coût total probable.

III. — *Colonie.*

4. Prévisions budgétaires relatives à l'occupation et à l'administration du *Ruanda* et de l'*Urundi* pour 1924.

5. Note relative aux *grands travaux* en cours dans la Colonie et exécutés sur les crédits prévus aux Budgets Extraordinaires de cette année et des années précédentes.

IV. — *Habitations à bon marché.*

6. Liste des sociétés agréées, en formation ou en projet, au 31 décembre 1923, avec indication des montants souscrits et libérés par l'État dans la constitution du capital.

7. Liste des sociétés qui, à la date du 7 mai 1924, ont reçu des propositions d'achat d'habitations construites par elles. (Arrêté royal du 14 octobre 1922, modifié par l'arrêté royal du 12 février 1924.)

8. Liste des ventes réalisées par les sociétés à la date du 7 mai, avec indication du prix de revient des immeubles vendus, des primes accordées et des sommes remboursées à la Société Nationale.

9. Liste des personnes qui, à la date du 3 mai 1924, ont sollicité la prime instituée par le Gouvernement pour faciliter la construction d'habitations à bon marché par des particuliers — avec répartition par province et par profession. (Arrêts royaux du 14 août 1922, du 30 juillet 1923 et 14 février 1924.)

10. Nombre et montant des primes de construction attribuées à la date du 6 mai 1924.

11. Relevé des cas de construction, par les sociétés agréées, sur promesses d'acquisition. (Article 19 de l'arrêté royal du 12 février 1924.)

12. Motion de la Commission Nationale pour l'étude des réformes à préconiser en matière d'habitations à bon marché, et propositions quant à l'intervention des industriels dans l'Œuvre du logement.

V. — *Tableau schématique du Budget et des amendements.* (Annexe 13.)

ANNEXE I.

*Justification de l'emploi des Crédits obtenus en 1922 et 1923
pour Construction, Amélioration et Ameublement de bâtiments communaux d'Écoles Primaires.*

En 1922.				En 1923.			
Noms des provinces.	Constructions et acquisitions de bâtiments et de terrains.	Restaurations et améliorations.	Ameublements et outillage didactique.	Constructions et acquisitions de bâtiments et de terrains.	Restaurations et améliorations.	Ameublements et outillage didactique.	Observations.
Anvers	1,419,382.61	191,125.29	138,043.41	1,709,516.66	129,096.98	65,324.03	Régions déva- stées. Un crédit spécial est prévu
Brabant	757,984. »	341,111. »	197,867. »	4,581,363.64	564,534.11	240,044.54	
Flandre Occidentale.	196,698.25	4,877.55	6,979.36	19,416.41	8,998.43	7,959.74	
Flandre Orientale .	»	191,689.91	»	648,253.39	520,695.68	73,034.19	
Hainaut	1,937,499.84	362,277.90	42,256.64	1,408,097.19	561,215.15	84,658.68	
Liège	647,527.50	188,604.45	53,394. »	464,315. »	115,286.44	51,353. »	
Limbourg	16,583.33	28,155.29	9,949.54	34,779.42	64,528.18	34,831.30	
Luxembourg . . .	73,041. »	94,375.50	3,693. »	165,110.50	105,422. »	6,515. »	
Namur	11,937. »	67,895.50	56,131.66	137,717. »	182,602.34	15,331. »	
	5,060,653.53	1,470,112.39	508,314.31	9,168,569.21	2,252,399.31	579,051.48	
Crédit de 7 millions de francs + fr. 39,080.23 sur crédit de 100,000 francs.		7,039,080.23			12,000,000. »		

*Relevé des subsides accordés pour constructions scolaires en 1922 et 1923
à certaines communes importantes.*

Noms des communes.	1922	1923
Anvers	1.073.541,58	931.386,37
Borgerhout	43.995,61	362.500,00
Ostende	145.780,96	»
Boom	52.073,96	90.029,93
Bruxelles	30.935,00	363.459,00
Schaerbeek	75.747,00	2.064.210,80
Uccle	383.271,00	90.552,50
Louvain	203.507,00	395.476,00
Anderlecht	18.732,00	762.082,00
Etterbeek	»	415.170,70
Vilvorde	71.814,00	80.810,00
Auderghem	130.000,00	222.813,00
Province de Hainaut	1.571.485,27	1.067.194,95
—	18 communes	14 communes
» » Liège	267.711,00	333.525,50
—	5 communes	6 communes
» » Luxembourg	25.056,50	77.794,00
—	1 commune	5 communes
» » Namur	63.678,00	119.096,34
—	2 communes	7 communes

Relevé général indiquant, pour les crédits relatifs à l'enseignement normal, le montant crédits, le degré d'avancement et le coût total probable.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
Ministère des Sciences et des Arts.		
8	Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc., d'écoles normales . . .	400,000
9	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Lierre. .	3,000,000
10	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Nivelles .	2,000,000
11	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Blankenberghe	2,500,000
12	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale d'Arion . .	2,000,000
13	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Lacken .	3,000,000
14	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Liège . .	1,000,000
15	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Tournai .	650,000
16	Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Virton .	50,000

ANNEXE II.

des dépenses de construction et d'ameublement actuellement engagées sur ces

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable des dépenses.
en 1923.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
1,288,000	4,372,000	2,000,000 »	—	8,000,000
4,000,000	4,500,000	4,500,000 »	2/3 environ.	7,500,000 (environ, y compris ameublement, chauffage, éclairage)
4,000,000	2,000,000	6,000,000 »	2/3 id.	9,000,000 (id.)
2,200,000	3,000,000	2,825,000 »	4/8 ^e environ.	6,200,000
3,000,000	2,000,000	3,975,000 »	1/2 id.	8,000,000 (y compris ame- ublement, chauffage, éclairage).
2,000,000	1,000,000	272,000 »	—	3,000,000
1,500,000	2,000,000	2,510,000 »	1/2 environ.	3,000,000
3,000,000	3,000,000	3,042,000 »	5/8 ^e id.	3,670,000
500,000	—	500,000 »	9/10 environ.	330,000

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
Ministère des Travaux Publics.		
20	<i>Routes et raccordements :</i>	
	1° Expropriations et travaux, constructions, redressements, élargissements, études. Squares et parcs publics dépendant des routes de l'État : études, création. Construction de ponts et subsides pour semblables ouvrages. Rachat par l'État de routes et de ponts concédés, ainsi que des droits de péage existant sur les routes ou ponts concédés. Subsides aux provinces et aux communes en vue de semblables rachats. Demantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers fr. 2,200,000	16,550,000
	2° Reconstruction, amélioration, réfection. Subsides aux communes pour travaux d'amélioration de la voirie de l'État dans la traverse des agglomérations. Ponts : reconstruction et réfection. études 15,840,000	
	3° Travaux à effectuer au moyen de subsides offerts à l'État pour construction, entretien et amélioration 500,000	
21	Route d'Anvers à Turnhout : élargissements sur les territoires d'Anvers, Borgerhout et Deurne	400,000
22	Route de Bruxelles à Bréda : élargissement et transformation sur les territoires d'Anvers, Berchem et Merxem	1,000,000
23	Création d'une nouvelle route-avenue de Bruxelles à Anvers, sur le territoire de la province d'Anvers	100,000
24	Création d'une nouvelle route-avenue de Bruxelles à Anvers : section comprise entre Meysse et la limite du Brabant.	(Article supprimé)
25	Établissement par la ville de Bruxelles de l'avenue des Nations (prolongement de l'avenue Louise) : intervention de l'État	200,000
26	Raccordement entre les routes de l'État Gand-Maubeuge et Grammont-Enghien, sur le territoire de Grammont (Oudenberg) : construction	300,000
27	Route de Liège à Mons, par Namur et Charleroi : exhaussement et assainissement sur le territoire de Dampremy	(Article supprimé)
28	Route de Limont à Oreye : détournement à Bergilers.	(Article supprimé)
29	Route de Wismisael par Waterschey à Meeuwen (section entre le chemin de fer Heppen-Asch et le village de Meeuwen) : construction.	980,000
30	Route de Winterslag par Waterschey à Asch (section entre l'origine et Waterschey) : construction	30,000
31	Route de Mechelen-sur-Meuse vers Opoeteren : construction.	100,000
32	Route d'Asch à Opoeteren : construction.	120,000
33	Route de Pilsen à Gruitrode : construction	103,000
34	Route de Genck à Hutendaël : construction	50,000
35	Route de Brusterna à Cortenbosch : élargissement de la traverse de Zepperen	40,000
36	Route de Heers à Oleye : reconstruction complète	35,000
37	Route de Liège à Ferneau et de Visé à Moulant : rectification des rues de Visé	1,000,000

ANNEXE III

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable des dépenses.
en 1923.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
7,680,000	133,000,000	143,049,596.16 Art. 20, 1 ^o et 2 ^o réunis.	Crédit global.	5,000,000 (pour 1924)
6,320,000	Art. 20, 1 ^o et 2 ^o réunis.	Voir 1 ^o ci-dessus.	Id.	21,930,000 (pour 1924)
4,000,000	Voir 1 ^o ci-dessus.	9,576.60	Néant.	500,000
Crédits globaux (art. 20).	Néant.	238,908.67	Les acquisitions sont entamées dans les territoires d'Anvers et Bergerhout.	60,000,000 (pour les expropriations)
Id.	Crédits globaux (art. 20).	613,470.31	Les expropriations sont en cours dans les territoires de Berchem et Merxem.	35,000,000 (Id.)
Id.	Id.	1,162,163.11	Les expropriations sont en cours sur le territoire de Boom.	5,000,000 (Id.)
Id.	Id.	717,994.47	La partie entre Meyse et la route provinciale d'Alost à Villvorde est terminée.	10,000,000
Id.	Id.	1,800,000 »	1/4	1,800,000
Crédits globaux (art. 20.)	Crédits globaux (art. 20)	3,650 »	Les expropriations seront entamées dès que l'arrêté d'usage aura été publié.	2,500,000 »
Id.	Id.	Néant	L'administration communale de Dampreny n'a pas commencé les expropriations.	4,000,000 »
Id.	Id.	41,402.15	Les acquisitions de terrains sont terminées.	270,000 »
Id.	Id.	37,278.08 Expropriations.	1/6 Expropriations.	2,000,000 »
Id.	Id.	Néant.	L'occupation anticipée des terrains a été autorisée par les propriétaires.	30,000 » pour les expropriations.
Id.	Id.	6,530.20	1/5 Expropriations.	106,000 » pour les expropriations.
Id.	Id.	19,934.34	1/4 Expropriations.	133,000 » pour les expropriations.
Id.	Id.	56,635.50	1/3 Expropriations.	160,000 » pour les expropriations.
Id.	Id.	23,340.68	9/10 Expropriations.	840,000 »
Id.	Id.	73,314.18	9/10 Expropriations.	4,575,000 »
Id.	Id.	20,033.12	9/10 Expropriations.	570,000 »
Id.	Id.	162,978.07	Les acquisitions de terrains sont en cours.	3,000,000 »

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
58	Bâtiments civils de l'État : protection contre l'incendie. Frais de la Commission et travaux : a) Palais du Cinquantenaire. — Construction de deux escaliers supplémentaires dans le grand hall en vue de desservir la galerie de l'étage. fr. 15,000 b) Bibliothèque royale. — Parachèvement de l'escalier incombustible dit « de Hirsch », donnant accès à la section des médailles. 15,000 c) Bâtiments civils de Gand. — Travaux de fourniture et réparation au matériel d'incendie 2,500 d) École normale pour institutrices, à Liège. — Canalisations raccordées au réseau de la ville, colonnes montantes, tuyaux et lances 50,000 e) Institut astro-physique de Clontze. — Installation de matériel de secours en cas d'incendie. 2,000 f) Hôtel des contributions, à Liège. — Installation d'un matériel de secours en cas d'incendie 5,000 g) École pour instituteurs, à Huy. — Installation d'un matériel de secours en cas d'incendie. 12,000 h) Frais de la commission 8,000 i) Travaux imprévus 30,500	140,000
30	Palais de Justice de Bruxelles : travaux d'appropriation, d'aménagement et de constructions diverses. Travaux de raccordement de la place Poulaert avec la rampe vers la rue des Minimes.	(Article supprimé)
40	Palais des Beaux-Arts : a) Fournitures de meubles (immeubles par destination) pour la salle de documentation iconographique 9,500 b) Appropriation d'un local en salle d'exposition (Crédit supprimé)	9,500
41	Palais de l'ancienne Cour : aménagement en salle d'exposition, d'un réduit situé à côté de la salle XVII du Musée moderne.	15,000
42	Hôtel du Gouvernement provincial du Brabant : part d'intervention de l'État dans le coût des travaux de parachèvement des nouveaux locaux construits vers la rue du Lombard : a) Travaux de parachèvement supplémentaires. 40,000 b) Aménagement de la petite cour voisine, acquise par la province. 20,000 c) Travaux de marbrerie 150,000 d) Id. de ferronnerie 75,000 e) Id. de peinture et de tapissage 35,000 f) Ornementation et décoration de la grande salle des fêtes 15,000 g) Achèvement des installations d'éclairage électrique, y compris la lustrerie dans les nouveaux locaux. 20,000 h) Installation d'un ascenseur et d'un monte-plats électriques dans les nouveaux locaux 25,000 i) Travaux d'installation de sonneries et de téléphonie dans les nouveaux locaux 2,500	582,500
43	École de médecine vétérinaire de l'État, à Cureghem. Travaux divers : a) Travaux d'extension des installations de l'Office vaccino-gène pour les services de production du vaccin 80,000 b) Travaux de peinture des parties métalliques des bâtiments. 10,000	90,000

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1925.	Degré d'avancement des travaux 31 décembre 1925.	Montant probable des dépenses.
en 1925.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
288.000	2.055.000	972,135.60	Terminé.	1,180,871.06
570.000	3.915.000	1,880,550.22	1/7	2,275,050.22
Néant.	Néant.	Néant	—	24,500
Id.	Id.	Id.	—	15,000
Id.	1,585,145.20	1,518,438.17	95/100	1,900,958.17
Id.	434,000	195,254.44	Terminé.	264,254.44

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
44	<i>Musée d'armures</i> (Porte de Hal). — Renouvellement partiel des toitures en ardoises . . .	10,000
45	<i>Observatoire royal, à Uccle :</i>	
	a) Nouvelles toitures pour les pavillons des mires 20,000	60,000
	b) Revêtement des tubes des mires 40,000	
46	<i>Musée d'Histoire naturelle :</i>	
	a) Renforcement des cheneaux et couvertures en zinc et plomb des parties basses et hautes de la nouvelle aile. 50,000	40,000
	b) Restauration de la façade, rue Vautier et autres aménagements 10,000	
47	<i>Musée Wiertz.</i> — Appropriation intérieure de la grande salle	(Article supprimé.)
48	<i>Dépôt des archives, à Bruges.</i> — Ameublement complémentaire	(Article supprimé.)
49	<i>Institut agricole de Gembloux.</i> — Réfection des toitures	100,000
50	Acquisition des deux maisons situées à Mons, rue Verte, n° 27, et rue du Gouvernement, n° 9, affectées aux bureaux du <i>Gouvernement provincial à Mons.</i>	100,000
51	Aménagement des bâtiments de la place du Trône en vue de l'installation des écuries, garages, etc., du Palais royal	2,000,000
52	<i>Casernement des gendarmeries.</i> — Locaux du service de casernement des gendarmeries. — Construction, achat d'immeubles. — Expropriations et ameublement. — Études de projets. — Plans. — Frais de surveillance :	
	a) Construction de bâtiments à l'usage des brigades de gendarmerie d'Ypres, Locre, Lessinghe, Gavere, Baelen-sur-Nèthe, Wellin et Aulnoye fr. 1,010,000	
	b) Construction de bâtiments pour les forces mobiles de Namur et de Gand 2,600,000	
	c) Construction de pavillons par mariés à la caserne de gendarmerie de l'avenue de la Couronne, à Ixelles. 600,000	(Après refonte de l'article) :
	d) Appropriation en casernes de gendarmerie d'immeubles sis à Bouillon et à Rendeux 530,000	1,725,000
	e) Établissements de trottoirs, pavages, etc., à la caserne de gendarmerie de Courtrai 15,000	
	f) Acquisition d'objets mobiliers et de matériel complémentaire ou de première installation 100,000	
	g) Acquisition d'immeubles pour le casernement de la gendarmerie . . . 200,000	
53	<i>Canaux brabançons :</i> expropriations en vue de la construction. — Frais divers. — Études	450,000

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable de la dépense.
en 1923.	antérieurement (Depuis l'armistice.)			
Id.	Néant.	Néant.	—	10,000 »
Id.	Id.	Id.	—	60,000 »
Id.	Id.	Id.	—	40,000 »
Id.	Id.	Id.	—	5,000 »
Id.	Id.	Id.	—	12,000 »
Id.	Id.	Id.	—	100,000 »
Id.	Id.	Id.	—	140,000 »
Néant	Néant	Néant	—	2,000,000
—	—	—	—	1,910,000 (1)
—	—	—	—	7,500,000 (2)
—	—	—	—	16,000,000 (3)
—	—	—	—	550,000
—	—	—	—	15,000
100,000	145,500 (en 1922.)	97,516 (en 1922) 99,041.90 (en 1923)	10/10 10/10	(5)
810,000	»	703,000 (en 1923)	10/10	(6)
300,000	300,000	2,704,030.45	9/11	3,500,000

(1) Somme se répartissant comme suit : Ypres, 750.000 fr. ; Locre, 200.000 fr. ; Lefdinghe, 200.000 fr. ; Gavere, 190.000 fr. ; Baelen-sur-Nèthe, 190.000 fr. ; Wellin, 190.000 fr. ; Aulnois, 190.000 fr.

(2) Pour l'achèvement des casernes dans les deux villes susindiquées.

(3) 600.000 francs pour les pavillons dont il s'agit ci-dessus. La dépense totale à faire pour constituer des logements pour tous les gendarmes mariés à Bruxelles est estimée à environ 16 millions de francs pour les effectifs actuels.

(4) 15.000 francs pour les travaux susmentionnés. La construction de la caserne de Courtrai a fait l'objet de trois entreprises de : en 1912, fr. 103 573,00 ; en 1921, fr. 227.065,80 et fr. 395.488,93, soit une dépense de fr. 726.127,73. Il reste à construire outre les trottoirs et pavages susmentionnés, les bâtiments de dépendances, écuries, manèges, etc., estimés à 500.000 francs, de sorte que le coût total de la caserne dont il s'agit sera de 1.040.000 francs environ pour les travaux, à laquelle somme il y a lieu d'ajouter 80.720 francs, prix d'acquisition d'un terrain en 1923.

(5) Dépense qui ne peut être limitée, car elle dépend de la constitution de nouvelles brigades ou autres unités à pourvoir d'un mobilier et aussi des modifications qui surviennent dans la composition de ces unités en célibataires et en mariés.

(6) Le crédit de 200.000 francs demandé ne doit pas être affecté à l'acquisition d'immeubles. Il est indispensible que le Département puisse disposer annuellement d'un crédit pour l'acquisition éventuelle d'immeubles pour le casernement de la Gendarmerie. Cette façon d'assurer le casernement est beaucoup moins onéreuse que la construction de bâtiments et l'absence de crédit destiné à l'acquisition d'immeubles oblige le Département à laisser échapper les offres très avantageuses pour l'Etat.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
54	<i>Meuse : études, expropriations et travaux.</i>	
	Crédit demandé : 11.943.600 francs pour :	
	1° Le parachèvement des digues sur le territoire de la commune de Seraing, rive droite du pont de Seraing	800.000
	2° Le parachèvement et l'extension des digues sur les territoires des communes de Seraing et d'Ougrée, rive droite, en aval du pont de Seraing.	4.000 000
	3° Les travaux d'endiguement de la Meuse, rive gauche, entre les ponts de Seraing et d'Ougrée	774,000
	4° L'exhaussement de quelques murs de quai dans la traverse de Liège, entre la passerelle et le pont Maghin, rive gauche.	225.000
	5° La rectification et les endiguements de la Meuse, dans l'île Monsin (continuation des travaux)	4.500.000
	6° La rectification et l'amélioration des digues de la Meuse limbourgeoise	180.000
	7° L'acquisition de terrains dans les provinces de Namur et de Liège, en vue de l'amélioration générale du cours du fleuve, de sa normalisation entre les Awirs et Jemeppe, des endiguements en amont et dans la ville de Liège, des endiguements et de la normalisation en aval de Liège, de la construction d'un pont à Visé (en partie, continuation d'acquisitions).	5.000 000
	8° La construction d'un pont à Visé.	4.000.000
	9° La construction de maisons éclésières à Audenelle et à Sclayn.	275.000
	10° La construction d'un pont en béton armé à Hermalle-sous-Huy. — Subsidés à la commune	10.600
	11° Les opérations graphiques	8.000
	12° La construction d'échelles à poissons.	100.000
	13° Les dépenses imprévues	100.000
55	<i>Sambre : études, expropriations et travaux.</i>	
	Crédit demandé : 1.580.000 francs.	
	A l'aide de cette somme, on effectuera notamment :	
	1. Le déplacement des ouvrages de Jambe-de-Bois (continuation des travaux). fr.	400.000
	2. L'endiguement de Marchienne-au-Pont	200.000
	3. L'acquisition de terrains, entre-autres, en vue de la construction des nouvelles écluses à Montigny et à Farciennes; de la rectification de la Sambre, entre Châtelet et Pont-de-Loup, en amont de l'écluse du Trou-d'Aulnes; de l'amélioration de la rivière aux abords du pont de Taminés et dans le bief du déplacement du barrage de Charleroi	900.000
	Imprévus	80.000

(Après réduction
par amendement :)
8,710,600(Après réduction
par amendement :)
580,000

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable de la dépense.
en 1923.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
»	Nouvelle entreprise.		»	800,000
»	Nouvelle entreprise.		»	4,000,000
»	Nouvelle entreprise.		»	7,500,000
»	Nouvelle entreprise.		»	225,000
1,400,000	3,154.044.20	1,786,876.77	3/10	3,600,000
»	Nouvelle entreprise.		»	130,000
1,000,000	Compris dans le crédit global.		Négociations en cours.	Impossible à déterminer.
»	Nouvelle entreprise.		»	4,000,000 »
»	Nouvelle entreprise.		»	275,000 »
»	96,879.20	96,879.20	»	107,479.20
»	»	»	»	8,000 »
»	Nouvelle entreprise.		»	100,000
»	»	»	»	»
2,500,000	Adjudication 14 décembre 1923.		»	2,500,000
»	Nouvelle entreprise.		»	200,000
700,000	Compris dans le crédit global.		Négociations en cours.	Impossible à déterminer.
»	»	»	»	

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
	(1)	
56	<i>Ourthe : études, expropriations et travaux. — Subsidés.</i>	
	Crédit demandé : 500.000 francs.	
	Ce crédit permettra entre-autres :	
	1. La suppression de l'ancien bras de l'Ourthe entre Chénée et Liège, (continuation des travaux) fr. 500.000 2. L'amélioration générale de l'Ourthe. — Expropriations. — Subsidés pour travaux communaux et provinciaux (continuation des travaux) 25.000 3. Les opérations graphiques 4.000 4. La construction d'échelles à poisons. 100.000 5. Dépenses imprévues 71.000	(Après réduction par amendement :) 350,000
57	<i>Canaux houillers : études, expropriations et travaux.</i>	
	Crédit demandé : 35.530.000 francs.	
	Cette somme est destinée notamment :	
	1. A la construction du pont de Maizières, sur le canal du Centre . fr. 250.000 2. Aux travaux de stabilisation de la tranchée de la Fléchère 60.000 3. A l'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles, en aval de Clabecq (expropriation et travaux en cours) 33.000.000 4. A la location, etc., d'un immeuble pour les bureaux de la direction du service des canaux houillers 20.000 5. A des dépenses imprévues 200.000	(Après réduction par amendement :) 33,430,000
58	<i>Canaux de Liège à Anvers, leurs embranchements, leur extension en vue de la navigation d'Anvers au Rhin. — Études, expropriations et travaux. — Subsidés.</i>	
	Crédit demandé : 12,510,000 francs.	
	A l'aide de ce crédit, on effectuera principalement les travaux ci-après :	
	1. Reconstruction du siphon du Voortbeek 400.000 2. Reconstruction du siphon du Grootvijver 1,000,000 3. Reconstruction du siphon du Roosterbeek 400,000 tous trois sur le canal d'embranchement vers Hasselt. 4. Amélioration du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut : a) Acquisitions de terrains pour la dérivation autour d'Hérenthals . . . 300,000 b) Travaux d'achèvement de l'entreprise de Dickerhof et Widman et construction d'un pont basculant sur le raccordement du canal au bassin Lefebvre 1,500,000 5. Travaux de la section entre Hérenthals et Quaedmehelen et amélioration du canal d'embranchement vers Hasselt ; acquisitions de terrains (con- tinuation) 1,000,000 6. Section comprise entre Heeringen et Mechelen-sur-Meuse : acquisition de terrains et travaux (continuation) 500,000	
	(1) Les crédits de cette colonne sont ceux qui figurent au projet du budget, et ont été postérieurement réduits par amendement.	

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable de la dépense.
pour 1933.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
500,000	700,000	686,587.16	80 p. c.	1,230,000 »
75,000	Crédit global.	»	»	Indéterminé.
4,000	»	»	»	»
»	Nouvelle entreprise.	»	»	100,000 »
81,000	»	»	»	»
»	Nouvelle entreprise.	»	»	230,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	60,000 »
14,750,000	21,000,000	18,754,002.80	} 20 p. c. des acquisitions. 1/2 p. c. des travaux.	147,000,000 »
»	»	»		»
250,000	»	»		»
»	Nouvelle entreprise.	»	»	400,000 »
»	Nouvelle entreprise.	»	»	1,000,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	400,000 »
500,000	500,000	Néant.	Négociations en cours.	2,000,000 »
»	Nouvelle entreprise.	»	»	2,000,000 »
1,500,000	2,000,000	72,946.60	1/8	3,000,000 »
2,000,000 600,000	1,000,000 500,000	754,390.63 600,000 »	La première entreprise au mon- tant de 800,000 fr. est terminée.	4,000,000 (expropriations 40,000,000 (travaux)

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
	(1)	
7.	Construction d'une maison éclusière double, à Moll.	70,000
8.	Élargissement du canal de jonction entre les écluses I à IV, transformation des écluses doubles en écluses simples, établissements d'aqueducs d'alimentation	2,500,000
9.	Consolidation des berges du susdit canal sur un développement de 25 kilomètres (continuation des travaux).	500,000
10.	Élargissement du canal entre l'écluse n° 15 et le pont n° 40	300,000
11.	Travaux d'amélioration du canal de Maestricht à Bois-le-Duc, entre Smeermaas et Hocht : acquisition de terrains	270,000
	Id. : frais d'études, opérations graphiques	15,000
	Id. : travaux (premier crédit d'une dépense totale évaluée à 4,200,000 fr.)	1,000,000
12.	Travaux d'amélioration des sections au nord de Neerharen ; coudes Eynden II, Lanklaer et Beeck : acquisitions de terrains	150,000
	Id. travaux (1 ^{re} tranche d'une dépense totale évaluée à 1,500,000 francs).	500,000
13.	Construction d'un aqueduc d'alimentation à établir à l'écluse n° 18 à Bocholt	100,000
14.	Travaux de consolidation des berges du canal	250,000
15.	Approfondissement et élargissement du canal de Liège à Maestricht .	500,000
16.	Amélioration à l'entrée et à la sortie des écluses du susdit canal (dépense totale estimée à 400,000 francs).	100,000
17.	Suppression du déversement du produit des égouts de la ville de Liège dans le canal de Liège à Maestricht. Part incombant à l'État dans le coût des travaux exécutés et à exécuter par la ville précitée (continuation des travaux)	1,000,000
18.	Construction de six estacades de garde, au canal de Turnhout vers Anvers	55,000
19.	Imprévus	500,000
59	Escaut : études, expropriations et travaux. — Subsidés.	
	Crédit demandé : 4,267,500 francs.	
	Ce crédit permettra, notamment, d'exécuter les travaux suivants :	
1.	Consolidation et élargissement des digues de l'Escaut maritime, des affluents et du canal de Calcken :	
	a) Acquisitions de terrains	60,000
	b) Travaux (continuation).	800,000
2.	Amélioration de l'Escaut entre le pont de Schoonaerde et le passage d'eau d'Appels (continuation des travaux).	2,000,000
3.	Établissement et amélioration de moyens de communication entre les deux rives de l'Escaut (pont de Cruybeke, études en vue du tunnel devant Anvers, passages d'eau, etc.).	1,000,000
4.	Amélioration des biefs Kain-Espierres et Rodignies-Antoing	117,500
5.	Acquisition de terrains aux abords du pont de Gavere en vue de la reconstruction de cet ouvrage	10,000
	(1) Les crédits de cette colonne sont ceux qui figurent au projet du budget, et ont été postérieurement réduits par amendement.	

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1925.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1925.	Montant probable de la dépense.
pour 1925.	antérieurement (Depuis l'armistice.)			
»	Nouvelle entreprise.	»	»	70,000
»	Id.	»	»	2,500,000
»	Id.	»	»	500,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	500,000
»	Id.	»	»	270,000
»	»	»	»	15,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	4,200,000
»	Nouveau.	»	»	150,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	1,800,000
»	Id.	»	»	100,000
»	Id.	»	»	230,000
»	Id.	»	»	500,000
»	Id.	»	»	400,000
200,000	2,502,547	2,135,189.25	7/10	3,400,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	35,000
100,000	»	»	»	»
1,600,000	Néant.	145,843.01	5 p. c.	3,160,000
500,000	Id.	2,500 »	Les riverains viennent de donner l'autorisation d'occuper les terrains.	2,800,000
1,000,000	Id.	Néant.	Il n'est pas possible de donner une estimation, l'avant-projet n'étant pas dressé.	»
»	Nouvelle entreprise.	»	»	117,500
»	Nouveau.	»	»	10,000

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1925.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1925.	Montant probable de la dépense.
pour 1925.	antérieur. ment (Depuis l'armistice.)			
»	Nouvelle entreprise	»	»	30,000
150,000	Néant.	135,000 »	65 p. c.	200,000
20,000	»	»	»	»
Néant.	500,000	500,000 »	50 p. c.	1,400,000
150,000	700,000	700,000 »	75 p. c.	1,115,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	960,000
150,000	200,000	129,741.05	»	530 000
Néant.	100,000	100,000 »	1/20	2,000,000
»	»	»	»	»
»	Nouvelle entreprise.	»	»	2,000,000
»	Id.	»	»	50,000
»	Nouvelle entreprise.	»	»	50,000
1,000,000	Néant.	2,411.55	»	2,300,000

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.																										
	(1)																											
63	<i>Canal de Gand à Ostende : études, expropriations et travaux. — Subsidés.</i> Crédit demandé : 2,273,000 francs. A l'aide de ce crédit, on procédera notamment : <table><tr><td>1. A la construction de la superstructure du pont-levant de Mariakerke, fr.</td><td>123,000</td></tr><tr><td>2. Au remplacement du pont du Romarin, à Gand, par un pont fixe.</td><td>500,000</td></tr><tr><td>3. A la reconstruction du pont de la rue Wondelgem, à Gand.</td><td>1,200,000</td></tr><tr><td>4. A la reconstruction du pont de Bierstal (quotité non recouvrable).</td><td>50,000</td></tr><tr><td>5. A l'acquisition d'un terrain en vue de l'établissement d'un baraquement pour les pontiers de Stalhille</td><td>12,000</td></tr><tr><td>6. A l'équipement électro-mécanique du pont de Bierstal</td><td>100,000</td></tr><tr><td>7. A l'équipement électro-mécanique du pont de Tolhuis</td><td>120,000</td></tr><tr><td>8. A l'équipement électro-mécanique du pont de Mariakerke</td><td>100,000</td></tr><tr><td>9. A l'installation d'un cabestan électrique à la porte de Damme, à Bruges.</td><td>15,000</td></tr><tr><td>Une somme de.</td><td>25,000</td></tr><tr><td>est nécessaire pour un subside à la ville de Gand (travaux du siphon de la Lieve) et</td><td></td></tr><tr><td>une autre, de</td><td>28,000</td></tr><tr><td>pour imprévus</td><td></td></tr></table>	1. A la construction de la superstructure du pont-levant de Mariakerke, fr.	123,000	2. Au remplacement du pont du Romarin, à Gand, par un pont fixe.	500,000	3. A la reconstruction du pont de la rue Wondelgem, à Gand.	1,200,000	4. A la reconstruction du pont de Bierstal (quotité non recouvrable).	50,000	5. A l'acquisition d'un terrain en vue de l'établissement d'un baraquement pour les pontiers de Stalhille	12,000	6. A l'équipement électro-mécanique du pont de Bierstal	100,000	7. A l'équipement électro-mécanique du pont de Tolhuis	120,000	8. A l'équipement électro-mécanique du pont de Mariakerke	100,000	9. A l'installation d'un cabestan électrique à la porte de Damme, à Bruges.	15,000	Une somme de.	25,000	est nécessaire pour un subside à la ville de Gand (travaux du siphon de la Lieve) et		une autre, de	28,000	pour imprévus		(Après réduction par amendement) 213,000
1. A la construction de la superstructure du pont-levant de Mariakerke, fr.	123,000																											
2. Au remplacement du pont du Romarin, à Gand, par un pont fixe.	500,000																											
3. A la reconstruction du pont de la rue Wondelgem, à Gand.	1,200,000																											
4. A la reconstruction du pont de Bierstal (quotité non recouvrable).	50,000																											
5. A l'acquisition d'un terrain en vue de l'établissement d'un baraquement pour les pontiers de Stalhille	12,000																											
6. A l'équipement électro-mécanique du pont de Bierstal	100,000																											
7. A l'équipement électro-mécanique du pont de Tolhuis	120,000																											
8. A l'équipement électro-mécanique du pont de Mariakerke	100,000																											
9. A l'installation d'un cabestan électrique à la porte de Damme, à Bruges.	15,000																											
Une somme de.	25,000																											
est nécessaire pour un subside à la ville de Gand (travaux du siphon de la Lieve) et																												
une autre, de	28,000																											
pour imprévus																												
64	<i>Construction d'une cale sèche à Langerbrugge : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 3,000,000 de francs. Cette somme est destinée, notamment, à la construction d'une cale sèche à Langerbrugge (deuxième tranche d'une dépense totale estimée à 20 millions de francs).	(Article supprimé)																										
65	<i>Rupel : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 310,000 francs. Ce crédit sera utilisé notamment pour : <table><tr><td>1. Les travaux complémentaires à effectuer au Rupel entre Wintham et son embouchure</td><td>60,000</td></tr><tr><td>2. Le balisage lumineux de la partie inférieure du Rupel entre Wintham et son embouchure</td><td>90,000</td></tr><tr><td>3. Les travaux de reconstruction du perré du môle situé à l'embouchure Rupel</td><td>100,000</td></tr><tr><td>4. Le balisage de l'embouchure du Rupel.</td><td>60,000</td></tr></table>	1. Les travaux complémentaires à effectuer au Rupel entre Wintham et son embouchure	60,000	2. Le balisage lumineux de la partie inférieure du Rupel entre Wintham et son embouchure	90,000	3. Les travaux de reconstruction du perré du môle situé à l'embouchure Rupel	100,000	4. Le balisage de l'embouchure du Rupel.	60,000	(Après réduction par amendement) 210,000																		
1. Les travaux complémentaires à effectuer au Rupel entre Wintham et son embouchure	60,000																											
2. Le balisage lumineux de la partie inférieure du Rupel entre Wintham et son embouchure	90,000																											
3. Les travaux de reconstruction du perré du môle situé à l'embouchure Rupel	100,000																											
4. Le balisage de l'embouchure du Rupel.	60,000																											
66	<i>Dendre : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 2,500,000 francs. A l'aide de ce crédit, on poursuivra, notamment, les travaux d'amélioration de la Dendre, entre l'aval d'Alost et Termonde, ainsi que dans la traverse de cette dernière ville (travaux entamés)	2,500,000																										
67	<i>Durme : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 133,000 francs. Ce crédit servira principalement à l'acquisition de terrains en vue de la reconstruction du pont de Waesmunster.	133,000																										
(1) Les crédits de cette colonne sont ceux qui figurent au projet de budget, et ont été postérieurement réduits par amendement.																												

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable de la dépense.
pour 1923.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
»	Nouvelle entreprise.		»	123,000
»	Id.		»	500,000
»	Id.		»	1,200,000
»	Id.		»	50,000
»	Nouveau.		»	12,000
»	Nouvelle entreprise.		»	100,000
»	Id.		»	120,000
»	Id.		»	100,000
15,000	Id.		Travaux non adjugés en 1923.	15,000
Néant.	Néant.	Néant.	»	23,000
10,000	»	»	»	»
500,000	Néant.	2,210. 38	»	20,000,000
»	Nouvelle entreprise.		»	60,000
»	Id.		»	90,000
»	Id.		»	100,000
»	Id.		»	60,000
500,000	1,848,458	1,825,980.07	1/20	25,000,000
»	Nouveau.		»	155,000

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
	(1)	
68	<i>Canal de Roulers à la Lys : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 10,000 francs. Cette somme est destinée, entre autres, à la mise à section normale du canal (frais d'études).	10,000
69	<i>Canal de Roulers à la mer : construction d'un bassin à Roulers, frais d'études, acquisition de terrains.</i> Crédit demandé : 125,000 francs. Ce crédit servira à la construction d'un bassin à Roulers, aux études et sondages, ainsi qu'aux acquisitions de terrains.	125,000
70	<i>Canal de Burght à Saint-Gilles (Waes) : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 1,000,000 de francs. Ce crédit est destiné aux travaux d'établissement d'un canal partant de l'Escaut en aval de Burght, et se raccordant au canal de Gand à Terneuzen, avec embranchement vers Saint-Nicolas (2^e tranche d'une dépense totale évaluée à 42,000,000 de francs).	(Après réduction par amendement à :) 50,000
71	<i>Canal de Bruxelles au Rupel : études et travaux.</i> Crédit demandé : 50,000 francs. Ce crédit est sollicité pour faire face aux imprévus, aux dépenses que nécessitent les terrains domaniaux existant le long du canal, aux frais d'études et de contrôle afférents aux travaux restant à exécuter et à ceux projetés, etc.	(Après réduction par amendement à :) 20,000
72	<i>Installations maritimes d'Anvers : études, expropriations, travaux et dragages.</i> Crédit demandé : 58,150,000. Ce crédit est nécessaire pour l'exécution des travaux détaillés ci-après : a) Construction, au Kruisschans, d'une écluse maritime et de son chenal d'accès (3^e tranche d'une dépense totale estimée à fr. 43,358,221.78) . . . 23,000,000 b) Construction de la partie du canal maritime comprise entre la tête amont de l'écluse du Kruisschans et la digue de Wilmarndonck . . . 3,000,000 c) Construction d'un canal maritime et de murs de quai au Nord d'Anvers, entre la digue de Wilmarndonck et les bassins existants (3^e tranche d'une dépense totale estimée à fr. 58,156,425.83) . . . 45,000,000 d) Goulet de raccordement entre le canal maritime et les darses existantes (2^e tranche d'une dépense évaluée à 45,000,000 de francs) . . . 11,000,000 e) Travaux de dérivation des Schijns au Nord d'Anvers, y compris le syphon sous le canal de jonction de la Meuse à l'Escaut (2^e tranche d'une dépense estimée à 22,000,000 de francs) . . . 700,000 f) Travaux de dragage en vue de l'amélioration du régime du fleuve (continuation des travaux) . . . 3,000,000 g) Travaux de dévasement de l'embarcadère flottant de St^e-Anne . . . 75,000 h) Fourniture d'une grue roulante pour le service du hangar métallique, à St^e-Anne. . . 75,000 i) Dépenses diverses . . . 300,000	(Porté par amendement à :) 59,700,000
	(1) Les crédits de cette colonne sont ceux qui figurent au projet du budget, et ont été postérieurement réduits ou augmentés par amendement.	

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1925.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1925.	Montant probable de la dépense.
pour 1925.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
10,000	4,000	10,000 » E	»	20,000 »
»	Nouvelle entreprise.			125,000 »
1,000,000	Néant.	2,000 »		42,000,000 »
100,000	»	42,750.70	»	»
10,000,000	12,000,000	21,556,852.26	2,54 p. c.	45,556,211.76
»	Nouvelle entreprise.		»	3,000,000 »
10,000,000	5,200,000	3,702,484.09	7,5 p. c.	58,556,425 »
3,000,000	Néant.	2,761.70	Néant.	45,000,000 »
7,700,000	Id.	59,216.51	5 0/00	22,000,000 »
4,000,000	3,400,000	7,157,790.35	»	Indéterminé.
735,000	470,000	650,115.50	1/2	1,205,000 »
»	Nouveau.		»	75,000 »
7,000	»	»	»	»

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.														
	(1)															
73	<i>Travaux de démolition et de reconstruction du mur sud du chenal d'accès à l'écluse maritime du Kattendijk.</i> Crédit demandé : 3,500,000 francs. Les travaux en question sont nécessités par l'accident survenu récemment au mur du Sud du chenal d'accès à l'écluse maritime du Kattendijk, qui a entraîné le déplacement de ce mur vers l'axe du chenal. Ils consistent dans la démolition complète de l'ancien mur et sa reconstruction suivant l'alignement primitif. Ils seront l'objet d'une adjudication-concours. Ces travaux sont extrêmement urgents, la navigation par l'écluse étant entravée et même empêchée pour certaines catégories de navires. La dépense totale est estimée à 3,500,000 francs.	3,500,000														
74	<i>Canal de dérivation de la Lys : études, expropriations et travaux. — Subsidés.</i> Crédit demandé : 1,215,000 francs. Ce crédit servira notamment, à : <table><tr><td>1. Allouer un subside à la ville d'Eecloo pour la construction d'égouts</td><td>210,000</td></tr><tr><td>2. La reconstruction du pont de Deynze (quotité non recouvrable).</td><td>45,000</td></tr><tr><td>3. a) La reconstruction du pont de Nevele (acquisitions en cours)</td><td>360,000</td></tr><tr><td> b) La reconstruction du pont de Nevele (quotité non recouvrable) : travaux</td><td>200,000</td></tr><tr><td>4. a) La reconstruction du pont de Meerendré (acquisitions en cours).</td><td>120,000</td></tr><tr><td> b) La reconstruction du pont de Meerendré (travaux).</td><td>180,000</td></tr><tr><td>5. Parer aux imprévus</td><td>100,000</td></tr></table>	1. Allouer un subside à la ville d'Eecloo pour la construction d'égouts	210,000	2. La reconstruction du pont de Deynze (quotité non recouvrable).	45,000	3. a) La reconstruction du pont de Nevele (acquisitions en cours)	360,000	b) La reconstruction du pont de Nevele (quotité non recouvrable) : travaux	200,000	4. a) La reconstruction du pont de Meerendré (acquisitions en cours).	120,000	b) La reconstruction du pont de Meerendré (travaux).	180,000	5. Parer aux imprévus	100,000	(Après réduction par amendement :)
1. Allouer un subside à la ville d'Eecloo pour la construction d'égouts	210,000															
2. La reconstruction du pont de Deynze (quotité non recouvrable).	45,000															
3. a) La reconstruction du pont de Nevele (acquisitions en cours)	360,000															
b) La reconstruction du pont de Nevele (quotité non recouvrable) : travaux	200,000															
4. a) La reconstruction du pont de Meerendré (acquisitions en cours).	120,000															
b) La reconstruction du pont de Meerendré (travaux).	180,000															
5. Parer aux imprévus	100,000															
75	<i>Canal de Selzaete à la mer : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 25,000 francs. Cette somme est destinée à la reconstruction du pont de Steenenschuur (quotité non recouvrable)	Article supprimé														
76	<i>Canal d'Ypres à l'Yser : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 180.000 francs. Ce crédit est nécessaire pour : <table><tr><td>1. La rectification du canal à Driegrachten et la transformation des ponts de Driegrachten et Steenstraete en ouvrages fixes (quotité non recouvrable)</td><td>150,000</td></tr><tr><td>2. Les frais d'études et les opérations graphiques (en cours)</td><td>10,000</td></tr><tr><td>3. Imprévus.</td><td>20,000</td></tr></table>	1. La rectification du canal à Driegrachten et la transformation des ponts de Driegrachten et Steenstraete en ouvrages fixes (quotité non recouvrable)	150,000	2. Les frais d'études et les opérations graphiques (en cours)	10,000	3. Imprévus.	20,000	180,000								
1. La rectification du canal à Driegrachten et la transformation des ponts de Driegrachten et Steenstraete en ouvrages fixes (quotité non recouvrable)	150,000															
2. Les frais d'études et les opérations graphiques (en cours)	10,000															
3. Imprévus.	20,000															
(1) Les crédits de cette colonne sont ceux qui figurent au projet de budget, et ont été postérieurement réduits par amendement.																

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1923.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1923.	Montant probable de la dépense.
pour 1923.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
»	Nouvelle entreprise.		»	3,500,000
»	Nouveau.		»	210,000
»	Nouvelle entreprise.		»	45,000
300,000	Néant.	150,500	Négociations en cours.	660,000
»	Nouvelle entreprise.			
100,000	Néant.	60,654.20	Id.	300,000
»	Nouvelle entreprise.			
48,000	»	»	»	»
»	Nouvelle entreprise.		»	23,000
250,000	Néant.	Néant.	»	400,000
Néant.	9,000	9,000	60/100	10,000
»	»	»	»	»

Articl. s.	D SIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits.
	(1) <i>Port d'Ostende : études, expropriations et travaux. Construction d'un port de pêche.</i> Crédit demandé : 15,700,000 francs. Ce crédit est notamment destiné : 1. A la construction d'un port de pêche à Ostende (en cours d'exécution) fr. 13,500,000 2. A l'élargissement de la batterie de l'est-cade est 2,000,000 3. A l'installation d'une comutatrice à la sous-station 40,000 4. A l'installation d'une cloche de brume 55,000 5. A des imprévus 125,000 <i>Port de Blankenberghe : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 100,000 francs. Cette somme est destinée à la construction d'un nouveau port de pêche à l'ouest du chenal (première tranche d'une dépense totale évaluée à 4,500,000 francs) <i>Côte : études, expropriations et travaux.</i> Crédit demandé : 980,000 francs. Ce crédit sera employé notamment : 1. A l'amélioration du régime de l'estran (continuation des travaux). . . . fr. 700,000 2. A la construction d'une maison d'habitation pour le garde-surveillant de la côte d'Ostende 30,000 3. Aux travaux de construction et de parachèvement de la digue de mer entre Kuoocke et Duinberghe n(continuation des travaux) 100,000 4. A parer aux imprévus. 100,000 <i>Matériaux de l'État : achat, gestion, frais de dépôt et divers.</i> Crédit demandé : 187,000 francs. Le crédit prévu au projet de budget de 1923 ne pourra vraisemblablement pas être utilisé à cause des procès en cours	(Après réduction par amendement) : 13,680,000

Crédits votés		Dépenses engagées au 31 décembre 1925.	Degré d'avancement des travaux au 31 décembre 1925.	Montant probable de la dépense.
pour 1925.	antérieurement. (Depuis l'armistice.)			
10,000,000	6,500,000	11,245,746.46	23.5 p. c.	45 à 50 millions.
1,553,000	Crédit non employé.		»	2,000,000
»	Nouveau.		»	40,000
»	Id.		»	35,000
20,000	»	»	»	»
»	Nouvelle entreprise.		»	4,500,000
1,000,000	Néant.	579,878.46	45 p. c.	1,500,000
»	»	»	»	50,000
500,000	800,000	500,000 »	30 p. c.	1,800,000
»	»	»	»	»
»	»	»	»	»

ANNEXE IV.

Tableau des prévisions budgétaires relatives à l'occupation et à l'administration du Ruanda et de l'Urundi pour 1924. (Prévisions des dépenses pour 1924).

CHAPITRE I.

DÉPENSES COMMUNES AUX DEUX RÉSIDENCES.

SECTION I. — Administration Centrale.

ART. 1. — Personnel :

1 chef de service	fr. pour mémoire
2 chefs de bureau	»

ART. 2. — Matériel et fournitures de bureau. 10,000

ART. 3. — Frais de déplacements et divers 5,000

SECTION II. — Résidence générale.

ART. 4. — Personnel européen :

1 commissaire royal	fr. 37,500	
1 secrétaire	17,000	
1 secrétaire technique	16,000	
1 magistrat	29,000	
1 contrôleur des finances	22,500	
1 chef de bureau des finances	17,500	
1 médecin	32,000	
1 infirmier	15,000	
indemnité de vie chère	34,000	
indemnités familiales	1,000	
frais de représentation	6,000	
indemnité caisse du receveur	1,000	
frais de voyage	40,000	
traitement de congé	10,000	
	—————	278,500

ART. 5. — Personnel de couleur :

1 clerc.	fr. 2,000	
3 infirmiers	3,000	
10 plantons	2,400	
6 travailleurs agricoles	1,600	
	—————	9,000

ART. 6. — Matériel, mobilier, équipement du personnel de couleur 70,000

ART. 7. — Subsidés :

aux Missions catholiques pour collaboration à l'enseignement chez l'indigène	fr. 50,000	
aux Missions protestantes	25,000	
divers	5,000	
	—————	fr. 80,000

A reporter : 452,000

	Report.	452,500
ART. 8. — Dépenses non prévues		30,000

SECTION III. — *Bases de Kigoma et Daressalam.*

ART. 9. — Personnel européen :		
1 contrôleur des douanes.	22,000	
1 vérificateur des douanes	15,000	
indemnité familiale	1,000	
frais de séjour à l'étranger	32,000	
frais de voyage	10,000	
		80,000
ART. 10. — Personnel de couleur de la base de Kigoma (salaires et nourriture)		10,000
ART. 11. — Matériel, mobilier et équipements		25,000
ART. 12. — Redevance à la Base de Daressalam		200,000

SECTION IV. — *Service postal et télégraphique.*

ART. 13. — Personnel européen :		
1 percepteur des postes	16,000	
Indemnité de vie chère	4,300	
frais de voyage	10,000	
		30,300
ART. 14. — Personnel de couleur (salaires et nourriture).		3,000
ART. 15. — Matériel, mobilier, équipements, etc.		5,000
ART. 16. — Bonifications aux services étrangers		10,000
ART. 17. — Rémunération au Service de la T. S. F. pour l'exploitation des postes de Kigoma et Usumbura		100,000

SECTION V. — *Laboratoire, Ecoles.*

ART. 18. — Laboratoire vétérinaire :		
Personnel européen :		
1 directeur. fr.	40,000	
1 vétérinaire (adjoint)	22,000	
1 assistant de laboratoire	15,000	
Indemnités de vie chère	13,000	
Indemnités familiales	1,000	
Frais de voyage	40,000	
		151,000
ART. 19. — Laboratoire vétérinaire:		
Personnel de couleur		10,000
ART. 20. — Laboratoire vétérinaire :		
Matériel, mobilier, bétail d'expé- rience, etc		59,000
ART. 21. — Ecole vétérinaire :		
Allocations au personnel de couleur, aux élèves, achat de matériel, etc.		25,000
	A reporter.	1,170,800

	Report :	1,170,800
ART. 22. — Ecole des assistants médicaux indigènes :		
Personnel européen :		
1 médecin-directeur (traitement, indemnités, et divers)		54,000
ART. 23. — Ecole des assistants médicaux indigènes :		
Allocations au personnel de couleur et achat de matériel et divers		23,000
ART. 24. — Ecole pratique d'Agriculture :		
Allocations au personnel de couleur et achat de matériel et divers		10,000

CHAPITRE II.

RÉSIDENTE DE L'URUNDI.

ART. 25. — Personnel européen :		
1 résident	26,000	
1 secrétaire	14,000	
1 médecin	32,000	
1 infirmier	14,000	
1 vétérinaire	20,000	
1 adjoint au vétérinaire	12,500	
1 agronome	20,000	
1 conducteur de travaux	15,000	
5 administrateurs territoriaux	103,000	
6 agents territoriaux	81,000	
Indemnités vie chère.	81,000	
Indemnités familiales	5,000	
Frais de voyage	70,000	
Traitements de congé	40,000	
	-----	538,500
ART. 26. — Personnel de couleur :		
a) allocations diverses au personnel de couleur fr.	93,000	
b) ristournes aux chefs indigènes sur le produit de l'impôt de capitation	100,000	
	-----	195,000
ART. 27. — Matériel, mobilier, médicaments, équipements et divers fr.		80,000
ART. 28. — Enseignement dans l'Urundi :		
Traitements et indemnités de l'instituteur et dépenses diverses fr.		41,000
ART. 29. — Prisons de l'Urundi, dépenses diverses fr.		15,000

	A reporter :	2,109,300

CHAPITRE III.

RÉSIDENCE DU RUANDA.

		Report :	2,109,300
ART. 30. — Personnel européen :			
1 résident	fr.	26,000	
1 secrétaire		14,000	
1 médecin		32,000	
1 infirmier		14,000	
1 vétérinaire		20,000	
1 adjoint au vétérinaire.		13,000	
1 agronome		20,000	
1 conducteur de travaux		15,000	
4 administrateurs territoriaux		76,000	
7 agents territoriaux		112,000	
indemnités vie chère		81,000	
indemnités familiales		3,000	
frais de voyage		60,000	
traitements de congé		50,000	
			516,000
ART. 31 — Personnel de couleur :			
a) allocations diverses au personnel de couleur	fr.	63,000	
b.) ristournes aux chefs indigènes sur le produit de l'impôt de capitation		50,000	
			113,000
ART. 32. — Enseignement dans le Ruanda :			
Traitement et indemnités de l'instituteur et dépenses diverses	fr.	23,000	
ART. 33. — Matériel, mobilier, médicaments, équipements et divers			
	fr.	40,000	
ART. 34. — Prisons du Ruanda :			
Dépenses diverses	fr.	9,000	

CHAPITRE IV.

FORCE PUBLIQUE.

ART. 35. — Personnel européen :			
3 officiers	fr.	62,000	
4 sous-officiers		50,000	
Indemnités vie chère		30,000	
Indemnités familiales		2,400	
Frais de voyage		25,000	
			169,400
ART. 36. — Personnel de couleur :			
Soldes et allocations	fr.	250,000	
ART. 37. — Matériel, munitions, équipements			
		152,000	
			3,383,700
		A reporter :	

CHAPITRE VI.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

	Report.	3,583,700
ART. 38. — Travaux publics :		
a) aménagement des postes fr.	100,000	
b) construction de routes	100,000	
c) construction d'écoles et d'hôpitaux	55,000	
d) divers	40,000	
		295,000
ART. 39. — Amélioration des postes de T.S.F. fr.	60,000	
ART. 40. — Mission de délimitation des nouveaux territoires fr.	200,000	
Total des dépenses prévues fr.		3,936,700

PRÉVISIONS DES RECETTES POUR 1921.

ART. 1. — Recettes douanières :		
a) Droits d'entrée fr.	375,000	
b) Droits de sortie	125,000	
c) Droits de statistique	5,000	
d) Droits de magasin	50,000	
e) Produits autres des douanes	10,000	
		565,000
ART. 2. — Impositions directes et personnelles :		
a) Impôt sur l'exercice d'une profession.	44,000	
b) Taxe d'ouverture de magasin	8,500	
c) Impôt sur la valeur locative des habi- tations	55,400	
d) Impôt sur le revenu	12,700	
e) Impôt sur le personnel domestique	8,800	
		107,200
ART. 3. — Impôt indigène		1,500,000
ART. 4. — Recettes postales et télégraphiques		46,000
ART. 5. — Vente et location de terres et d'immeubles		47,000
ART. 6. — Permis de chasse et port d'armes		2,500
ART. 7. — Recettes judiciaires		5,500
ART. 8. — Droits de chancellerie		800
ART. 9. — Recettes diverses et accidentelles :		
a) Vente de peaux et produits de l'agriculture fr.	6,000	
b) Recettes du laboratoire vétérinaire de Kisenyi	20,000	
c) Subvention du Gouvernement de la Colonie pour le laboratoire vétéri- naire de Kisenyi	112,500	
A reporter.	158,500	2,271,800

Report. . .	138,800	2,271,800
d) Subvention du Gouvernement de la Colonie pour participation dans les dépenses occasionnées par la base de Daressalam	75,000	
e) Subvention du Département des Affaires Etrangères de Belgique pour participation dans les dépenses occasionnées par la Base de Dares- salam	75,000	
Recettes autres	176,400	
		464,900
ART. 10. — Subvention accordée par la Belgique .		1,200,000
. fr.		
Total des recettes prévues fr.		3,936,700

**Note relative aux travaux en cours dans la Colonie
et exécutés sur les crédits prévus aux Budgets Extraordinaires
de cette année et des années précédentes.**

I. — Chemin de fer Matadi-Léopoldville ; participation de la Colonie à l'augmentation du capital de la Compagnie en vue de la transformation de la ligne.

La Colonie a souscrit 20,000 actions ordinaires, 1922, de 500 francs, soit 10 millions de francs, dans le nouveau capital de la Compagnie, et elle s'est engagée en outre à souscrire le capital-obligations à émettre par la Compagnie dans ce but.

Ces engagements ont été ratifiés par la loi du 30 juin 1922 (*Moniteur* du 4 août 1922).

La reconstruction du chemin de fer de Matadi à Léo est entamée.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX.

Travaux de reconstruction.

Les travaux en amont et en aval de Thysville ont été adjugés le 31 juillet 1923, pour une somme approximative de 30,000,000 de francs. Ils portent sur environ 270 kilomètres qui doivent être achevés en trente-six mois à partir du 1^{er} octobre 1923.

De son côté, la Compagnie a commencé les travaux qu'elle doit exécuter elle-même en régie. Ces travaux s'exécuteront sans interruption du service normal.

Électrification.

Le Congo et ses affluents présentent entre Léopoldville et Matadi, dans la région même parcourue par le chemin de fer, une série de cataractes.

L'idée d'utiliser ces forces hydrauliques à la traction par fer se présente naturellement à l'esprit, mais elle n'est susceptible de réalisation pratique que si le problème du coût de l'électrification, en rapport avec le trafic acquis et à envisager, se trouve favorablement résolu.

En outre, la question comporte l'examen comparatif des différents modes de traction : vapeur ou électricité en rapport avec les différents profils (45 p. m., 25 p. m., 17 p. m., 12 p. m.) à envisager.

Des études approfondies ont été poursuivies par la Compagnie.

Il ressort de ces études, qu'à partir d'un trafic annuel de 168,000 tonnes, l'exploitation électrique ferait réaliser de sérieuses économies sur l'exploitation à la vapeur.

Il a été tenu compte, dans ces calculs, des frais d'exploitation et des charges financières.

L'électrification est estimée à 50,000,000 de francs environ. Mais la traction électrique permet d'adopter des rampes plus fortes et, dans ces conditions, la transformation du tracé à rampes à 17 p. m., qui ne peuvent être dépassées en traction à la vapeur, pourra être faite plus économiquement en adoptant, à certains endroits, des rampes de 25 p. m. utilisables en traction électrique. Il sera, de ce chef, possible de réduire sensiblement les dépenses pour l'ensemble de ce travail. La dépense est estimée à 180,000,000 de francs, y compris la mise de la voie à l'écartement normal de 1.06 mètre.

A partir de 168,000 tonnes, l'économie résultant de l'électrification de la ligne va en croissant au fur et à mesure du développement du trafic.

Pour un trafic de 250,000 tonnes, cette économie s'élèverait	1,600,000 francs ;
— — 500,000 de tonnes, — —	6,000,000 de fr. ;
— — 1,000,000 — — — —	15,000,000 —

Ces calculs ont été faits dans les conditions actuelles du marché du charbon. Si celui-ci revenait à son prix d'avant-guerre, les bénéfices seraient encore raisonnables, mais le point critique serait reporté plus haut. Il faudrait alors un trafic annuel de 350,000 tonnes environ pour que les avantages de l'électrification compensent la charge financière que ces installations hydro-électriques entraîneront.

Comme le trafic probable est de 500,000 tonnes, les avantages vont à l'électrification, quelle que soit la situation du marché des charbons.

Après avoir mûrement examiné la question, le Gouvernement est d'avis que l'électrification s'impose. C'est la solution qui donne à la ligne une capacité pratiquement illimitée et solutionne un grand problème dans un esprit large et dans un sens définitif.

En dehors des avantages dans l'ordre des transports, elle permet d'envisager d'importants développements industriels et même agricoles, dans une région rapprochée de l'Océan.

Ce vaste problème de la transformation et de la modernisation de la ligne de chemin de fer, qui commande la majeure partie du commerce de la Colonie, se trouve ainsi entré dans la voie d'une réalisation de grande envergure.

II. — Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands-Lacs Africains.

La Colonie a accordé sa garantie d'intérêt et d'amortissement à l'émission d'un capital obligataire de 75,000,000 francs.

AVANCEMENT DES TRAVAUX.

Lignes existantes.

La Compagnie a apporté des améliorations considérables au matériel roulant et au matériel fluvial des tronçons déjà en exploitation.

En dehors des envois des années antérieures, elle a commandé et expédié en Afrique au cours de 1923 du matériel et de l'outillage divers pour 6,500,000 frs.

*Ligne nouvelle.***CHEMINS DE FER CONGO VERS NEPOKO-KILO.**

Les missions d'études envoyées sur place, pour le tracé de ce chemin de fer, ont remis leurs rapports.

Trois reconnaissances ont été confiées à ces missions et effectuées : l'une opérant par le nord, au départ de Buta, les deux autres opérant par le sud, en partant de Stanleyville vers les directions Medje-Nepoko-Kilo et Avakubi-Wamba-Kilo.

Il résulte des rapports que le tracé ne présentera pas de grandes difficultés jusqu'au Nepoko, mais que les difficultés d'établissement de la ligne se rencontreront du Nepoko à Kilo.

III. — Chemin de fer vicinal du Mayumbe : amélioration et équipement de la voie, acquisition de matériel roulant. Aménagement du port de Boma.

Le matériel en service sur la voie s'était révélé insuffisant ; la Colonie a commandé afin de le compléter 25 wagons de 10 tonnes, 4 locomotives Garrat, 4 autres locomotives, 1 voiture pour voyageurs, 12 wagons fermés, 16 wagons anglais, 42 wagons plats, 1 draisine et quantité d'autre outillage de moindre importance.

Les dépenses payées à ce jour par la Colonie, de ce chef, s'élèvent à environ 1,800,000 francs.

IV. — Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (section Bukama-Kasai).

La Colonie a consenti pendant les années 1921-1922 pour 42,437,341 francs d'avances au fonds de construction, géré par la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, pour le parachèvement et l'outillage de la ligne du chemin de fer du Katanga.

Les dépenses envisagées pour 1924 sont de l'ordre de 80 à 85 millions.

ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX.

La ligne du chemin de fer partira de Bukama, station sur le chemin de fer du Katanga et aboutira à Ilebo situé sur le Kasai.

Les travaux pour la construction de la ligne se poursuivent à la fois par le nord, à Ilebo, et par le sud au départ de Bukama.

Pour activer les travaux, un vaste chantier a été ouvert à Mueka, à environ 200 kilomètres d'Ilebo, de telle sorte que les travaux se développent actuellement au départ de trois centres techniques importants.

Division Nord.

La division nord s'occupe de la création du port d'Ilebo et de la construction de la ligne à partir de ce point.

Les travaux du port consistent en la construction d'un appontement de 60 mètres de long, des terrassements d'une plateforme pour les voies d'accès à

l'appontement et de toutes les installations de tête de lignes, habitations, gares, ateliers, magasins.

Tout le matériel nécessaire à ces travaux est sur place, notamment des chalands de 22 tonnes, une grue à vapeur de 5 tonnes et une bigue de 10 tonnes.

L'appontement est en voie d'exécution; les terrassements de la plate-forme, évalués à 200,000 mètres cubes de remblais, sont en cours d'exécution. Une pelle à vapeur sera en action dans le courant d'octobre.

Des magasins et habitations nécessaires aux premiers effectifs de personnel sont terminés.

La charpente métallique des ateliers est en montage, les machines-outils, la scierie à vapeur sont sur place.

TRAVAUX DE LA LIGNE AU NORD.

Ils s'échelonnent actuellement sur environ 200 kilomètres entre Ilebo et Mueka dans la forêt tropicale, où on ne trouvait ni vivres ni main-d'œuvre.

Toutes les difficultés inhérentes à cette situation ont été vaincues et les travaux entamés en plusieurs endroits avancent rapidement.

Ouvrages d'art.

La sortie de la vallée du Kasai comporte des terrassements importants, mais peu d'ouvrages d'art.

Le matériel roulant Decauville nécessaire à l'exécution des travaux est à pied d'œuvre.

Le matériel de voie définitif, en proportion de l'avancement des travaux des terrassements, est actuellement sur place.

Chantier de Mueka.

D'importants effectifs de main-d'œuvre y sont préparés aux travaux de chemin de fer avant d'être dirigés sur d'autres points de la ligne.

Personnel blanc.

Il comportait pour la division Nord, à la date du 1^{er} octobre 1923, 33 agents dont 1 médecin répartis comme suit : 4 au service central, 12 aux études et 17 aux travaux.

Personnel noir et ravitaillement.

Le recrutement de la main-d'œuvre et des vivres indigènes s'est notablement amélioré.

En plus des indigènes chargés des déboisements, les effectifs s'élevaient, à fin juillet, à 3,000 noirs, répartis entre les travaux du port d'Ilebo et entre les sections d'Ilebo et de Mueka.

Division Sud.

Port et gare de Bukama.

Le passage du Lualaba exige le déplacement de la gare du chemin de fer du Katanga, qui deviendra commune au chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, et certaines modifications au port de Bukama.

Les travaux de la transformation de la gare et des installations du port, sont en cours. Ils exigent des terrassements évalués à 130,000 mètres cubes en remblais dont le tiers était exécuté au 1^{er} octobre 1923.

Pont sur le Lualaba.

Portée: 250 mètres en quatre travées. On va entreprendre l'exécution des rampes d'accès et des culées, puis après, le montage du pont provisoire qui assurera les transports au début et servira au montage du pont définitif.

Tous les approvisionnements relatifs à ces travaux sont sur place ou en cours de route.

Travaux de la ligne.

Ils s'étendent actuellement sur une trentaine de kilomètres au départ de Bukama.

Infrastructure.

Elle comportent d'importants terrassements d'autant plus difficiles que la nature du terrain y est rocheuse.

De nombreux ouvrages d'art (buses, aqueducs voûtés et ponts) sont prévus.

Matériel fixe et roulant.

Il a été réuni à Bukama 22 kilomètres et demi de voies normales, 2 locomotives de travaux à voie normale et du matériel Decauville.

On trouvera sur place des wagons nécessaires aux travaux et transports de matériel.

Personnel blanc.

Il comprend 28 agents dont 3 au service central, 12 aux études et 13 aux travaux.

Personnel noir et ravitaillement.

Le personnel noir occupé comporte environ 2,500 travailleurs.

S'il est possible de conserver à l'exécution des travaux l'impulsion donnée, on peut envisager que la ligne de chemin de fer comportant plus de 1,000 kilomètres dans un pays primitif, traversant des forêts denses, sera construite dans un délai de quatre à cinq ans.

V. — Voies navigables. — Travaux hydrauliques.

Balisage. — Matériel de dragage, amélioration, construction et outillage des ports fluviaux. Aménagement des voies navigables. Port de Kinshasa.

BALISAGE.

La Colonie a expédié quantité de matériel nécessaire au balisage et au dragage, notamment une drague suceuse, deux remorqueurs, des chalands, barges, baleinières, etc.

Indépendamment des dépenses effectuées en Afrique et non encore dépouillées, la Colonie a payé de ce chef de 1921 à 1923, environ 6,700,000 francs.

PORT DE KINSHASA.

Une mission a été envoyée sur place pour établir les plans de la transformation du port de Kinshasa.

L'adjudication de ces travaux a eu lieu le 23 juin 1923 et a été accordée à la Société de Gobertange pour le prix de fr. 7,938,664.79.

Les envois de matériel et de personnel et la mise en marche des travaux se poursuivent normalement.

La mise en adjudication des hangars, la commande des grues, l'équipement électrique du nouveau port se poursuivent de concert.

BAS-CONGO. PASSE NISOT.

Une nouvelle passe a été créée et ouverte à la navigation au large de Fetish Rock.

VI. — Programme routier.

La Colonie a dépensé à ce jour plus de 4,550,000 francs indépendamment des dépenses d'Afrique qui n'ont pu encore être ventilées.

D'après les derniers renseignements en possession du Département, il a été affecté en 1922 et 1923 près de 8,000,000 de francs pour l'engagement de dépenses concernant le programme routier.

Ces crédits ont permis de construire ou d'améliorer les routes suivantes :

Les routes de la province du Congo-Kasai pour . fr.	530,640
— — — de l'Équateur . . . »	350,000
— — — Orientale »	3,403,900
— du district de l'Ituri »	1,339,322
— de la province du Katanga »	2,317,700

détaillées ci-après :

PROVINCE CONGO-KASAI.

Routes dans les districts du Bas et Moyen-Congo, du Sankuru et du Kasai.

En 1922 : 94,940

En 1923 : 435,700

Total . . . fr. 530,640

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR.

Route Coquilhatville-Wendji, route Libenge-Banzyville, assèchement des marais.

En 1922 : 150,000

En 1923 : 200,000

Total . . . fr. 350,000

PROVINCE ORIENTALE.

Routes Stanleyville-Bafwaboli, Bambili-Est, Wambo-Nord, Faradje-Dungu-Niangara, Irumu-Mambassa-Penghe, Buta-Djambo-Aketi, Bondo-Likati, Zobia-Titule.

Aménagements préliminaires : route Mongo-Bende-Wamba-Gombari-Kirundi-Kivu-Kindu-Kataka, pistes cyclables Stanleyville-Buta-Yangambi-Niangwe-Wamasu.

Achat de matériel roulant : 3 rouleaux compresseurs, 1 auto Ford et remorque, 5 camions, 3 tracteurs (voitures Ford), 5 camions de 2 tonnes et 12 remorques, 6 tracteurs avec remorques.

En 1922 : 1,158,000;

En 1923 : 2,245,900.

Total fr. 3,403,900.

Dans l'Ituri. — Les routes Irumu-Bunia-Kilo-Kasenye ont été continuées et mis en état d'assurer le trafic de la région minière.

En 1922 : 562,944 »

En 1923 : 776,378 »

Total fr. 1,339,322 »

Dans la zone des mines de Kilo-Moto la Régie Industrielle a la charge de la création des routes et pistes nécessaires à son industrie. D'importants travaux ont été réalisés par ses soins.

PROVINCE DU KATANGA.

Haut Luapula. — Route de la Kafubu à Elisabethville et de l'Etoile du Congo.

Routes agricoles.

Pistes carrossables : Tshiensenda-Shiniema-Kiwalo, Bunkeya-Sampwe, Binga-Lukafu.

Lulua : Piste : Tshilongo-Kayoyo vers Dilolo;

Piste : Nasondole-Sakoko-Sandoa;

Route : Sokele-Kindu vers le B. C. K.

Lomani. — Mutombo-Mukulu à Kashilo, route Bukama-Djoko-Punda.

Tanganika-Moero. — Pistes Kongolo-Riunzu, Lubile-Kiambi, Kabolo-Kasinga, Goy-Kikondja-Bunda, Kulu-Kabalo, Pweto-Kempera, Lusako-Tanganyka.

En 1922 : 1,126,000;

En 1923 : 1,191,700.

Total fr. 2,317,700.

VII. — Travaux publics dans les centres urbains et quartiers indigènes, voirie, éclairage, distribution d'eau, etc.

En 1922 et 1923, les crédits affectés aux travaux d'hygiène se chiffrent à près de 17,000,000 se répartissant comme suit :

	En 1922.	En 1923.
<i>Congo-Kasai</i> fr.	6,351,520	1,800,700
<i>Équateur</i>	228,150	100,000
<i>Province Orientale</i>	1,948,250	425,000
<i>Katanga</i>	3,952,000	2,054,000
	<u>12,479,920</u>	<u>4,379,700</u>
	16,859,620	

et affectés aux travaux suivants :

	1922. —	1923. —	Totaux. —
<i>Distribution d'eau</i> : Boma, Matadi, Kinshasa, Kalina, Lokandu, Stanleyville, Likasi, Buta, Sakania, Luishia, Bukama	2,750,420	949,700	3,699,820
<i>Travaux de voiries-drainages-anti-malariens-égouts</i> : Kinshasa, Kalina, Stanleyville, Basoko, Elisabethville, Coquilhatville	4,625,900	1,800,000	6,425,900
<i>Cités indigènes</i> : Kinshasa, Coquilhatville, Elisabethville.	869,800	—	869,800
<i>Hôpitaux pour Blancs et Noirs, lazarets-maternités, etc.</i> : Kinshasa, Lusambo, Banana, Lisala, Libenge, Buta, Irumu, Nepoko, Rutshuru, Lokandu, Stanleyville, Elisabethville, Albertville	3,877,600	1,580,000	5,457,600
<i>Travaux d'hygiène divers</i> : Boma.	180,000	—	180,000
<i>Divers</i>	176,500	50,000	226,500
	12,479,920	4,379,700	16,859,620

ANNEXE VI.

*Liste des sociétés agréées et constituées, en formation ou en projet,
au 31 décembre 1923.*

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
ANVERS.					
1	De G. W. van het arrondissement Antwerpen, à Anvers.	Arrondissement d'Anvers.	6,759,600	520,000	104,000
2	Antwerpsche Maatschappij van G. W., à Anvers.	Anvers.	2,158,000	»	Cette société a fonctionné jusqu'à présent sans l'intervention de l'Etat.
3	Antwerpsche Maatschappij voor G. Huisvesting, à Anvers.	Anvers.	5,010,000	1,000,000	200,000
4	Coop. de locataires « Eenheid », à Anvers.	Agglomération anversoise.	1,200,000	240,000	48,000
5	Arendoncksche Maatschappij voor G. W.	Arendonck.	100,000	20,000	4,000
6	Berlaersche Welvaart à Berlaer.	Berlaer.	127,500	25,000	5,000
7	Gewestelijke Maatschappij van Boom en omliggende voor het bouwen van G. W., à Boom	Boometenvirons.	620,000	124,000	40,000 apport de terrains
8	Société coop. immobilière de Moll, à Bruxelles.	Moll.	410,000	25,000	5,000
9	De Nieuwe Wijk van Cappellen.	Cappellen.	100,000	35,000	7,000
10	Tuinwijk van Deurne.	Deurne.	451,000	90,000	18,000
11	De G. W. van Duffel.	Duffel.	255,000	50,000	10,000
12	Elgen Haard, à Herenthals.	Herenthals.	400,000	80,000	16,000
13	Maatschappij voor G. W. en Woonvertrekken van het kanton Heyst-op-den-Berg, à Heyst-op-den-Berg.	Heyst-op-den-Berg, Putte, Boischot, Itegem, Schrieck, Wiekevorst.	381,300	53,100	10,620
14	Maatschappij voor G. W., à Hoboken.	Hoboken.	860,600	169,000	33,800
15	De Mechelsche G. W., à Malines.	Malines.	1,000,000	200,000	40,000
16	Coopérative de locataires « De Vrije Woonst » à Malines.	Agglomération malinoise.	1,293,200	234,000	46,800

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
17.	Mollische Bouwmaatschappij voor G. W., à Moll.	Moll.	536,200	111,000	22,200.
18	Liersche Maatschappij voor G. W., à Lierre.	Lierre.	1,000,000	200,000	40,000.
19	De Nieuwe Wijk, à Raevelds.	Raevelds.	100,000	20,000	4,000
20	Zonnige Woningen, à St-Amand-lez-Puers.	St-Amand-lez-Puers.	84,200	16,800	3,360.
21	Plaatselijke maatschappij van G. W., à Terhaegen.	Terhaegen.	216,000	43,000	8,600
22	Turnhoutse Maatschappij voor G. W.	Turnhout.	1,000,000	200,000	40,000
23	Maatschappij tot oprichting van G. W., à Willebroeck.	Willebroeck.	161,000	32,000	6,400.
24	Helpt Elkander, à Wuestwezel.	Wuestwezel.	218,100	43,600	8,720
25	Plaatselijke Maatschappij tot het bouwen van G. W., à Schelle.	Schelle.	84,100	16,800	3,360
26	Gezellige Woningen, à Bornhem.	Bornhem.	298,500	59,500	11,900
27	Coop. de locataires « Unitas-Tuinwijk », à Anvers.	Anvers.	1,200,000	240,000	48,000
28	Beersche Maatschappij voor het bouwen van G. W.	Beersse.	100,000	20,000	4,000
			26,124,300	3,867,800	788,760
Augmentations de capital en 1923.			1,247,800	100,000	20,000
			27,372,100	3,967,800	808,760.

BRABANT.

29	Samenwerkende Maatschappij voor G. W., à Aerschot.	Aerschot.	278,600	55,700	11,140
30	Les Habitations et Logements à bon marché d'Auderghem.	Auderghem.	595,000	85,000	17,000
31	Le Foyer Anderlecht, à Anderlecht.	Anderlecht.	4,243,000	620,000	124,000

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
32	Coop. de locat. « La Cité Moderne, » à Berchem Sainte-Agathe.	Berchem-Sainte-Agathe.	1,939,900	400,000	80,000
33	L'Habitation Moderne, à Bousval.	Bousval.	250,000	50,000	10,000
34	Le Foyer Bruxellois. à Bruxelles.	Bruxelles.	21,118,000	2,000,000	400,000
35	Le Home des Infirmières, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	124,000	24,000	4,800
36	Coop. des locataires, « Les Foyers Collectifs », à Bruxelles.	Anderlecht.	500,000	100,000	20,000
37	Union sociale du Foyer de la Femme, à Brux.	Agglomération bruxelloise.	100,000	20,000	4,000
38	Soc. anom. des Habit. à bon marché de l'agglomération bruxelloise, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	1,720,000	80,000	16,000
39	Le Foyer du Mutilé, à Bruxelles.	Tout le pays.	600,000	120,000	24,000
40	Coop. de locataires « La Cité-Jardin du Kapelleveld », à Brux.	Woluwe-Saint-Lambert.	1,288,300	200,000	40,000
41	Les Homes Familiaux réunis, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	781,250	156,250	31,250
42	L'Habitation Moderne, à Court-Saint-Etienne.	Court-St-Etienne.	1,000,000	200,000	40,000
43	Dieghem-Uitbreiding, à Dieghem.	Dieghem.	208,700	41,700	8,340
44	Diest-Uitbreiding, à Diest.	Diest.	300,000	60,000	12,000
45	Le Foyer Etterbeekois, à Etterbeek.	Etterbeek.	1,800,000	360,000	72,000
46	Les Logements Economiques, à Etterbeek.	Agglomération bruxelloise.	300,000	60,000	12,000
47	Le Foyer Forestois, à Forest.	Forest.	3,150,000	575,000	115,000
48	Les Villas de Ganshoren.	Ganshoren.	300,000	52,000	10,400
49	G. W. van Grimberghen.	Grimberghen.	60,000	12,000	2,400
50	Soc. région. des Hab. à bon marché des cant. de Hal, Lennik-Saint-Quentin et Uccle, à Hal.	Hal, Leeuw-St-Pierre, Buysinghen, Lembecq, Rhode-St-Genèse, Ruysbroeck.	1,473,000	250,000	50,000

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
51	Coop. de locat. « Le Bon Logis », à Héverlé.	Héverlé- lez-Louvain.	429,000	75,000	15,000
52	Soc. coop. locale p ^r la construction d'hab. à bon m. de Huyssinghen.	Huyssinghen.	205,500	44,000	8,800
53	Soc. des habit. à bon marché d'Ixelles.	Ixelles.	923,000	200,000	40,000
54	Coopér. de locataires « Le Logis », à Ixelles.	Watermael- Boitsfort.	976,000	346,500	69,300
55	Le Foyer Jettois, à Jette-Saint-Pierre.	Jette-St-Pierre.	700,000	100,000	20,000
56	Coop. de locat. « Le Home », à Ganshoren.	Laeken- Ganshoren.	965,000	129,500	25,900
57	Le Foyer Koekelberg, à Koekelberg.	Koekelberg.	600,000	120,000	24,000
58	Le Foyer Victoria, à Koekelberg.	Koekelberg.	250,000	10,000	2,000
59	Le Foyer Laekenois, à Laeken.	Laeken.	6,129,000	975,000	195,000
60	De Liedekerksche Haard, à Liedekerke.	Liedekerke.	100,000	20,000	4,000
61	Soc. Coop. des Hab. et Log. à bon marché, de Louvain.	Louvain.	655,000	160,000	32,000
62	Les Habitations à bon marché de Machelen.	Machelen.	500,000	100,000	20,000
63	Soc. anon. des Hab. à bon marché de Molenbeek-Saint-Jean.	Molenbeek-Saint-Jean.	2,421,000	403,000	80,600
64	Soc. coop. région. des Hab. à bon marché de Nivelles.	Nivelles, Braine-l'Alleud, Waterloo, Braine-le-Château, Quenast, Baulers.	1,496,400	309,000	61,800
65	Ieder zijn Huisje, à Pamel.	Pamel.	311,000	62,000	12,400
66	Le Foyer Saint-Gillois, à Saint-Gilles-lez-Brux.	Saint-Gilles- lez-Bruxelles.	1,371,000	273,000	54,600
67	Soc. anon. des Habit. à bon marché de Saint-Josse-ten-Noode.	Saint-Josse- ten-Noode.	300,000	20,000	4,000
68	Saventhem - Extensions, à Saventhem.	Saventhem.	1,001,500	200,000	40,000
69	Le Foyer Schaerbeek, à Schaerbeek.	Schaerbeek.	2,930,000	350,000	70,000

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
70	De G. W. van Steynockerzeel, Humelghem, Wambeek, à Steynockerzeel.	Steynockerzeel, Humelghem, Wambeek.	132,600	33,900	7,180
71	Soc. anonyme pour la construct., l'hab. et le log. des hab. à bon m. de Tirlemont.	Tirlemont.	700,000	100,000	20,000
72	Soc. Uccloise de construction d'hab. à bon marché, à Uccle.	Uccle.	1,000,000	206,500	41,300
73	Le Foyer Vilvordien, à Vilvorde.	Vilvorde.	1,500,000	300,000	60,000
74	Hab. et log. à bon m. de Watermael-Boitsfort.	Watermael-Boitsfort.	200,000	20,000	4,000
75	Coop. de locataires « Floréal », à Watermael-Boitsfort.	Watermael-Boitsfort.	1,942,700	380,100	77,620
76	Erf en Haard, à Wemmel.	Wemmel.	170,000	33,500	6,700
77	Soc. de construction d'hab. à bon marché de Woluwe-St-Pierre.	Woluwe-St-Pierre	706,500	141,000	28,200
78	Soc. anon. des hab. à b. m. de Woluwe-St-Lambert.	Woluwe-St-Lam.	500,000	100,000	20,000
79	De G. W. van Assche	Assche.	103,000	21,000	4,200
80	Elk zijn Huis, à Tervueren.	Tervueren.	100,000	20,000	4,000
81	Onze Toevlucht, à Louvain.	Louvain.	920,000	155,000	31,000
82	Bouwmaatsch. voor G. W., à Droogenbosch	Droogenbosch.	70,000	14,000	2,800
			72,440,650	10,945,650	2,190,730
Augmentations de capital en 1923.			13,413,200	3,241,500	718,700
			85,853,850	14,187,150	2,909,430

FLANDRE OCCIDENTALE.

83	Naaml. Maatschappij voor G. W. à Adinkerke.	Adinkerke.	100,000	20,000	4,000
84	Allen voor Een, Een voor Allen, à Blisseghem.	Blisseghem.	124,000	24,500	4,900

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
85	Het Lindenhof, à Blankenberghe.	Blankenberghe.	136,700	25,200	5,040
86	De G. W. in verwoest West-Vlaanderen.	La Flandre occidentale dévastée.	514,000	125,000	25,000
87	Brugsche G. W., à Bruges.	Bruges.	1,350,300	270,000	54,000
88	Zeemanshaard, à Bruges.	Zeebrugge.	1,500,000	375,000	75,000
89	Eigen Gift, Eigen Hulp, à Cuerne.	Cuerne.	70,000	14,000	2,800
90	Siè de crédit « Eigen Heerd is goud weerd », à Dixmude.	Les communes adoptées.	167,000	La participation de l'Etat n'a pas encore été constatée.	
91	Le Foyer Dottignien, à Dottignies.	Dottignies.	150,000	30,000	6,000
92	H. à b. m., de Furnes.	Furnes.	625,000	125,000	25,000
93	Eigen Haard is Goud waard, à Ghisteltes.	Ghistelles.	230,500	46,000	9,200
94	Huis en Heerd, à Gullegghem.	Gullegghem.	77,500	15,500	3,100
95	Société coopérative des habitations à bon marché, à Helchin.	Helchin.	64,700	13,000	2,600
96	Le Foyer populaire, à Herseaux.	Herseaux.	400,000	80,000	16,000
97	De Mandelbeek, à Ingelmunster.	Ingelmunster.	200,000	40,000	8,000
98	De Toekomst, à Lichtervelde.	Lichtervelde.	100,500	20,000	4,000
99	Ons Dorp, à Menin.	Menin.	428,900	100,000	20,000
100	De Deuve, à Meulebeke.	Meulebeke.	117,000	20,500	4,100
101	Logements à bon marché, à Mouseron.	Mouseron.	200,000	199,600	39,920
102	De Oostendsche Haard, à Ostende.	Ostende.	1,462,500	200,000	40,000
103	De Mandel, à Roulers.	Roulers.	805,000	159,000	31,800
104	Eigen Heerd, à Rumbeke.	Rumbeke.	250,000	51,000	10,200
105	Eigen Heerd is goud weerd, à Saint-André-lez-Bruges.	Saint-André-lez-Bruges.	362,500	72,000	14,400
106	Elk zijn t'huis, Sainte-Croix-lez-Bruges.	Sainte-Croix-lez-Bruges.	200,000	40,000	8,000

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
107	Helpt Elkander, à Waereghem.	Waereghem.	300,000	60,000	12,000
108	La Lys, à Wervicq.	Wervicq.	185,500	60,000	12,000
109	Volksbelang, à Wevelghem.	Wevelghem.	142,500	30,000	6,000
110	Iseghemsche Bouwmaatschappij, à Iseghem.	Iseghem.	700,000	140,000	28,000
111	Goedkoopste Woning, à Courtrai.	Courtrai.	400,000	80,000	16,000
112	Thielsche Bouwmaatschappij, à Thielt.	Thielt.	91,250	18,250	3,650
113	Heulsche Heerd, à Heule.	Heule.	105,000	18,500	3,700
114	Voor Huis en Land, à Ledeghem.	Ledeghem.	121,875	24,375	4,875
115	Eigen Haard, à Sweveghem.	Sweveghem.	292,000	58,400	11,680
116	Eigen Heerd is goudweerd, à Assebrouck.	Assebrouck.	200,000	40,000	8,000
			12,174,625	2,594,825	518,965
Augmentations de capital en 1923.			2,048,375	177,300	35,460
			14,223,000	2,772,125	554,425

FLANDRE ORIENTALE.

117	Soc. coop. d'hab. à b. m. pour la région d'Alost, à Alost.	Alost et environs.	500,000	Fonctionne sans la participation des pouvoirs publics.	
118	G. W. van Basel.	Basel.	120,000	24,000	4,300
119	Geluk is ons Huis, à Baesrode.	Baesrode.	200,000	40,000	8,000
120	Gewestelijke Maatschap. voor G. W., à Beveren-Waes.	Beveren-Waes et environs.	1,056,000	211,000	42,200
121	Werkmansvreugd, à Denderbelle.	Denderbelle.	30,000	6,000	1,200
122	Soc. Gantoise des H. à b. m., à Gand.	Gand.	1,000,000	200,000	40,000
123	Le Foyer Gantois, à Gand.	Gand, Gendbrugge, Tronchiennes.	515,000	150,000	30,000
124	De Gendbrugsche Haard, à Gendbrugge.	Gendbrugge.	383,800	76,600	15,320

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
123	Gewestelijke Bouw- maatschappij van Gee- raardsbergen.	Grammont et en- vrons.	608,100	123,300	24,660
126	De Lebbeekse Volks- heerd, à Lebbeke.	Lebbeke.	231,300	50,000	10,000
127	Samenw. Maatschap- tot het bouwen van g. w. en woonvertrekken, à Ledeberg.	Ledeberg.	550,000	110,000	22,000
128	De Meirelbeekse G. W. à Meirelbeke.	Meirelbeke.	130,000	25,000	5,000
129	Ninove Welzijn, à Ninove.	Ninove.	876,000	170,000	34,000
130	Hulp in Woningen- nood, à Overmeire.	Overmeire.	30,200	6,000	1,200
131	Le Nouveau Foyer Renaixien, à Renaix.	Renaix.	600,600	120,000	24,000
132	Soc. coop. locale des hab. à b. m. de Selzaete.	Selzaete.	803,500	160,000	32,000
133	Bouwmaatschappij van Temsche.	Tamsche.	200,000	40,000	8,000
134	Voorziening in Nood, à Waarschoot.	Waarschoot.	133,200	26,600	5,320
135	Eigen Dak, à Wetteren.	Wetteren.	100,000	20,000	4,000
136	Zeelse Bouwmaats- chappij voor g. w., à Zele.	Zele.	150,000	30,000	6,000
137	Zwijndrechtsche Bouw- maatschappij, à Zwijn- drecht.	Zwijndrecht.	300,000	60,000	12,000
138	Werkerswelzijn, à Denderleeuw.	Denderleeuw.	269,500	52,100	10,420
139	La Maison de l'Em- ployé, à Gand.	Gand.	500,000	100,000	20,000
140	De Goede Werkmans- woning, à Gand.	Gand.	500,000	"	"
141	Gewest. Maatschap. voor g. w. van Sint- Gillis-Waes.	Saint-Gilles-Waes.	1,000,000	98,000	19,600
142	Elk gezin één dak, à Audenaerde.	Audenaerde.	355,250	67,000	13,400
143	L'Entr'Aide sociale du Foyer de la Femme, à Gand.	Gand.	140,600	28,100	5,620

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
144	Volkswelzijn. à Saint-Gilles-lez-Termonde.	Saint-Gilles-lez-Termonde.	252,500	50,500	10,100
145	Sint-Niklaasche Bouwmaatschappij, à Saint-Nicolas-Waes.	St-Nicolas-Waes.	1,000,000	200,000	40,000
			12,555,550	2,244,200	448,840
	Augmentations de capital en 1923.		3,274,900	»	»
			15,830,450	2,244,200	448,840

HAINAUT.

146	Le Foyer Antoinien, à Antoing.	Antoing.	200,800	40,000	8,000
147	Les Hab. à b. m. de la région d'Ath, à Ath.	Arrondissement d'Ath.	347,900	67,000	13,400
148	Soc. d'hab. à b. m. de la région de Soignies, à Braine-le-Comte.	Ecaussinnes. Soignies.	1,302,000	260,000	52,000
149	H. à b. m. de Braine-le-Comte.	Braine-le-Comte.	200,000	67,800	13,560
150	Le Foyer Moderne, à Boussu.	Boussu.	207,800	40,000	8,000
151	L'Habitation Moderne, à Châtelet.	Châtelet.	390,900	100,000	20,000
152	Le Foyer Moderne, à Châtelineau.	Châtelineau.	1,354,100	338,600	67,720
153	L'Œuvre sociale La Maison pour tous, à Charleroi.	Charleroi.	1,500,000	300,000	60,000
154	La Cité - Jardin, à Couillet.	Couillet.	2,019,300	400,000	80,000
155	Le Confort, à Courcelles.	Courcelles.	500,000	100,000	20,000
156	Le Foyer Elougeois, à Elouges.	Elouges.	100,000	20,000	4,000
157	La Cité Farciennoise, à Farciennes.	Farciennes.	508,100	100,000	20,000
158	Les Hab. Flénusiennes, à Flénu.	Flénu.	412,000	82,400	16,480
159	Le Foyer Gillicien, à Gilly.	Gilly.	953,200	200,000	40,000

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat.	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
160	Le Home Familial, à Houdeng-Goegnies.	Houd.-Goegnies, Houdeng-Aimeries, Strépy.	1,052,200	200,000	40,000
161	Le Foyer Jumetois, à Jumet.	Jumet.	600,000	120,000	24,000
162	Le Foyer Louviérois, à La Louvière.	La Louvière, St-Vaast.	1,542,000	282,000	56,400
163	Le Plus Grand Lessines, à Lessines.	Lessines, Ollignies, Deux-Acren.	1,000,000	200,000	40,000
164	Le Foyer Leuzois, à Leuze.	Leuze.	508,200	101,600	20,320
165	La Lodelinsartoise, à Lodelinsart.	Lodelinsart.	333,500	La participation de l'Etat n'a pas encore été constatée.	
166	Les Habitations Marchiennes, à Marchienne-au-Pont.	Marchienne-au-Pont.	998,300	200,000	40,000
167	Le Foyer, à Monceau-sur-Sambre.	Monceau-sur-Sambre.	806,600	160,000	32,000
168	Soc. coop. des maisons à bon marché de Mont-sur-Marchienne.	Mont-sur-Marchienne.	806,500	160,000	32,000
169	Le Foyer Péruwelzien, à Péruwelz.	Péruwelz.	160,200	32,100	6,420
170	Le Foyer Pont-à-Celles, à Pont-à-Celles.	Pont-à-Celles.	100,000	20,000	4,000
171	Soc. anon. des Hab. à b. m. de Pont-de-Loup.	Pont-de-Loup.	200,000	40,000	8,000
172	Société d'Habit. à bon marché de Quaregnon.	Quaregnon.	800,000	160,000	32,000
173	Soc. coop. d'Habitations à bon marché de Ressaix-Péronnes.	Ressaix-Péronnes.	2,100,000	100,000	20,000
174	Le Foyer Rhodien, au Rœulx.	Le Rœulx.	36,250	7,250	1,450
175	Les Maisons Roviennes à Roux.	Roux.	250,000	50,000	10,000
176	Le Foyer Populaire, à Souvret.	Souvret.	250,000	50,000	10,000
177	Le Logis Tournaisien, à Tournai.	Tournai.	1,115,600	200,000	40,000
178	A Chacun son Logis, à Trazegnies.	Trazegnies.	401,000	75,000	15,000
179	Soc. coop. d'Hab. et de Log. à bon marché, à Wasmes.	Wasmes.	544,000	103,500	20,700

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
180	Les Maisons à bon marché, de Wasmuël.	Wasmuël.	200,000	35,000	7,000
181	Soc. coop. pour la constr. d'habit. à bon marché à Harchies, à Bernissart.	Harchies.	1,000,000	10,000	2,000
182	Soc. coop. des Hab. à bon marché de l'Ouest de Mons, à Boussu-lez- Mons.	Boussu.	600,000	50,000	10,000
183	La Ruche Chapelloise à Chapelle-lez-Herlaimont	Chapelle- lez-Herlaimont.	350,000	70,000	14,000
184	Les Habitations Cues- moises, à Cuesmes.	Cuesmes.	217,500	43,500	8,700
185	Les Habit. Levalloises, à Leval-Trahégnies.	Leval-Trahégnies.	167,000	33,400	6,680
186	Le Foyer Mariemont- tois, à Morlanwelz-Ma- riemont.	Morlanwelz- Ma- riemont.	280,000	5,000	1,000
187	Le Foyer Montois, à à Mons.	Mons.	200,000	40,000	8,000
188	Le Foyer Fleurusien, à Fleurus.	Fleurus.	150,000	30,000	6,000
189	Soc. coop. d'hab. à b. m. d'Hautrage.	Hautrage.	720,000	50,000	10,000
190	Le Foyer Montagnard, à Montigny-sur-Sambre.	Montigny - sur- Sambre.	340,000	68,000	13,600
191	Soc. coop. de constr. d'h. à b. m. de Godar- ville.	Godarville.	396,600	78,700	15,740
192	Les Cités-Jardins, à Gaurain-Ramecroix.	Gaurain - Rame- croix.	130,000	24,000	4,800
193	Soc. coop. de constr. d'h. à b. m., à Maurage.	Maurage.	200,000	40,000	4,800
			28,552,050	4,954,850	990,970
Augmentation de capital en 1923.			3,259,950	»	»
			31,812,000	4,954,850	990,970

LIÈGE.

194	Soc. coop. d'hab. à b. m. d'Awans et envi- rons, à Awans.	Awans, Loncin, Aleur.	307,600	61,600	12,320
195	Le Foyer Régional, à Flémalle-Grande.	Flémalle-Grande, Horion-Hozémont, Mons.	744,200	148,800	29,760

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.
196	Le Foyer de la région de Fléron, à Fléron.	La région de Flé- ron.	1,057,100	211,400	42,280
197	Soc. de constr. d'h. à b. m. à Grâce-Berleur.	Grâce-Berleur.	286,000	55,000	11,000
198	Soc. coop. d'hab. à b. m. de la région de Huy.	Huy, Wanze.	431,000	85,500	17,100
199	L'Habitation Je- meppienne, à Jemeppe- sur-Meuse.	Jemeppe - sur- Meuse.	275,000	55,000	11,000
200	H. à b. m. de Landen.	Landen.	158,600	30,000	6,000
201	La Maison Liégeoise, à Liège.	Liège.	6,000,000	1,200,000	240,000
202	Les Mais. à b. m. du canton de Grivegnée et des communes environ- nantes, à Liège.	Grivegnée et com- munes environ- nantes.	1,818,000	357,000	71,400
203	M. à b. m. de Herstal et communes environ- nantes, à Liège.	Herstal-Vottem.	1,079,000	215,750	43,150
204	Soc. An. des H. à b. m. du canton de St-Nicolas et des communes envi- ronnantes, à Liège.	Saint-Nicolas et environs.	1,146,000	210,000	42,000
205	Le Home Ougrée, à Ougrée.	Ougrée.	936,800	186,000	37,200
206	La Hoëgne, à Pepinster	Pepinster.	1,000,000	200,000	40,000
207	La Maison Sérésienne, à Seraing.	Seraing.	1,001,000	200,000	40,000
208	Le Foyer Spadois, à Spa.	Spa.	219,100	43,800	8,760
209	La Régionale Vervié- toise, à Verviers.	Verviers (région).	4,160,000	830,000	166,000
210	Les Hab. à b. m. des vallées de l'Ourthe et de l'Amblève, à Poulseur.		185,000	37,000	7,400
211	Soc. de constr. d'hab. à b. m. de Hollogne-aux- Pierres.	Hollogne - aux - Pierres.	208,100	41,600	8,320
			21,012,500	4,168,450	833,690
Augmentation de capital en 1923 . . .			8 182,500	1,442,500	288,500
			29,190,500	5,610,950	1.122,190

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.

LIMBOURG.

212	Les Liégeois, à Genck.	Genck.	570,000	50,000	10,000
213	Société Anonyme des Habitations à bon marché de Genck-Winterslag, à Genck.	Genck.	2,250,000	100,000	20,000
214	Nieuw Dak, à Genck.	Genck.	401,700	80,000	16,000
215	Hasseltse Samen- werkende Bouwmaat- schappij, à Hasselt.	Hasselt.	200,000	40,000	8,000
216	Noord - Limburgsche Maatschap. voor G. W. en Woonvertrekken, à Neerpelt.	Neerpelt, Hamont, Lommel, Overpelt, St-Huibrechts-Lille	500,000	100,000	20,000
217	Nieuw St-Truiden, à St-Trond.	St-Trond.	600,000	120,000	24,000
218	Tongershuis, à Ton- gres.	Tongres.	250,000	50,000	10,000
219	De Cité Berkenbosch, à Heusden.	Heusden.	3.330,000	10,000	2,000
220	Soc. coop. d'h. à b. m. de Zonhoven.	Zonhoven.	255,000	25,000	5,000
			8,356,700	575,000	115,000
	Augmentation de capital en 1923.		1,275,000	»	»
			9,631,700	575,000	115,000

LUXEMBOURG.

221	La Maison Arlonaise, à Arlon.	Arlon.	412,500	82,500	16,500
222	Soc. Bouillonnaise pour hab. à b. m., à Bouillon	Bouillon.	200,000	40,000	8,000
223	Le Foyer Libramon- tois, à Libramont.	Libramont.	255,000	51,000	10,200
			867,500	173,500	34,700
	Augmentation de capital en 1923.		100,000	»	»
			967,500	173,500	34,700

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Participation de l'Etat	
				Capitaux souscrits.	Capitaux versés.

NAMUR.

224	Les Logis d'après-guerre, à Andenne.	Andenne.	200,000	40,000	8,000
225	Le Foyer Namurois, à Namur.	Namur.	1,027,000	200,000	40,000
226	Les Hab. à bon marché de Dinant.	Dinant.	250,000	50,000	10,000
227	L'Entr' Aide, à Namèche.	Namèche.	83,000	16,500	3,300
228	Le Foyer de la Renaissance, à St-Servais.	St-Servais.	282,500	56,500	11,300
229	Soc. d'hab. à b. m. de Villers-le-Cambon.	Villers-le-Cambon	160,000	16,000	3,200
230	La Joie du Foyer, à St-Servais.	St-Servais.	325,500	60,000	12,000
			2,228,000	430,000	87,800

MALMEDY-EUPEN.

231	Le Foyer Malmédien, à Malmédy.	Malmédy.	250,000	50,000	10,000
232	Baugenossenschaft, Eupen.	Eupen.	251,400	50,000	10,000
			501,400	100,000	20,000

Sociétés agréées non constituées.

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.
----------	-------------------------------	-----------------	-----------------

ANVERS.

1	De Ontwaking, à Nijlen	Nijlen.	100,000
2	Eenvoudige Woningen, à Thisselt	Thisselt.	83,500
Total.			183,500

BRABANT.

1	Woningnood. à Muysen	Muysen.	119,400
2	Société des Habitations à bon marché, de Waterloo.	Waterloo.	600,000
3	De Goodkoope Woningen, à Wilsele	Wilsele.	246,000
4	Maatschappij voor goedkoope woningen	Werchter.	100,000
Total.			1,065,400

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.
----------	-------------------------------	-----------------	-----------------

FLANDRE OCCIDENTALE.

1	Eigen Haard is goud waard, à Lauwe	Lauwe.	100,000
2	Anseghem Zörgt, à Anseghem	Anseghem.	100,000
3	La Prévoyance, à Herseaux	Herseaux.	315,000
4	Rust Roest, à Thourout	Thourout.	75,000
Total.			493,000

FLANDRE ORIENTALE (Néant).**HAINAUT.**

1	Société coopérative pour la construction d'habitations à bon marché, à Jemappes	Jemappes.	200,000
2	Le Foyer Marcinellois, Marcinelle	Marcinelle.]	300,000
3	Le Foyer Moderne, Morlanwelz	»	36,250
4	Le Foyer Oubourgeois, à Obourg.	Obourg.	400,000
5	Le Foyer Saint-Ghislainois, à Saint-Ghislain.	Saint-Ghislain.	250,000
Total.			1,186,250

LIÈGE (Néant).**LIMBOURG (Néant).****LUXEMBOURG (Néant).****NAMUR.**

1	Les Habitations à Bon marché, à Gembloux.	Gembloux.	200,000
---	---	-----------	---------

Sociétés en formation et en projet au 31 décembre 1923.

Brasschaet, Hingene.

Berghem-Sainte-Agathe, Evere, Hofstade, Hougærde, Kessel-Loo, Ottignies, Wavre, Woluwe, Saint-Etienne.

Harlebeke, Heule, Knocke, Moorseele, Nieuport, Oost-Roosbeke, Wenduyne, Ypres.

Audeghem, Calcken, Eecloo, Eyne, Hamme, Kemseke, Rupelmonde, Deynze, Steendorp.

Baudour, Binche, Bouffloulx, Dampremy, Dour, Erquelinnes, Fayt-lez-Manage, Feluy, Gouy-lez-Piéton, Haine-Saint-Pierre, Hornu, Péronnes, Binche, Warcoing.

Sprimont.

Beeringen.

Barvaux, Bastogne, Bertrix, Saint-Hubert.

Auvelais, Jemeppe-sur-Sambre, Moustier-sur-Sambre, Tamines.

ANNEXE VII.

*Relevé des sociétés qui, à la date du 7 mai 1924,
ont reçu des propositions d'achat d'habitations construites par elles.*

Dénomination.	Nombre de demandes d'achat adressées au Département.	Propositions de vente accueillies.	Ventes réalisées.
Province d'Anvers.			
De Goedkoope Woningen van het arrondissement Antwerpen	112	97	37
Antwerpsche Maatschappijen van G. W. (Antwerpen)	25	—	—
Société Coopérative de Locataires « Eenheid ».	9	7	—
Gewestelijke Maatschappij van Boom en omliggende tot het bouwen van goedkoope woningen	48	36	2
Zwijndrechtsche Bouwmaatschappij.	—	—	—
Maatschappij voor G. W. et W. van het kanton Heyst-op-den-Berg	3	1	—
Maatschappij voor G. W., Hoboken.	2	—	—
Plaatselijke Maatschappij tot het bouwen van G. W. te Schelle	1	—	—
Tuinwijk van Deurne (Deurne)	55	46	—
Vrije Woonst, Mechelen	5	5	—
Goedkoope Woningen van Duffel	1	—	—
Turnhoutsche Maatschappij van Goedkoope Woningen	5	5	—
Eigen haard, à Herenthals	3	—	—
	269		
Province de Brabant.			
Le Home des Infirmières, Bruxelles	11	—	—
Société des H. B. M. d'Ixelles	26	6	—
Les Habitations et Logements à bon marché d'Auderghem	73	49	16
Coopérative de Locataires « Le Logis » (Ixelles).	30	13	—
Société des Habitations à bon marché de Woluwe Saint-Pierre	1	—	—
Coopérative de Locataires « Floréal » (Watermael-Boitsfort).	14	8	—
Société anonyme des Habitations à bon marché de Molenbeek Saint-Jean	5	—	—
Les Villas de Ganshoren	2	—	—
Le Foyer Jettois (Jette Saint-Pierre)	1	—	—
A reporter.	163	273	55

Dénomination.	Nombre de demandes d'achat adressées au Département.	Propositions de vente accueillies.	Ventes réalisées.
Report.	163	273	55
Coopérative de Locataires « Le Home », à Jette Saint-Pierre	22	8	—
De Liedekerksche Haard, à Liedekerke	2	2	1
Le Foyer Anderlechtois.	49	25	—
Le Foyer Forestois	7	—	—
Soc. Rég. des Habitations à bon marché des Cantons de Hal, Lennik St-Quentin-Uccle	10	6	—
« Ieder zijn Huis », à Pamel	1	—	—
Société coopérative pour la Construction des Ha- bitations à bon marché de Huyssinghem	6	6	2
Le Bon Logis (Héverlé)	14	1	—
Société coopérative régionale des Habitations à bon marché de Nivelles	3	1	—
Société anonyme pour la Construction, l'Habita- tion et le Logement des Habitations à bon marché de Tirlemont.	27	7	—
Le Foyer Vilvordien	19	4	—
	323		
Province de la Flandre Occidentale.			
Brugsche Goedkoope Woningen	4	2	1
Het Lindenhof (Blankenberghe)	22	5	—
Elk zijn Huis (Sainte-Croix)	6	—	—
Logements à bon marché, à Mouscron	6	3	—
Eigen gift, eigen hulp, à Cuerne	5	—	—
Allen voor een, een voor allen (Bisseghem)	5	3	—
Goedkoope Woningen, à Courtrai	1	1	—
Eigen Haard (Zweveghem)	25	11	—
De Toekomst, à Lichtervelde	1	1	—
Le Foyer Dottignien, à Dottignies	5	1	—
Naamlooze Maatschappij voor Goedkoope Wo- ningen, à Adinkerke.	2	2	—
De Oostendsche Haard (Ostende)	1	—	—
Helpt Elkander, à Waereghem	1	1	—
De Mandel (Roulers)	38	31	—
De Mandelbeck (Ingelmunster)	1	1	1
	123		
Province de la Flandre Orientale.			
Le Foyer Gantois.	11	6	5
A reporter.	11	401	65

Dénomination.	Nombre de demandes d'achat adressées au Département.	Propositions de vente accueillies.	Ventes réalisées.
Report.	11	401	65
De Meirelbeeksche Goedk. Won. (Meirelbeke).	1	—	—
De Gendbrugsche Haard	2	—	—
Société coopérative d'habitations à bon marché pour la région d'Alost	15	15	—
Elk gezin een dak (Audénarde)	6	—	—
De Goedkoop Woningen van Basel.	1	—	—
Le Nouveau Foyer Renaisien, à Renaix	11	—	—
	47		
Province de Hainaut.			
Société coopérative d'habitations et Logements à bon marché, à Wasmes	8	—	—
Le Foyer Gillicien, à Gilly	1	—	—
La Cité Farciennoise	2	1	—
Le Foyer Jumetois, à Jumet	3	—	—
Le Foyer Louviérois, à La Louvière.	1	—	—
	15		
Province de Liège.			
Le Foyer de la région de Fléron	2	2	—
La Maison Liégeoise (Liège)	12	—	—
Maisons à bon marché du canton de Grivegnée et des communes environnantes	14	5	2
Maisons à bon marché de Herstal et des com- munes environnantes, à Liège	17	1	—
Le Home Ougrée (Ougrée)	14	11	—
Société coopérative d'habitations à bon marché de la région de Huy	17	14	10
La Régionale Verviétoise	93	77	40
La Hoegne, à Pepinster	10	9	—
	179		
Province de Limbourg.			
Hasseltsche Samenwerk. Maatschappij, Hasselt.	37	34	34
Tongershuis, à Tongres.	1	—	—
	38		
Province de Namur.			
Le Foyer Namurois	19	17	17
Le Foyer de la Renaissance, St-Servais (Namur).	38	—	—
Les Logis d'après guerre, à Andenne	1	1	—
	58		
TOTAUX.	1,052	588	168

Récapitulation : Nombre de demandes en instruction 1,052
Nombre de propositions de vente introduites par les sociétés 588
Nombre de ventes réalisées 168

ANNEXE VIII.

*Ventes réalisées par les Sociétés de construction agréées par la Société
Nationale des Habitations et Logements à bon marché.*

Opérations à la date du 7 mai 1924

Titre des Sociétés venderesses.	Nombre de maisons vendues.	Montant du prix de revient des immeubles vendus.	Montant des primes accordées sous forme de réductions du prix de vente.	Montant des sommes remboursées à la Société Nationale.
Anvers.				
De Goedkoope Woningen van het Arrondissement Antwerpen.	37	1,007,415 »	111,400	896,015 »
Gewestelijke Maatschappij van Boom en omliggende tot het bouwen van goedkoope woningen.	2	30,000 »	5,250	24,750 »
	39	1,037,415 »	116,350	920,765 »
Brabant.				
Les Habitations à bon marché d'Auderghem	16	490,250 »	48,600	441,650 »
Société coopérative locale pour la construction d'habitations à bon marché, à Huyssinghen.	2	50,400 »	5,000	45,400 »
Liedekerksche Haard	1	16,700 »	2,200	14,500 »
	19	557,350 »	55,800	501,550 »
Flandre occidentale.				
Brugsche Goedkoope Woningen	1	22,500 »	2,750	19,750 »
De Mandelbeek, Ingelmunster.	1	17,975 »	2,500	15,475 »
	2	40,475 »	5,250	35,225 »
Flandre orientale.				
Foyer Gantois	5	93,000 »	15,000	78,000 »
Liège.				
Les Maisons à bon marché du canton de Grivegnée et des communes environnantes	2	51,272.28	6,000	45,272.28
Société coopérative d'habitations à bon marché de la région de Huy.	10	221,250 »	30,600	190,650 »
La Régionale Verviétoise	40	904,950 »	122,400	782,550 »
	52	1,177,472.28	159,000	1,018,472.28
Limbourg.				
Hasseltsche Samenwerkende Bouwmaatschappij	34	588,905 »	86,750	502,155 »
Namur.				
Le Foyer Namurois	17	439,800 »	25,800	387,000 »
Totaux.	168	3,934,117.28	490,950	3,443,167.28

ANNEXE IX.

Liste des personnes qui, à la date du 3 mai 1924, ont sollicité la prime instituée par le Gouvernement pour faciliter la construction d'habitations à bon marché par des particuliers.

A la date du 3 mai 1924, 11,400 personnes avaient sollicité la prime en vue de la construction d'une habitation à bon marché.

De ces 11,400 demandes, 869 ont été annulées pour différents motifs : les demandeurs ne réunissant pas les conditions requises, demandes retirées, double emploi.

A) Répartition des demandes par province.

1. Brabant :		
Agglomération bruxelloise	712	
Autres communes	1,334	
		2,046
2. Anvers :		
Agglomération anversoise	557	
Autres communes	1,391	
		1,948
3. Flandre orientale :		
Agglomération gantoise	191	
Autres communes	1,698	
		1,889
4. Flandre occidentale	1,526	1,526
5. Liège :		
Agglomération liégeoise	269	
Autres communes	719	
		988
6. Limbourg	951	951
7. Hainaut	567	567
8. Namur	376	376
9. Luxembourg	196	196
10. Eupen-Malmedy	44	44
Total.		10,531

B) Répartition des demandes d'après les professions exercées.

A la date du 3 mai 1924, 11,400 demandeurs avaient renvoyé le questionnaire qui leur avait été adressé en vue de vérifier les conditions d'admissibilité au bénéfice de la prime.

Le dépouillement de ces questionnaires a donné :

	Ouvriers :	
Ouvriers de l'Etat, provinces, communes	4,967	
Industries des mines	389	
— des carrières	134	
— des métaux	713	
— des céramiques	141	
— verrières	44	
— alimentaires	390	
— des textiles et du vêtement	738	
— de la construction	1,412	
— du bois et de l'ameublement	719	
— spéciales (cuirs, tabac, typographe, etc.)	189	
— des transports (par chaussée et par eau)	380	
Ouvriers agricoles	426	
— fabriques, usines	548	
	8,190	
	Employés :	
Agents de l'Etat, provinces, communes	1,078	
Autres services publics, commis-postes et facteurs	637	
Industries des transports	70	
Commerce et industries.	569	
	2,354	
	Divers :	
Petits commerçants	219	
— cultivateurs	537	
— artisans	51	
Divers.	49	
	856	
Total.	11,400	

ANNEXE X.

Primes pour faciliter la construction d'habitations à bon marché.

Tableau indiquant, pour les différentes circonscriptions des comités de patronage institués par la loi du 9 août 1889 :

1° Le nombre de dossiers complets transmis à l'examen de ces comités ou des sociétés de crédit agréées par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite ;

2° Le nombre de primes qui ont été attribuées à la date du 3 mai 1924.

Dénomination des comités.	Circonscription.	Dossiers transmis à l'examen.	Nombre des primes attribuées.
Anvers-ville	Nord	13	4
Anvers-ville	Sud	89	22
Anvers	Arrondissement	435	246
Malines	Id.	131	»
Turnhout	Id.	158	20
Bruxelles-ville		3	1
Ixelles		25	5
Molenbeek-Saint-Jean		4	»
Saint-Gilles		25	4
Schaerbeek		2	»
Hal	Cantons de Hal, de Lennik-Saint-Quentin et d'Uccle	47	7
Jodoigne	— de Jodoigne, de Perwez et de Wavre	69	23
Louvain	— d'Aerschot, de Haecht et de Louvain	104	14
Nivelles	— de Genappe et de Nivelles	28	7
Tirlemont	— de Diest, de Glabbeek-Suerbempde, de Léau et de Tirlemont	185	15
Vilvorde	— d'Anderlecht, d'Assche, de Saint-Josse- ten-Noode, de Schaerbeek, de Vilvorde et de Wolverthem	151	61
Bruges	Arrondissement	216	66
Courtrai	Id.	436	121
Dixmude	Id.	15	3
Furnes	Id.	5	1
Ostende	Id.	50	14
Roulers	Id.	94	30
Thielt	Id.	28	7
Ypres	Id.	18	4
Gand	Cantons d'Evergem, de Gand, de Ledebeg, de Loochristi et d'Oosterzeele	170	53
Alost	— d'Alost, de Herzele et de Sottegem	241	100
Audenarde	Arrondissement (sauf le canton de Nederbrakel)	150	65
Deynze	Cantons de Deynze, de Nazareth et de Nevele	25	5
Eecloo	Arrondissement et les cantons de Somergem et de Waerschoot	50	»
Grammont	Cantons de Grammont, de Nederbrakel et de Ninove	181	55
Saint-Nicolas	Arrondissement	212	92
Termonde	Id.	315	108
Mons	Cantons de Lens et de Mons	13	4
Ath	Arrondissement (sauf le canton de Flobecq)	14	3
Binche	Cantons de Binche et Merbes-le-Château	23	6
Boussu-Dour	— de Boussu et de Dour et partie du canton de Pâturages	26	7
Charleroi-Jumet	— de Charleroi et de Jumet	37	12
Châtelet-Gosselies	— de Châtelet et de Gosselies	13	4
Fontaine-l'Évêque	— de Fontaine-l'Évêque, de Marchienne- au-Pont et de Senefle	12	3
Lessines	— d'Enghien, de Flobecq et de Lessines	13	1
Soignies	— de La Louvière, de Rœulx et de Soignies	21	5
Thuin	— de Beaumont, de Chimay et de Thuin	6	2

Dénomination des comités.	Circonscription.	Dossiers transmis à l'examen.	Nombre des primes attribuées.
Tournai	Arrondissement.	54	18
Liège-ville.	et les communes limitrophes (Grand Liège)	58	14
Liège	Arrondissement.	53	14
Huy	Id.	18	4
Verviers	Id.	164	83
Wareme	Id.	85	18
Hasselt	Id.	197	56
Maeseyck	Id.	100	39
Tongres	Id.	208	82
Arlon	Id.	34	8
Bastogne	Id.	4	1
Marche	Id.	24	10
Neufchâteau	Id.	23	4
Virton.	Id.	8	"
Namur-Fosses	Cantons de Fosses et de Namur	90	36
Andenne	d'Andenne, d'Eghezée et de Gembloux.	29	4
Dinant.	Arrondissement.	41	17
Philippeville	Id.	8	3
Totaux		5,401	1,611

PROVINCES.	Dénombrement par province.	
	Dossiers transmis à l'examen.	Nombre des primes attribuées.
Anvers	876	292
Brabant	643	137
Flandre occidentale	862	46
Flandre orientale	1,344	478
Hainaut	232	65
Liège	378	133
Limbourg	505	177
Luxembourg	93	23
Namur	168	60
Totaux	5,401	1,611

A la date du 6 mai 1924, 1,611 primes à la construction ont été liquidées pour un total de 3,954,300 francs. La moyenne du montant de la prime accordée est de 2,500 francs.

ANNEXE XI.

Construction, par les Sociétés agréées, sur promesses d'acquisition.
(Art. 19 de l'Arrêté royal du 12 février 1924.)

Propositions introduites.

Sociétés.	Communes.	Nombre.
Maisons à bon marché du canton de Grivegnée et des communes environnantes.	Angleur.	52
	Vaux-sous-Chèvremont.	10
	Bressoux.	48
Unitas-Tuinwijk	Anvers.	100
Gezellige Woningen	Bornhem.	28
Floréal	Boitsfort.	30
Heulsche Heerd	Heule.	6
Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken van het kanton Heyst-op-den-Berg	Heyst-op-den-Berg.	20
Le Home Ougrée	Ougrée.	60
Le Foyer Schaerbeekois	Schaerbeek.	200
Gemeentewelzijn	Sottegem.	75
Le Logis Tournaisien	Tournai.	15
Foyer Montois	Mons.	13
Logements à bon marché	Mouscron.	25
Onze Toeylucht	Kessel-Loo.	43
La Maison Arlonaise	Arlon.	6
L'Habitation Jemeppe	Jemeppe-sur-Meuse.	4
Société Anonyme des Habitations à bon marché de St-Nicolas et des communes environnantes.	Montegnée.	30
Société Coopérative des Maisons à bon marché de Mont-sur-Marchienne	Mont-sur-Marchienne.	19
La Prévoyance	Herseaux.	9
De Deeve	Meulebeke.	2
Het Lindenhof	Blankenberghe.	18
		813

Habitations à construire par des Sociétés.

Propositions introduites

Sociétés.	Communes.	Nombre	
		D'après la Société Nationale.	D'après demandes reçues.
Le Foyer Anderlecht	Anderlecht.	»	2
Habitations à bon marché	Auderghem.	»	1
Les Homes Familiaux réunis	Bruxelles.	»	1
Le Home	Jette-St-Pierre.	»	1
Le Logis	Ixelles.	»	2
Le Foyer moderne	Châtelineau.	»	2
La Maison Liégeoise	Liège.	»	11
Régionale Verviétoise	Verviers.	»	1
Foyer de La Renaissance	St-Servais.	»	3
			837

**Commission nationale pour l'étude des réformes
à préconiser en matière d'habitations à bon marché.**

**Intervention des grands établissements financiers, industriels et commerciaux,
en faveur de l'Œuvre des habitations à bon marché.**

A) Vœux émis par la Commission en séance du 12 mars 1924.

La Commission pour l'étude des réformes à préconiser en matière d'habitations à bon marché,

Considérant qu'il importe de poursuivre énergiquement la lutte contre la crise du logement populaire ;

Considérant que cette lutte ne peut dorénavant être continuée et alimentée exclusivement au moyen de nouvelles avances du Trésor ; que l'intérêt général commande d'alléger autant que possible les charges budgétaires de l'État et que, dans ce but il y a lieu, d'une part, de faire revivre les capitaux publics déjà investis dans l'œuvre des habitations à bon marché, par la vente des maisons construites sous le régime de la loi du 11 octobre 1919, d'autre part, de faciliter aux personnes peu aisées la construction de maisons destinées à leur usage personnel ;

Considérant que dans cette vue les pouvoirs publics allouent des primes importantes aux futurs acquéreurs et constructeurs et que, pour assurer le succès de ses efforts, il convient de permettre aux aspirants propriétaires de se procurer facilement et à des conditions aussi avantageuses que possible les fonds qui leur font défaut ;

Considérant que notre grande et prospère institution de prévoyance, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, dispose des moyens financiers lui permettant d'élargir considérablement son intervention en faveur de l'œuvre des habitations ouvrières à bon marché ;

Considérant enfin qu'il est hautement désirable que les grands établissements financiers, industriels et commerciaux du pays se joignent dans une large mesure aux pouvoirs publics pour travailler à conjurer la crise du logement populaire ;

Émet les vœux :

1° de voir la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite affecter, tout au moins pendant une période de cinq années, les trois quarts de ses disponibilités en prêts aux Sociétés de crédit, remboursables par vingt annuités calculées au taux maximum de 5 p. c., et destinés, à concurrence des quatre-cinquièmes au moins, à consentir des prêts, en faveur des bénéficiaires des primes accordées par les pouvoirs publics en vue de l'acquisition de maisons construites sous le régime de la loi du 11 octobre 1919 ou de la construction d'autres habitations ;

2° de voir le Gouvernement user de son influence auprès des grands établisse-

ments financiers, industriels et commerciaux pour les déterminer à joindre largement leur action à celle des Pouvoirs Publics et de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite dans la lutte entreprise contre la crise du logement populaire, soit sous forme d'avances en faveur de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et de Sociétés de crédit agréées par la Caisse Générale d'Épargne, soit en construisant eux-mêmes, au moyen de leurs propres capitaux, des maisons destinées au logement du personnel employé et ouvrier attaché aux entreprises qu'ils patronnent ou qu'ils exploitent, soit en organisant, au profit des membres de ce personnel, un système de prêts, à un taux d'intérêt réduit, leur permettant d'acquérir ou de se construire une maison pour leur usage personnel.

*B) Intervention des industriels
dans l'OEuvre du logement.*

L'habitation hygiénique ayant une influence directe sur la productivité et le rendement économique du travailleur, il est de l'intérêt des chefs d'industrie, et en particulier de ceux qui occupent un personnel nombreux, de soutenir financièrement les organismes de construction et de crédit chargés de faciliter aux personnes peu aisées l'acquisition d'une habitation à bon marché.

L'intervention des industriels peut se produire très utilement, de différentes façons, les unes plus intéressantes que les autres.

INTERVENTION DIRECTE.

*Construction par les industriels
eux-mêmes :*

a) De maisons destinées à être données en location à leur personnel ;

b) De maisons destinées à être acquises par le personnel moyennant paiement par annuités (l'intérêt réclamé doit être minime et tout au moins inférieur au loyer de l'argent).

c) De maisons destinées à être cédées moyennant intervention d'une société de crédit agréée par la Caisse

Toutefois, sont préférables les solutions qui laissent toute indépendance à l'ouvrier et qui suppriment le contact direct entre le patron propriétaire et l'ouvrier locataire.

Pour l'avenir, l'intérêt qui sera réclamé par la Caisse de Retraite s'élèvera à 5 p. c.

Voir tarif des annuités.

Générale d'Épargne et de Retraite ou de tout autre prêteur.

INTERVENTION INDIRECTE.

Les industriels s'intéressant à la formation ou à l'augmentation du capital des *Sociétés de construction agréées par la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, ou agréées par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.*

Il importe, en vue de la diffusion de la petite propriété et pour ne pas immobiliser surtout les capitaux considérables déjà mis par l'État à la disposition des Sociétés de construction, que les maisons puissent être acquises par le personnel.

Comme condition à leur intervention, les patrons devraient donc demander qu'un certain nombre de maisons puissent être achetées, de préférence, par des membres de leur personnel.

En vue de faciliter ces achats, les industriels pourraient :

1° accorder des prêts, à un taux minime, remboursables par annuités ;

2° ou prendre à leur charge une partie du montant des annuités destinées à rembourser les prêts contractés par leurs ouvriers à une Société de crédit agréée ;

3° ou accorder une prime supplémentaire à fonds perdus.

B. — Une prime étant accordée par l'État et par la généralité des provinces aux personnes *qui se font construire une habitation*, les industriels pourraient encourager ces constructions.

1° En accordant eux-mêmes une prime à fonds perdus ;

2° Par l'achat de terrains qui seraient revendus aux ouvriers et en faisant rétablir une série de plans, qui seraient mis à la disposition des ouvriers ;

La valeur totale des constructions pourra être égale à six fois les sommes versées par les chefs d'entreprise, sans qu'elle puisse toutefois dépasser les 6/10 de la valeur de l'ensemble des maisons construites par les sociétés agréées.

Avantages accordés :

Prime de l'État de 2,000 à 3,900 francs.

Primes des provinces.

Prime supplémentaire compensatoire des droits d'enregistrement et de transcription, soit 8 p. c. du prix de vente.

5° Par l'achat en gros de matériaux (briques, chaux, portes et fenêtres, voir Comptoir National des Matériaux);

4° En faisant surveiller les constructions.

C. — L'arrêté royal du 12 février 1924, autorisant les sociétés régies par les lois des 9 août 1889 et 11 octobre 1919, à construire une habitation pour toute personne qui prendra l'engagement d'acquérir la maison aussitôt après son achèvement et qui versera une garantie de 1,500 francs, les industriels feraient œuvre utile en groupant les ouvriers désireux d'accepter ce mode de construction et en les aidant dans la plus large mesure possible.

A cette fin, ils pourraient notamment, en vue de l'édification de maisons à proximité de leurs usines, céder à bas prix à la société constructrice agréée par la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché ou par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, des terrains leur appartenant.

D'autre part, comme le crédit dont les intéressés ont besoin pour payer le prix d'achat de la maison est généralement fourni par une société de crédit agréée par la Caisse d'Epargne, les industriels devraient donner leur appui à ces organismes par l'un ou l'autre moyen indiqué ci-après :

INTERVENTION EN FAVEUR DE SOCIÉTÉS DE CRÉDIT.

A. En participant à la formation ou à l'augmentation du capital des sociétés de crédit agréées par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Les capitaux souscrits doivent être libérés à concurrence de 20 p. c.

Ils multiplient ainsi par le coefficient 16 l'effet utile de leur intervention, puisque le pouvoir d'emprunt des sociétés de crédit est égal à seize fois le montant du capital de la société.

B. En mettant à la disposition des sociétés de crédit de la région de l'argent que ces organismes pourraient prêter pour l'achat ou la construction d'une habitation. (L'autorisation préalable de la Caisse Générale est nécessaire.)

C. En prenant à leur charge une partie du montant de l'annuité destinée à rembourser les prêts contractés par les ouvriers.

Cette intervention pourrait varier d'après le nombre d'années de service et cesserait dès que l'ouvrier ne fait plus partie du personnel.

D. Lorsque le total des fonds constitués au moyen du maximum à consentir par la société ajouté au dixième que doit posséder l'ouvrier et au montant des primes (État et provinces), n'est pas encore suffisant pour réaliser l'opération, en accordant un prêt dans des conditions raisonnables pour parfaire la différence.

Les disponibilités de la Caisse d'Epargne et de Retraite ne sont pas suffisantes pour satisfaire à la demande.

EXEMPLE :

Valeur immeuble . . . fr.	30,000
Prêt de la société . . .	20,000
1/10 de l'intéressé. . .	3,000
Prime État.	3,000
Fr.	26,000
Différence fr.	4,000

ANNEXE XIII.

Tableau schématique du Budget et des amendements.

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions par amendement.	Augmentations par amendement.	Observations.
JUSTICE.					
1	100,000	100,000	»	»	
2	65,000	50,000	15,000	»	
3	100,000	450,000	»	350,000	
	265,000	600,000	15,000	350,000	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.					
4	300,000	300,000	»	»	
	300,000	300,000	»	»	
INTÉRIEUR ET HYGIÈNE.					
5	500,000	500,000	»	»	
6	500,000	500,000	»	»	
7 (1)	50,000	»	50,000	»	(1) Art. supprimé. Ce crédit fait double emploi avec celui prévu à l'article 43.
7 ^{1a}	»	1,500,000	»	1,500,000	Art. nouveau.
7 ^{ter}	»	1,100,000	»	1,100,000	» »
7 ^{quat.}	»	1,000,000	»	1,000,000	» »
	1,050,000	4,600,000	50,000	3,600,000	
SCIENCES ET ARTS.					
8	300,000	400,000	»	100,000	
9	2,000,000	3,000,000	»	1,000,000	
10	2,000,000	2,000,000	»	»	
11	500,000	2,500,000	»	2,000,000	
12	2,000,000	2,000,000	»	»	
13	1,000,000	3,600,000	»	2,600,000	
14	500,000	1,000,000	»	500,000	
15	650,000	650,000	»	»	
15 ^{bis}	»	50,000	»	50,000	Art. nouveau.
16	10,000,000	10,000,000	»	»	
17	6,000,000	6,000,000	»	»	
17 ^{bis}	»	3,040,737	»	3,040,737	» »
	24,950,000	33,640,737	»	8,690,737	
AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS.					
I. Agriculture.					
18	400,000	450,000	»	50,000	
19	200,000	200,000	»	»	
19 ^{bis}	»	142,000	»	142,000	Art. nouveau.
	600,000	792,000	»	192,000	
II. Travaux Publics.					
20 ¹	5,000,000	2,220,000	2,780,000	»	
20 ²	21,930,000	13,840,000	8,090,000	»	
20 ³	500,000	500,000	»	»	
21	400,000	400,000	»	»	
22	1,400,000	1,000,000	400,000	»	
23	200,000	100,000	100,000	»	
24	750,000	»	750,000	»	
25	300,000	300,000	»	»	
26	300,000	200,000	100,000	»	
A reporter.	30,780,000	18,560,000	12,220,000	»	

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions par amendement.	Augmentations par amendement.	Observations.
-----------------------------	-----------------------------------	--	----------------------------------	-------------------------------------	---------------

Report . 30,780,000 | 18,560,000 | 12,220,000 | » |

II. Travaux Publics (suite).

27	1,000,000	»	1,000,000	»	
28	230,000	»	230,000	»	
29	50,000	980,000	»	930,000	
30	30,000	30,000	»	»	
30 ^{bis}	»	70,000	»	70,000	Art. nouveau.
31	100,000	100,000	»	»	
32	120,000	120,000	»	»	
33	105,000	105,000	»	»	
34	30,000	30,000	»	»	
35	40,000	40,000	»	»	
36	35,000	35,000	»	»	
37	1,000,000	1,000,000	»	»	
38	140,000	376,000	»	236,000	
39	50,000	»	50,000	»	
40	24,500	9,500	15,000	»	Credit réduit sur proposition de la Commission.
41	15,000	15,000	»	»	
42	382,500	382,500	»	»	
43	69,000	69,000	»	»	
44	10,000	10,000	»	»	
45	60,000	60,000	»	»	
46	40,000	»	40,000	»	Transféré au Budget ordln. (Dépenses exceptionnelles.)
47	25,000	»	25,000	»	
48	12,000	»	12,000	»	
49	100,000	100,000	»	»	
50	100,000	100,000	»	»	
51	2,000,000	2,000,000	»	»	
51 ^{bis}	»	2,500,000	»	2,500,000	Nouveau.
51 ^{ter}	»	27,000	»	27,000	Nouveau.
52	5,975,000	1,725,000	4,250,000	»	
53	600,000	450,000	150,000	»	
54	11,943,600	8,710,600	3,233,000	»	
55	1,580,000	580,000	1,000,000	»	
56	500,000	350,000	150,000	»	
57	33,530,000	33,430,000	100,000	»	
58	12,510,000	8,235,000	4,275,000	»	
59	4,267,500	2,120,000	2,147,500	»	
60	3,775,000	415,000	3,360,000	»	
61	1,030,000	200,000	830,000	»	
62	650,000	600,000	50,000	»	
63	2,275,000	215,000	2,060,000	»	
64	5,000,000	»	5,000,000	»	
65	310,000	210,000	100,000	»	
66	2,500,000	2,500,000	»	»	
67	155,000	155,000	»	»	
68	10,000	10,000	»	»	
69	125,000	125,000	»	»	
70	1,000,000	50,000	950,000	»	
71	50,000	20,000	30,000	»	
72	58,150,000	59,700,000	»	1,550,000	
73	3,500,000	3,500,000	»	»	
74	1,215,000	970,000	245,000	»	
75	25,000	»	25,000	»	
76	180,000	180,000	»	»	
77	15,700,000	13,660,000	2,040,000	»	
78	100,000	»	100,000	»	
78 ^{bis}	»	500,000	»	500,000	Art. nouveau.
79	950,000	1,300,000	»	350,000	
79 ^{bis}	»	80,000	»	80,000	Art. nouveau.
80	187,000	116,000	71,000	»	
	204,341,100	166,825,600	43,758,500	6,243,000	

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions par amendement.	Augmentations par amendement.	Observations.
-----------------------------	-----------------------------------	--	----------------------------------	-------------------------------------	---------------

DÉFENSE NATIONALE.

80bis	»	350,000	»	350,000	Art. nouveau.
81	1,500,000	250,000	1,250,000	»	
82	1,100,000	100,000	1,000,000	»	
83	450,000	»	450,000	»	
84	1,000,000	500,000	500,000	»	
85	1,500,000	500,000	1,000,000	»	
86	1,500,000	500,000	1,000,000	»	
87	750,000	100,000	650,000	»	
88	500,000	150,000	350,000	»	
89	4,000,000	2,000,000	2,000,000	»	
90	500,000	200,000	300,000	»	
91	500,000	100,000	400,000	»	
92	500,000	50,000	450,000	»	
93	350,000	»	350,000	»	
94	500,000	100,000	400,000	»	
95	1,500,000	»	1,500,000	»	
96	200,000	»	200,000	»	
97	450,000	»	450,000	»	
98	60,000	60,000	»	»	
99	31,000,000	6,000,000	25,000,000	»	
100	10,837,000	6,337,000	8,000,000	3,500,000	
101	13,225,000	3,225,000	10,000,000	»	
102	3,500,000	2,500,000	1,000,000	»	
103	5,146,000	1,146,000	4,000,000	»	
104	29,253,750	9,253,750	20,000,000	»	
105	300,000	100,000	200,000	»	
106	430,000	30,000	400,000	»	
107	3,285,500	785,500	2,500,000	»	
108	965,000	265,000	700,000	»	
109	500,000	150,000	350,000	»	
110	637,650	237,650	400,000	»	
111	258,360	58,360	200,000	»	
112	2,000,000	1,000,000	1,000,000	»	
113	4,000,000	»	4,000,000	»	
114	870,000	870,000	»	»	
115	860,000	160,000	700,000	»	
116	500,000	50,000	450,000	»	
117	368,200	118,200	250,000	»	
118	30,020	30,020	»	»	
119	6,250,000	2,250,000	4,000,000	»	
119bis	»	100,000	»	100,000	Art. nouveau.
119ter	»	60,000	»	60,000	Art. nouveau.
	131,076,480	39,686,480	95,400,000	4,010,000	

FINANCES.

120	1,000,000	1,000,000	»	»
121	200,000	100,000	100,000	»
122	300,000	200,000	100,000	»
123	6,000,000	6,000,000	»	»
124	1,200,000	1,200,000	»	»
125	15,000,000	15,000,000	»	»
126	1,000,000	1,000,000	»	»
127	100,000,000	100,000,000	»	»
128	4,360,500	3,960,000	400,500	»
129	10,000,000	10,000,000	»	»
130	100,000	100,000	»	»
	139,160,500	138,560,000	600,500	»

131 | » | 50,000,000 | » | 50,000,000 | Article nouveau.

RÉCAPITULATION.

Départements.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions.	Augmen- tations.	Observations.
1. Justice	265,000	600,000	15,000	350,000	
2. Affaires Etrangères.	300,000	300,000	»	»	
3. Intérieur et Hygiène.	1,050,900	4,600,000	50,000	3,600,000	
4. Sciences et Arts . .	24,950,000	33,640,737	»	8,690,737	
5. Agriculture	600,000	792,000	»	192,000	
6. Travaux Publics . .	204,341,100	166,825,600	43,758,500	6,243,000	
7. Défense Nationale . .	131,076,480	39,686,480	95,400,000	4,010,000	
8. Finances	139,160,500	138,560,000	600,500	»	
	501,743,080	385,004,817	139,824,000	23,085,737	
	»	50,000,000	»	50,000,000	
	501,743,080	435,004,817	139,824,000	73,085,737	

Crédits proposés au Budget. fr. 501,743,080

Crédits dont la Commission propose l'adoption 435,004,81

Réduction. fr. 66,738,163

Et abstraction faite des 50 millions de remboursement à la Banque Nationale, fr. 116,738,163

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MEI 1924.

BEGROOTING

van de Buitengewone ontvangsten en uitgaven
voor het dienstjaar 1924 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PECHER.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven, op het Bureau der Kamer ingediend, bedroeg aanvankelijk, alles saamgenomen, de som van 501,743,080 frank.

De amendementen van de Regeering hebben daarin merkelijke wijzigingen gebracht. Zij hadden voor gevolg, eenerzijds eene aanzienlijke inkrimping van de voor elk departement voorziene uitgaven, vermits de voorgestelde bezuiniging bedroeg 120,173,263 frank; en anderzijds eene vermeerdering van de Begrootingslasten van 50 millioen, welke som niet eene nieuwe uitgave was, maar het bedrag vertegenwoordigde dat moest gestort worden in het Bijzonder Aflossingsfonds van de voorschotten aan den Staat gedaan door de Belgische Rijksbank, met het oog op het intrekken der Deutsche munten.

Wij zullen de Begrooting enkel onderzoeken zooals zij nu voor ons ligt, en wij zullen zeer kort zijn, daar wij, voor de algemeene beschouwingen die zij ingeeft, verwijzen naar de toelichtingen in onze verslagen over de begrootingen van 1922 en 1923.

(1) Begrooting, n^o 4-XVI.

Amendementen, n^o 71 en 157-VI.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Hallet, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Pecher, de Kerckhove d'Exaerde, Pepin, de Gérardon, Sap en du Bus de Warnaffe.

Tot tweemaal toe reeds hebben wij de gelegenheid gehad te wijzen op de aangevoerde poging tot geleidelijke opklaring van de Buitengewone Begrooting, poging welke in elke der voorgaande begrootingen een stap dichter is gekomen bij het nagestreefde doel om aan de Begrooting haar waar karakter van Begrooting der voortbrengende uitgaven terug te bezorgen. In de aanhangige Begrooting konden wij vaststellen, dat deze politiek werd bereikt. Verleden jaar moesten wij nog met ongenoegen op de buitengewone begrooting uitgaven vaststellen, die het gevolg waren van den oorlog en niets te maken hadden met uitgaven tot toerusting en verrijking van 's lands bezit. Heden ten dage zijn die verdwenen en uit dien hoofde werden 153,021,087 frank op de gewone begrooting overgebracht. Daardoor wordt op heilzame wijze de begrootingsregeling aangevuld, zaak welke de achtbare Minister zich ten doel heeft gesteld en waaraan hij zich met zulken taaien moed heeft toegewijd.

In verband met hetgeen hooger werd gezegd, kan worden aangevoerd, dat van de aanhangige Begrooting al de credieten werden afgevoerd, die er ten onrechte waren vermeld, daar zij veeleer moesten voorkomen op de gewone begrooting, onder de credieten voor onderhoudskosten. Het begrip van eerste oprichting wordt voortaan strikt in acht genomen.

De strenge bezuinigingspolitiek der Regeering blijkt ten slotte uit de samenstelling der Begrooting evenals uit de voorgestelde amendementen. Men kan niet betwisten, dat de felste krachtsinspanning werd gedaan voor de grootst mogelijke beperking der zelfs productieve buitengewone uitgaven noodzakelijk en volkomen gebillijkt zijn. De moeilijke tijd welke wij doorworstelen, legt ons desbetreffende eene tucht op, waarvan de Regeering volkomen heeft zich onderworpen en waarover men haar moet gelukwenschen.

In de Middenafdeeling werd echter de meening geuit, dat men toch de bezuiniging niet op buitensporige wijze moet toepassen, vooral niet waar het openbare werken geldt; het is te vreezen, dat deze bezuinigingspolitiek ten slotte 's lands toerusting in gevaar brengt, hetzij dat de vereischte uitbreidingen niet te geleger tijd worden uitgevoerd, hetzij dat de buitengewone herstellingswerken te lang worden verdaagd, werken die in beginsel geen uitgaven vergen, doch enkel eene aflossing zijn welke buiten alle betwisting binnen de palen van een welbegrepen bestuur valt. Ons verslag over het onderzoek dezer Begrooting ware voorzeker niet nauwkeurig, indien wij de onrust, op dit stuk in het midden gebracht, niet naar voren brachten. Tusschen de financieele mogelijkheden van den dag en de vermoedelijke ontwikkeling op economisch gebied in de toekomst is gewis de vergelijking moeilijk te maken. Het ware hoogst onvoorzichtig de geleidelijke stabilisatie van onzen financieelen toestand in gevaar te brengen door den met lichtzinnigheid opgenomen last van uit te voeren werken welke onze financieele kracht thans niet toelaat en die onze Begrooting zoodanig zouden bezwaren dat wellicht zelfs 's lands heropleving in de toekomst gevaar zou loopen. Anderzijds moet men echter eene kleinzichtige politiek zonder vooruitzicht weten te mijden en te geleger tijd weten op te treden ten einde 's lands bezit te beschutten tegen onherstelbaar verval en dit bezit op de hoogte te houden der nood-

wendigheden. Dat is de beteekenis van het voorgebrachte voorbehoud. Ongetwijfeld kan men billijkerwijs daartegen aanvoeren, dat de door de omstandigheden opgelegde bezuiniging zelf maar van tijdelijken aard is en dat de verbetering van 's lands financieelen toestand de mogelijkheid laat voorzien om de Schatkist wat wijder open te stellen voor de openbare werken. Met dien verstande heeft de Middenafdeeling hare volkomen goedkeuring gehecht aan de verwezenlijkte besparingen. Het ware overigens eene dwaling te meenen dat elke credietsbeperking noodzakelijkerwijs het afzien van het werk, waartoe de uitgave bestemd was, voor gevolg heeft : niet zelden beteekent het de meer nauwkeurige aanpassing van de geraamde uitgave aan het bedrag dat werkelijk betaalbaar zal worden gesteld tijdens het dienstjaar. Treffend is het in dit opzicht te kunnen vaststellen, dat op het crediet van 615,233,699 frank voor 1923, op de Buitengewone Begrooting aangenomen (de honderd miljoen voor de terugbetaling der voorschotten van de Nationale Bank niet inbegrepen), 63 miljoen niet betaalbaar werden gesteld. Met andere woorden : de uitgave wordt over het algemeen zeer breed geraamd en de credietsbeperkingen gaan daar vaak niet buiten en doelen op sommen die men in alle geval tijdens het bedoelde dienstjaar niet had kunnen gebruiken.

Onderstaande tabel vermeldt de betaalbaar te stellen credieten en de werkelijk betaalde uitgaven op 29 Februari 1924 voor de Begrooting van 1923 :

*Tabel der betaalbaar te stellen credieten der werkelijk betaalde uitgaven
op 29 Februari 1924 voor de Begrooting van 1923 :*

BUITENGEWONE BEGROOTING.

Aanduiding der Begrootingen.	Totaal der verleende credieten.	Bedrag der betaalbaar te stellen sommen.	Totaal der betaalde sommen.	Aanmerkingen.
Justitie	9,734,681. »	9,829,377.02 (1)	9,662,793.62	(1) In 1923 werden de tijdelijke en afwisselende vergoedingen voor duurzame bijslag op de Buitengewone Begrooting vermeld en uitgetrokken op <i>onbeperkte</i> credieten, die zonder voorafgaande bijcredieten niet konden overschreden worden.
Buitenlandsche Zaken	883,481. »	536,214.83	536,214.83	
Binnenl. Zaken en Volksgezondheid .	1,347,662. »	1,471,463.99 (1)	1,066,426.77	
Wetenschappen en Kunsten	59,126,167. »	56,059,097.49	30,875,017.63	
Landbouw	1,545,100. »	1,506,184.21	1,465,616.16	
Openbare Werken	123,251,020. »	98,876,007.54	40,576,901.23	
Nijverheid en Arbeid.	10,987,962. »	699,964.09	699,964.09	
Koloniën	300,231. »	327,166.92 (1)	327,166.92	
Landsverdediging	180,598,059. »	169,780,835.26	75,877,188.60	
Gendarmerie	2,067,200. »	2,788,100. » (1)	2,788,100. »	
Financiën	225,337,086. »	210,661,648.62	198,426,444.30	
Economische Zaken	75,000. »	80,643.27 (1)	80,643.27	
TOTAAL.	615,253,699. »	552,616,202.44	362,382,477.42	
Som te storten in het bijzonder Delgingsfonds der voorschotten door de Nationale Bank gedaan voor de inwisseling der Deutsche munt	100,000,000. »	100,000,000. »	100,000,000. »	
ALGEMEEN TOTAAL	715,253,699. »	652,616,202.44	462,382,477.42	

Dezelfde opmerking is ook toepasselijk op de inkrimpingen en de credieten voorgesteld bij de Buitengewone Begrooting voor de Landsverdediging; daar ook geldt de factor waarop wij hebben gewezen en moet men de inkrimpingen beschouwen als voortvloeiende, in zekere mate, uit een meer passend inzicht betreffende de hulpmiddelen die noodig worden geacht voor het uitvoeren van dit deel van het programma van aanbouw, fabricatie of aankoop, dat voorzien wordt voor het loopend jaar. Zij vloeien ook voort, zonder dat er sprake kan zijn van definitieve besnoeiingen aan het vastgestelde programma, uit eene zekere verlenging van het tijdperk dat werd aangenomen voor de uitvoering van het geheel. De betrekkelijke terugslag van deze twee factoren zullen wij op meer nauwkeurige wijze moeten ontleden bij het onderzoek van de artikelen; in dit algemeen gedeelte zullen wij liever niet stil blijven bij deze beschouwingen, tenzij om te ver-

klaren dat op dit gebied geene inkrimping zou geduld worden die voor gevolg zou kunnen hebben onze militaire inrichtingen en de zekerheid van de landsverdediging te verzwakken.

Wij zullen aan dit hoofdzakelijk punt onze aandacht wijden in het analytisch gedeelte van het verslag, bij het hoofdstuk van de credieten voor de Landsverdediging. Met den duidelijk uitgesproken wil het onaangetast te behouden, als criterium zelf van de billijkheid der voorgenomen inkrimpingen, moeten wij, mits de stellige zekerheid te hebben wat betreft de degelijke inrichting van ons leger, met voldoening de amendementen goedkeuren die voor doel hebben in aanzienlijke mate deze begrooting te verlichten. Men verlieze nooit uit het oog dat elke uitgave op de buitengewone begrooting haar tegenwicht vindt in de leening; dat zij dus eene vermeerdering van onze openbare schuld medebrengt en eene verhooging van de lasten die er uit voortvloeien; dat zij een onvoordeelen terugslag hebben op onzen wisselkoers. Welnu, het handhaven van ons crediet tegenover het buitenland is eene andere wijze, misschien meer aangepast aan de heerschende toestanden, van organisatie der landsverdediging. Op dit oogenblik van economischen strijd rond onze geldwaarde, die, zooals de Koning onlangs zegde, al een stuk is van onze Vaderlandsche vlag, eischt de vaderlandsliefde van ons al onze krachtsinspanningsamen te brengen op het kritieke en bedreigde punt, en alles in het werk te stellen om den aanval die tegen ons is gericht af te slaan. Wanneer dit onze eerste zorg is en elke op te lossen moeilijkheid komen moet op haar uur, en naar de mate van dringendheid en gepastheid, wie zal men dan doen gelooven dat onze gehechtheid aan het leger minder groot is, en minder onwrikbaar ons besluit het sterk en goed uitgerust te handhaven, zooals het heil en de waardigheid van het land dit eischen? De amendementen door de Regeering ingediend steunen voorzeker op deze gedachte; het is daarom billijk ze enkel te beoordeelen in verband met de algemeene politiek die het als een strenge regel wil volgen, en met de economische noodwendigheden die in dit tijdstip niet mogen verwaarloosd worden zonder ernstig gevaar voor ons nationaal bestaan zelf.

Door de ingediende amendementen, worden de credieten van de Buitengewone Begrooting dus verminderd met 37,515,500 frank, en met 91,390,000 frank, onderscheidenlijk voor het Ministerie van Openbare Werken en het Ministerie van Landsverdediging. Het geheel bedrag van de inkrimpingen, rekening gehouden met zekere verhoogingen van lateren datum dan de indiening van de Begrooting, beloopt tot de som van 116,738,163 frank, een buitengewoon resultaat, en dat zeker niet kon bereikt worden zonder eene stelselmatige en hardnekkige inspanning, moeilijk en misschien pijnlijk, maar des te verdienstelijker en waarvoor wij de Regeering moeten hulde brengen.

Bijgaande tabel geeft u een algemeen blik over de credieten voorzien voor 1924, verdeeld over de onderscheidene Ministeriën en gebracht op hun definitief bedrag na de verschillende amendementen die bij de Kamer tot hiertoe werden ingediend :

Ministeriën en Diensten.	Begrooting 1924.	Vermeerdering.	Vermindering.	
Justitie	265.000	335.000	»	600.000
Buitenlandsche Zaken . . .	300.000	»	»	300.000
Binnenl. Zaken en Volksgez. .	1.050.000	3.550.000	»	4.600.000
Wetenschappen en Kunsten .	24.950.000	8.690.737	»	33.640.737
Landbouw	600.000	192.000	»	792.000
en Openbare Werken . . .	204.341.100	»	37.515.500	166.825.600
Landsverdediging	131.076.480	»	91.390.000	39.686.480
Financiën	139.743.080	»	600.500	138.560.000
	501.743.080	12.767.737	132.991.000	385.004.817
		50.000.000	»	50.000.000
Sommen te storten voor het Bijzonder Delgingsfonds van de voorschotten aan den Staat gedaan door de Rijksbank voor het uitwisselen van de Deutsche munt.	501.743.080	62.767.737	129.506.000	435.004.817

Zooals men gemakkelijk zien kan, blijkt die Begrooting, zonder de posten van bijkomstigen aard, in zijn hoofdzakelijken samenhang nog enkel te zijn eene begrooting van buitengewone werken, waaronder vallen : de burgerlijke gebouwen en de hydraulieke wegen (166 millioen), de schoolgebouwen (33 millioen) de goedkoope woningen (115 millioen) en de Kolonie (15 millioen), deze twee laatste posten gerangschikt zijnde onder de rubriek van de credieten van het Ministerie van Financiën.

Het cijfer van 385 millioen, dat de werkelijke som vertegenwoordigt van de buitengewone credieten voorzien voor 1924, krijgt zijne juiste beteekenis wanneer men het vergelijkt met het totaal der credieten goedgekeurd voor de vorige jaren. Van hooge kinnen zijn wij neergedaald tot op eene hoogte die, wanneer we rekening houden met de waardevermindering van den frank, zelfs niet het cijfer bereikt van de credieten aangenomen in 1914.

Men oordeele daarover, wanneer men zich wil herinneren dat de Buitengewone Begrooting in 1919 bedroeg : 2 milliard 700 millioen ; in 1920 : 6 milliard 600 millioen ; in 1921 : 962 millioen ; in 1922 : 833 millioen ; in 1923 : 615 millioen, en wanneer men bedenkt dat de tegenwoordige voorstellen, omvattende 385 millioen aan credieten, in vooroorlogsche franks ongeveer honderd millioen vertegenwoordigen, terwijl het gemiddeld cijfer van de credieten aangenomen op de Buitengewone Begrootingen van 1904 tot 1914, 138 millioen bedroeg, en dat, zelfs de Begrooting van 1914, tot 183 millioen ging. Wij zijn dus verre beneden de cijfers vroeger als normaal aangenomen, terwijl nochtans nieuwe lasten en uitgaven, zooals bij voorbeeld onze tusschenkomst om te voorzien in den woningnood, onmisbare offers aan geld hebben geëischt. Men zal tegen de duidelijke cijfers van de

vroeger jaren misschien opwerpen dat zij credieten omvatten die op andere Begrootingen werden overgebracht, namelijk op de Begrootingen van de regies, van de verhaalbare uitgaven, en van de gewone uitgaven, en wij zullen dit niet loochenen. Het blijft niettemin waar dat ten slotte de geheele som van de uitgaven, die door de leening moeten gedekt worden, in aanzienlijke mate werd verminderd en teruggebracht tot normale verhoudingen. Het is een zeer kenmerkend verschijnsel dat wijst op den terugkeer tot een gezonden en duidelijk gunstigen begrootingstoestand.

* * *

Wat betreft den vorm, in denwelken de Buitengewone Begrooting is opgemaakt, heeft de Middenafdeeling de gedachte voornutgezet daar niet meer onder te brengen de credieten voor het Departement van Landsverdediging, naar den wensch uitgedrukt door de Legerkommissie en aangehaald in het verslag van den achtbaren heer de Burlet, verslaggever van de begrooting van Landsverdediging,

De leden die dit voorstel steunden, hebben het gestaafd met zeer ernstige argumenten. Het is inderdaad nog al moeilijk uit de gewone legerbegrooting het onderzoek voor de aanneming van de buitengewone credieten betreffende de Landsverdediging, uit te schakelen. Welnu, het onderzoek van de gewone begrooting wordt opgedragen aan de Legerkommissie. Zou deze dan niet beter dan de Commissie van Financiën aangewezen zijn om te oordeelen over de noodzakelijkheid van dit of dat gebouw, of over de toereikendheid van dezen of geen voorraad, — welke uitgaven, wij herhalen het, voorkomen op de buitengewone begrooting — vermits deze gegevens toch in nauw verband staan met de noodwendigheden van den dagelijkschen gang van de legerinrichting, welke de Commissie juist als opdracht heeft zorgvuldig na te gaan? Is het dan billijk?

Dit deze buitengewone credieten afgescheiden worden van de gewone legerbegrooting, en dat bijgevolg de legercommissie daarvan geen kennis krijgt, terwijl die credieten toch van geen groot belang zijn. Enkele leden van de minderheid der Commissie voor de Financiën hebben zelfs de meening verdedigd dat meest al de credieten voor de Landsverdediging, die thans op de Buitengewone Begrooting staan, onder de Gewone Begrooting zouden moeten gebracht worden, wat *ipso facto* de moeilijkheid zou oplossen; de meerderheid van de Commissie was echter die meening niet toegedaan, en wij geven er ook maar eenvoudige melding van.

De quaestie door de Legercommissie opgeworpen is van principiaal belang; zij treft de grondregels zelve naar dewelke het vaststellen van onze begrootingen werd opgevat. Zij gaat dus verder dan het standpunt waarop de Commissie zich heeft geplaatst, en zou kunnen gesteld worden voor de credieten van al de andere Departementen. Onze gewaardeerde en zoo betreurde Collega, de heer Mechelynck, toen hij het vraagstuk in de vergadering van 31 Maart 1922 (*Hand. Kamer*, bl. 559) van een algemeen standpunt uit beschouwde, drukt zijn meening uit in dezen zin :

« De begrooting van elk Departement zou moeten omvatten de gewone uitga-

ven, de uitzonderlijke uitgaven, en de zoogenaamde buitengewone uitgaven. In de tegenwoordige omstandigheden, met eene bijzondere begrooting voor de buitengewone uitgaven, is het zeer moeilijk drie categoriën van uitgaven, aldus verdeeld, aan een ernstig onderzoek te onderwerpen.

» De Commissie belast met het onderzoek der begrooting van het Departement zou haar onderzoek moeten kunnen drijven over elk soort uitgaven, de vereischte overdrachten nagaan van de eene na de andere categorie, want feitelijk is het dikwijls niet gemakkelijk het onderscheid vast te stellen tusschen de gewone en de buitengewone uitgaven. De gewone uitgaven moeten worden bestreden door de gewone middelen van den Staat, terwijl de buitengewone uitgaven, wanneer zij dienen tot de verbetering van 's lands economische toerusting, door de leening kunen worden gedekt. »

« De groepeerings der onderscheidene categorieën uitgaven van een zelfde departement zal onze besprekingen vergemakkelijken en, zooals ik het daar even zegde, meer klaarheid in den financieelen toestand brengen ».

Aldus opgevat zou de Buitengewone Begrooting als dusdanig ophouden te bestaan, en men zou dit beginsel wel moeten aannemen, indien men den weg opging, welke door de Legercommissie wordt aangewezen; blijkbaar bestaat er inderdaad geene voldoende reden om de credieten ten behoeve van het Departement van Landsverdediging op eene andere wijze te behandelen dan de buitengewone credieten voor de andere departementen. Logischerwijs is het ons niet toegelaten in het opmaken der begrootingen eene bepaalde werkwijze te gebruiken voor sommige credieten die men verandert voor andere. En dienvolgens moet het vraagstuk in geheel zijne draagwijze worden onderzocht.

In dit verslag betaamt het niet dit kiesche twistpunt op te lossen; wij bepalen ons bij het aangeven der bestanddeelen.

De wijze door den achtbaren heer Mechelynck destijds aangewezen zou het onderzoek der begrootingsvraagstukken *van elk departement* grootendeels vergemakkelijken. Doch zou het geen groot bezwaar opleveren, moest men in een zelfde kader uitgaven samenbrengen die volkomen onder elkaar verschillen, waarvan de eene door de gewone middelen van den Staat en de andere door de leening worden bestreden? Dit zou onvermijdelijk verwarring brengen. Zou dit ons niet blootstellen, aan onze begrooting den schijn te geven te worden gedekt door de leening, terwijl het gewone leven van den Staat moet worden verzekerd door zijne jaarlijksche inkomsten? Van uit dit oogpunt beschouwd, werd eene afzonderlijk opgemaakte Buitengewone Begrooting, als een werkelijke vooruitgang aangezien, des te meer daar de regels der comptabiliteit, die in de jongste jaren streng werden toegepast, aan de aanzienlijke credieten op de Buitengewone Begrooting uitgetrokken, slechts gedurende een zekeren termijn geldigheid hebben verleend, waardoor een nauwkeurige en onafgebroken contrôle mogelijk werd gemaakt.

De toepassing van eene nieuwe methode zou een stelsel ontwrichten, dat zijn nut heeft op het stuk van financieele duidelijkheid, en zou allicht, in zeker opzicht, voor gevolg kunnen hebben het algemeen onderzoek minder duidelijk te

maken van de begrootingen, waarvan de thans stelselmatig geregelde vorm door het naast elkaar bestaan van afzonderlijke begrootingen voor de gewone, de buitengewone en de verhaalbare uitgaven, een volledig en gemakkelijk overzicht van dienstjaar tot dienstjaar mogelijk maakt. Het is niet zonder belang te wijzen op het nut dat ligt in het niet afwijken, zonder rijp overleg, van de regeling die werd ingevoerd voor eene reeks begrootingsjaren en waarvan de bestendige vorm reeds een onbetwistbare verdienste heeft. Deze meening is ook de geachte heer Houtart toegedaan in zijn algemeen verslag over de Begrooting voor 1922, waar hij haar als volgt samen vat : « Minder wijzigingen, minder verbeteringen. Op het stuk van duidelijkheid is de bestendigheid van eene aangenomen methode van grooter belang wellicht dan de hoedanigheid zelve van deze methode ».

Het onderzoek van het beginselvraagstuk, dat de motie van de Legercommissie doet oprijzen, zal zijn plaats vinden in de bespreking over de Begrooting, en daar zal het opgehelderd worden door het gezaghebbend advies dat de Minister van Financiën zonder twijfel zal uitbrengen. Wij kunnen er hier alleen de groote lijnen van aangeven. Eene oplossing, behoorend tot de gewone parlementaire werkzaamheid, die voldoening zou kunnen geven aan den wensch van de Legercommissie, zou zijn, dat in de toekomst de voorstellen van buitengewone credieten aan haar worden onderworpen, opdat zij er over op bijzondere wijze kunne verslag uitbrengen.

Het bestudeeren van de Buitengewone Begrooting heeft de Commissie voor de Financiën doen terugkomen op een vroeger herhaaldelijk uitgedrukten wensch : het zou wenschelijk zijn bij het document van de begrooting eene samenvattende tabel te voegen, met voor elk van de groote werken, waarvoor credieten zijn uitgetrokken, de opgave der vroeger betaalbaar gestelde uitgave, hoe ver het werk gevorderd is en de geheele kosten.

Bij eene vergelijking van jaar tot jaar zouden deze tabellen toelaten zich rekenschap te geven van den algemeenen gang van de ondernemingen, en zouden kostbare vingerwijzingen kunnen leveren die het onderzoek van de begrooting vergemakkelijken. Bij de toelichting van de artikelen zou men bovendien eene nota willen gevoegd zien, die omstandig opgeeft het voorgenomen gebruik van het crediet en eenige gegevens over het nut en eventueel over de hoogdringendheid van het werk. Die gegevens werden in deze begrooting zeer nauwkeurig aangegeven door het Ministerie van Openbare Werken, zij zijn zeer onvolloende voor andere Departementen, namelijk voor dit van Wetenschappen en Kunsten, dat zich bepaalt tot het opgeven van zeer hooge bedragen, zonder een woord verklaring. Wij mogen waarschijnlijk hopen dat voor het aanstaande jaar aan deze enkele desiderata zal gevolg worden gegeven.

* * *

Sommige leden hebben, ten slotte, de regelen gegispt die thans inzake rekenplichtigheid bij de begrooting gelden en die uitgaan van het beginsel, volgens hetwelk al de verbintenissen op het stuk van buitengewone uitgaven voor één jaar

worden aangegaan. Zij deden gelden dat dit beginsel moeilijk overeen te brengen is met de praktische uitvoering van groote werken, daar het beheer gehouden is credieten betaalbaar te stellen vóór 31 December van het loopende dienstjaar, op straffe die credieten op dien datum te zien vervallen. Zij hebben gevraagd dat de buitengewone credieten geldig zouden blijven gedurende drie jaar, zooals vóór den oorlog gebruikelijk was. Dit voorstel werd echter verworpen door de Commissie voor de Financiën, die van meening was dat zulke afwijking van het beginsel, krachtens hetwelk al de credieten voor één jaar slechts geldig zijn, het toezicht onmogelijk zou maken dat, in deze, met nauwgezetheid blijkt te moeten worden uitgeoefend. Verschillende thans geldende gebruiken, zooals het aankondigen van de totale uitgave in den tekst der artikelen, geven de noodige lenigheid en laten toe, wanneer het groote werken geldt, uitgaven betaalbaar te stellen over verscheidene dienstjaren. Bedoelde moeilijkheid kan overigens worden verholpen door tijdige goedkeuring van de Buitengewone begrooting, die op normale wijze aan die van de overige begrootingen zou moeten voorafgaan. Dergelijke regeling zou voor de toekomst moeten worden nagestreefd en, met het oog daarop, zou het Parlement zich de noodige tucht moeten opleggen.

In de Buitengewone Begrooting komen eene menigte credieten voor, die betrekking hebben op zeer verschillende onderwerpen en die op geenerlei wijze in een samenvattende studie kunnen vereenigd worden. De begrooting laat dus moeilijk toe beschouwingen in het midden te brengen betreffende de politiek gevolgd door de verschillende Departementen, en die eer door de verslaggevers van de gewone begrooting moeten onderzocht worden. Onze taak zal bescheidener zijn : Ter uitzondering van zekere belangrijke punten die onzen aandacht vergen, zullen wij dus gedwongen zijn achtereenvolgens de artikelen te ontleden, en bij elk daarvan te wijzen op de belangwekkende inlichtingen of die van zoodanigen aard zijn dat zij de beslissing tot het verleenen van het aangevraagd crediet verklaren. Wij zullen zooveel mogelijk de gegevens samenvatten die wij geput hebben uit de antwoorden van de heeren Ministers aan dewelke wij verplicht waren vele vragen om inlichtingen te stellen, en, die wij innig bedanken voor hunne welwillende medewerking.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

EERSTE ARTIKEL. — *Uitgave voor toerusting en meubilair voor de nieuwe openbare instellingen van den Staat fr. 100.000*

De tekst van het artikel zou nader mogen omschreven zijn. De Middenafdeeling stelt voor, het artikel te doen luiden : *Verplegingsgesticht (kliniek) voor meisjes te Brugge, en Opvoedingsgesticht voor meisjes te Sint-Servatius. Uitgaven van toerusting en meubilair.*

Het crediet is bestemd om over deze twee inrichtingen elk voor de helft verdeeld te worden.

Het geldt te Brugge het gesticht waar de meisjes van de Weldadigheidsgezichten, aangetast door venerische ziekten, worden opgenomen en verzorgd,

Sedert Januari 1923 is het in werking in de lokalen van het vroegere Bedelaarsgesticht. Er worden thans in het gesticht 48 zieken verpleegd, maar de werken waaraan men bezig is, zullen eerlang toelaten er honderd op te nemen. Verleden jaar werden daarvoor fr. 12,818.70 uitgegeven. Een bezoek ter plaatse heeft ons toegelaten vast te stellen hoe degelijk het gesticht is ingericht. Het heeft met weinig kosten eene groote leemte gevuld, om het mogelijk te maken de zieken, wier aanwezigheid gevaar opleverde, uit de weldadigheidsscholen te trekken.

Het opvoedingsgesticht voor meisjes te Saint-Servais zal het paviljoenstelsel invoeren; het zal alsdan 175 leerlingen tellen. Op de Buitengewone Begrooting van het vorig jaar werd eene som van fr. 75,216.15 uitgetrokken voor meubilering. Deze wordt met groote zuinigheid voortgezet, maar, gelet op den bijzonderen en nieuwen aard van dit gesticht, kon men niet met beslistheid zeggen of het crediet van 50,000 frank het laatste zou zijn, zoo lang de lokalen niet zijn ingericht.

ART. 2. — *Rijksweldadigheidsgesticht te Sint-Andries-bij-Brugge. Kleine voltooiingswerken die in 1914 nog moesten worden uitgevoerd. — Mobilair. — Materieel, ziekenzaal, ontsmetting, enz. fr. 68,000*
bij amendement gebracht op fr. 50,000

Dit belangrijke gesticht bestaat uit twee deelen : het toevluchtshuis, waar 172 vrouwen en 18 kinderen zijn ondergebracht, en het bedelaressengesticht, waar 90 vrouwen en 17 kinderen werden opgenomen. De syphilislijders zijn ten getale van 16, maar die getallen veranderen nog al gemakkelijk.

Het aangevraagde crediet betreft beide instellingen tevens, vermits het in verband staat met gemeenschappelijke diensten : het kraamvrouwengesticht, de ziekenzaal en de afdeeling voor syphilislijders. Men mag zeggen dat deze drie diensten in volstrekt behoeftige omstandigheden verkeerden op het stuk van materiaal, instrumenten en meubelen zijn er bijna niet voorhanden. De inrichting voor kraamvrouwen bezit zelfs geen operatietafel en de bevallingen geschieden op eene gewone tafel; de afdeeling voor syphilislijders heeft zelfs geen hokje voor het onderzoek der zieke vrouwen. Het mobilair van de afdeeling voor moeders is ontoereikend en in zeer vervallen staat. Op te merken valt dat men zich nog steeds bedient van het mobilair uit het buiten dienst gestelde toevluchtshuis en bedelaressengesticht te Brugge, dat reeds heelemaal versleten was.

Er bestaat overigens geen behoorlijke bergplaats om het rollend materieel noch de landbouwmachines onder te brengen die van het weer veel te lijden hebben.

De waschplaats en de strijkkamer kunnen niet voldoen aan de behoeften van de buitenklanten, die een bron van inkomsten voor het gesticht zijn ; die lokalen zouden moeten verbeterd worden.

Men ziet het dus dat het crediet noodig is op grond van ware en spoedeisende behoefte. Na eene nieuwe raming, kon het crediet van 68,000 op 50,000 frank worden verminderd.

ART. 3. — *Opvoedingsgesticht voor meisjes te Saint-Servais. — Voltooiing van werken tot eerste oprichting fr. 100,000*
(bij wijze van amendement op 450,000 frank gebracht).

Op de Buitengewone Begrooting van 1923 werd, voor de voltooiing van het gesticht te Saint-Servais een crediet van 500,000 frank gestemd, waarop 56,000 frank werd uitgegeven. Het Algemeen Toezicht op de Gebouwen, dat om andere werken verzocht werd, heeft het Departement niet in de mogelijkheid kunnen stellen meer van het toegestane crediet uit te geven. Het onverwacht afsterven van het hoofd van gezegden dienst, heeft belet dat sommige werken, die voor 1923 waren voorzien, konden aangevangen worden. Het thans aangevraagde crediet dat, bij wijze van amendement op 450,000 frank werd gebracht, is dus slechts de overdracht van een vroeger toegestaan crediet dat niet werd benuttigd.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

ART. 4. — *Aankoop, oprichting of heroprichting van hotels voor de gezantschappen en consulaten fr. 300,000*

Het crediet van 200,000 frank dat het vorig jaar werd verleend voor hetzelfde doeleinde werd niet betaalbaar gesteld.

Dit van 300,000 frank, dat dus voor het grootste gedeelte een overdracht is, wordt aangevraagd niet om bepaalde gebouwen aan te kopen, maar om tot mogelijke aankopen over te gaan, en om te beletten dat een gunstige gelegenheid tot aankoop, bij gemis van crediet, niet zou kunnen worden te baat genomen.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

ART. 5. — *Kosten van studie en werken aan de minerale bronnen en gezondheidsinstellingen der stad Spa Fr. 500,000*

De minerale bronnen in de omstreken van Spa zijn voor het land een winstgevende rijkdom en het ingrijpen van den Staat om deze bronnen te behouden is zeer billijk.

Eene overeenkomst gesloten in 1912, en gewijzigd in 1917, bestaat tusschen de stad Spa en de Compagnie dit het water heeft gepacht. Naar luid van deze overeenkomst, heeft deze vennootschap voor een termijn van zes en dertig jaar, te loopen vanaf het te harer beschikking stellen van de badinrichtingen, het monopolie van het exploiteeren van het mineraalwater, de badinrichting en de verschillende bronnen. Maar het hoort dat deze inrichtingen, die een deel uitmaken van het gemeentelijk bezit van de stad Spa, in zulken staat behouden blijven dat zij aan hare bestemming beantwoorden,

en dus moet de Staat voorzien in de gezondheidkundige werken die daartoe moeten bijdragen. De stad Spa komt niet tusschenbeide, hare inkomsten zijn zeer beperkt en de werken aan andere instellingen, die te haren laste vallen, — namelijk de drinkwatervoorziening — zijn zeer kostbaar. Dit heeft den Staat aangezet de overneming in het vooruitzicht te stellen van de minerale bronnen en de badinrichtingen; het vorig jaar reeds, heeft de Commissie voor de Financiën, naar aanleiding van dit crediet, aangedrongen opdat eene overeenkomst den toestand zou regelen tusschen den Staat en de stad. Andermaal daarover ondervraagd, heeft den Minister geantwoord als volgt : « Het vraagstuk van de overneming door den Staat van de mineraalwaterbronnen en de badinrichtingen is nog niet verder gevorderd als werd aangegeven in mijn brief van 27 Maart 1923, n° 10-59. (Zie verslag Buitengewoon Begrooting, blz. 16, 17 en 18.) Het wordt thans onderzocht door het Departement van Financiën, dat mij nog geen kennis heeft gegeven van zijne beslissing. Het onderzoek met betrekking tot de wijze van overneming, het exploiteeren van de badinrichtingen, het opmaken van de overeenkomst tot overneming dat den respectieven toestand zou regelen van de Compagnie, den Staat en de stad, werd onderbroken, bij gemis van elke beslissing vanwege den Eersten Minister. »

Andermaal dringt de Commissie aan, opdat dit vraagpunt worde opgelost, vermits ingrijpen vanwege den Staat zich nog meer schijnt te moeten voordoen. Het is inderdaad thans niet mogelijk, zegt de Eerste Minister, in antwoord op een vraag omtrent den omvang en de kosten van het nog te verwezenlijken programma, de werken te ramen die nog moeten worden uitgevoerd, wanneer de verschillende inrichtingswerken, in de omstandige opgave van de Begrooting vermeld, zullen klaar zijn. De sommen vermeld op de Begrooting van 1923 (500,000 frank) en van 1924, zullen meer belangrijke werken van geschiktmaking en bescherming mogelijk maken. De zaak schijnt dus op haar waar standpunt te moeten worden geplaatst.

Art. 6. — Aankoop van een gebouw voor het bacteriologisch laboratorium van den gezondheidsdienst en eerste inrichtingskosten . . . fr. 500,000

Thans betreft dit laboratorium een lokaal van den linkervleugel van het Paleis van het Jubelpark. Het beslaat veertien werkkamers, die uitgerust zijn met het oog op navorschingen op het gebied der bacteriologie en scheikunde in verband met de gezondheidkunde, verschillende aanbouwen voor de bijdiensten en den onderhoud der proefdieren, alsook een woning voor den huisbewaarder.

Deze lokalen zijn te klein voor de behoeften van den dienst; daarbij zijn zij slecht ingericht en volstrekt ongezond; ten slotte vergen zij elk jaar kosten voor onderhoud en geschiktmaking, wat de Schatkist zeer duur te staan komt.

Deze redenen zouden volstaan om een aanvraag tot overplaatsing te billijken, maar daarbij dient men te zeggen dat dit laboratorium deze lokalen

moest ontruimen om plaats te maken voor het Legermuseum dat de belendende lokalen betreft.

Op het oogenblik dat de aanvraag om crediet aan het Departement van Financiën werd overgemaakt, had het Bestuur van den Gezondheidsdienst een gebouw op het oog, dat te Brussel was gelegen, met een oppervlakte van 32 aren, waarvan 5 bebouwd en zeer goed onderhouden; het had kunnen aangekocht worden tegen 473,000 frank en 25,000 frank waren genoeg geweest om de eerste kosten van inrichting te dekken. Bij gemis van crediet kon de aankoop niet geschieden.

Daaruit blijkt echter dat de Staat geen gebouw zal kunnen aankopen dat in de behoeften voorziet, dan tegen een som van 500,000 frank.

Een lid van de Commissie stelde voor, om verdere kosten te vermijden, te trachten een overeenkomst te sluiten met andere laboratoria of wellicht met de Universiteit. Daarop werd de aandacht van den bevoegden Minister gevestigd.

ART. 7. — *Aanbouw van een bij-hangar aan het Rijkskoepokgesticht te Cureghem.* fr. 50,000

Dit crediet is een dubbelganger van het crediet van hetzelfde bedrag bij artikel 43. Artikel 7 moet bijgevolg wegvallen.

ART. 7^{bis} (nieuw). — *Eerste schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten der werken van opvangen en van aanvoer van de bovenbronnen der Neblon, ondernomen door de « Compagnie intercommunale des Eaux de l'Agglomération liégeoise et Extensions pour l'Alimentation de l'Agglomération liégeoise »* fr. 1,500,000

ART. 7^{1er} (nieuw). — *Eerste schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten der werken voor het aanleggen eener waterleiding door de stad Brugge* fr. 1,100,000

ART. 7^{quater} (nieuw). — *Eerste schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten der werken tot aanvullende verbetering van den waterafvoer van het dal der Maelbeek (1^e lot), door de provincie Brabant uitgevoerd.*
fr. 1,000,000

Tusschenkomst van den Staat in verschillende werken tot verbetering van de drinkwatervoorziening te Luik en te Brugge, alsook de waterloop en van de Maelbeekvallei te Brussel.

De toelichting bij deze amendementen billijkt deze ten overvloede. Geen aanmerking.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN

AART. 8. — *Normaal onderwijs. — Bouw, meubileering, enz., van normaalscholen.* fr. 300,000
(Gebracht bij amendement tot op fr. 400,000)

Dit crediet staat in verband met buitengewone werken tot vergrooting verbetering en meubileering in de normaalscholen die niet bedoeld zijn bij de artikelen 9 tot 15.

Omtrent dit artikel noch omtrent de volgende geeft het stuk van de Begrooting een bepaalde toelichting. Verschillende vragen werden gesteld; het antwoord daarop liet ons toe, de volgende gegevens te verstrekken.

Ziehier de omstandige opgave van het crediet van 400,000 frank bij artikel 8.

<i>Couvin</i> .	Verschillend materieel	fr.	5,000	
<i>Gent</i> . .	Inrichting van de afgestane gebouwen der Tuinbouwschool	fr.	50,000	
	Aanleggen der electriciteit		10,000	
	Bedden, matrassen, dekens, kasten, enz . .		20,000	
	Gezondheidsinrichtingen		50,000	
			—	130,000
<i>Bergen</i> .	Didactisch materieel (natuurkunde-schei- kunde-wetenschappen), enz.		14,000	
	Beddegordijnen, lakens, sloopen		5,000	
	Dekens, matrassen, bedden		15,000	
			—	34,000
<i>Verviers</i> .	Materieel, turnzaal		36,000	
	Beplantingen in het goed		10,000	
	Verschillend materieel		10,000	
			—	56,000
<i>Brugge</i> .	Meubelen en didactisch materieel voor de nieuwe klassen		28,000	
	Beddegoed en meubelen voor de slaapka- mertjes		17,000	
	Inrichting der keuken		10,000	
	Linoleum en borden		2,500	
			—	57,500
<i>Brussel</i> .	Meubelen voor naai- en turnzaal		10,000	
	Podiums en borden		7,000	
	Tafels, stoelen en rekken		5,000	
	Aanleg van gaz, leien, muren, verven, gor- dijnen en voorhangen		15,000	
	Inrichting van een teekenzaal en verschil- lend materieel		15,000	
			—	85,000
	Onvoorziene uitgaven en mogelijke vergis- sing bij de raming			32,500
				fr. 400,000

De vage tekst van het artikel ware beter vervangen door den volgenden :
Normaal onderwijs. — Bouw, meubileering, enz. van scholen. — Scholen te Couvin, Gent, Bergen, Verviers, Brugge, Brussel.

Het crediet van 1,263,000 frank, op de begrooting voor 1923 uitgetrokken, werd geheel betaalbaar gesteld.

ART. 9. — *Normaal onderwijs. — Aanbouw, meubileering, enz. van scholen. — Normaalschool te Lier.* fr. 2,000,000
(bij wijze van amendement gebracht op fr. 3,000,000).

In het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1923 hebben wij als cijfer van toewijzing der werken de som van 3,770,430 frank aangegeven. Maar deze aanbieding bedroeg niet de kosten van aanleg der verwarming, verlichting en meubileering. Het totaal zal 7 1/2 miljoen bedragen. Het is voor de volledige voltooiing van deze school dat een laatste crediet van 3 miljoen voor het dienstjaar 1924 werd aangevraagd; tot op 31 December 1923 werd 4 1/2 miljoen uitgegeven.

Het crediet van 4 miljoen, dat het vorig jaar werd goedgekeurd voor de voltooiing van het gebouw, werd slechts voor 3 miljoen betaalbaar gesteld. Het overschot van 1 miljoen werd op deze begrooting overgebracht. Dit is dan ook de bedoeling van het ingediende amendement.

Het onder dak brengen is aan den gang; naar luid van de overeenkomst tusschen den Staat en de stad Lier, zal de school in October 1923 worden geopend.

ART. 10. — *Normaal onderwijs. — Aanbouw, meubileering enz. van normaalscholen.*

Normaalschool te Nijvel. fr. 2,000,000

Het bedrag der aanbesteding, dat werd goedgekeurd en dat, zooals wij het vorig jaar in ons verslag aanduiden, 7,418,398 frank beliep, geldt enkel voor den ruwbouw. Daarbij dienen gevoegd te wordende uitgaven voor verlichting, verwarming, meubileering en schildering, te zamen ongeveer 1,500,000.

De vorige credieten, goedgekeurd voor 1922 en 1923, en die onderscheidenlijk 2 en 4 miljoen bedragen, werden geheel betaalbaar gesteld.

De muren van een deel van het gebouw zijn opgetrokken.

De termijn voor de voltooiing van den ruwbouw, die op 9 Februari 1923 aanvang heeft genomen, bedraagt 900 dagen.

ART. 11. — *Normaal onderwijs. — Bouw, meubileering, enz. van normaalscholen.*

Normaalschool te Blankenberghe. fr. 500,000

(Bij amendement op 2,500,000 frank gebracht).

De werken van het hoofdgebouw zijn af en de lessen worden gegeven sedert October 1923. Blijven nog op te trekken : de woonhuizen van den bestuurder, den econoom en den huisbewaker, eene teekenzaal, zalen voor handenarbeid, verscheidene klassen.

Het crediet van 2,200,000 frank, in de Begrooting voor 1923 opgenomen, werd alleen betaalbaar gesteld tot een bedrag van 550,000 frank (en niet 100,000 frank, zooals de toelichting op bladzijde 4 der amendementen bij missing vermeldt); moeilijkheden bij den aankoop van sommige gronden, die onmisbaar zijn voor de oprichting, waren oorzaak van deze vertraging. Daarom werd aangevraagd het niet aangewende deel van dit crediet op de huidige begrooting over te brengen. De globale kosten zullen 6,200,000 fr. bedragen.

ART. 12. — *Normaal onderwijs. Bouw, meubileering, enz., van normaal-scholen*

Normaalschool te Aarlen. fr. 2,000,000

Het crediet van 2,000,000 frank, voor 1922 toegestaan, werd tot een bedrag van 975,000 frank betaalbaar gesteld; dit van 3,000,000 frank, voor 1923 toegestaan, werd volledig aangewend. De totale kosten, in het verslag van het vorig jaar geraamd op 6 miljoen, bevatten maar den ruwbouw. De volledige uitgaven, met inbegrip van verwarming, verlichting en meubileering, bedragen 8 miljoen.

De grondvesten zijn bijna voltooid. De ruwbouw zal eerlang aanvangen en, naar luid van het contract met den aannemer, moet hij voltooid zijn binnen een jaar.

ART. 13. — *Normaal onderwijs. Bouw, meubileering, enz., van normaal-scholen.*

Normaalschool te Laken. fr, 1,000,000
(Bij amendement op 3,000,000 frank gebracht).

Het crediet van 2 miljoen frank, aangenomen voor 1923, werd alleen betaalbaar gesteld voor een bedrag van 272,000 frank (tijdelijke loodsens, aankoop van een stuk grond). Meer werd tot nu toe niet uitgegeven. De totale kosten zullen 5 miljoen bedragen; het cijfer, in het verslag van het vorig jaar vermeld, betreft alleen den ruwbouw.

De aanbesteding kon in 1923 niet plaats hebben. Doch maatregelen werden getroffen om de werken te doen aanvangen in 1924.

ART. 14. — *Normaal onderwijs. Bouw, meubileering, enz., van normaal-scholen.*

Normaalschool te Luik. fr. 500,000
(Bij amendement op 1,000,000 frank gebracht).

Het crediet van 4 1/2 miljoen, verleden jaar toegestaan, werd volledig uitgegeven. De globale kosten zullen ongeveer 5 miljoen bedragen. De onderhavige credietaanvraag werd bijgevolg op 1 miljoen gesteld om de volle verwezenlijking van het voorgenomen plan te bespoedigen.

Deze werken zijn hoogst noodig : wegens den grooten aangroei van het aantal leerlingen moeten de huidige instellingen vergroot worden. Ander-

zijds betreft het een oud gebouw, dat talrijke belangrijke herstellingswerken vereischt.

De termijn voor de voltooiing loopt over twintig maanden, te beginnen vanaf Januari 1924.

ART. 15. — *Normaal onderwijs. — Bouw, meubileering, enz., van normaalscholen.*

Normaalschool te Doornik fr. 650,000

Het crediet van drie millioen, in de Buitengewone Begrooting van 1923 opgenomen, werd betaalbaar gesteld tot een bedrag van 2,717,036 frank.

De globale kosten, met inbegrip van verwarming, verlichting, meubileering, schilderwerk, bedragen ongeveer 3,670,000 frank. De uit te voeren werken zijn opgegeven in de bijlagen (bl. XVII) van het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1923. Zij moeten voltooid zijn binnen twintig maanden, loopende vanaf 9 December 1923.

ART. 15bis. — *Normaal onderwijs. — Bouw, meubileering, enz., van normaalscholen.*

Normaalschool te Vinton fr. 50,000

Het crediet van 500,000 frank, in 1923 toegestaan, werd volledig uitgegeven. De totale kosten zullen 550,000 frank bedragen en het huidige crediet is dus het laatste. De thans uitgevoerde werken betreffen de herstelling en de vergroting van de normaalschool; daarbij moeten de tuin vergroot, de toestellen in de turnzaal aangevuld en de speelplaats opnieuw aangelegd worden.

ART. 16 — *Lager onderwijs. Toelagen voor bouw, meubileering, enz., van schoollokalen en schoolbarakken fr. 10,000,000*

Men zal zich herinneren dat een crediet van 9 millioen met hetzelfde doel werd ingeschreven bij artikel 16 der Buitengewone Begrooting voor 1923, dat gevoegd werd bij een ander crediet van 3 millioen frank dat voorkwam bij artikel 146 der Gewone Begrooting van het Departement van Kunsten en Wetenschappen.

Om deze credietaanvraag te billijken, heeft de Minister er op gewezen dat het in deze de vereffening gold van vroeger door den Staat genomen verbintenissen. Inderdaad : 1) de verschuldigde en niet betaalbaar gestelde toelagen bedroegen een totaal van ongeveer 3,000,000 frank ; 2) daar de kosten der in 1922 goedgekeurde ontwerpen meer dan 37 millioen bedragen, bereikt het aandeel van den Staat hierin meer dan 42 millioen, waarvan de helft, ten minste 6 millioen, in 1923 betaalbaar moest gesteld worden. De tweede helft van dit aandeel zou betaalbaar gesteld worden in 1924.

Dit laatste crediet wordt hier bedoeld.

Buiten die 6 millioen moet nog gevolg gegeven worden aan de verbintenissen betreffende de ontwerpen, die in 1923 werden voorgelegd en goedgekeurd en waarvan de verwezenlijking sedertdien is aangevangen of dit

jaar zal aanvangen. Het Departement heeft nu, gedurende de eerste helft van 1923, werken goedgekeurd, die op meer dan 35 miljoen geraamd worden; de tusschenkomst van den Staat in die uitgaven zal 12 miljoen overschrijden, waarvan de eerste helft, zijnde nogmaals 6 miljoen, in 1924 moet betaald worden.

De uitvoering van sommige werken zal misschien vertraging lijden om verscheidene redenen of bij gebrek aan voldoende inkomsten der gemeenten, doch er moet rekening gehouden worden met de talrijke, tijdens de tweede helft van 1923 goedgekeurde werken, waarvan verscheidene in 1924 zelfs moeten voltooid zijn.

Onder die omstandigheden meent het Departement van Wetenschappen en Kunsten dat, tot een volstrekt minimum herleid, het op deze begrooting te voorzien crediet 12 miljoen moest bedragen; alleen uit hoofde van onzekerheid in de verwezenlijking en onder voorbehoud, bij wijze van amendement of door een bijkomend crediet eene verhooging te vragen, werd het crediet op 10 miljoen gebracht.

Er dient op gewezen dat de credieten van 1922 en 1923 (7 miljoen en 12 miljoen) de vereffening hebben mogelijk gemaakt van al de achterstallige vroegere toelagen en dat thans enkel aan de huidige noodwendigheden moet beantwoord worden.

Deze cijfers geven een denkbeeld van de groote inspanning die gedaan werd om de gemeentebesturen bij te staan in hare zending en de stoffelijke inrichting van het lager onderwijs beter in verband te brengen met de huidige vereischten.

Onder de bijlagen vindt men een staat betreffende het aanwenden der in 1922 en 1923 toegekende credieten, alsook sommige gegevens die toelaten na te gaan op welke wijze verscheidene gemeenten van het land door den Staat geholpen werden.

ART. 17. — *Lager onderwijs. — Aandeel van den Staat in het herstellen van de schoolgebouwen der verwoeste gewesten* fr. 6,000,000

Het onderzoek van dit artikel deed de vraag oprijzen of het crediet, dat er bij behoort, niet, althans voor het grootste gedeelte, bij de begrooting der verhaalbare uitgaven zou gevoegd worden.

De geachte Minister lichtte de zaak aldus toe :

« De op dit crediet gestelde uitgaven betreffen de *vergrootingen* die verwezenlijkt werden bij den wederopbouw der in de verwoeste gewesten vernielde scholen. De schoolgebouwen verkregen hunne vroegere uitgebreidheid bij middel van de vergoedingen voor oorlogsschade. Doch vele beantwoordden niet meer aan de huidige noodwendigheden en moesten dus vergroot worden. De ten onder gebrachte gemeenten kunnen die lasten niet dragen en de Regeering heeft al de kosten aan den Staat overgelaten zonder eenig verhaal op de gemeentefondsen te voorzien. Het betreft dus wel bepaalde toelagen, volledig ten gunste van de gemeenten afgestaan, en geen

verhaalbare voorschotten. Er moet dus ontkennend op de vraag geantwoord worden. »

Het commentaar bij artikel 17 wijst op een crediet van 6 miljoen, met hetzelfde doel toegestaan in 1923. Het geldt eigenlijk twee credietposten, de eerste van 4,500,000 frank die voorkwam bij artikel 152 van de Gewone Begroting (uitzonderlijke uitgaven), de andere van 4,500,000 frank bij artikel 19^{ter} der Buitengewone Begroting (bijkomende credieten, wet van 10 Augustus 1923, stuk 381 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers 1922-1923). Deze credieten werden betaalbaar gesteld tot een bedrag van fr. 4,499,809.49 en fr. 4,492,440.68.

Wat blijft er nog te verwezenlijken? Uit de inlichtingen, geleverd door den dienst der Verwoeste Gewesten, blijkt dat de tussenkomst van het Departement van Wetenschappen en Kunsten kan geraamd worden op 4,558,000 frank voor de werken die nog niet zijn *aangebested*, doch *het in 1924 moeten zijn*. Het aandeel van het Departement in de kosten der werken, *sedert 1 Januari 1924 tot heden aangebested*, bedraagt fr. 1 miljoen 527,945.97. Te zamen, fr. 6,085,946.97. Vandaar het bedrag van het thans aangevraagd crediet.

ART. 17^{bis}. — *Middelbaar onderwijs. — Bouw en meubilering van de lokalen in de verwoeste gewesten* Fr. 5,040,737

Een crediet van 6,363,336 frank werd reeds met hetzelfde doel aangenomen en benuttigd tot een bedrag van fr. 4,459,262.94. Dit crediet werd op de Buitengewone Begroting voor 1923 overgebracht, als bijkomend crediet, door de wet van 10 Augustus 1923 (stuk 381, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1922-1923).

Wat blijft er nog te verwezenlijken?

Het programma, waarvan men de verwezenlijking voortzet voor het middelbaar onderwijs in de verwoeste gewesten, voorziet de oprichting, naar de huidige vereischten, van elf middelbare scholen : Aarsehot (1), Meenen (1), Visé (1), Nieuwpoort (2), Dendermonde (2), Lier (1), Pecq (2), Ieper (1).

Het Departement van Landsverdediging heeft onlangs aan het Departement van Wetenschappen en Kunsten de lokalen afgestaan van het vroeger militair hospitaal van Dendermonde, waarin de twee middelbare onderwijsinrichtingen van den Staat in deze stad behoorlijk zullen kunnen ondergebracht worden. Zoodra het Departement zal ingelicht zijn over den prijs van het gebouw in gemeen overleg met het Beheer der Domeinen, zal het duidelijk kunnen antwoorden betreffende de toereikendheid der credieten. Indien de overname in gunstige voorwaarden geschiedt, wat zeer waarschijnlijk is, dan is het bijna zeker dat het globaal crediet van 7,200,000 frank, door de Wetgeving in 1923 en 1924 toegestaan, zal toelaten voormeld programma uit te voeren.

Dan zal alleen nog de zaak te onderzoeken blijven betreffende de oprichting van de middelbare school voor meisjes te Hasselt, tijdens den optocht der Duitschers in brand gestoken. Ondanks herhaald aandringen bij het gemeentebestuur kreeg de vraag nog geen oplossing.

MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN.

A. — Landbouw.

ART. 18. — *Domeinbraaklanden en domeinbosschen : bebossching, herbebossching, gezondmaking, oprichting en herstelling van opruimwegen, enz.*

Fr. 400,000

(Bij amendement gebracht op fr. 450,000)

Dit crediet wordt besteed aan :

a) De voortzetting van de tijdens den oorlog geschorste werken tot vruchtbaarmaking van de heidegronden in de Kempen, die door den Staat aangekocht werden (domein van Raevens, Exel, Heywick-op-Grimby);

b) De voortzetting van de gezondmaking en de bebossching der Hooge Venen, alsook de herstelling der slechte strooken in het Hertogenwoud, buiten de herbebossching, ten laste van de Begrooting der verhaalbare uitgaven, van de groote gedeelten van dit woud, door de Duitschers omgehakt;

c) De vervanging van slecht houtgewas in andere bosschen, namelijk in de omgeving van Spa, en het aanleggen van kleinere boomen bij de harssoorten der domeinbosschen, voornamelijk in Hoog België;

d) Het aanleggen of herstellen van boschwegen in verscheidene domeinbosschen van den Staat.

De huurprijs der domeinjachten, dien de Koning heeft afgestaan aan den Staat om de herbebossching te bevorderen, staat onder de inkomsten op de Begrooting van 's Lands Middelen. Hoewel het bedrag van het crediet dus hooger is dan dit der begrooting voor 1923, is het feitelijk voor den Staat geen verhooging van uitgaven in vergelijking met deze van het vorig jaar voor hetzelfde doel.

Het crediet van 300,000 frank, toegestaan bij artikel 20 der Buitengewone Begrooting voor 1923, werd volledig uitgegeven of betaalbaar gesteld, behalve wat de sommen betreft voor de betaling van de werken in Staatsbedrijf, de beplantingen, namelijk die welke, wegens het gure weder in December, niet konden aangelegd worden. Deze sommen vervallen, daar zij niet kunnen overgedragen worden; het geldt enkel eenige duizenden frank.

Een lid drukte den wensch uit dat de dijken in Vlaanderen, die nog niet gedeclasseerd zijn, doch die wegens hun beschadiging geen enkel nut meer opleveren, zouden gedeclasseerd en opnieuw bebouwd worden.

De Commissie besloot, dezen wensch aan den geachten Minister van Landbouw over te maken.

ART. 19. — *Aankoop van onroerende goederen bestemd tot vergrooting van het privaat domein van den Staat, namelijk de domeinbosschen, of van onroerende goederen waarvan het behoud wenschelijk wordt bevonden om esthetische redenen of in 't belang van de instandhouding der landschappen.*
— *Aandeel van den Staat in de interesten en aflossing der tot den aankoop van onverdeelde bosschen noodige kapitalen.* fr. 200,000

Dit crediet kwam tot dusver onder de buitengewone credieten van het

Ministerie van Financiën voor; het werd overgebracht op deze van het Ministerie van Landbouw, daar de Dienst van Waters en Bosschen meer bepaaldelijk bevoegd is om te oordeelen over de geschiktheid van de aankopen in het belang van het domein dat hij moet beheeren. De tekst er van werd gewijzigd om aan den Staat toe te laten, zijn aandeel te betalen in de samenstelling van intercommunale maatschappijen, die ten doel hebben bedreigde bosschen te redden, welke voor de agglomeraties en het gansche land een algemeen nut opleveren.

Het toekennen van dit crediet is noodzakelijk voor den aankoop van ingesloten stukken grond en kavels die het tegenwoordig beboscht domein van den Staat aangrenzen (37,000 hectaren plus 11,500 hectaren te Eüpen-Malmédy) en om daaraan een grootere waarde te geven. Dit is eene winstgevende uitgave in zekere opzichten en die beantwoordt aan de verwezenlijking van een plan, dat in België vóór den oorlog werd nagestreefd. Dit is ook het geval bij naburige natiën en er mag wel worden op gewezen dat het Engelsche Parlement 3,500,000 pond heeft toegestaan, gedurende de tien laatste jaren, voor het huren en aankopen van bosschen en voor het beboschen van braakgronden. Zoo ook in Frankrijk, alwaar de wet van 31 Juli 1920 bepaalt dat de heffing van den Staat op de opbrengst der spelen gedeeltelijk bestemd is voor het aankopen en herstellen van bosschen en wouden.

In de Commissie vroeg een lid inlichtingen over de bosschen van Heverlee en Meerdael. Ziehier wat de Minister van Landbouw daarop antwoordde: « Bij brief van 14 Juni 1923, 3^e Sectie, n° 7400/4/4, heeft de Minister van Financiën het beheer van de bosschen van Heverlee en Meerdael toevertrouwd aan het Beheer van Waters en Bosschen. Dit houdt zich bezig met den onderhoud en het herstel van deze goederen, en werken voor een bedrag van ruim 150,000 frank zijn voorzien voor het dienstjaar 1924. Daarbij heeft de Minister van Financiën aan den Procureur-Generaal te Brussel kennis gegeven van de beslissing van den Staat, op deze bosschen het recht van weerhouding uit te oefenen, dat hem toegekend wordt krachtens artikel 14 der wet van 17 November 1921 op de vereffening van de goederen van Deutsche onderdanen. »

Een andere vraag werd gesteld met betrekking tot het kleine Begijnhof te Gent. Daarop werd als volgt geantwoord: « De dienst der sekwesters houdt zich onledig met den verkoop der vaste goederen van het Klein Begijnhof te Gent. Tot nog toe werd geen vast voorstel gedaan, wegens het belang en den ingewikkelden aard van de zaak.

« Het onderzoek door het bestuur heeft namelijk ten doel, een huurovereenkomst na te gaan gesloten op 15 April 1863 tusschen Hertog Engelbert van Arenberg en den Overste van het Kleine Begijnhof, naar luid waarvan de hertog zich verbindt aan het Begijnhof zijne vrome bestemming te bewaren, mits betaling van een jaarlijkschen huurprijs die, om de 25 jaar, voor herziening vatbaar is; deze huurprijs bedraagt 24,950 frank, voor den thans loopenden termijn die op 31 December 1937 vervalt, terwijl de waarde van de vaste goederen ten minste 1,400,000 frank bedraagt. Welke ook de oplos-

sing zij, men zal het geschiedkundig belang van deze gebouwen niet uit het oog verliezen ».

ART. 19^{bis}. — 's Rijks Laboratorium voor onderzoekingen te Bergen.
Aankoop van een onroerend goed. fr. 142,000
Overdracht van een crediet torgestaan in 1923 en niet benuttigd.

B. Openbare Werken.

ART. 20. — 1^o Banen en verbindingen : onteigeningen en werken, aanleg, verbredingen, studies. Squares en openbare parken hoorende bij de Staatsbanen : studies, aanleg. — Bouwen van bruggen en toelagen voor dergelijke werken. — Naasting door den Staat van vergunde wegen en bruggen, alsmede van de tolrechten, bestaande op vergunde wegen of bruggen. — Toelagen aan de provincies en aan de gemeenten voor dergelijke naastingen. — Slooping van de versterkte omheining van Antwerpen fr. 5,000,000

Het geldt hier enkel den aanleg van nieuwe wegen.

De bij dit artikel voorziene credieten werden streng ingekrompen ; bij amendement werden zij van 5,000,000 frank verminderd tot 2,220,000 fr.

Over het algemeen werd elk nieuw werk uitgesteld ; uitzondering werd slechts gemaakt voor sommige wegen in Limburg, die in een niet verre toekomst het kolenbekken moeten verbinden, en waarvan de aanleg, met het oog op economische levensbehoeften, volstrekt noodzakelijk is. De overige behouden posten hebben enkel betrekking op uitbetaling van toelagen of bijdragen van den Staat, waartoe deze verplicht is krachtens aangegane verbintenissen. In de Afdeeling werd de vraag onderzocht, in welke mate deze politiek van draconische bezuiniging in overeenkomst kan worden gebracht met de behoeften van onze economische heropleving en het bijhouden van 's Lands uitrusting. Daarop hebben wij gewezen, met het noodige voorbehoud, in het algemeen deel van dit verslag, en daarop komen wij niet meer terug. Maar vergt de wijsheid niet te buigen voor de wet, die de omstandigheden ons opleggen, en voorloopig vrede te hebben met den strengen toestand waarin wij verkeerden, mits men den normalen gang van onze groote werken hervat wanneer de toestand onzer Schatkist zulks toelaten zal ?

Reeds schijnt dezelfde regel van bezuiniging het vorige jaar te zijn toegepast, vermits op het crediet van 7,680,000 frank, dat werd goedgekeurd, feitelijk slechts fr. 4,833,197.50 werd betaalbaar gesteld. Hieronder geven wij de tabel onzer betaalbaar gestelde uitgaven : daaruit blijkt wat werd verwezenlijkt van het programma dat het vorig jaar werd vastgesteld.

Volgnummers.	Aanwijzing der werken.	Bedrag der onteigeningen.	Bedrag der uitgevoerde of aangevangen werken.
1	Aanleg van de nieuwe baan Brussel-Antwerpen	38,344 91	
2	Verbreding van de baan Antwerpen-Turnhout	153,748 00	
3	Aanleg van de baan St-Pieters-Lille naar Santhoven. Levering van 385 grenspalen in arduin	»	3,465 00

Volgnommers.	Aanwijzing der werken.	Bedrag der onteigeningen.	Bedrag der uitgevoerde of aangevangen werken.
4	Aanleg van de baan van Woluwe naar Boschvoorde . . .	6,000 00	
5	Aanleg van de Volkerenlaan tusschen de Congolaan en de Jeannelaan (verlenging van de Louizalaan)	»	200,000 00
6	Verbreeding van de Anderlechtstraat te Brussel	50 75	
7	Aanleg van de Groote Singellaan, vak tusschen de Mon-Plaisirilaan en de Keibergstraat. Saldo der toelagen . . .	»	116,680 56
8	Seinwerken op de bijzonderste Staatsbanen in het eerste Bestuur van West-Vlaanderen. Eerste lot.	»	18,957 18
9	Tweede lot.	»	10,465 24
10	Derde lot	»	11,100 98
11	Levering van muurplaten bij den ingang en den uitgang van gemeenten van West-Vlaanderen waardoor Staatsbanen loopen. Eerste lot	»	2,923 00
12	Tweede lot.	»	4,305 50
13	Verbreeding van de baan van Oosterzele naar Dickelvenne .	10,005 82	
14	Verbreeding der baan van Meulestede naar Watervliet . .	3,000 00	
15	Rechtmaking der baan Gent-Geeraardsbergen	5,340 87	
16	Verbreeding der baan van St-Lievens-Essche naar Herzele .	1,148 04	
17	Rechtmaking der baan Gent-Maubeuge	4,708 11	
18	Rechtmaking en verbetering der baan Gent-Geeraardsbergen door Melle	»	61,449 48
19	Rechtmaking en verbetering der baan Luik-Berneau. . . .	24,020 52	
20	Afbuiging der baan Limont-Oreye	22,088 31	
21	Verbetering der baan Huel-Ramet	15,214 88	
22	Rechtmaking der straten van Visé behorende tot de baan Luik-Berneau	88,269 09	
23	Aansluiting der « rue du Collège » en der « rue de Maestricht » die deel uitmaken van de baan Visé-Mouland, op het gebied der stad Visé	»	74,708 98
24	Aanleg van de baan van Wimismael (Sutendael) over Waterschey naar Meenwen	150,648 54	
25	Aanleg van de baan van Dilsen naar Grutrode (vak Dilsen-Opoeteren)	1,745 53	
26	Rechtmaking van de baan van Asch naar Bilsen, tusschen de palen 10,454.92 en 10,774.30 op het gebied der gemeente Sutendael	»	47,138 12
27	Aanleg van de baan van Beeringen naar Hechtel over Coersel	3,612 80	
28	Aanleg van de baan van Opoeteren naar Asch	3,561 42	
29	Verbreeding en verbetering van de baan van Brusthem naar Cortenbosch	48,521 18	

Volgnummers.	Aanwijzing der werken.	Bedrag der onteigeningen.	Bedrag der uitgevoerde of aangevangen werken.
30	Aanleg en teeren van een vak der baan van Wimismael (onder Sutendael over Waterschey) naar Meeuwen, met inbegrip van het vak tusschen den spoorweg van Hasselt naar Maaseik en de baan Hasselt-Maas.	»	138,543 91
31	Rechtmaking van de baan Asch-Bilsen	2,464 13	
32	Aanleg van de baan Genck-Sutendael	103,040 68	
33	Verbreeding en verbetering van de baan Heers-Oleye	20,055 12	
34	Aanleg van de baan Winterslag-Meeuwen over Zwartberg	5,415 79	
35	Verbreeding en verbetering van de baan Bastenaken-Grandhan bij en door Laroche	»	259,095 35
36	Verbreeding en verbetering van de baan Laroche-Grandhan aan de grens der gemeenten Marcour en Rendeux.	167 20	
37	Verbreeding en verbetering der baan Bastenaken-Grandhan	40 00	
38	Verbreeding der baan Namen-Marche tusschen den rechter Maasoever en de rue Tilleux	30,000 00	
39	Rechtmaking en verbreeding der baan Hastière-Bac-du-Prince	582 00	
40	Verbreeding van de baan Namen-Givet (rue Grande te Dinant)	7,801 43	
41	Bouw eener brug over de Samber te Marchienne-au-Pont.	48,000 00	
42	Verbinding van de nieuwe brug te Klein-Willebroek met de baan Klein-Willebroek-Ruysbroeck	53,527 11	
43	Heropbouw van het bruggetje over de beek van Beauvoir naar Havay	1,941 57	
44	Baan Brussel-Dendermonde. Heropbouw van het bruggetje over de Clokbeek	1,012 38	
45	Bouw van de Wipbrug te Klein-Willebroek	»	362 00
46	Drukken en leveren van aanbestedingsstukken	»	2,912 33
47	Vergoeding voor bijdragen tot het aankopen van vaste goederen	5,830 60	
48	Aanleg van den boulevard te Wenduyne. Afbakening van de gronden	»	1,000 00
49	Aanleg van de baan van Suixy over Chiny naar La Cuisine. Kosten van onderzoek	»	8,000 00
50	Bouw van twee bruggen te Heist-Sluizen. Kosten van onderzoek	»	1,000 00
51	Nieuwe baan te Geeraardsbergen. Kosten van onderzoek	»	677 00
52	Aanleg van de banen van Genck naar Winterslag en van Wychmael over Exel naar Overpelt. Grafische verrichtingen	»	8,000 00

Een lid vroeg verklaring over het volgende : Voorziet men voor dit jaar eene werkelijke voortzetting van de sloopingswerken te Antwerpen, of bedoelt de vermelding in den tekst van het artikel slechts de onderhoudskosten (1,100 frank per jaar) van den voorloopigen spoorweg, die werd aangelegd om de weggeruimde aarde te vervoeren? Daarop werd geantwoord dat de tekst « Slooping der versterkte stelling Antwerpen » dit jaar slechts geldt voor de onderhoudskosten (1,100 frank per jaar) van den voorloopigen spoorweg, die werd aangelegd om de weggeruimde aarde te vervoeren.

De vrijmaking van Antwerpen zal dus dit jaar niet worden voortgezet.

Dit valt te betreuren, te meer daar talrijke kavels hadden kunnen benutigd worden, wat voor het Staatsdomein eene zeer rijke bron van inkomsten ware geworden.

Een lid vroeg dat het baannet van het nieuwe Limburgsche kolenbekken beter zou volledigd worden. Het schijnt dat eene baan zou vergeten zijn : de baan Overpelt-Wychmael over Exel. Antwoord : « Het onderzoek in verband met den aanleg der baan Overpelt-Wychmael over Exel is nog niet genoeg gevorderd om het voorzien van een crediet op de begroting voor 1924 te billijken. De sommen, tot het aankopen van gronden voor deze baan, zullen voorkomen op de begroting voor 1925. De bevoegde dienst werd aangezocht het bedoelde onderzoek zooveel mogelijk te bespoedigen, en aldus zal de verwezenlijking van het ontwerp in een zeer naaste toekomst in overweging kunnen worden genomen. »

ART. 20. — 2^o Heraanleg, verbetering, herstelling. Toelagen aan de gemeenten voor verbeteringswerken aan de Staatswegen in de bebouwde kommen. Bruggen : herbouwen en herstellen. Studiën. . fr. 21,930,000

Dit tweede crediet, dat niet meer betrekking heeft op het bouwen maar wel op de buitengewone herstelling der banen, valt, bij amendement, van 21,930,000 op 13,840,000 frank.

Eensgezinde stemmen zijn in de afdeeling opgegaan om beter een onderhoud van onze banen te vragen, alsook eene meer ononderbroken en stelselmatige herstelling, die eene langzame geheele vernieling moet voorkomen die, bij gebrek aan tijdig getroffen maatregelen, op slot van zaken de Schatkist veel duurder te staan komt :

Soortgelijke aanmerkingen werden onlangs in de Kamer in het midden gebracht naar aanleiding van eene interpellatie, en, in den Senaat, naar aanleiding van de behandeling van de Gewone Begroting van Openbare Werken, en eene gedachtenwisseling heeft den Minister toegelaten het Parlement te overtuigen van zijne uitstekende bedoelingen en tevens van de klippen van financiëelen aard, die hij moet trachten te omvaren om te bewerkstelligen wat thans mogelijk is. Wij meenen niet tot een grondig onderzoek te moeten overgaan van een sel besproken vraagstuk, tenzij met de tweespraak weer te geven waarbij uw verslaggever de tolk was van de meeningen, die in de afdeeling tot uiting kwamen tegen het achtbaar hoofd van het Departement, welke klachten en wenken waarvan het te hopen is dat toch iets zal onthouden blijven :

VRAAG. — Leden kloegen over het gemis van dagelijkschen onderhoud. De banen zijn goed aangelegd, maar zij worden spoedig bedorven bij gebrek aan zorgen. Men deed uitschijnen dat de dienst der kantonniers slecht wordt vervuld en dat deze beambten zich van hun taak niet kwijten. Meer zou op de Gewone Begrooting moeten voorkomen, om wellicht minder op de Buitengewone uit te geven.

ANTWOORD. — Voor de baankantonniers werd een nieuw reglement goedgekeurd. Op voordracht van de algemeene toezichters kunnen premiën worden verleend aan de beambten die, tot algemeene voldoening van het Departement, het hun toevertrouwde baanvak zullen onderhouden. Buiten dien werd beslist het aantal nieuwe bestratingen te verminderen dat voorzien wordt voor onderhoud, en, op overeenstemmende wijze, het aantal gedeeltelijke herbestratingen met oude materialen te vermeerderen. De hand zal er aan gehouden worden dat de kantonniers, in de mate van het mogelijke en onmiddellijk, de noodige herstellingen uitvoeren. Steenpuin voor loopend onderhoud zal ter beschikking van de kantonniers worden gesteld om de kuilen in de bestratingen te dempen, naarmate zij zich voordoen. Het is te hopen dat deze maatregelen gunstige uitslagen zullen afwerpen voor gewoon onderhoud der banen.

VRAAG. — Andere leden brachten het advies uit dat de wegen op meer stevige onderlagen moesten aangelegd worden. Zouden die lagen niet beter moeten voorzien worden, derwijze dat zij beter bestand zijn tegen verzakkingen?

ANTWOORD. — Het Beheer heeft als beginsel aangenomen de bestratingen der belangrijke wegen te doen op bijzondere onderlagen om de inzakkingen zooveel mogelijk te vermijden. Deze werken worden uitgevoerd met de credieten van de Buitengewone Begrooting; zij kunnen alleen geleidelijk verwezenlijkt worden, naar gelang de beschikbare sommen.

VRAAG. — Sommige leden hebben geklaagd over de wijze waarop de werken aangenomen worden. Het schijnt dat de afschouw niet streng genoeg is.

ANTWOORD. — De ambtenaars van het Beheer vervullen stellig, door den hand, hun zending plichtbewust en met de noodige bevoegdheid.

Zooals de vraag gesteld wordt is zij van te algemeenen aard en zou moeten verduidelijkt worden, bij voorbeeld door het opgeven van een bepaald werk dat aangenomen en betaald wordt zonder dat de bepalingen van het lastenboek werden nageleefd.

VRAAG. — Er werd op gewezen dat herstellingswerken niet ten gepasten tijde worden uitgevoerd. Er wordt te lang gewacht en dan te veel betaald.

ANTWOORD. — Indien herstellingswerken niet ten gepasten tijde worden uitgevoerd, dan is dit alleen het gevolg van de noodzakelijkheid de uitgaven

te beperken en de credieten waarop mijn departement beschikt niet te overschrijden. Sommige wegen zijn tamelijk goed als de Begrooting opge maakt wordt; naderhand worden zij min of meer erg beschadigd, en vermits geen enkel crediet voorzien werd voor de herstelling, moet dit werk noodzakelijk uitblijven tot het volgend dienstjaar.

VRAAG. — Sommige leden waren van meening dat het verkeer der zware vrachtwagens, die de wegen stukrijden, strenger moest geregeld worden.

ANTWOORD. — Een commissie werd gelast met de herziening van het reglement betreffende de politie op het vervoer. Ik denk over zeer korten tijd in bezit te zijn van hare besluiten. Ik meen van nu af te mogen aankondigen dat bijzondere maatregelen zullen genomen worden tegen lorries met volle gummi banden.

VRAAG. — Eindelijk klagen sommige leden er over dat de wegen werden hersteld in gewesten waar dit werk noch spoedeischend noch nuttig was, zooals bijvoorbeeld in het Noorden van Luxemburg.

ANTWOORD. — De bedoelde wegen zijn kiezelwegen waarvan de onderjagen om zoo te zeggen bloot lagen. Op het eerste voorkomen schijnt de weg aldus nog goed, doch nieuw grint is dan hoogst noodig indien men niet gevaar wil loopen na zeer korten tijd veel belangrijkere werken te moeten uitvoeren. Zoo men mij juist een weg wilde aanduiden waar herstellingswerken werden uitgevoerd zonder dat deze dringend waren, dan zal ik de zaak ernstig laten onderzoeken.

VRAAG. — Een lid stelde vast dat niets werd voorzien voor de herstelling der wegen in de omgeving van Luik. Hij wees er op dat de weg Luik-Spa onbruikbaar is. Deze weg wordt echter gebezigd door talrijke vreemdelingen en zijn onderhoud is onontbeerlijk voor de welvaart van de streek Spa.

ANTWOORD. — Men kan zich van Luik naar Spa begeven langs Chaudfontaine en Pepinster, ofwel langs Beaufays en Louveigné. Beide wegen loopen saam te Theux.

Voor den eersten weg werd een crediet voorzien van 300,000 frank voor den wederopbouw van de brug op de Vesdre te Chaudfontaine (onteigening). Deze weg zal in den loop van 1924 op de slechtste vakken met grint bedekt worden. Hetzelfde zal gebeuren met den anderen weg tusschen Hembourg en Theux.

Dit zijn voorloopige werken in afwachting dat het grint door een meer stevige bestrating kan vervangen worden. Deze voorloopige werken hangen af van de Gewone Begrooting. Een beschermend en verhardend teer zal op het grint kunnen aangebracht indien de kosten niet te hoog loopen.

VRAAG. — Een lid wilde weten waarom de herstellingswerken op het vak door Dinant zoo traag vorderen. Kan dit werk niet bespoedigd worden?

ANTWOORD. — Het ontwerp der Buitengewone Begrooting bevat een crediet van 1 miljoen frank voor het aanleggen van het vak door Dinant.

Deze werken konden tot nu toe niet uitgevoerd worden, daar de voltooiing moest afgewacht worden van het aanleggen der riolen en waterleiding door de stad, evenals het vastliggen van den grond boven bedoelde leidingen.

Vermelden wij om te sluiten dat het voorgenomen programma tijdens 1923 volledig werd uitgevoerd; van 6,320,000 frank als crediet op de Buitengewone Begrooting van verleden jaar werden fr. 4,931,443.36 betaalbaar gesteld. Het blijft niettemin waar dat zelfs de volledige verwezenlijking van de werken die voor 1924 voorzien werden nog maar een gering deel zijn van wat zou moeten gedaan worden. Indien onze financiën er zich wat toe leenen, zou dit bij het opmaken der begrooting van 1923 nogmaals ernstig moeten onderzocht worden.

ART. 20. — 3^e Werken uit te voeren door middel van de toelagen den Staat aangeboden voor aanleg en verbetering der wegen. fr. 300,000

Door den band is dit crediet bestemd om de uitgaven te sluiten betreffende werken of onteigeningen die derden moeten doen voor rekening van den Staat, of die de Staat moet doen met de financiële samenwerking van derden.

Er wordt voorzien dat dit jaar voorschotten moeten gedaan worden voor de betaling van den afkoop van onroerende goederen aan sommige gemeenten, namelijk Antwerpen, Berchem, Merxem, Boom, Geeraardsbergen, Wenduyn, Borgerhout, die met den Staat verbintenissen aangingen voor de uitvoering voor aanleggings- of verbreedingswerken van Staatsbanen.

Krachtens deze overeenkomsten, moeten de gemeenten insgelijks het overschot der vaste goederen wederverkoopen en de opbrengst van deze verkooingen of tijdelijke verpachtingen wordt gestort in de Staatskas als buitengewone ontvangsten. Daarin werd een artikel voorzien onder rubriek « Buitengewone Ontvangsten », artikel dat vooral bestaat uit de inkomsten waarvan sprake.

Dit artikel wordt ook gespijsd door de ontvangsten gedaan bij wijze van terugbetaling van de kosten der werken die, voor rekening van derden, door den Staat werden uitgevoerd.

Daar de uitgave bijna voor het geheel wordt vergoed door de ontvangsten, betreft het hier, in werkelijkheid, slechts een crediet voor order.

Verleden jaar, op het aangenomen crediet van 1 millioen, werd slechts fr. 43,744.96 betaalbaar gesteld.

De artikelen 21 tot 37 vermelden eene reeks credieten voorzien voor werken, de wegen betreffende, die niet begrepen zijn in de algemeene tabellen van artikel 20.

Drie (art. 24, 27, 28) werden bij amendement ingetrokken; de meeste andere betreffen nieuwe verkeerswegen in Limburg aan te leggen. Die artikelen vergen geen bijzonder betoog.

ART. 38. — Burgerlijke gebouwen van den Staat. — Bescherming tegen brandgevaar. — Onkosten van de Commissie en werken. . . . fr. 140,000

De onderscheiden onder deze rubriek begrepen credieten betreffen oude

gebouwen wier onderhoud ten laste is van het Departement van Openbare Werken. De regel in deze zaak is de volgende : Wanneer een vast goed wordt gebouwd of aangekocht ten gebruike van een dienst behoorende tot een ander Departement dan dat der Openbare werken, dan geeft de eerste dit over aan den tweede opdat deze in het onderhoud er van voorziet.

Het is alsdan ten laste van de Buitengewone begrooting (Openbare Werken) dat de kosten vallen van de geschiktmakingswerken van het gebouw, die na de overgave werden gedaan.

De hier voorziene werken betreffen de bescherming tegen brandgevaar van gezegde vaste goederen, volgens de ontwerpen voorgesteld door de Brandcommissie daartoe ingesteld.

Alzoo wordt het bouwen van twee bijkomende trappen in de groote hall van het Cinquantenaire-paleis als volstrekt onontbeerlijk geoordeeld door de bevoegde Commissie voor de veiligheid der bezoekers die zich in de gaanderij bevinden; gezien de ontoereikendheid der bestaande trappen, is het dringend de uitgangswegen te vermenigvuldigen. Na het indienen van de Begrooting, werd de aandacht van de Commissie er op gevestigd dat, gezien den huidige prijs van de bouwstoffen en van de dagloonen, de kosten van die trappen aanmerkelijk de eerste raming van 15,000 frank zouden overschrijden. Op de ingeving van den Minister, heeft de Commissie dus dezen post op de onderhavige Begrooting behouden, met het oog op het bouwen van een eerste trap; de tweede zal ten laste der volgende Begrooting worden gebouwd.

Dezelfde rechtvaardigende redenen bestaan voor het voltooien van de onbrandbare trap in de Koninklijke Bibliotheek aan te brengen. (Zie litt. B.)

De burgerlijke gebouwen van Gent, waarvan quæstie onder litt. C, zijn : het Justitiepaleis, de Normaalschool en het Hotel der belastingen, Kortrijkstraat, 8. Het crediet van 2,500 frank kan slechts een gedeelte van de noodige uitgave dragen; het saldo, of 10,500 frank, werd voorzien op artikel 28 van de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven voor 1924.

Een bij amendement toegevoegd litt. J, is de overdracht van een crediet op de Buitengewone Begrooting voor 1923 gestemd en niet gebruikt.

De Commissie heeft die onderscheidene credieten goedgekeurd.

ART. 39. — *Justitiepaleis van Brussel. Werken van geschiktmaking, van inrichting en onderscheidene bouwwerken. Werken tot aansluiting der Poelaert-plaats met de helling naar de Miniemenstraat fr. 50,000*

Ingetrokken artikel.

ART. 40. — *Paleis der Schoone Kunsten.*

a) *Levering van meubels (onroerend door bestemming) voor de iconographische documentatiezaal fr. 9,500*

b) *Geschiktmaking van een lokaal tot expositiezaal fr. 15,000*

a) Daar de Commissie inlichtingen heeft ingewonnen omtrent de noodzakelijkheid van deze uitgave, deed de Minister van Wetenschappen en

Kunsten opmerken hetgeen volgt : « Die werken worden geëischt sedert 1920. Met het oog op hunne verwezenlijking, wordt voor 14 Mei aanstaande een beperkte inschrijving aangekondigd. Men dringt aan opdat dit crediet worde behouden. »

b) Op ingeving van de Commissie, werd dit crediet ingetrokken in overeenstemming met den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

ART. 41. — *Paleis van het Oude Hof. — Inrichting tot expositiezaal van een plaats gelegen naast de zaal XVII van het Hedendaagsch Muzeum.*

Fr. 15.000

Een bezwaar aangaande den onontbeerlijken aard van dit crediet werd in afdeeling uitgebracht. De Hoofdbewaarder van het Muzeum der Schoone Kunsten, daarover ondervraagd, liet weten dat « de lokalen van het Hedendaagsch Muzeum ontoereikend geworden waren om de werken zijner verzamelingen te plaatsen; dat het noodig was bedoeld lokaal van het Paleis van het Oude Hof tot expositiezaal in te richten, ten einde de nieuw aangekochte werken te kunnen plaatsen ».

De Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft aangedrongen opdat het crediet behouden blijve. De Commissie trad deze zienswijze bij.

ART. 42. — *Provinciaal Gouvernementshotel van Brabant. — Tusschenkomend aandeel van den Staat in de voltooiingswerken der nieuwe lokalen in de Lombardstraat fr. 382,500*

Onderscheiden voorbehoud werd gemaakt omtrent de noodzakelijkheid van deze uitgave die reeds voorzien was op de voorgaande Begrooting en iedermaal werd uitgesteld. Menigvuldige posten schijnen, inderdaad, slechts op weeldewerken te wijzen. Uit een onderzoek blijkt nochtans, dat een nieuw uitstel niet meer mogelijk is indien men een gedeeltelijke vernieling van de reeds uitgevoerde werken wil vermijden. In deze omstandigheden, heeft de Commissie zich akkoord verklaard wat de vermelding van het crediet betreft.

ART. 43. — *Veeartsenijschool van den Staat, te Cureghem. — Onderscheidene werken fr. 69,000*

Dit artikel betreft hetzelfde werk als bij het vroeger ingetrokken artikel 7. Het crediet moet dus hier worden behouden.

Wat de gepastheid van het crediet betreft, heeft de Commissie eenige ophelderingen gevraagd, welke wij hier weergeven : Het geldt de uitbreiding van de gebouwen voor den koepokinentingsdienst te Cureghem. Dit instituut heeft als taak de entstof tegen de pokziekte voort te brengen in de beste voorwaarden van hygiëne en van veiligheid.

De entstof wordt kosteloos gezonden aan de inrichtingen die dezelve aanvragen (gemeentebesturen, scholen, weldadigheidsbureelen, werken voor kinderverzorging, enz.) en, mits een geringe betaling, aan al de gemeenten

die ze aanvragen voor hun private cliënteel. De alzoo verzonden dozissen welke, in 1921, ten getale waren van 410,000, kwamen, in 1922, tot 556,000 en, in 1923, tot 788,000. Anderzijds, worden groote hoeveelheden entstof in poeder voortgebracht ten dienste der Kolonie. De naar Congo verzonden dozissen waren, in 1923, ten getale van 1,385,000. De verkoop van entstof bracht voor de Schatkist de volgende sommen op : in 1921 : 23,600 frank ; in 1922 : 76,000 frank ; in 1923 (3 trimesters) : 66,747 frank. De zendingen naar Congo, in 1923, brachten op : 70,958 frank.

De gegevens, welke de spoedige uitbreiding van den dienst bewijzen, volstaan om meteen de noodzakelijkheid te doen blijken en zelfs den winstgevenden aard van de bedoelde uitgave. Daarenboven, worden wijzigingen gebracht in de techniek der koepokinenting ten einde de kwaadaardigheid van de lymphie te versterken door het benuttigen van ezels en van konijnen. Het bijgebouw is onontbeerlijk voor de practijk van die methode. Dit bijgebouw zal een stalling bevatten voor verschillende ezels, een lokaal voor het bewaren van de beetwortelen, een ander voor het kweken van konijnen, eindelijk een plaats voor de koelmachine.

ART. 44. — *Museum der wapenrustingen (Halle-poort). Gedeeltelijke hernieuwing der leien daken* fr. 10,000

Dit crediet wordt eens en voor goed aangevraagd. De uitgave is onontbeerlijk voor het bewaren van het gebouw.

ART. 45. — *Koninklijk Observatorium, te Ukkel.* fr. 60,000

Geen aanmerking. — Het werk is niet voor onderhoud, maar voor buitengewone herbouwing of voor geschiktmaking.

ART. 46. — *Museum voor Natuurlijke geschiedenis* fr. 40,000

In te trekken artikel. — Het crediet zal worden overgebracht op de gewone Begrooting. (Uitzonderlijke uitgaven).

ART. 47. — *Wiertz-Museum. Inwendige geschiktmaking der groote zaal.* fr. 25,000

Ingetrokken artikel. — Een nieuwe studie van dit ontwerp zal worden gedaan. Het zal dan later, naar nieuwe plans kunnen verwezenlijkt worden.

ART. 48 — *Staatsarchief te Brugge. — Aanvullende meubilering* fr. 12,000

Ingetrokken artikel. — Het werk zal kunnen aangerekend worden op de gewone credieten van de Begrooting der Openbare Werken.

ART. 49. — *Landbouwinstituut te Gemblours. — Herstelling der daken.* fr. 100,000

Crediet blijft behouden. — Geen aanmerkingen.

ART. 50. — *Aankoop van twee huizen gelegen te Bergen, rue Verte, 27, en rue du Gouvernement, 9, bestemd voor bureelen van het provinciaal Gouvernement, te Bergen fr. 100,000*

De volgende vraag werd gesteld :

Waarom werden die aankopen onontbeerlijk verklaard ?

Moet men niet vermijden zich tot een uitgave te verbinden welke tot andere uitgaven moet leiden, want die gebouwen zullen ongetwijfeld moeten ingericht en bemeubeld worden ? De Commissie stelt voor, van die uitgave af te zien.

De Minister heeft geantwoord als volgt :

« De beide huizen worden sedert lange jaren door den Staat gehuurd en behooren bij het provinciaal Gouvernementshotel.

» Moest de Staat die gebouwen ontruimen, dan zou hij niet alleen verplicht zijn ze weder in staat te stellen, maar nog andere lokalen moeten zoeken om de aldaar ondergebrachte bureelen plaats te verleen, hetgeen een kwalijken weerslag zou hebben op den gang van de diensten van het provinciaal Gouvernement. Anderzijds, is de raming van de huidige waarde dezer gebouwen volgens den dienst (100,000 frank voor beide gebouwen) verre van overdreven te zijn en zal die aankoop een goede zaak zijn voor de Schatkist. »

De Eerste Minister, Minister van Financiën, betuigde zijne instemming betreffende de aankopen van bedoelde gebouwen. In die voorwaarden verzoek ik dringend de Commissie van de Begroting de daartoe aangevraagde credieten te behouden. De Commissie heeft dus dit crediet goedgekeurd.

ART. 51. — *Inrichting van de gebouwen der Troonplaats met het oog op de installatie der stallen, loods, enz., van het Koninklijk Paleis. fr. 2,000,000*

Een lid had eenige ophelderingen gevraagd over de schikkingen getroffen tusschen den Staat en de Burgerlijke Lijst; daarop werden de volgende inlichtingen verstrekt :

Bij overeenkomst met den Staat te sluiten, verklaart de Burgerlijke Lijst, namens Zijne Majesteit den Koning der Belgen, af te zien van het volle en volledige genot der Koninklijke stallen, gelegen in de Naamsche straat, n° 3, en van de daaraan belendende huizen, gelegen in de Kleine Carmeliëtenstraat, n° 17, en Arsenaalstraat, n° 2 en 4, dit alles gekadaastreerd 7^e afdeeling 357F. Deze gebouwen behooren aan den Staat en zijn begrepen in de categorie van die ter beschikking werden gesteld van Zijne Majesteit den Koning, voor den duur der regeering, krachtens de wet van 30 December 1909, waarbij het beloop der Burgerlijke Lijst wordt vastgesteld.

In ruil van dit genot en de afschaffing daarvan voorafgaande, verbindt zich de Belgische Staat, op zijne kosten en onder zijn toezicht, de werken tot vergrooting, geschiktmaking en inrichting uit te voeren van de gebouwen der Koninklijke stallen op de Troonplaats.

Die verrichting zal den Belgischen Staat toelaten het onroerend goed der Naamsche straat te verkoopen en een koopprijs te bekomen die op aanzien-

lijke wijze de kosten der uit te voeren werken aan de stallen der Troonplaats zal overschrijden.

ART. 52. — *Kazerneering der gendarmen. — Lokalen van den dienst der kazerneering der gendarmeries. — Bouwen: aankopen van vaste goederen. — Ontheigening en meubilering. Studie en ontwerpen. Plans. Kosten van bewaking fr. 5,975,000*
verminderd tot fr. 1,725,000

Dit artikel werd, bij amendement, geheel omgewerkt. In zijn nieuwen vorm, voorziet het slechts een crediet van 1,725,000 frank, te verdeelen als volgt :

a) *Oprichting van gebouwen ten dienste van de gendarmerie-brigaden van Locre en van Lessinghe fr. 400,000*

Dit crediet wordt voor de helft verdeeld tusschen de twee voorziene ondernemingen. Het is het laatste crediet. De getalsterkte van elk dezer brigades is 5 gehuwde gendarmen te voet. De te bouwen kazerne omvat slechts huisvestingen, met bijgebouwen voor algemeen gebruik en een doorgangsgewang. De kosten van een huisvesting voor gehuwde gendarmen van die brigade zal komen te staan op 38 tot 40,000 frank.

b) *Oprichting van gebouwen voor de mobiele wacht te Bergen fr. 480,000*

Overdracht van een vorig crediet. Inderdaad, een crediet van 1,000,000 frank werd gebracht op de Buitengewone Begrooting van 1923, voor diezelfde werken. Zij werden in December 1923, toegewezen voor fr. 957,004.55 en omvatten de oprichting van 10 paviljoenen, begrijpende te zamen 30 huisvestingen voor gehuwde gendarmen. De onderneming ving aan op 1 Maart l.l., en daar de uitvoeringstermijn van 12 maanden is, moet zij slechts op 28 Februari 1925 voltrokken zijn. Men voorziet dat er alsdan voor ongeveer 480,000 frank werken zullen te betalen blijven op het dienstjaar 1924.

Daaruit blijkt dat het thans uitgetrokken crediet slechts een overdracht is van een vroeger gestemd crediet.

Het zal echter niet volstaan om al de noodige gebouwen te voltooien voor de huisvesting van de mobiele kracht van Bergen. Een dergelijke eenheid bestaat uit een effectief van 117 gendarmen, waaronder men moet rekening houden met 78 gehuwden. Dienvolgens, moeten de gebouwen omvatten :

a) Paviljoenen voor de huisvesting van 78 gehuwden ;

b) Een wooncomplex voor ongehuwden, alsmede voor de kantonneering der mogelijke versterkingen, met mess, keuken, eetzaal, enz. ;

c) Een gebouw voor de algemeene diensten (bureelen, theoriezalen, enz.) ;

d) Twee stallingen voor 128 paarden, met zadeltuigkamer en magazijn ;

e) De overdekte manege en een renbaan ;

f) De bijhoorigheden omvattende, onder andere, den stal voor zieke paarden en de hoefsmederij.

De gezamenlijke kosten eener kazerne voor mobiele kracht is bepaald op fr. 3,750,000, en werd zoo vastgesteld in aanmerking nemende dat al de gebouwen zeer zuinig moeten opgericht worden, zonder bouwkunstige ver-

sieringen en met hunne afmetingen te beperken tot het minste wat vereenbaar is met de hygiëne en de behoeften van den dienst.

Het Departement vermeldt dat het met zorg de mogelijkheid zal onderzoeken om de voorziene uitgaven te verminderen.

Het crediet voor Bergen betreft voor het oogenblik den aanbouw van huisvestingen voor gehuwde gendarmen, omdat het tot stand brengen van dergelijke woongelegenheden de dringendste behoefte is waarin moet worden voorzien. Thans zorgen de meeste dezer gendarmen zelf voor hunne huisvesting, en ontvangen uit dien hoofde een vergoeding die hen door het Departement van Landsverdediging wordt uitbetaald. Die toestand is kostelijk en kan niet voortgezet worden zonder dat daaruit een groot nadeel voortvloeit voor den goeden gang van den dienst en voor de tucht.

c) *Geschiktmaking van een gebouw gelegen te Elsene, Zomerstraat, voor de kazerneering van de gendarmerie.* fr. 115,000

Overdracht van een vorig crediet : Inderdaad, diezelfde som was begrepen in het crediet van 810,000 frank gebracht op artikel 29, litt. c der Buitengewone Begrooting voor 1923 voor « het aankopen en geschiktmaken van vaste goederen ». Zij werd in 1923 niet benuttigd, want de stukken voor de toewijzing konden ten gepasten tijde niet klaar komen.

Het betreft een crediet eens en vooral aangevraagd, bestemd voor de uitvoering van noodige werken tot geschiktmaking in het gebouw, verleden jaar aangekocht op het voormeld artikel 29, van 16 woongelegenheden voor gehuwde gendarmen welke niet gehuisvest zijn in gebouwen van den Staat of door den Staat gehuurd.

Voor het oogenblik ontbreken ongeveer 550 woongelegenheden voor gehuwde gendarmen, te Brussel. Het gezamenlijk effectief van al de eenheden dezer stad omvat 1,199 man, waarvan 600, waarbij 50 gehuwden, gehuisvest zijn in de gebouwen van den Staat of door den Staat aangewezen voor het kazerneeren der gendarmen. Welnu, men rekent op een evenredigheid van gehuwden gelijk aan de helft van het effectief. Vandaar de noodzakelijkheid van bovengemelde inrichting, Het tekort blijft nog zeer aanzienlijk.

d) *Inrichting tot gendarmeriekazerne van een gebouw gelegen te Bouillon*
fr. 300.000

De brigade van Bouillon omvat dertien gendarmen te paard en twee te voet. De uit te voeren werken begripen ondermeer de inrichting van een bestaande gebouw voor stallingen, ziekenzalen, voedermagazijn en voorraadkamer en in huisvestingen voor ongehuwden; de oprichting van een rijbaan, van afsluitingen, bestratingen, enz. het oprichten van een paviljoen voor den brigadecommandant met bureel en doorgangsgevang en de oprichting van twee paviljoenen, ieder voor vier huishoudens van gehuwde gendarmen.

De gezamenlijke kosten zullen bedragen fr. 500,000.

e) *Aanleggen van gangpaden, bestratingen, enz. in de kazerne van Kortrijk*
fr. 15 000

- f) *Aankoop van meubels en bijkomend materieel* fr. 100.000
 g) *Aankoop van gebouwen voor de kazerneering der gendarmerie*.
 fr. 200,000

Die gebouwen zijn vooralsnog niet bepaald, doch het is noodig dat het Departement jaarlijks over het crediet kunne beschikken voor eventuele aankopen.

Deze wijze van kazerneering kost veel minder dan het optrekken van gebouwen en het gebrek aan crediet zou voor gevolg kunnen hebben, dat een of andere voor de Schatkist zeer voordeeliger koop aan het Departement aangeboden zou moeten afgewezen worden.

Tijdens het verlopen jaar werd op het crediet van 810.000 frank dat voor hetzelfde doel werd aangenomen, het volgende bekostigd in zake gebouwen :

- a) Een gebouw gelegen in de Zomerstraat te Elsene. fr. 590,000
 b) Een grond te Kortrijk (noodzakelijk voor het voltooiën der kazerne).
 fr. 56,720
 c) Een grond voor het bouwen eene kazerne te Brecht fr. 7,950
 d) Gronden door het Beheer der Domeinen afgestaan voor de gebouwde kazernen te Komen en te Diksmuide, respectievelijk . fr. 40,000
 en fr. 7,779
 e) Het optrekken van gebouwen ten behoeve der gendarmerie-brigades te Loo en te Pervyse fr. 115,000

Overdracht van een vroeger niet benuttigd crediet. Deze som was inderdaad begrepen in het crediet uitgetrokken op artikel 29, litt. b) der Buitengewone Begroting van 1923; de bouwwerken echter van deze kazerne werden door den ondernemer in Augustus 1923 in den steek gelaten. Deze som is er thans noodig om het saldo van hetgeen nog uit te voeren blijft, te betalen. Elke dezer kazernen moet eene brigade van vijf gehuwde gendarmen onder dak brengen. Deze werken met hunne raming werden omstandig uiteengezet in het verslag over de Buitengewone Begroting van 1922, (bl. 59).

Terwijl de Commissie hare goedkeuring hechtte aan deze onderscheidene voorstellen, welke door onze verklaringen ten volle zijn gebillijkt, heeft zij er tevens aan gehouden te weten, welk programma wordt gevolgd bij het bouwen der gendarmerie-kazernen. Loopen deze tamelijk zware uitgaven bijna op het einde, zooals voor de kazerneering der gewone militairen? Kan men ten minste zeggen, wat in deze zaak nog te doen blijft? Wij laten hier enkele ophelderingen volgen :

De geheele getalsterkte van het Korps des Gendarmerie was op 1 Augustus 1914 — 4,249 manschappen; dit effectief bedraagt thans 6,162 manschappen, dat is eene vermeerdering van schier 50 t. h.

Niet enkel heeft men tal van brigades, doch ook de mobiele eenheden van Brussel, Luik, Bergen, Namen, Antwerpen en Gent opgericht.

Anderzijds werd, met het oog op eene degelijke aanwerving, de verhouding der gehuwde gendarmen op aanzienlijke wijze verhoogd.

Heden ten dage zijn er in het land, 1,586 gehuwde gendarmen die geen woning hebben in gebouwen, aan den Staat behorende of door hem gehuurd, en die eene woonstvergoeding trekken op de kosten van het Departement van Landsverdediging.

Uit het voorgaande blijkt, dat de behoeften aan kazernéering groot zijn en, in acht genomen het gebrek aan woonstgelegenheid, moet men gebouwen optrekken in de mate van het begrootingsvermogen.

Met het oog echter op de beperking der jaarlijks toegekende credieten, is het natuurlijk dat slechts in eene verre toekomst de vereischte kazernéeringen zullen gebouwd zijn en dat gedurende tal van achtereenvolgende dienstjaren nog aanzienlijke credieten zullen moeten aangevraagd worden.

Onder de nog te bouwen gendarmeriekazernen zijn de voornaamste de volgende :

Kazerne voor het Mobiel Legioen van Brussel (250 manschappen van deze eenheid bevinden zich thans in het bezettingsleger) fr.	4,000,000
Kazerne voor de Mobiele Macht te Antwerpen.	3,750.000
Kazerne voor de Mobiele Macht te Luik	3,750.000
Voltooïing der kazerne voor Mobiele Macht te Bergen . . .	2,750,000
Voltooïing der kazerne voor de Mobiele Macht te Gent . . .	2,450,000
Voltooïing der kazerne voor de Mobiele Macht te Namen . .	2,450,000

Anderzijds moet men het bouwen voorzien van kazernen in de platte-landsche gemeenten waar de brigades slechts voorloopig en onder verkeerde vereischten zijn gevestigd in gehuurde woningen, namelijk te Herseeuw, Dottenijs, Houyet, Vresse, Winenne, Rœulx, Hoeylaert, Harelbeke, Scherpenheuvel, Neeryssche, St-Martens-Voeren, Gemmenich, Laroche, Durbuy, Mesnil, St.-Blaise, Leers, Anserœulx, Herchies, Mainvault, Cerfontaine, Neerheylyssen, Overysse, Ruysbroeck, Tremeloo, Meeuwen, Borgloon, Thielen, Weilen, Brecht, Rummen, Lubbeek, Ciergnon.

De geheele uitgaven voor deze gebouwen kan, naar de huidige prijzen, op 8,000,000 frank worden geraamd.

Ten slotte dient men op te merken dat, ten gevolge van de verhooging der getalsterkte van sommige brigades, tal van gendarmerie-kazernen zullen moeten vergroot worden.

Ook dient men er voor te zorgen, dat de gebouwen tegen den gunstigsten prijs worden gemaakt en zonder architect die buiten het departement wordt betaald. Aan de Commissie die den wensch uitbracht, dat deze werken met de grootste bezuiniging worden uitgevoerd, heeft de achtbare Minister de volgende verzekering gegeven : « Al de bouwwerken voor de gendarmerie worden op zulke wijze uitgevoerd, dat de uitgaven op het strikt minimum worden gebracht voor het te bereiken doel.

» Het opmaken der ontwerpen en de leiding der werken worden verzekerd door het personeel van den dienst der gendarmerie-gebouwen en -kazernéering, zonder de medewerking van architecten buiten het bestuur. »

WATERWERKEN.

Art. 53. — Brabantsche vaarten : onteigeningen voor den aanleg. Allerlei kosten. Studies	 fr. 600,000
Verminderd op	. . . fr. 450,000

Het geldt steeds nog maar de vereischte onteigeningen voor het aanleggen van de voorhaven van Vilvoorde, bij de monding van de komende vaart, « Brabantsche vaart » genoemd, in het zeevaartkanaal van Brussel.

Sedert den wapenstilstand van 31 December 1923, werd uit dien hoofde in het geheel fr. 2,704,030.48 uitgegeven. Het thans aangevraagde crediet, zelfs beperkt, zal het laatste zijn. De aanbesteding betreffende het aanleggen van de voorhaven kan plaats vinden in den loop van 1924.

Wat de vaart zelf betreft, die bestemd is om het Limburgsch kolenbekken met Vilvoorde te verbinden, daar kan vooralsnu wegens geldgebrek geen sprake van zijn. Deze onderneming zou ongeveer 200 miljoen kosten en 7 tot 8 jaar duren.

Art. 54. — Maas : Studies, onteigeningen en werken	. fr. 11,943,600
Verminderd tot	 fr. 8,710.600

Dijken. — De vermindering van dit crediet is het gevolg van het feit, dat de nog niet begonnen werken verdaagd werden.

De uitvoering ervan zal echter zonder al te lang wachten moeten worden op het oog gehouden, want, in het geheel genomen, zijn zij alle noodzakelijk voor de veiligheid der oeverbewoners die moeten beschut worden tegen de mogelijke overstromingen voortspruitende uit mijnzakkingsen. Behalve de dijken moeten ook nog inrichtingen worden tot stand gebracht voor het afvoeren, naar den stroom, van het regenwater dat aan den voet der dijken staan blijft ; daartoe is de geldelijke tussenkomst der gemeenten en kolenmijnen noodzakelijk. Onderhandelingen desbetreffende zijn aan den gang.

Sluizen. — De nieuwe sluizen gaan goed vooruit ; die van Selayn en Ben-Ahin doen zelfs reeds dienst, die van Andenelle zal tegen het einde van 't jaar klaar zijn. Deze sluizen zullen 100 meter op 12 bedragen, terwijl de vroegere afmetingen slechts 56 op 9 waren. In de afdeeling deed een lid opmerken, dat het noodzakelijk was sommige sluizen tusschen Hoei en Luik op die afmetingen te brengen, dat, zooniet, de verbeterde sluizen niet al het nut konden opleveren. De Minister daarover ondervraagd, antwoordde als volgt : « Dat is zoo ; het Bestuur is voornemens nieuwe sluizen te bouwen tusschen Hoei en Luik. »

De uitgaven sedert den wapenstilstand aan de Maasdijken gedaan bedragen ongeveer 12 miljoen. Met de credieten op deze Begrooting uitgetrokken zal men slechts een gedeelte van de nog uit te geven sommen die op 50 miljoen worden geraamd, kunnen dekken. Wij zijn dus nog verre van het einde. Het is wenschelijk dat deze zoo hoog dringende werken tot bescherming der bevolking in de mate van het mogelijke worden bespoedigd.

Deze trouwens zeer billijke wensch werd door tal onzer collega's in de afdeling uitgebracht. Een onder hen heeft bijzonder geklaagd over de dijkwerken te Jemeppe en te Tilleur, namelijk over de traagheid, de ongenoegzaamheid en het gebrek aan werkwijze. Waar is het, dat de dijkwerken te Jemeppe en te Tilleur niet voltooid zijn. Om deze plaatsen tegen de overstromingen te bevrijden moet men nog dijkwerken uitvoeren op eene lengte van ongeveer 10 kilometer boven de brug van Seraing, waarvan ongeveer 3 kilometer op het gebied zelf der betrokken gemeenten. De betrokken Minister antwoordt daarop echter terecht : « Deze werken worden elk jaar uitgevoerd binnen de perken der credieten welke de wetgeving ter beschikking van het bestuur stelt. »

De Brug van Visé. — Het nieuwe brugvlak zal bestaan uit een rijweg van 6 meter breed, waarop de voertuigen elkaar kunnen kruisen, en uit twee voetpaden elk van 2 meter. Zij zal derwijze zijn gebouwd, dat er een buurtspoorweg of een tramway kan onder doorloopen. De kosten worden op 4,300,000 frank geraamd. Het werk is zeer dringend en van hoofdzakelijk belang.

ART. 58. — *Samber. Studies, onteigeningen en werken fr.* 1,580,000
Verminderd tot fr. 580,000

In strijd met de verklaringen van het amendement, moet men dit begrijpen met dezen verstande, dat het werk te Jambe-de-Bois op normale wijze kan worden voortgezet en voltooid op de credieten voor 1923. Het werk bestaat in het bouwen van eene afgedamde sluis, ter vervanging van de bestaande werken die eerlang buiten dienst zullen worden gesteld, wegens grondinzinkingen die het gevolg zijn der mijuontginningen. Het crediet van 400,000 frank werd aangevraagd om in 1924 het ijzerwerk te kunnen uitvoeren. Daar de aanbesteding minder bedroeg dan men voorzien had, heeft men dit werk nog op het crediet van 1923 kunnen brengen.

Ook de dijkwerken te Marchienne-au-Pont zal men kunnen voortzetten. Zij bestaan in het bouwen van dijken en dijkmuur op de oevers van de Samber en van het Eau-d'heure, op het grondgebied van Marchienne-au-Pont, ten einde sommige plaatsen tegen de overstroming te bevrijden, die bij het zwellen der waters thans voorkomen op de ingezakte gronden. De kosten worden op 1,800,000 frank geraamd.

De derde post betreft aankoop van gronden voor sommige uit te voeren werken op onderscheidene punten van den Samberloop. Deze werken worden geraamd als volgt :

Het bouwen eener nieuwe sluis te Montigny-sur-Sambre.	fr.	400,000
Het bouwen eener nieuwe sluis te Farciennes . . .		180,000
Rechttrekking tusschen Châtelet en Pont-de-Loup. . .		800,000
Rechttrekking boven Trou d'Aulne		5,000
Verbeteringswerken bij Tamines		115,000
Verbeteringswerken aan kanaalvak 11		50,000
Verplaatsing van de afdamming te Charleroi.		500,000
	Fr.	2,050,000

Het crediet van 500,000 frank is bestemd om een gedeelte der uitgaven te bestrijden naar gelang der omstandigheden. Dit crediet is vooralsnu voldoende.

Ook blijkt het, dat de credietvermindering niet voor gevolg heeft dat van de werken wordt afgezien of dat zij worden verdaagd.

Een lid klaagde er over dat te Charleroi geene aanzienlijke werken werden uitgevoerd, ofschoon zij er noodig zijn. De Samberbruggen zijn te smal, waardoor het verkeer bemoeilijkt wordt. Zijn de op dit crediet voorziene werken, ten minste voor wat den aankoop der vereischte gronden betreft, van aard om den aangeklaagden toestand te verbeteren?

Het geraadpleegde Departement antwoordt : In de begrootingsvoorstellen is niets voorzien voor den bouw der bruggen te Charleroi.

ART. 56. — *Ourthe : Studies, onteigeningen en werken. — Toelagen.*

fr. 500,000

Verminderd tot fr. 350,000

Het tenietdoen van den ouden arm der Ourthe heeft ten doel het Maaspeil te verhoogen in den doortocht Luik, en het aanleggen van een middenlaan aldaar. De Staat heeft tot 31 December 1923, fr. 686,387.16 uitgegeven.

Daar de totale onkosten van het werk, wat den Staat betreft, op 1 miljoen 230,000 frank geraamd werden, zal het thans gevraagd crediet het laatste zijn.

ART. 57. — *Kolenkanalen : Studies, onteigeningen en werken.*

fr. 32,530,000

Verminderd tot fr. 33,430,000

Dit crediet betreft in hoofdzaak de drie volgende ondernemingen :

1. *Brug te Maizières :*

fr. 250,000

Deze brug werd vernield ten gevolge van ondermijning door het water ondereen der landhoofden ; de herbouwing is volstrekt noodzakelijk wegens de noodwendigheden van het verkeer. Eenig en laatste krediet.

2. *Werken tot stabiliseering van de gracht van La Fléchère.* fr. 60,000

Het Beheer heeft nog niet met zekerheid besloten welke werken het zal voorstellen tot stabiliseering van de gracht van La Fléchère. De raming, enkel als inlichting gegeven, is niet definitief ; die som zal waarschijnlijk een maximum zijn ; vooralsnog is het niet mogelijk daarover nauwkeuriger gegevens te verstrekken.

Het crediet van 60,000 frank is bestemd om de kosten te bestrijden wegens de aan den gang zijnde studies en onderzoeken van den grond ; meer belangrijke credieten zullen volgen, zoodra zal moeten aangevangen worden met de eigenlijke werken.

3. *Verbreeding der vaart van Charleroi naar Brusset, beneden Clabecq*

fr. 33,000,000

De totale kosten van dit werk zijn geraamd op 147,000,000 frank.

Tot 31 December 1923, was voor ongeveer 19 miljoen betaalbaar te stellen.

Graad van vordering : 20 t. h. van de grondaankopen, 1/2 t. h. der werken.

De werken van het eerste vak, die zich uitstrekken tot beneden de Prinsestraat, te Molenbeek, zijn begonnen sedert 1 April 1923; de voltooiingstermijn is vastgesteld op 31 Maart 1930. Die van het 2^{de} vak (doortocht Brussel) moeten nog aanbesteed worden, doch het is zeker dat ze op denzelfden datum zullen voltooid zijn.

Zooals men ziet, wordt deze groote onderneming krachtadig met allen mogelijken spoed voortgezet.

ART. 58. — *Antwerpen-Luik-kanalen met vertakkingen; uitbreiding met het oog op de Antwerpen-Rijnscheepvaart. — Studies, onteigeningen en werken. — Toelagen.* fr. 12,510,000
Verminderd tot . . . fr. 8,235,000

Spijts de vermindering, blijft het crediet toch nog aanzienlijk, en dat is ook goed. Het Antwerpen-Luikkanaal is een levensader in onze scheepvaartwegen en de scheepvaart is er buitengewoon druk. In afwachting van de verandering en volgens het tracé, dat thans bestudeerd wordt door de bijzondere Commissie, en van het aanleggen van het zoogenaamd Kolenafvoerkanaal, dat er op uitloopt, wordt voorgesteld het op verschillende punten te verbeteren : onder andere tusschen de sluizen I en IV, waar de moeilijk te bedienen dubbele sluizen en enkele sluizen zullen veranderd worden. Gronden zullen aangekocht worden, ten einde een afleiding tot stand te brengen rondom Herenthals, hetgeen de scheepvaart van den last der huidige spoorwegbrug zal ontslaan, en het bouwen van eene vaste brug zal mogelijk maken. In het Limburgsch gedeelte zijn verschillende verbeterings- en verbreedingswerken voorzien, om aan het kanaal over 't algemeen een bodembreedte van 16 meter te geven en om het kruisen der schepen te vergemakkelijken. Op verschillende plaatsen zullen, aan de in- en uitvaart der sluizen, verbredingen gemaakt worden om de versperringen, die in den laatsten tijd nogal dikwijls voorkwamen, te verminderen. Ten slotte zal het opheffen van de uitstorting der Luikერიოლენ de verslijkingen voorkomen waarover de schippers zeer klaagden.

Die verbeteringen kunnen gunstig aangestipt worden.

Ze laten evenwel het groote vraagstuk van het graven van het nieuw kanaal onaangeroerd. Enkel een crediet van een miljoen is voorzien voor het aankopen van gronden tusschen Herenthals en Quaedmechelen, en voor de uitvoering van werken op de vertakking naar Hasselt, die deel zullen uitmaken van het toekomstig tracé en zelfs van wezenlijk belang zal zijn voor den kolenafvoer, zoolang het gedeelte Quaedmechelen-Herenthals niet in bedrijf zal genomen zijn. Het crediet, oorspronkelijk aangevraagd voor het vak Beeringen-Mechelen-aan-Maas, dat meer speciaal voor den kolenafvoer moet dienen, is uitgesteld, doordat er nog boringen noodig geacht worden.

De Middencommissie acht het volstrekt noodzakelijk dat de Bijzondere Commissie binnenkort tot eene uitkomst gerake, opdat het zou mogelijk wezen ernstig de hand aan 't werk te slaan vanaf het aanstaande dienstjaar. Verschil-

lende ontwerpen staan tegenover elkaar en de Commissie is bevoegd om er over uitspraak te doen; doch er moet geen kostbare tijd verloren worden onder voorwendsel van voorafgaande studies.

Verschillende leden hebben met veel nadruk aangedrongen opdat deze opmerking in het verslag zou opgenomen worden.

Het is ook nog op te merken dat het crediet, ingeschreven op het ontwerp van Buitengewone Begrooting voor de voortzetting der werken tot verbinding van het kanaal met het Lefebredok, te Antwerpen, wegens bezuiniging geschrapt is. De huidige monding van het kanaal, door een nauwe geul, in het Asiadok, beantwoordt niet meer aan de eischen van het verkeer. Het gedane voorstel zou alleszins op de naaste Begrooting opnieuw moeten ingeschreven worden, want daar is een werk van de meest onbetwistbare dringendheid te verrichten.

Ten slotte, zooals de vorige jaren, meenen wij de aandacht opnieuw te moeten vestigen op het Antwerpen-Rijkkanaal, dat, naar het schijnt, eenigszins in den vergeethoek geraakt is, doch waarvan de uitvoering voorzien is in het Verdrag van Versailles (art. 361) binnen een termijn van 25 jaar vanaf het van kracht worden van het Verdrag. Welke zijn te dien aanzien de inzichten van de Regeering? Duitschland werkt krachtdadig aan de toerusting en de uitbreiding van zijn kanalen en scheepvaartwegen. Zal het kunnen gezegd worden dat wij ons recht zullen laten vervallen?

ART. 59. — *Schelde: Studies, onteigeningen, werken. Toelagen:*

fr. 4,267,500

Verminderd op fr. 2,120,000

De volgende opmerking werd gemaakt in Afdeeling: het schijnt dat de dijken van de Zeeschelde op verschillende punten zouden moeten versterkt worden en dat er een wezenlijk gevaar ligt in het niet uitvoeren van die versterkingswerken. Het is dus van belang te weten of er een algemeen programma voor werken van dien aard bestaat, en welke de plaatsen zijn, buiten het gedeelte tusschen Schoonaerde en Appels, waar versterkingswerken zullen kunnen uitgevoerd worden met de credieten, uitgetrokken onder 1° van art. 59.

Het volgende werd daarop geantwoord:

De algemeene studie der versterkings- en verhoogingswerken aan de Scheldedijken is voltooid. Er bestaat geen programma waarin de volgorde van die werken bepaald wordt; dat hangt hoofdzakelijk af van het initiatief der betrokken gemeenten en waterschappen. Behalve de werken op het gedeelte tusschen Appels en Dendermonde, zullen de volgende, geheel of gedeeltelijk, aangeschreven worden op het crediet uitgetrokken bij 1° van art. 59.

Verbreeding en verhooging der Scheldedijken tusschen Heusden en Weteren; verhooging en opnieuw aanleggen van dijken langs de Calckenvaart.

De Commissie heeft inzonderheid haar aandacht gewijd aan de verbetering van de Schelde tusschen Appels en Schoonaerde, waar er op gewezen

werd dat de ontoereikendheid der dijken sommige dorpen in gevaar brengt. Uit genomen inlichtingen blijkt dat de som van 500,000 frank die, na amendement, daarvoor nog overblijft op de begrooting, zal volstaan om de werken dit jaar nog aan te besteden; dat is de eerste schijf van een totale uitgave geraamd op 2,000,000. De werken zullen bestaan in het verbeteren en normaliseeren der scheldebedding, vanaf de brug van Schoonaerde-Berlaer tot Appels, alsmede in het aanleggen van nieuwe dijken, de verhooging en versterking der bestaande dijken. Behalve twee, hebben alle eigenaars toegestemd in het vervroegd inbezitnemen van de in te lijven gronden. De eigenlijke werken zijn nog niet aangevangen, doch uitgaven zijn reeds gedaan voor graphische verrichtingen op het terrein. In elk geval zal de som van 300,000 frank, voldoende zijn voor 1924.

Ten slotte, betreffende het crediet uitgetrokken bij 3°, hebben verschillende leden, bij het onderzoek in de afdelingen, den wensch uitgesproken dat de verbinding tusschen beide Scheldeoeveren tegenover Antwerpen zou verbeterd worden. Hoeveel staat het thans met die zaak? Heeft de aanbesteding voor den tunnel plaats overeenkomstig hetgeen daarover aangekondigd werd? Waarom al die eidelooze vertragingen? Men heeft gevraagd dat de Minister daarover naderen uitleg zou willen geven. Men heeft ook gevraagd naar de studies betreffende het bouwen der brug van Cruybeke. Ook daarover wenschte men eenige nadere bijzonderheden te vernemen.

Het volgende werd daarop geantwoord: — wij stippen het antwoord aan, maar doen daarbij opmerken dat het niet van dien aard is dat het voldoening kan schenken aan degenen die overtuigd zijn van de volstrekte noodzakelijkheid, en zelfs van de hoogdringendheid, van het overgaan tot het uitvoeringsstadium van den tunnel onder de Schelde:

« De voor de Kamers voorgestelde combinatie voor het bouwen van den » tunnel steunde op het dekken van de kosten der werken door middel van » de gronden die de Staat bezit op den linkeroever der Schelde. De studie- » commissie voor de inrichting der Antwerpsche agglomeratie, in dewelke » de verschillende betrokken besturen hun afgevaardigden hebben, is geraad- » pleegd geworden en heeft de meening uitgebracht dat die combinatie » noodlottig was voor de Staatsfinancies. De Regeering heeft met dat advies » rekening moeten houden en ziet uit naar andere middelen voor het tot » stand brengen van onafgebroken verbindingen tusschen beide Schelde- » oevers. » Het lijkt niet redelijk aldus de uitvoering in den steek te laten van een werk waarvan alles de noodzakelijkheid bewijst; de uitbreiding van Antwerpen en van het Land van Waes, en aangaande hetwelk uitdrukkelijke verbintenissen aangegaan werden. Ongetwijfeld zal de achtbare Minister ten overstaan van de Kamer de redenen nader willen uiteenzetten die zijn antwoord maar al te vâag aanduidt.

Wat betreft de brug Hoboken-Cruybeke, de Commissie die zich daarmede bezighoudt is belast met het opmaken van het lastkohier voor de aanbestedingwedstrijd van dat werk, waarvan de bijzonderheden bepaald vastgesteld zijn. Die bijzonderheden zijn:

1° Ligging: De nieuwe brug zal gebouwd worden over de Schelde ter hoogte

van Fort 8, te Hoboken, t. t. z. bovenwaarts van de scheepswerven van Cockerill en van de Antwerp Engineering ;

2° De oeversteunpunten van het nieuwe kunstwerk zullen aangebracht worden, het eene in de rooilijn van den rechteroever, het andere achter den buitenteen van den zeedijk op den linkeroever; de afstand tusschen de frontvlakken van die landhoofden zal 420 meter bedragen. Een vaargeul van 180 meter breedte zal ingericht worden langs den rechteroever en zal, op een breedte van 120 meter, een diepgang hebben van ongeveer 30 meter boven gemiddeld hooge tij. Op beide oevers moeten daarenboven toegangsbruggen aangelegd worden ;

3° De brug zal bestaan uit een rijweg van 9 meter breedte en twee voetpaden, ieder van 2 meter breedte ;

4° Een dubbel buurtspoor zal aangelegd worden op den rijweg ;

5° De te bouwen landhoofden zullen terzelfdertijd dienen voor de baanbrug en voor de spoorbrug ; later zal de bovenbouw der spoorbrug aangelegd worden door het Beheer van Spoorwegen.

ART. 60. — *Leie : studies, onteigeningen en werken.* . . . fr. 3,775,000
Verminderd tot. . . . fr. 415,000

Op dat crediet worden de volgende werken uitgevoerd ;

a) *Geschiktmaking van de toegangen tot de brug over de nieuwe afleiding van de Leie te Meenen (voortzetting)* fr. 315,000

Die werken zijn het gevolg van het herbouwen van de brug te Meenen. Er heerscht daar een druk verkeer, wegens de nabijheid van de grens. De werken zijn dus volstrekt noodzakelijk

b) *Verbetering van de Leie vanaf Deinze tot aan de sluis van Astene*
 fr. 50,000
 c) *Onvoorziene werken.* , ... fr. 50,000

ART. 61. — *Zenne, Dijle en Demer : studies, onteigeningen en werken*
 fr. 1,030,000
Verminderd tot. . . . fr. 200,000

De Commissie heeft gevraagd naar de dringende redenen die de Regeering er toe brengen, thans op de Dijle eene nieuwe aanneming te beginnen die geraamd wordt op twee millioen. Ziehier de daarover verstrekte inlichtingen :

De werken tot verbetering van het regiem der Beneden-Dijle hebben ten doel het bed der rivier op de noodige afmetingen te brengen vanaf de benedensluis te Mechelen tot aan het Zennegat, over een lengte van ongeveer 5 kilometer. Ze zullen tot gevolg hebben den afloop van de wateraanwassen van het Dijlebekken te vergemakkelijken, alsmede de voortplanting van het tij, en zullen mogelijk maken dat groote binnenschepen te Mechelen binnenvaren.

Reeds van vóór den oorlog zijn de daartoe noodige onteigeningen gedaan. De Staat is in bezit van het meerendeel der bestaande dijken langs de Beneden-Dijle ; deze dijken zijn onvoldoende.

Indien men er niet toe besluit de ontworpen verbeteringswerken uit te voeren, zal de verhooging en de versterking van de bestaande dijken aanzienlijke sommen vergen, zonder eenig voordeel noch voor het regiem der rivier, noch voor de scheepvaart.

In 1920, werd een deel van de grondinnemingen die de nieuwe bedding van de Beneden-Dijle moeten vormen door de werkloozen en oud-strijders uitgegraven. De daarvoor gedane uitgave zou onvruchtbaar blijven (ongeveer een millioen), moest men het geheel der verbeteringswerken niet ten uitvoer brengen.

De voor 1924 voorziene uitgave is op 200.000 fr. kunnen verminderd worden.

ART. 62. — *Nethen : studiën, onteigeningen en werken. Toelagen*

fr. 650,000

Verminderd tot fr. 600,000

Dit crediet is bestemd tot verdere verbetering van den benedenloop der Nethe, waar zij Duffel doorloopt, werk dat verleden jaar begonnen werd op een toen aangenomen crediet van 1,000,000 frank; waarop slechts 1,500 frank werden uitgegeven. Men vergisste zich dus niet over de betrekkenis van de woorden « tweede schijf » welke, zeer ten onrechte, op een gedane reiks aanzienlijke uitgave schijnen te wijzen ! Met de onteigeningen kon in 1923 geen aanvang worden gemaakt, ten gevolge van het laattijdig sluiten van de overeenkomst tusschen den Staat, de provincie Antwerpen en de gemeente Duffel betreffende de aan ieder dezer beheeren toe te bedeele gronden. De ontworpen werken hebben ten doel het bouwen van een nieuwe provinciale wegbrug te Duffel, ter vervanging van de bestaande brug. Dit laatste werk is oud, zoo goed als bouwvallig en het bed van de rivier is er merkelyk versmald, hetgeen de scheepvaart, het afvleien van het water, de ebbe en den vloed in den weg staat.

ART. 63. — *Kanaal van Gent naar Oostende : studiën, onteigeningen en werken. Toelagen fr. 2.275,000*

Verminderd tot fr. 215,000

De werken ontworpen aan de brug te Mariakerke (heroprichting van de ophaalbrug en electro-mechanische uitrusting) konden worden ten uitvoer gelegd op de credieten voorzien op de begrooting der buitengewone uitgaven en op die der verhaalbare uitgaven voor 1923. Daarom werden de credieten voor dit doel in deze begrooting weggelaten.

De heroprichting van de brug te Bierstal geschiedt ten deele op het crediet voorzien in deze begrooting, ten deele op dat uitgetrokken in de Begrooting der verhaalbare uitgaven. De brug wordt bouwvallig en hare werking is traag, moeilijk en bezwarend; zij vergt vier man. Op dit gebied zal er bezuiniging zijn aan personeel.

De heroprichting van de Rozemarijnbrug en die van de Wondelgemstraat zijn verdaagd.

ART. 64. — *Opbouw van een droog dok te Langerbrugge : studiën, onteigeningen en werken fr. 5,000,000*

Vervalt.

ART. 65. — *Rupel : studiën, onteigeningen en werken* . . . fr. 310,000
Verminderd tot fr. 210,000

De aanvullende werken uit te voeren aan den Rupel tusschen Wintham en zijne monding, waarvoor een crediet van 60,000 frank werd aangevraagd, hebben voor doel de inzakkingen te doen verdwijnen welke zich hebben voorgedaan langsheen de nieuwe, vóór den oorlog aangelegde wegen.

Daarenboven worden 150,000 frank gevraagd voor het plaatsen van een behoorlijke betonning, daar de huidige betonning vrij onbeduidend is en niet verlicht.

ART. 66. — *Dender : studiën, onteigeningen en werken* Fr. 2,500,000

Het crediet moet dienen om de werken tot verbetering van den Dender voort te zetten, waarmede een begin werd gemaakt waar deze rivier de stad Dendermonde doorloopt. De werken hebben onder meer voor doel de hoekige bocht te doen verdwijnen welke bestaat stroomafwaarts de Denderbrug te Dendermonde, en den loop van de rivier te verbeteren uit het oogpunt van de scheepvaart en van het afvloeien van het water; de gronden langsheen den Dender worden geregeld overstroomd.

De werken tot rechtekking van den Dender, tusschen de brug Bogards en het Sas, geven aanleiding tot het aankopen van zeven en dertig eigendommen; heden blijven nog tien huizen aan te koopen.

Het huidige crediet heeft niets gemeens met dat betreffende het rechtekken van de Schelde vóór de stad; dit laatste werk is verdaagd.

ART. 67. — *Durme : studiën, onteigeningen en werken* . . . Fr. 155,000

De brug te Waesmunster werd vernield door een oorlogsfeit. De wederoprichting van de eigenlijke brug is aangewezen op de begroting der verhaalbare uitgaven voor 1924 (art. 38). Het geldt hier slechts de onteigeningen waartoe dient overgegaan met het oog op het aanleggen der toegangstellingen tot de nieuwe brug, daar deze op een andere plaats wordt aangebracht.

ART. 68. — *Kanaal van Roeselare naar de Leie : studiën, onteigeningen en werken* fr. 10,000
 Zonder opmerkingen.

ART. 69. — *Kanaal van Roeselare naar de Zee : oprichting van een dok te Roeselare, kosten voor studiën, aankoop van gronden* . . . fr. 125,000

In de afdeeling werden inlichtingen gevraagd betreffende den weg door dit nieuw kanaal te volgen en het algeheel bedrag dat het zou kosten.

In werkelijkheid gaat het hier slechts om de studiën en aankopen van gronden voor het te Roeselare aan te leggen dok. Dit dok zou het uitgangspunt kunnen worden van een kanaal dat Roeselare met de Zee zou verbinden, hetzij over Brugge, hetzij over Diksmuide — en zoo is de tekst van het

artikel te verklaren. Maar aangaande den door het kanaal voor goed aan te nemen weg, wordt hierbij in geenen deele op een latere regeling geprejudiceerd en hetzelfde geldt ook voor de beginselvraag of het werk al dan niet moet worden uitgevoerd.

De Commissie maakt een uitdrukkelijk voorbehoud aangaande de wenselijkheid om thans zulke werken te ondernemen.

ART. 70. — *Kanaal van Burgt naar Sint Gillis (Waes) : studiën, onteigeningen en werken* fr. 1,000,000
Verminderd tot . . . fr. 50,000

Op het crediet van 1 millioen aangenomen op het buitengewoon crediet voor 1923 werd slechts eene uitgave van 2,000 frank betaalbaar gesteld. Deze uitgave houdt verband met grafische studiën en verrichtingen.

ART. 71. — *Kanaal van Brussel naar den Rupel : studiën en werken.*
fr. 50,000
Verminderd tot fr. 20,000

Zonder opmerkingen.

ART. 72. — *Haveninrichtingen te Antwerpen : studiën, onteigeningen, werken en baggeren* fr. 58,150,000

Het totaal crediet is per schijven te verdeelen onder de vijf onderdeelen van het aanzienlijke werk waartoe de nieuwe haveninrichtingen te Antwerpen aanleiding geven. Laten wij die vijf onderdeelen achtereenvolgens onderzoeken en de punten aanstippen waaruit zal kunnen blijken hoever zij gevorderd zijn.

a) *Bouwen aan de Kruisschans van een zeesluis en van haar toegangsgoel* (onderneming Dumon en Vander Vin).

Op 13 Februari 1922 toegewezen, zoo werd dit werk op 6 Juni 1922 begonnen. De totaalprijs werd geraamd op fr. 45,556,211.76 en de voltooiing voorzien tegen Juni 1926. Op 31 December 1923, was uit dien hoofde een bedrag van fr. 21,556,832,26 betaalbaar gesteld en het werk was voor 23,54 t. h. af. Deze gegevens doen blijken van een normalen toestand; men mag dus veronderstellen dat het werk zal kunnen voltooid zijn tegen den voorzienenen datum.

b) *Aanleg van het gedeelte van het zeekanaal, gelegen tusschen het bovenhoofd van de sluis der Kruisschans en den Wilmarsdonckdijk.*

Het geldt hier eene nieuwe aanneming. Daarover werd geene openbare aanbesteding gehouden; zij zal worden toevertrouwd aan de aannemers Dumon en Vander Vin, die belast zijn met het bouwen van de havensluis Kruisschans, onder de voorwaarden en tegen de eenheidsprijzen voorzien in de inschrijving voor deze aanneming.

Uit dien hoofde werd aan de aannemers vijf maand meer tijd verleend, doch zij verzaken aan het genot van de premies wegens vordering, welke overeenkomen met dit bijkomend tijdbestek.

Deze oplossing biedt het groote voordeel dat er onmiddellijk zal kunnen begonnen worden met het graven van het kanaalvak dat ons hier bezighoudt;

dit vak, evenals de sluis, zouden aldus voltooid zijn in 1926, d. w. z. vóór het verstrijken van den voltooiïngstermijn vastgesteld voor de aanneming Wuytack (graven van het kanaaldok van af de verbindingsinvaart tot den dijk van Wilmarsdonck (cf. litt. C. hierna).

Had het bestuur deze werken openbaar willen aanbesteden, dat had het moeten wachten, vooraleer er toe te kunnen overgaan, totdat de aanneming van de sluis voltooid was, aangezien de gronden waar dit kanaalvak moet worden gegraven, door die aanneming bezet zijn; eene aanbesteding zou ten anderen heel waarschijnlijk geen gunstiger uitslagen opleveren wat de belangen der schatkist betreft; in elk geval, zou het tijdsbestek noodig voor de tenuitvoerlegging er van veel verder strekken dan de vijf maand meer, verleend aan de aannemers Dumon en Van der Vin.

De totaalprijs van die werken werd geraamd op 3,000,000 frank ongeveer, mits toepassing van de prijzen, geldend voor de eerste jaarlijksche periode van de aanneming betreffende de sluis Kruisschans.

c) *Zeekanaal tusschen den Wilmarsdonckdijk en de verbindingsecul der bestaande dokken. (Onderneming Wuytack.)*

De aanbesteding dagteekent van 12 December 1922 en de werken werden aangevangen op 15 April 1923. De totaalprijs is gesteld op 58.536,425 frank; de voltooiïng werd aangekondigd tegen de maand April 1927. Einde 1923, was eene uitgave van fr. 3,702,484.09 betaalbaar gesteld en 7.5 van het werk was af. Het staat vast dat het graven van het kanaaldok zoo vlug niet vorderde als werd voorzien. Er wordt op gewezen dat de aannemer binnenkort zal beschikken over een krachtig materieel dat ter werf dient opgesteld en dat hij den verloren tijd zal kunnen inwinnen en de werken binnen den gestelden tijd voltooiën. Het bijzonder materieel moet dienen voor het uitgraven door zuiging en baggering van het kanaaldok en het is nog niet aanwezig op de werken. Om deze te bereiken moet het den Scheldedijk over. Men legt thans het aanvoerkanaal aan. De stand der werken is dus niet zooals hij behoorde te zijn en dit zou kunnen verergeren moest niet de noodige wilskracht aan den dag worden gelegd om de werken te bespoedigen. Laten wij er op rekenen dat dienaangaande het noodige gedaan wordt.

d) *Verbindingsecul tusschen het zeekanaal en de bestaande zijdokken. (Aanneming Monnoyer).*

Dit werk, op 18 Juli 1923 toegewezen, werd op 1 November 1923 begonnen en moet binnen zeven en dertig maand tijd, d. w. z. in November 1926, voleindigd zijn. De goedgekeurde inschrijving beloopt fr. 36,431,423,30. De voltooiïng er van hangt af van de verlegging van den loop der Schijns, die thans de toekomstige ligging der invaart dwars doorsnijdt. Wordt de aanneming betreffende de verlegging der Schijns met den vereischten spoed doorgezet, dan zal die omstandigheid tot geen vertraging aanleiding geven. Aan dit gewichtig punt moet men nochtans de noodige aandacht schenken, aangezien het graven van de nieuwe bedding der Schijns in deze laatste tijden eenigszins op vertraging wijst.

e) *Verlegging der Schijns benoorden Antwerpen. (Aanneming Société hydraulique).*

Het crediet van 700,000 frank, dat op deze begrooting wordt uitgetrokken, moet dienen tot het bestrijden der uitgaven voor de voltooiingswerken betreffende het 3^e en het 4^e lot van de verlegging der Schijns.

Het 3^e lot is dat waardoor de grachten van de omheining verbonden worden met het 4^e lot, dat vóór den oorlog ten noorden van de nieuwe inrichtingen werd uitgevoerd. Met de uitvoering van het 3^e lot werd den 18ⁿ September 1922 begonnen en men had de voltooiing ervan aangekondigd tegen den 17ⁿ Januari 1924. Eene vertraging van enkele maanden lijkt hier echter wel te moeten worden voorzien. Deze vertraging zal weinig of geen terugslag hebben aangezien het alleszins slechts bij de beëindiging van het 4^e lot is (monding der Schelde) dat de wateren der Schijns naar het Noorden zullen kunnen afgeleid worden.

Het 4^e lot nu, waaraan gewerkt wordt sedert 18 Augustus 1923 en dat moet voltooid zijn in December 1924, zal volgens de door ons ingewonnen inlichtingen, waarschijnlijk eerst in Maart 1925 voleindigd zijn. Moest het werk nog wat meer aanslepen, dan zou gansch de ten uitvoerlegging van de verbinding met de oude havendokken verdaagd zijn en dit feit zou ernstige gevolgen kunnen hebben, wat het in bedrijf stellen der nieuwe haveninrichtingen betreft. Deze kwestie, die werkelijk van hoofdzakelijk gewicht is, zal zeker niet ontsnapt zijn aan de belangstelling van den geachten Minister en wij vertrouwen dat aan de werken der Schijns spoed genoeg zal bijgezet worden opdat het door ons gevreesde euvel zich niet zal voordoen.

Onder het gemaakte voorbehoud, laat bovenstaande overzicht ondanks alles een vertrouwend oordeel toe, wat betreft den staat van de algemeene vordering dier werken, waarvan de nitslagen een verstrekkenden invloed moeten hebben op den voorspoed van onze nationale haven en op den economischen bloei van het land. Alles moet nochtans in het werk worden gesteld om de lichte vertragingen, waarop wij meenden te moeten wijzen, weer goed te maken.

Blijven dan nog enkele vraagstukken van minder onmiddellijk belang :

Men zal hebben opgemerkt dat geen enkel crediet is voorzien voor het aanleggen van den weg die Antwerpen met de Noord-dokken moet verbinden. Waarom heeft men op die begrooting ten minste het noodige crediet niet uitgetrokken tot het voorloopig aanleggen van den toegang van de stad naar de nieuwe inrichtingen ? Op deze vraag heeft de Minister geantwoord : « Van het ontwerp tot het aanleggen van de baan Antwerpen-Noord-dokken werd niet afgezien.

» Een deel van den grond voortkomende van het graven van een kanaal-dok tusschen den Wilmarsdonkschen dijk en de zeesluis van de Kruisschans (werk toevertrouwd aan de aannemers Dumon en Vander Vin) zal dienen om het grondvlak te vormen van deze laan, van deze sluis af tot op 1 kilometer boven den Lammerenweg; het grondvlak van die laan tot aan het havendok n^o 3 zal gevormd worden door middel van de weggegraven aarde van de verbindingsgeul (onderneming Monnoyer); ten slotte, tusschen de poort van Eeckeren en het havendok n^o 3 is men bezig de zoogenaamde

« zijstraat » te maken, door middel van de weggegraven aarde van het 3^e lot van de verlegging der Schijns (onderneming de Hydraulique).

» Geen enkel crediet is voorzien op het ontwerp van Begrooting voor 1924 tot het voorloopig aanleggen van dien toegangsweg, van de stad naar de Noordelijke inrichtingen.

» De belangrijkheid van de werken die thans uitgevoerd worden, verklaart de geachte Minister, en de groote uitgaven welke veel meer bedragen dan werd voorzien, wegens de prijsvermeerdering van de materialen en het hooger arbeidsloon, maakte het onmogelijk in de Begrooting voor 1924 een crediet uit te trekken voor de voormelde werken. Deze zullen worden tenuitvoergelegd, tegen den tijd dat de nieuwe haveninrichtingen van Antwerpen in bedrijf zullen kunnen worden gesteld. »

Een ander punt, dat onopgelost bleef, was de door de Regeering te nemen beslissing met betrekking tot het graven van lot 2 en 3 van de Schijns, dat men voorgesteld had te vervangen door het ontwerp van ingenieur Mennès. Dienaangaande ondervraagd, verklaarde de Minister dat tot nog toe de Staat geen definitieve beslissing heeft genomen met betrekking tot het ontwerp Mennes. Het Bestuur is in bezit van een ontwerp van afleidingswerken van de Schijns (2^e en 3^e lot en afvoergracht der binnenwaters) dat aan elke militaire ondergeschiktheid ontsnapt, en ook van de raming van dit ontwerp. Het onderzoek van die stukken is bijna afgelopen:

Een woord nog over de laatste drie posten van het crediet bij artikel 72.

1^o *Werken tot verbetering van den stroom.* . . . fr. 3,000,000

Dit crediet moet vooral dienen voor de baggerwerken op de drempels van Bath en der Kruisschans. Sedert het indienen van de Begrooting, bleek het volstrekt noodzakelijk op meer methodische wijze de baggerwerken van de vaargeulen op de Schelde te bespoedigen en te regelen en wel omdat verzandingen waren vastgesteld geworden in de bedding van den stroom, die door een beter toezicht en een sneller ingrijpen hadden kunnen vermeden worden. Wij hebben trouwens op de middelen gewezen om dezen toestand te doen ophouden, die terecht onrustwekkend voor de haven van Antwerpen wordt geacht, en om te voorkomen dat hij zich andermaal zou voordoen: van den eenen kant eene centraliseering van de bevoegde diensten van het Zeewezen en van de Openbare Werken en, van den anderen kant, het aankopen van een baggermaterieel dat steviger is dan datgene welke de Staat thans bezit. Wij hopen dat een programma met de noodige verbeteringen ten uitvoer wordt gelegd en wij rekenen op den Minister om dit zoo spoedig mogelijk tot een goed einde te brengen.

De som door den Staat uitgegeven voor de baggerwerken tot verbetering van de Zeeschelde beneden den Rupel wordt geraamd op fr. 7,157,790.33 vanaf den wapenstilstand tot 31 December 1923.

2^o *Ontsluiking van den vlottenden steiger van St-Anneken* . fr. 75,000
Gebracht op fr. 500,000

Op de hoogte van den vlottenden steiger van St-Anneken verslijkt de Schelde

en worden bestendig ontslijkingswerken uitgevoerd. Deze werken maken het voorwerp uit van een overeenkomst tot onderhoud, van drie jaar, die vervalt op 30 April 1924. Op het crediet van 755,000 frank, dat het vorig jaar werd toegestaan, werd 235,000 frank uitgegeven. Bij de aanbesteding voor het aanleggen van eene pompinrichting, werd geen enkele aanbieding ingezonden, zoodat het voorziene crediet van 500,000 frank niet kon worden betaalbaar gesteld.

Algezien werd van den aankoop van eene rolkraan voor den dienst der metalen hangars te Sint-Anneken, met het oog waarop een crediet van 75,000 frank op het ontwerp van Begrooting was voorzien.

Daarentegen werd een nieuwe post bijgevoegd luidende als volgt :

3^o Vereffening van de aanneming van metsel-, timmer- en bestratingswerken voor het aanleggen van den vlottenden steiger te Sint-Anneken.
Fr. 350,000

Het geldt hier werken toevertrouwd aan de heeren Ackermans en Van Haeren, en goedgekeurd op 20 November 1911. De aanvangsdatum van de werken was bepaald op 8 Januari 1912. Bij het uitbreken van den oorlog waren zij niet voltooid.

De vereffening van de uitgaven daarmede in verband, gaf aanleiding tot moeilijkheden van verschillenden aard, waaraan een einde moest worden gesteld door middel van eene overeenkomst waarover de betrokken partijen het in beginsel eens waren. Zij slaat op de betaling eener hoofdsom van fr. 546,263.48, plus de interesten, vanaf 1 Januari 1924, op een bedrag van fr. 294,692.32.

Dit verklaart dat de uitgave geheel moet gedekt worden door de Begrooting van 1924.

ART. 73. — Werken tot afbraak en heropbouw van den Zuidermuur der toegangseul naar de zeesluis van den Kattendijk. . fr. 3,500,000

Eenig en laatste crediet.

De aanbesteding-wedstrijd voor deze werken heeft plaats gehad op 25 Februari 1924 en voor enkele dagen werd eene beslissing genomen. In Juni kunnen zij worden aangevangen. Voor de voltooiing werd een jaar voorzien.

Men ziet bezwaarlijk in waarom men een jaar behoefde om de hand aan het werk te kunnen slaan. Het ongeval aan de sluis deed zich voor op 15 Mei 1923.

ART. 74. — Afvoerkanaal van de Leie : studiën, onteigeningen en werken fr. 1,215,000
Verminderd op . fr. 970,000

Men heeft de reden gevraagd van het aandeel van den Staat voor een bedrag van 210,000 frank, in den aanleg van riolen te Eecloo. Als reden daarvan werd opgegeven : Het afvoerkanaal van de Leie voert, naar Eecloo en de Zee, het rootwater van het vlas, voortkomend uit de Leie en het Fransche afvalwater dat in deze rivier uitkomt. De geheele streek waardoor dit kanaal loopt lijdt schade, ten

voordeele van andere streken van het land, die voorheen door dit vuil water werden verontreinigd. De stad Eecloo was er het ergste aan toe van de landbouwstreken waardoor dit kanaal vloeit : de lage gronden van hare bebouwde kom ondergingen daarvan den zeer ongunstigen invloed. Om dezen toestand te verhelpen, zag zij zich genoodzaakt eene reeks werken uit te voeren die, in 1921, werden aanbesteed en waarvan de Staat een deel moet betalen. De voorziene credieten moeten dienen om het aandeel te dekken van de toelage ten laste van het Beheer van Bruggen en Wegen.

De bruggen van Nevele en Meerendré werden door den vijand vernield. Eene som van 200,000 frank werd voorzien voor den heropbouw van elk dezer bruggen op de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven voor 1924 (art. 46, 2^o en 5^o). Het geldt hier slechts het niet verhaalbare deel, zelfs voor de brug van Meerendré, waaromtrent de toelichting van het artikel, uit hoofde van een fout in het opstel, geene vermelding bevat.

Voor de brug van Nevele heeft men bij amendement, dit jaar, afgezien van het buitengewoon crediet voor de werken. Deze zullen dus kunnen aangevangen worden op de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven en voortgezet ten laste van de eerstkomende Buitengewone Begrooting.

De heropbouw van de brug te Deynze wordt uitgesteld. De aankoop van gronden wordt echter voortgezet ten laste van artikel 60.

ART. 75. — Kanaal van Selzaete naar de zee : studiën, onteigeningen en werken. fr. 25,000

Dit crediet valt weg.

ART. 76. — Kanaal van Ieper naar den Yzer : studiën, onteigeningen en werken fr. 180,000

Overdracht van een vroeger crediet. 250.000 frank werden vorig jaar goedgekeurd voor hetzelfde voorwerp, maar konden niet worden benuttigd wegens den langzamen gang van de formaliteiten van onteigening. De voorontwerpen van de bruggen van Drie-Grachten en Steenstraete werden goedgekeurd en het onderzoek wordt ijverig voortgezet. Een totaal crediet van 1,650,000 frank wordt voorzien, waarvan 1,500,000 frank op artikel 52-1^o van de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven voor 1924 en 150,000 frank op deze begrooting.

In eene afdeeling vroeg een lid welke maatregelen getroffen waren om het kanaal van Ieper naar de zee van water te voorzien. Heeft het onderzoek, dat het vorig jaar werd aangekondigd, tot iets geleid ?

ANTWOORD. — Tot heden kon geen maatregel getroffen worden om het kanaal van Ieper naar den Yzer te spijzen. Het onderzoek, dat werd ingesteld met dit doel, is zeer ingewikkeld. Dit onderzoek gaat voort.

ART. 77. — Haven van Oostende : studies, onteigeningen en werken. — Aanleg van een visschershaven. fr. 15.700,000
Verminderd op fr. 13,660,000

In het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1923 hebben wij aangegeven als totale kosten van de onderneming, fr. 22,682,962 45, en, zoo men daarbij voegt den aankoop van vaste goederen, ongeveer 34 millioen. Men zal opmerken dat de omstandige opgave van de begrooting, gevoegd bij dit verslag, als totale onkosten 45 tot 50 millioen vermeldt. Dit verschil is te wijten van den eenen kant, aan de stijging van den prijs der arbeidskrachten en der materialen, en, van den anderen kant, aan wijzigingen die noodzakelijk bleken op de oorspronkelijke plans. Op 31 December 1923 was fr. 11,243,746.56 uitgegeven geworden en de werken zijn voor 23 1/2 t. h. gevorderd. Men voorziet de voltooiing voor einde 1925.

Een lid vroeg in afdeeling welke de bedoelingen van de Regeering waren op het stuk van behoud der binnendokken te Oostende. Zijn ze bestemd om gedempt te worden? Sommige leden betreurden dit en vroegen welke de redenen waren van de verdwijning der dokken, die een van de kenmerken der stad Oostende zijn.

Antwoord. — Het dempen van de binnendokken behoort tot een plan van herinrichting der stad Oostende, waaromtrent de overeenkomst van 5-12 Augustus 1912 werd gesloten, die thans herzien wordt.

ART. 78. — *Haven van Blankenberghe : studies, onteigeningen en werken*
fr. 100,000

Dit crediet valt weg.

ART. 78^{bis} (nieuw). — *Haven van Nieuwpoort : studies en werken*
fr. 500,000

Het crediet wordt aangevraagd om gronden aan te koopen, die noodzakelijk mochten worden voor de verbetering van de haven van Nieuwpoort en die vermeld staan op het plan, dat op 16 Januari 1913 werd goedgekeurd. Al deze werken worden uitgesteld wegens den financiëleen toestand en het toekennen van dit crediet sluit de verplichting van hunne uitvoering niet in zich.

Echter gebeurt het dat, op de eventueel aan te koopen gronden zich eene oesterwinning bevindt die, onder den oorlog werd vernield en die behoorde tot de « Société Anonyme des Produits Maritimes », te Oostende. Gelet op de noodzakelijkheid over dit perceel te beschikken, heeft het Bestuur zich er tegen verzet dat de eigenaar zijne inrichting zou herophouwen, welnu, het is onmogelijk langer bij dit verzet te blijven, zoo men het terrein niet aankoopt.

Het geldt hier dus enkel een maatregel van bewaring, daar de uitvoering der werken voor later is.

ART. 79. — *Kust : studies, onteigeningen en werken* . fr. 950,000
Gebracht op. . . fr. 1,300,000

Dit crediet is bestemd voor de volgende werken :

1^o *Verbetering van het strand* fr. 700,000

Het geldt hier werken aan de havenhoofden, wegens de beweging in het strand, zooals te Heyst.

Op het crediet van 1 miljoen, het vorig jaar gestemd, werd eene som van fr. 79,876.46 betaalbaar gesteld voor den bouw van vier kribben te Bredene en een ander van fr. 558,174.82 voor de voltooiing van twee havendammen te Middelkerke.

2 ^o <i>Bouwen van een dijk tusschen Knoeke en Duinbergen</i> . fr.	100,000
<i>Gebracht op</i> fr.	500,000

De totale uitgave ten laste van den Staat uit dien hoofde bedraagt 1 miljoen 800,000 frank, op welk bedrag 500,000 frank werd betaald ten laste van de Begrooting van 1922, als wanneer de vooruitzichten van deze begrooting 1,300,000 frank bedroegen. Men zal dus 800,000 frank op het crediet voor 1923 betalen. Er blijft dus 500,000 frank te vereffenen, tot welk bedrag post 3^o van artikel 79 werd opgevoerd.

Deze credietverhooging, bij wijze van amendement, is dus enkel de overdracht van een vroeger niet benuttigd crediet.

ART. 79 ^{bs} . — <i>Ontruiming van polderwater uit Vlaanderen.</i>	
<i>Toelagen</i> fr.	80,000

Overdracht van een vroeger niet benuttigd crediet.

ART. 80. — <i>Bouwstoffen van den Staat : aankoop, beheer, kosten van berging en allerhande</i> fr.	187,000
<i>Verminderd tot</i> fr.	116,000

Overdracht van een vroeger niet benuttigd crediet.

MINISTERIE VAN LANDEVERDEDIGING.

Dienst der militaire gebouwen.

ART. 80 ^{bis} (nieuw). — <i>Kazerneering voor de eerste militaire omschrijving :</i>	
<i>fr.</i>	350,000

Gedeeltelijke overdracht van een crediet van 1,500,000 frank uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting voor 1923 (art 59) voor de kazerneering en de technische inrichting der stormwagentroepen, te Gent, crediet waarop 1,384,044 frank werd betaalbaar gesteld. De omstandige opgave van deze werken en inrichtingen staat in het verslag van het vorig jaar (blz. 62). De ramingen van den prijs der gronden bleken te laag; vandaar het thans gevraagde crediet dat even boven de vooruitzichten gaat. *Dit laatste aangevraagde crediet sluit de reeks der uitgaven voor kazerneering in de eerste militaire omschrijving.*

ART. 81. — <i>Kazerneering voor de tweede militaire omschrijving :</i>	
<i>fr.</i>	1,500,000
<i>Verminderd tot</i> . . . fr.	250,000

Het vorig jaar werd voor deze kazerneering een crediet toegestaan van

3,200,000 frank, waarop slechts 1,900,526 frank betaalbaar werd gesteld; aldus kon worden aanbesteed :

a) De werken van de eerste aanneming tot opbouw van de kazerne voor spoorwegtroepen te Hoogboom	fr. 1,300,000
b) De werken tot voltooiing der inrichtingen voor het Vervoerkorps te Antwerpen	200,000
c) Sommige werken voorzien voor de kazerneering te Burght	200,000

Het overschot van 1,300,000 frank moest, voor een bedrag van 1,100,000 frank, dienen tot vereffening van de gronden en gebouwen te Burght, welke betaling sedert jaren hangende was, daar het vonnis over het deskundig onderzoek nog niet gewezen was (Zie Verslag Buitengewone Begrooting voor 1922, blz. 68). Daar het niet mogelijk is den datum van het vonnis te voorzien, zoo kon de aanvraag om crediet worden uitgesteld.

Hoe staan de zaken te Hoogboom? De som van 1,500,000 frank, toegekend in 1923, was bestemd voor de werken van de eerste helft der behoeften, maar, zoo de prijsstijging der bouwwerken aanhoudt, dan zal de raming bij benadering van 3,000,000 frank, op 3,500,000 frank moeten worden gebracht. In die omstandigheden en na aftrok van de som van 1,500,000 frank, uitgegeven in 1923, en van het crediet voor 1924 aangevraagd, en bij amendement verminderd op 250,000 frank, blijft er eene som te voorzien van 1,750,000 frank op de latere dienstjaren om de inrichtingen te Hoogboom te voltooien.

Na verleening van het thans gevraagde crediet en, later, van die welke wij aangaven, te weten : 1,300,000 frank (voor Burght), en 1,750,000 frank (voor Hoogboom), zal het bouwprogramma van de kazerneering in de tweede militaire omschrijving volledig verwezenlijkt zijn.

ART. 82. — *Kazerneering in de 3^e militaire omschrijving* fr. 1,100,000
Verminderd tot op fr. 100,000

De kazerneering van de 3^e omschrijving stond op de Buitengewone Begrooting van 1923 vermeld voor 5,100,000 frank; deze werden geheel uitgegeven.

In de huidige Begrooting werden voorzien : 1,000,000 frank voor de voltooiing van de kazerne der ruitery te Spa, en 100,000 frank om de houten stallingen te Verviers te vervangen door vaste stallingen; bij wijze van amendement werd het eerste dezer werken echter verdaagd.

De thans voor de kazerne van Spa betaalbaar gestelde uitgaven bedragen ongeveer 3,950,000 frank. Deze kazerne zal 5,000,000 frank kosten met inbegrip van het laatste crediet van 1,000,000 frank, vroeger voor 1924 gevraagd, doch thans tot een volgend dienstjaar uitgesteld.

De kazerneering van Eupen-Malmédy kon wegens de stijging der prijzen niet volledig aanbesteed worden. Er is nog een som van 500,000 frank noodig; zij zal bij een volgend dienstjaar gevraagd worden.

Na toekenning van het huidig crediet en naderhand van het aangeduide millioen voor Spa en de 500,000 frank voor Malmédy, zal het programma voor de gebouwen der kazerneering van de 3^e militaire omschrijving geheel verwezenlijkt zijn.

ART. 83. — *Kazerneering in de 4^e militaire omschrijving* . fr. 450,000

Dit artikel valt weg.

ART. 84. — *Bouwen van keukens, evenals van allerlei inrichtingen in het kamp van Beverloo* fr. 1,000,000

Verminderd tot. . fr. 500,000

Gansch het crediet van 2,000,000 frank, voor dit punt gestemd in 1923, werd als volgt benuttigd :

Mess voor de officieren 455,000

Keukens met benodigdheden 1,540,000

Waschplaatsen voor het ruiterskamp . . . fr. 255,000

Deze uitgaven overtreffen hetgeen voorzien werd, verleden jaar, in zake de mess voor officieren, waarvan het programma dus schijnt verwezenlijkt te zijn.

Wat de keukens betreft, stipten wij in het verslag van het vorig jaar aan dat de toen verleende credieten de voltooiing toelieten van al de waschplaatsen, en daarbij vier keukens (eene per afdeeling) in het kamp der infanterie, twee in de twee middenafdeelingen van het kamp, en vijf in het kamp der ruitersrij. De keukens der uiterste afdeelingen van het kamp bleven dan nog aan te leggen en hiervoor moest 400,000 frank gevraagd worden in 1924. Deze som van 400,000 frank werd op 1,000,000 frank gebracht in het eerste ontwerp van de begrooting. Zij was bedoeld om de voltooiing van het programma in zake keukens en waschplaatsen te verwezenlijken, namelijk in de twee uiterste afdeelingen van het kamp der infanterie.

Deze voltooiing wordt dus over twee jaar verdeeld, de eerste helft voor dit jaar.

ART. 85. — *Allerlei verbeteringswerken in het kamp van Elsenborn.*

fr. 1,500,000

Verminderd tot fr. 500,000

In het verslag van het vorig jaar, meldde wij dat een uitgave van 5 millioen zou noodig zijn om in het kamp van Elsenborn de noodige verbeteringen uit te voeren. Uit een later en grondiger onderzoek blijkt dat deze raming met 50 t. h. moest verhoogd worden om een totaal van 5,500 manschappen en 2,500 paarden, die het kamp normaal kan bevatten, onder dak te brengen. Zooals wij het reeds zegden, zijn al de loodsen voor den troep voorloopige barakken of opgetrokken uit plaatijzer, veelal in zeer slechten staat. Dit kamp dient echter voor de schietperioden van al de artillerie-een-

heden van het leger, alsook voor de schietperioden en de manoeuvres van de lichte divisie (ruiterij, wielrijders, genie, geschut). Met de wederoproeping kan het maximum effectief in sommige gevallen 8,000 manschappen bereiken.

Het crediet van 1.500,000 frank, op de Buitengewone Begrooting van 1923 uitgetrokken, werd geheel uitgegeven en besteed als volgt :

Oprichting van 9 woonblokken (110 manschappen per blok) 920,000 frank.

Oprichting van vier stallingen (75 paarden per stal) . . . 580,000 frank.

Er werd besloten thans niet zooveel woonblokken op te richten; hetgeen voor gevolg had dat het thans in te schrijven crediet niet meer dan 500,000 frank bedraagt.

ART. 86. — *Voltooiing van de waterleidingen in de kampen* fr. 1,500,000
Verminderd tot fr. 500,000

Dat is een bijkomend crediet op de som die het vorig jaar voorzien werd, uit hoofde van de stijging der prijzen.

Het crediet van 2 1/2 miljoen, op de Begrooting van 1923 uitgetrokken, werd geheel betaalbaar gesteld. De instellingen te Brasschaat zijn voltooid. Voor Beverloo en Elsenborn zullen de werken dit jaar kunnen voortgezet worden.

ART. 87. — *Wapenscholen. — Allerlei vergrootingswerken : gronden en gebouwen* fr. 750,000
Verminderd tot . . . fr. 100,000

Van het crediet van 900,000 frank, in 1923 toegestaan, werd slechts 740,000 frank uitgegeven. Het overschot, zijnde 160,000 frank, dat bestemd was voor den aankoop van sommige gronden, kon niet betaalbaar gesteld worden uit hoofde van moeilijkheden met de eigenaars. Het verminderd crediet is dus een eenvoudige overdracht.

Het aanleggen van het voor de scholen gemeenschappelijk plein en van de riolen werd uitgesteld. Daarbij werd besloten, gelet op de groote kosten (7 tot 8 miljoen waarschijnlijk, die de oprichting van een infanterie-school te Brasschaat zou veroorzaken, en ondanks de voordeelen voor de opleiding, al de wapenscholen te Brasschaat samen te brengen, de infanterie-school te Beverloo te behouden tot dat meer gunstige geldmiddelen een nieuw onderzoek toelaten.

ART. 88. — *Bouwen van woningen voor gehuwde officieren en lagere militairen, inzonderheid in de kampen* fr. 500,000
Verminderd tot . . . fr. 150,000

De 500,000 frank, hiervoor toegestaan, in 1923, werden besteed aan het bouwen van woningen voor acht gezinnen van onderofficieren en den aankoop van vier dergelijke woningen te Elsenborn, benevens de oprichting, te Beverloo, van een paviljoen voor twee officiersgezinnen. Het huidig verminderd crediet zal de aanvulling van de woningen te Beverloo mogelijk maken.

De Commissie verlangde te weten wat men in dit opzicht wil bereiken; er werd geantwoord dat, om den woningnood voor gehuwden in de omgeving

der kampen van Beverloo, Elsenborn en Brasschaat te verhelpen, deze kampen zouden voorzien worden van een aantal woningen voor gehuwden gelijk aan ten minste een vierde van de organieke getalsterkte der militairen, ambtenaren en bedienden in dienst in de garnizoenplaatsen.

Het crediet, dat nu op 150,000 frank is verminderd, zal toelaten die verhouding te bereiken. Voor Brasschaat echter zullen nog enkele paviljoenen noodig zijn, doch alleen als de infanterie-school er overgebracht wordt.

ART. 89. — *Bouw- en geschiktmakingswerken of aankopen voor de depots en parken der legerdivisies, evenals voor de bijdepots en bijparken.*

Fr. 4,000,000

Verminderd tot op fr. 2,000,000

Het crediet van fr. 4,900,000 frank, in 1923 toegestaan, werd uitgegeven tot een bedrag van 4,653,213 frank; het overige betreft sommige werken die niet binnen den bepaalden termijn klaar kwamen.

In het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1923 gaven wij het te verwezenlijken programma in zijn geheel weer. Het crediet van 4 miljoen frank, dat eerst in het begrootingsontwerp voor 1924 voorkwam en bij wijze van amendement op 2 miljoen frank werd teruggebracht, moest inderdaad toelaten het programma betreffende de depots en bijdepots geheel uit te voeren. Het zou insgelijks de verwezenlijking van de plannen betreffende de parken en bijparken tot op eene groote schaal mogelijk gemaakt hebben, want de herinrichting van het leger op zestien infanterie-divisies, in plaats van de eerst voorziene achttien, doet de werken van Brugge en Ieper, in 1923 voor 3 miljoen frank opgegeven, wegvallen.

Er blijven inderdaad zes bijparken aan te leggen, een park voor de legerartillerie, twee divisieparken, de vergrooting van het park te Brussel, evenals de vervanging van de barakken van het park der 2. C. A. door loodsen uit harde bouwstoffen.

De uitgaven voor ammunitiedepots, in dit artikel ingevoegd, hebben een gansch ander doel dan dit bij artikel 100. In dit laatste geldt het ammunitiedepots van de Basis, als algemeene voorraad van het leger; bij artikel 89 integendeel betreft het ammunitie van de divisietroepen voor aller-eerste gebruik.

Het woord « aankopen », dat voorkomt in dit artikel, heeft ten doel de betaling mogelijk te maken van elk terrein of gebouw, waarvan de aankoop zou noodig bevonden worden voor het te verwezenlijken doel, namelijk voor een of ander ammunitiedepot.

Het crediet werd teruggebracht op 2 miljoen, bestemd om den meest dringenden nood te verhelpen.

ART. 90. — *Aankoop van kazerneeringsmaterieel ter meubeleering van de nieuwe kazerne-gebouwen; aankoop van materieel en leggen van bluschematerieel.* fr. 500,000

Verminderd tot fr. 200,000

Zonder aanmerking.

ART. 91. — *Aankopen, geschiktmaken of optrekken van gebouwen voor garnizoen-messlokalen of bureelen, de groote meubelstukken en het kazerneeringsmaterieel inbegrepen* fr. 300,000
 Verminderd tot fr. 100,000

Het crediet van 300,000 frank, in 1923 (artikel 71) aangenomen, werd betaalbaar gesteld, behalve 20,000 frank. Hierdoor werden :

Betaald het gebouw te Gent als kantoor aangekocht	fr. 130,000
Het gebouw te Luik met hetzelfde doel aangekocht	80,000
Een gebouw te Mechelen en een te Lier geschikt gemaakt	33,000
De bureelmeubelen aangekocht	35,000
Totaal	fr. 280,000

Het crediet, dat voorkwam op het begrootingontwerp, thans bij wijze van amendement op 100,000 frank teruggebracht, bevat dus niet de overdracht van het crediet van het vorig jaar.

Het Departement tracht het aankopen van goederen te vermijden door de bestaande gebouwen ten nutte te maken of door gebouwen te huren.

Het crediet van 100,000 frank, bij dit artikel voorzien, is bestemd om de meest dringende noodwendigheden in 1923 te verhelpen.

ART. 92. — *Aankoop van gronden tot het in stand houden en ter aanwending van Duitsche verdedigingswerken, evenals van historische oorlogsplaatsen; werken ten behoeve van het onderhoud, het gebruik en de bewaking ervan* fr. 300,000
 Verminderd tot fr. 50,000

met wijziging van de bewoordingen van het artikel, als volgt :

Aankoop van gronden tot het in stand houden en ter aanwending van Duitsche verdedigingswerken, evenals van historische oorlogsplaatsen.
 Fr. 50,000

Van het crediet van 1,000,000 frank, op de Begrooting van 1923 uitgetrokken, werd enkel een som van 180,000 frank betaalbaar gesteld; deze uitgave betreft bijna uitsluitend het in orde brengen der historische plaatsen. De huidige credietaanvraag is dus een overdracht.

De 500,000 frank, vroeger op het Begrootingsontwerp ingeschreven, zouden dus moeten dienen voor :

a) Den aankoop van de gronden, waar zich bevinden de oorlogsplaatsen die bewaard blijven, en om het Departement van Openbare Werken te vergoeden voor de verlegging van de wegen langs den Yzer uit oorzaak van het behoud van den « Boyau de la Mort » en de schansen Albert en Isabella;

b) Den aankoop van de gronden waar de onderstanden en de batterijen van de Duitsche verdedigingswerken zich bevinden (van Turnhout tot aan de Zee en langs de kust van Knocke tot Nieuwpoort).

Doch het aankopen van gronden vordert zeer traag wegens de onteigeningen; de ambtenaren van het Departement van Financiën, die er mee

belast zijn, zijn niet talrijk; deze aankopen noodzaken vele verplaatsingen, kiesche onderhandelingen. Tot dusver werden alleen de volgende aankopen geregeld: de helft van de batterij « D u t s c h l a n d » te Breedene en elf onderstanden in beton op het grondgebied Ertvelde.

Daarbij is het vraagstuk betreffende de Duitsche batterijen aan de kust nog niet heelemaal klaar.

Het eerste credietvoorstel werd om verscheidene redenen op 50,000 fr. verminderd.

De Commissie wees er op, dat de werken en kosten van onderhoud en bewaking van die Duitsche verdedigingswerken normaal naar de gewone Begrooting moesten overgaan. De geachte Minister was het hiermee eens, Daar die werken thans in orde zijn, zullen de uitgaven in het vervolg gering zijn en de woorden « werken ten behoeve van het onderhoud, het gebruik en de bewaking » vielen dan ook weg.

ART. 93. — *Leggen van de centrale verwarming in het Militair Hospitaal van het Kamp van Beverloo fr. 350,000*

Werd ingetrokken.

ART. 94. — *Aankoop van mobilisatie-materieel voor den Geneeskundigen Dienst fr. 500,000*
Verminderd tot fr. 100,000

Er is geen dringende noodzakelijkheid. Sommige aankopen worden uitgesteld. Het algemeen plan dat in dit opzicht wordt gevolgd, werd omschreven in het verslag over de Buitengewone Begrooting van 1923. Laatsleden jaar werden 548,416 frank uitgegeven op een krediet van 2,000,000 frank.

ART. 95. — *Opnieuw tot stand brengen van een mobilisatie-reserve voor de Hoofdapotheek fr. 1,500,000*

Dit artikel werd ingetrokken.

Het bedoelde is niet hoogst noodig. Ons verslag van het vorig jaar bevat de gewenschte ophelderingen. Het alsdan goedgekeurd krediet van 1,500,000 fr. werd volledig uitgegeven.

ART. 96. — *Herstelling der electrische lichtleiding in de Militaire Hospitelen van Brussel en Leuven fr. 200,000*

Dit krediet ware best gevoegd bij de gewone Begrooting.

Daar er geen dringende noodzakelijkheid bestaat, wordt het thans ingetrokken.

ART. 97. — *Voltooiing van het militair hospitaal van 't Kamp van Beverloo. — Bouwen van het militair gebouw Y en afbreken van de oude kapel. fr. 450,000*

De Commissie maakte een voorbehoud nopens de gepastheid van deze

uitgave, die eenigszins een weelde-uitgave schijnt te zijn, voor zoo verre zij de afbraak van de oude kapel betreft. De geachte Minister heeft, bij wijze van amendement, de intr. kking van het crediet voorgesteld.

ART. 98. — *Vergrooting der gebouwen van het gewestelijk beddegoedmagazijn van Luik (naaiwerkhuis, magazijn voor linnengoed, koolhok voor den generator van de wasscherij)*. fr. 60,000

De Commissie heeft inlichtingen ingewonnen betreffende de noodzakelijkheid van deze uitgave. De achtbare Minister dringt aan voor het behoud van het crediet, daar de lokalen te eng zijn om de normale werking van de inrichting te verzekeren. Na den wapenstilstand, kon in dezen moeilijken toestand, die reeds voor den oorlog bestond, tijdelijk worden voorzien, door op de open binnenplaats houten barakken op te stellen, welke tijdens den oorlog voor andere diensten waren gebezigd geworden.

Deze barakken zijn zoodanig vervallen, dat het zooveel zou kosten ze te herstellen als de gevraagde gebouwen op te richten.

Anderzijds is het noodig, wegens de vermindering van het aantal manschappen, meer voorraad op te bergen, die niet mag verminderd worden met het oog op de behoeften der mobilisatie.

Bovendien moeten sommige lokalen, die voorheen tot paardenstallen en wapenhuizen dienden, voor de wasscherij en de smidse benuttigd worden.

ART. 99. — *Kleeding der troepen : aankoop der noodige kleederen en kledij- en uitrustingsvoorwerpen tot samenstelling van de reserve en van het mobilisatiegoed (1° hoeveelheid)*. Fr. 31.000,000
Verminderd tot. Fr. 6,000,000

De Commissie heeft gevraagd welken terugslag het amendement, waarbij het voor dit jaar voorziene crediet aanzienlijk werd verminderd, zou kunnen hebben op het uitvoeren van het in deze zaak voorziene programma. Gegevens werden haar verstrekt, waaruit blijkt dat het te verwezenlijken programma den aankoop voorziet van ongeveer 540,000 uitrustingen, behelzende de behoeften van gansch het gemobiliseerde leger tot de aankomst van den eersten oorlogsaanmaak. De algeheele uitgave zou 216 miljoen bedragen te verdeelen over een aantal dienstjaren, bepaald door de hoegrootheid van de jaarlijks toegekende credieten.

Anderzijds, in zijne verantwoording voor de Kamer ter gelegenheid van de bespreking van de Begroting van landsverdediging, heeft de geachte Minister doen opmerken, dat wij van nu af aan reservevoorraad bezitten om 300,000 man toe te rusten en dat, ondanks de vermindering van dit crediet, dit aantal dit jaar met 13,500 zal vermeederen.

Als men deze gegevens in verband brengt met de probabiliteiten van eene mobilisatie en van een gewapend conflict binnen afzienbaren tijd, is het redelijk aan te nemen dat, indien men de gedane pogingen doorzet, bij de volgende dienstjaren reeds en onder een gunstiger geldelijken toestand, er dit jaar geen groot gevaar bij is om zich tevreden te stellen met eene opoffering geëvenredigd naar ons huidig vermogen.

De Commissie keurt dienvolgens het voorgesteld amendement goed.

Zij heeft vervolgens enkele bijzonderheden gevraagd over de methoden gevolgd bij aankoop en aanmaak. Er werd geantwoord als volgt :

« De aankopen geschieden bij openbare aanbesteding waaraan, in beginsel, slechts industrieelen van het land mogen deelnemen. De aanbestedingen hebben plaats in het Ministerie van Landsverdediging.

» Om de uitrustingen te vormen, zijn kleedingstukken, schoenen, linnengoed en lederwaren noodig. Het laken wordt rechtstreeks in de fabrieken aangekocht en de aanmaak wordt verzekerd door het militair beheer en door tussekenkomst van de privaattijverheid. Het leder wordt geleverd door Belgische leerlooiers en verwerkt door de militaire schoenenfabriek te Thielt. Het linnengoed en de lederwaren worden gemaakt gekocht. »

Art. 100. — Aanleggen van munitie-opslagplaatsen in de basissen		fr.	10,837,000
	Verminderd tot.	fr.	2,837,000
	En terugopgevoerd tot	fr.	6,337,000

Bij vergissing vermeldt de tekst van het artikel : Vierde bewilliging. Het gaat hier om de vijfde bewilliging. Er dient daarentegen opgemerkt dat, ondanks het hooge bedrag van de in de vorige begrooting uitgetrokken credieten, het cijfer van de uitgave gedaan tot het aanleggen van munitie-opslagplaatsen in de basissen, merkelyk minder bedroeg. Ziehier, ten andere, wat tot 31 December 1923 toegekend en betaalbaar gesteld werd :

	Verleende credieten.	Uitgegeven
Art. 207 van 1920 . fr.	8,000,000	704,316.98
Art. 117 van 1921 . fr.	7,600,000	4,412,624.62 + 573,890.68
Art. 121 van 1922 . fr.	8,470,000	2,225,973.04 + 5,554,204.09
Art. 83 van 1923 . fr.	5,800,000	3,800,000.00

Op 31 December 1923, was dus een bedrag van fr. 17,271,009.41 uitgegeven geworden op het aangenomen crediet van 29,870,000 frank en op de 43 miljoen frank, zijnde dit het bedrag tot verwezenlijking van het volledig programma dat voorzien werd (respectievelijk 8, 16 en 19 miljoen voor iedere opslagplaats).

De Commissie heeft inlichtingen ingewonnen over de genomen schikkingen en den staat van vordering van de werken voor ieder der drie voorsz. opslagplaatsen, alsmede over de gevolgen van de in overweging genomen inkrimpingen. De eene is thans voltooid en in bedrijf gesteld ; de tweede moet gedeeltelyk in gebruik genomen zijn in het derde kwartaal 1924 en voltooid in het tweede kwartaal 1925 ; de derde, waarvan de ligging slechts zeer onlangs werd goedgekeurd, wordt thans opgericht. Ten einde de werken betreffende deze laatste twee opslagplaatsen te bespoedigen, werd het aangevraagd crediet, eerst verminderd tot 2,837,000 frank, weder tot 6,337,000 frank opgevoerd.

Er dient opgemerkt, dat het oprichten van die opslagplaatsen de ontrui-

ming binnen heel korten tijd moet mogelijk maken van de vier voorloopige opslagplaatsen van de streek van Brugge, waarvoor de grondopvordering slechts geldt tot 1 September 1924, alsmede van de groote opslagplaatsen voorloopig ingericht in de forten van Antwerpen, onder gebrekkige voorwaarden.

Uit die inlichtingen blijkt dat de oprichting van de nieuwe opslagplaatsen tot twee derden voleindigd is, dat zij met spoed wordt doorgezet, en dat, indien zelfs een zekere credietvermindering toegelaten wordt, er geen nadeel kan uit voortspuiten voor de vorming van een voorraad munitie, die nu reeds verzekerd is in inrichtingen welke van lieverlede hunne huidige bestemming zullen verliezen. De Commissie heeft zich dus het amendement, waarbij het crediet op 6,337,000 frank wordt bepaald, aangesloten.

ART. 101. — Koninklijke kanongietenrij : aanvulling van de veldartillerie, de zware artillerie en de pantserauto's			
		fr.	13,225.000
Verminderd op.		fr.	3,225,000

De som voor hetzelfde doel op de begrooting van 1925 voorzien ten bedrage van 14,195,000 frank werd, behalve 3,000 frank, ten volle betaalbaar gesteld.

De vermindering met 10,000,000 frank op dit artikel werd mogelijk gemaakt door :

1. De afschaffing van een post van 3,750,000 frank voorzien voor aankoop van materieel van gevechtwagens. Naar het advies van de fransche technische diensten wordt tegenwoordig het fransch materieel beschouwd als verouderd. Er worden thans proeven genomen tot het aannemen van materieel dat beter past bij de behoeften van den modernen oorlog. Men kan hopen dat deze proefnemingen tot definitieve uitslagen zullen leiden, die waarschijnlijk zullen toelaten materieel van een nieuw type aan te koopen reeds in 1925.

2. De intrekking van 5,375,000 frank op een totaal van 6,375,000 frank voorzien tot het aankopen van materieel tegen luchtschepen, terwijl de aankoop van bijna al dat materieel verdaagd werd, met wijziging in het daarmee verband houdend programma.

3. De verdaging van een deel der uitgaven voorzien voor den aankoop van munitiewagens voor veldartillerie en voor de herstelling van Duitsch materieel van 15 en van 17 c. De gieterij heeft reeds ruimschoots hare bezigheid met de aan den gang zijnde werken.

Het thans aangevraagd crediet zal verdeeld worden tusschen de volgende posten : geschutsmaterieel, munitie, materieel tegen de vliegtuigen, gevechtwagens, grondstoffen en toebehooren voor het inrichten van werkplaatsen. Geen enkele vaste indeeling kan worden bepaald : Daar die verschillende posten gedurende een zeker aantal jaren moeten herhaald worden, kan het voor den Staat voordeelig zijn, om reden van de aanzienlijke schommelingen in de marktprijzen en de wisselkoersen, op dit oogenblik liever deze leverantie aan te koopen, dan gene andere, dewelke aldus op het volgend jaar wordt overgebracht.

Het crediet van 4,283,500 frank, aangenomen op de Buitengewone Begrooting van 1923, werd heel en al uitgegeven.

ART. 104. — Munitiefabriek : aanvulling van de artillerie- en infanterie-munitievoorraad fr. 29,253,750
 Verminderd op fr. 9,253,750

Het totaalbedrag der uitgave voor de beide soorten van munitiën van den wapenstilstand af tot einde 1923 beliep respectievelijk 22,648,237 frank en fr. 56,692,431.25.

Het zal volstaan er op te wijzen dat, wat de infanteriemunitie betreft, wij, als al de loopende bestellingen zullen ten uitvoergelegd zijn, ongeveer de 7/10 zullen bezitten van de voorzienene voorraad kardoezen met kogels, alsmede de volledige voorraad granaten O. F. Zullen nog moeten aangekocht worden : het overige van de kardoezen met kogels, granaten Mills en V. B.; dit leveringssaldo vertegenwoordigt bij benadering eene uitgave van 25,000,000 frank. Maar de inlichtingen welke wij geven volstaan om te bewijzen dat wij van nu af aan over aanzienlijke reserves beschikken, welke de over verschillende dienstjaren verdeelde verwezenlijking van het programma geregeld zal komen versterken.

Wat de artillerie-munitie betreft, ondanks de opofferingen welke men zich reeds heeft getroost, vergt de verwezenlijking van het programma dat men zich heeft gesteld een aanzienlijke inspanning, want er dient noodzakelijkerwijs rekening gehouden met de noodige toeneming van het aantal groote eenheden, geroepen om het nieuwe leger te vormen, naar den grondslag van den algemeen geworden dienstplicht (zes legerkorpsen). Dit is een taak van langen duur, welke trapsgewijze zal vervuld worden en welke, ten andere, gedeeltelijk afhangt van de aan den gang zijnde inrichting der opslagplaatsen, waarvan sprake bij art. 100 en van den aanmaak van nieuw materieel. Na de zaak in overleg met de Legercommissie te hebben onderzocht en na de uitleggingen van den geachten Minister van Landsverdediging gehoord te hebben, was de Commissie van meening dat de gedane begrootingsvoorstellen volstaan om te voorzien in al de huidige behoeften van het leger, wat den munitievoorraad betreft, en heeft zij besloten het amendement aan te nemen.

ART. 105 — Aanlegging in de basis van een spoorwegpark	fr.	300.000
Verminderd op	fr.	100,000

Op het crediet van 450.000 frank verleend op de buitengewone begrooting voor 1923, werden 281,800 frank uitgegeven. In 1922, werden 278,194.13 frank uitgegeven. Het park der pontonniers te Jabbeke en het park der genie van het leger zijn volledig ingericht. Het overige bestemd tot het aankopen van gronden voor de inrichting van het park der spoorwegtroepen werd niet uitgegeven, daar de onderhandelingen in verband er mede tot hiertoe geen uitslag opleverden. Het thans gevraagd verminderd crediet zal dienen voor de eerste aankopen van grond.

ART. 106. — *Mobilisatie-materieel voor het bataljon pontonniers* fr. 450,000
Verminderd op fr. 30,000

Het crediet van 530,000 fr. op de buitengewone begrooting voor 1923 toegekend werd op, 10,000 frank na, geheel-betalbaar gesteld.

De Commissie heeft gevraagd welk programma gevolgd werd, uit het oogpunt der begrooting en in technisch opzicht; dit programma heeft voor doel het vormen van het mobilisatie-materieel voor twee actieve compagnies en twee reserve-compagnies, alsmede het bevoorraden aan uiteenneembare metalen veldbruggen.

Het ter tafel gelegd amendement, waarbij het crediet op 30,000 frank wordt verminderd, verzaakt voorloopig aan den aankoop van de uiteenneembare metalen bruggen. Men zal verder materieel en uitrusting voor de compagnies aankopen.

ART. 107. — *Aankoop van verbindings- en overseiningsmaterieel voor het seintroepenkorps* fr. 3,285,500
Verminderd op fr. 785,500

Op het crediet van 2,990,500 frank in 1923 aangenomen, werden 2 miljoen 920,000 frank verteerd en, in 1922, voor het zelfde doelinde, 3,500,000 frank.

Het huidige crediet, verminderd wegens de noodige inkrimping der uitgaven, zal dienen tot het gedeeltelijk aanvullen van het materieel der eenheden van het korps en van het vliegwezen en toelaten de noodige wagens aan te koopen voor het vervoer van het overseiningsmaterieel van de eenheden.

Het programma voorziet de toekenning van overseiningsmaterieel voor het heringericht leger, d. i. voor de 6 L. K. 16 L. D. en voor de legertroepen. De bijzondere troepen zullen ook van dit materieel dienen voorzien: t. w. de luchtvaarttroepen, verweertroepen tegen vliegtuigen, verbindingstroepen, enz.

ART. 108. — *Aankoop van materieel voor het zoeklichten-bataljon.*

De toegekende credieten in 1922 (750,000 frank) en in 1923 (750,000 frank) werden gansch opgebruikt voor het aankopen van zoeklichten van 150 cm. zonder toebehooren.

Het crediet van 965,000 frank voorzien in het ontwerp van begrooting — bij amendement verminderd tot 265,000 frank — is bestemd tot het aankopen van een deel van de toestellen, toebehooren en reserven noodig voor de werking van de in 1922 en 1923 aangekochte zoeklichten.

Op technisch en budgetair gebied, is het programma dat voorgesteld wordt bestemd om eene batterij zoeklichten in te richten.

ART. 109. — *Inrichtingen voor de seintroepen* fr. 500,000
Verminderd op fr. 150,000

Het crediet van 500,000 frank, verleden jaar voor dit doel aangenomen, werd volledig opgebruikt.

Het crediet van 500,000 frank dat eerst op dit artikel was voorzien, moest de laatste werken betalen; deze zijn volstrekt onafhankelijk van de aankopen van materieel voorzien bij artikel 107: het geldt werken tot voltooiing der bergplaatsen en loodsen waar de wagens en het materieel van de overseiningstroepen in bewaard worden. Door het crediet zal kunnen voorzien worden in de dringendste behoeften.

ART. 110. — *Aanvulling van het krijgsmaterieel voor het spoorwegbataljon*
fr. 637,650
Verminderd op fr. 237,650

In 1922 werd voor het materieel van het spoorwegbataljon fr. 215,572.15 en in 1923, 107,000 frank uitgegeven.

Het crediet van 637,500 frank in het ontwerp van begrooting voorzien en bij amendement tot 237,650 frank herleid, is bestemd om de uitrusting der actieve compagnies en der reserve-compagnies van het spoorwegregiment gedeeltelijk in orde te brengen.

Wat betreft het aanvullen van het materieel voor het bouwen der bruggen, zijn de studiën nog niet genoeg gevorderd om van nu af aan een raming te kunnen geven van de noodige algeheele uitgave.

ART. 111. — *Aanvulling van het krijgsmaterieel voor het geniepark en voor de divisie-genie* fr. 258,360
Verminderd op fr. 58,360

Op dit crediet van 737.000 frank, in 1923 aangenomen, werden 500,000 frank uitgegeven. Op het verminderd crediet, zal men de toekenning van materieel en uitrusting aan de eenheden en diensten voortzetten.

ART. 112. — *Vliegpleinen: aankoop van grond en allerlei kazerneeringswerken* fr. 2,000,000
Verminderd op fr. 1,000,000

Een crediet van 9,500,000 frank werd uitgetrokken op de buitengewone uitgave voor 1923 en, zooals wij er in ons verslag op wezen, was dit crediet bestemd om den prijs te regelen van gronden waar onze vliegpleinen gelegen zijn en die tot dan toe eenvoudig opgevorderd waren. Op dit crediet konden 6,428,328 frank bestemd worden aan deze regeling. Voor het overige der aankopen, leverden de onderhandelingen nog geene uitslagen

op. Het crediet van 2 miljoen dat eerst gevraagd werd, verminderd met het overschot van verleden jaar, had volstaan om de aankopen en de inrichtingen der vliegpleinen te voltooien. Het amendement beteekent geenszins eene verzaking aan het gesteld programma, aangezien het prijzen geldt die in elk geval zullen moeten veressend worden, maar aangezien men niet weet wanneer de bovenbedoelde onderhandelingen een uitslag zullen opleveren, kwam het voldoende voor thans 1 miljoen op dit artikel te voorzien.

In de afdeeling heeft een lid er over geklaagd dat het vliegplein te Deurne gekozen was geworden in grond, geschikt voor de groenteteelt, terwijl de Kempen zoo nabij zijn. Waarom heeft men het terrein te 's Gravenwezel niet hernomen?

Op deze aanmerking werd het volgende geantwoord :

Het terrein te 's Gravenwezel kwam niet in aanmerking omdat het aanzienlijke kosten voor geschiktmaking zou hebben gevegd; daarenboven is dit terrein veel te ver van Antwerpen afgelegen en beschikt het over geen snel verkeersmiddel. Het is dus niet geschikt voor het luchtverkeer, waarvan het beginsel is : vlugheid en tijd winnen. Deurne, integendeel, ligt aan de poort der stad en heeft slechts betrekkelijk geringe inrichtingswerken gevegd.

ART. 113. — Aanvulling van het materieel voor den militairen luchtvaartdienst fr. 4,000,000

(Artikel ingetrokken.)

Het crediet van 4,000,000, aangenomen op de Buitengewone begrooting voor 1923, werd gansch opgebruikt.

Het in 1920 vastgesteld programma moet tot 256 het aantal in dienst zijnde vliegtuigen opvoeren, gegroepeerd in 24 escadrilles en 100 reservevliegtuigen. Dit programma moest verwezenlijkt zijn in een tijd van zes jaar, eindigend met den afloop van 1925. De verminderingen in de begrooting van het luchtvaartwezen zullen de uitvoering van het programma vertragen en de afschaffing van dit artikel, in zonderheid, zal de aankopen, voor dit jaar voorzien, tot aanstaande jaar verschuiven, m. a. w. de tijd van zes jaar is geworden een tijd van zeven jaar. Maar, zooals de Kamer het weet, zal deze verlenging van den uitvoeringstermijn van het programma, verre van nadeel te berokkenen aan het wapen van het luchtvaartwezen, het kostbaar voordeel opleveren den aankoop mogelijk te maken van vliegtuigen naar een nieuw type, waaraan thans wordt gewerkt, en aldus het luchtvaartwezen het voordeel doen genieten van de snelle ontwikkeling der jongste verbeteringen in dat vak. Anderzijds lijkt het niet gewenscht bij het aankopen van vliegtuigen de normale toeneming van het aantal vliegeniers, die ze moeten bezigen, vooruit te loopen. Deze beschouwingen door den geachten Minister van Landsverdediging uiteengezet zijn van dien aard dat zij de onrust verdrijven die bij den aanvang tot uiting is gekomen in verband met den hier voorgestelden besnoeiingsmaatregel en het lot van het militair vliegwezen dat in de toekomst een zoo beslissende rol moet spelen. Het is trouwens te voorzien dat, in den huidige toestand der credieten, al zijn zij verminderd, de ontwikkeling van het vliegwezen normaal

zijn zal op het einde van 1924, aangezien het over 197 vliegtuigen in dienst zal beschikken, gegroepeerd als volgt :

a) Eene groep van 4 leger-escadrilles met 8 vliegtuigen	32
b) Twee groepen van 3 legerkorps-escadrilles met 12 vliegtuigen . .	72
c) Eene groep van 3 jacht-escadrilles met 15 vliegtuigen	45
d) Eene groep van 2 jacht-escadrilles met 12 vliegtuigen	24
e) Drie beschietings-escadrilles met 8 vliegtuigen	24
Samen	197

plus 62 reserve-vliegtuigen, d. w. z. in het geheel 259 veldvliegtuigen op de 356 welke door het geheel programma is voorzien.

De volgende vermeerderingen van materieel zullen noodig zijn om het programma volledig te maken :

1° Oprichting van een jacht-escadrille ;

2° Opvoering van de beschietings-escadrilles van 8 tot 12 vliegtuigen ; de reserven aanvullen ;

3° Een beschietings-escadrille van vliegtuigen met groote tilkracht, voor nachtritten.

Indien onze wisselkoers niet meer daalt, zal dit programma 4 miljoen voor het 1°, 3 1/4 miljoen voor het 2° en 4 miljoen voor het 3° vergen.

Daar deze uitgaven eerste instellingsuitgaven zijn, zal het militair luchtvaartwezen, nadat het programma ten uitvoer zal gelegd zijn, geen buitengewone begrooting meer hebben. Maar er zal steeds rekening moeten gehouden worden met het feit dat de kosten van onderhoud van een vliegtuig per jaar ongeveer het derde van zijne waarde bedragen ; de volledige delging van het tuig dient dan ook op drie jaar tijd verzekerd te zijn.

De Commissie heeft haar akkoord gehecht aan het amendement houdende de afschaffing van dit artikel.

ART. 114. — Aandeel van den Staat in het samenbrengen van het kapitaal der Naamloze Belgische Vennootschap tot exploitatie der luchtscheepvaart (art 7 der bij de wet van 26 April 1923 gevoegde statuten).

Geen opmerking. Het gaat hier over verbintenissen die luidens de wet van 26 April 1923 den Staat ten laste komen.

ART. 115. — Werken ter vernieling van kunstwerken Fr. 860.000
Verminderd tot. . . . Fr. 160.000

In werkelijkheid werden 500.000 frank uitgegeven op het crediet van 675.000 frank, uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting voor 1923. Dit totaalbedrag kon in 1923 niet worden betaalbaar gesteld ; zie hier waarom :

a) Langdurigheid der studiën betreffende het voor elk kunstwerk aan te nemen dispositief ;

b) Voorafgaande overeenkomst en onderhandelingen met de verschillende departementen ;

c) Traagheid der gevolgde rechtspleging in zake aanbesteding ;

d) Weigering van sommige aanbestedingen goed te keuren, waarvan het bedrag buiten verhouding leek met het uit te voeren werk; verdaging van sommige aanbestedingen om ze te doen samentreffen met de versterkingswerken en wel, om de verantwoordelijkheid van het departement niet in de zaak te betrekken.

Het is niet mogelijk vooralsnog, zelfs bij benadering, de kosten te bepalen welke het programma dat me van plan is uit te voeren zal medebrengen.

De studien betreffende de dispositieven waarvan de betrokken kunstwerken dienen te worden voorzien, kunnen nu reeds voor al de kunstwerken niet gedaan worden en anderzijds verschilt de prijs der dispositieven aanzienlijk naar gelang van de belangrijkheid, den aard, de ligging van de kunstwerken en van de moeilijkheden waarop men stuit.

De algheele verwezenlijking van het programma dat ter studie ligt, wordt verdeeld over verschillende jaren. Dit jaarlijksch programma strekt tot grondslag voor het opmaken der credietaanvragen, welke in het ontwerp van begrooting dienen opgenomen.

Art. 116. — *Vergrouting of aankoop van oefenpleinen*. . . fr. 500,000
Verminderd op . . . fr. 50,000

In strijd met het commentaar betreffende dit artikel, werden in 1923 126,000 frank uitgegeven op het toegekend crediet van 200,000 frank.

Wat het programma betreft, dat men voornemens is na te streven met het oog op de uitbreiding of den aankoop van oefenpleinen, werd tot nog toe niets beslist.

Ten einde de ramingen van uitgaven betreffende deze zaak gedurende het tijdperk der studien tot het stricte minimum te herleiden, werd slechts 50,000 frank voorzien op deze begrooting, zijnde enkel de gedeeltelijke overdracht van het overschot van 74,400 frank dat beschikbaar blijft op het crediet in 1923 voor hetzelfde doel aangenomen.

Art. 117. — *Strategische wegen en sporen van 0^m.60* . . . fr. 568,200
Verminderd op . . . fr. 118,200

Het aangevraagde crediet is niet een eenig crediet.

Het totaal bedrag zal moeten verdeeld worden over een zeker aantal begrootingen, naar gelang van de credieten welke zullen worden verleend.

De voorziene uitgave is volstrekt noodig. Zij is te wettigen door de noodzakelijkheid het materieel, dat men bezit, tegen weer en wind te beschermen (locomotieven van den strategischen weg en van het spoor van 0^m.60 in het kamp te Brasschaat).

Art. 119. — *Stoffelijke middelen tot beter en intenser troepenonderricht*.
Fr. . . . 6,250,000
Verminderd tot . . . fr. 2,500,000

Het commentaar van het artikel der begrooting van het amendement geeft alle nuttige inlichtingen; wij verwijzen daarnaar. Het nut van het crediet hoeft niet bewezen.

ART. 119^{bis} (nieuw). — *Aankoop van de gronden waarop door de Duitschers militaire spoorwegen werden aangelegd die moeten behouden worden* fr. 100,000

Geen aanmerkingen. Verleden jaar werd reeds 180,000 frank, totaal van het toegekende crediet, daartoe aangewend.

ART. 119^{ter} (nieuw). — *Instandhouden van de lijn Bergen-Proven (aankoop van gronden en herstellen van den grondslag der lijn)* fr. 60,000

Overgebracht van het crediet van 100,000 frank, verleden jaar toegekend en niet aangewend.

Na aldus het onderzoek van de artikelen der Begrooting betreffende de credieten voor het departement van Landsverdediging voleindigd te hebben, heeft de Commissie aan den Minister verschillende vragen gesteld betreffende enkele bijzondere punten. Hieronder volgen twee van die vragen met het daarop gegeven antwoord :

VRAAG 1. — Welke beslissingen werden getroffen met betrekking tot de gronden van de Antwerpsche vestingen? Zullen de thans buiten gebruik gestelde gronden door particulieren kunnen aangekocht worden? Welke is de huidige toestand inzake de militaire dienstbaarheden rondom Antwerpen?

2. Wat zal er, volgens de nieuwe plans van Landsverdediging, van de vestingen Luik en Antwerpen geworden?

ANTWOORD 1. — a) Gronden rondom Antwerpen. — De beschikbaar geworden gronden van de oude vesting Antwerpen zullen aan de betrokken gemeenten overgelaten worden (Antwerpen, Berchem, Borgerhout), ten einde de plannen tot stand te brengen welke goedgekeurd zijn voor de inrichting van de Antwerpsche agglomeratie. Doch eerst dient een akkoord gesloten betreffende de kazernen en militaire inrichtingen die gebouwd zijn binnen den omtrek van die vesting. Bijna al die inrichtingen zijn, vanwege hun ligging of hun hoogte, hindernissen voor de uitvoering van die plans. De toestand van het departement van Landsverdediging is dus de volgende : het bezit onmeetbare gronden die de Antwerpsche agglomeratie wil hebben; het gebruikt er gebouwen die het nog steeds noodig heeft; het departement van Landsverdediging weigert niet in beginsel gebouwen af te staan, doch op voorwaarde dat zulks niets kost voor het departement en dat zijn toekomstige begrootingen niet bezwaard wezen met uitgaven voor het herbouwen, op andere plaatsen, van die bestaande inrichtingen die voldoende zijn.

De afstand van de gronden der vesting en het overlaten van de militaire gebouwen binnen die omheining zijn twee verwante quaesties die niet afzonderlijk hun beslag kunnen krijgen. Binnen enkele dagen wanneer de definitieve indeeling van de garnizoenen, tegen dat het leger in zijn geheel in België zal terug zijn, geregeld zal worden, zullen de betrokken diensten van het departement de zaak kunnen bestudeeren, op grond van ernstige en nauwkeurige gegevens.

b) *Dienstbaarheden*. — Een wetsontwerp is ingediend tot deklasseering van een deel der verdedigingswerken der vesting Antwerpen; doch vooralsnog zijn de wetten op de dienstbaarheden nog steeds van toepassing.

2. Ik heb besloten bij den Raad voor Landsverdediging de quaestie aanhangig te maken betreffende de deklasseering van de werken der tweede linie van de vesting Antwerpen, gelegen op den rechteroever der Schelde, en van die der 1° en 2° linie gelegen op den linkeroever van den stroom. Wat betreft de werken van de vestingen Luik en Namen, moet ik alle beslissing uitstellen totdat de studies en verkenningswerken van de stellingen van het nieuw verdedigingsstelsel, in de nabijheid van die werken, voltooid zijn.

VRAAG. — Een lid vraagt dat de barakken voor de soldaten die onder den oorlog de tering hebben opgedaan zouden vervangen worden door een behoorlijk sanatorium. Zou de Minister dat voorstel gelieven te onderzoeken ?

ANTWOORD. — De geneeskundige verpleging van de teringlijdende oorlogsinvaliden komt ten laste van het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden, dat daarvoor beschikt over een bijzondere begrooting, voorzien bij het Departement van Binnenlandsche Zaken.

Die invaliden kunnen, desverlangd, kosteloos verpleegd worden in de militaire hospitalen en de volgende inrichtingen van den Gezondheidsdienst van het Leger, die speciaal voor teringlijders zijn :

1° Gesticht voor zeekuur te Oostende : beendertuberculose ;

2° Militair sanatorium te Marchin (70 bedden) : longtering, die kan genezen worden door luchtkuur ;

3° Sanatorium te Montana (Zwitserland) (44 bedden) : longtering die kan genezen worden door verblijf op verheven plaatsen ;

4° Britisch Farmer's Hospital (toegevoegd aan het Militair Hospitaal te Brussel) : erge gevallen die niet kunnen genezen worden in een sanatorium.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

ART. 120. — *Aankoop, aanbouw, inrichtingen en meubilering van lokalen voor de diensten afhangende van het Beheer der Registratie en Domeinen.*

fr. 1,000,000

Het crediet van 1,500,000 frank op de buitengewone begrooting van 1923 voor hetzelfde doel, moest betaalbaar gesteld worden tot een bedrag van fr. 1,327,428.14.

Het huidige crediet moet onderverdeeld worden als volgt :

a) Voltooing van het Zegelgebouw, te Antwerpen	fr. 150,000
b) Voltooing van de algemeene werkplaats van het zegel, te Brussel	50,000
c) Inrichten van een lokaal voor de kantoren der erfenisrechten te St.-Gillis, Ukkel, alsmede voor het kantoor der Registratie, te St.-Gillis	80,000
d) Aankoop van een gebouw voor de Hypotheekbewaring, te Brugge	110,000
e) Aankoop van een gebouw voor de kantoren van de Registratie, de erfenisrechten en het zegel, te Leuven	110,000

f) Aankoop van een gebouw voor de provinciale diensten van de registratie en de domeinen, te Luik.	350,000
g) Aankoop van een gebouw voor de provinciale diensten van de registratie en de domeinen, te Namen.	150,000
Totaal.	fr. 1,000,000

De Commissie heeft gevraagd naar het programma der uitvoering en naar de nog te verwachten uitgaven. Die inlichting kan niet gegeven worden : de aankopen en de geschiktmakingswerken geschieden slechts naarmate van de noodwendigheden, in de gevallen waar het voor de boekhouders onmogelijk is hun kantoor in hun privaatwoning te vestigen, hetzij wegens den woningnood, hetzij wegens de uitbreiding der diensten, die in 't belang van den Staat in een zelfde lokaal moeten ondergebracht worden. Dienvolgens is het niet mogelijk ook maar bij benadering, het bedrag der uitgaven te voorzien, die het Bestuur der Registratie en der Domeinen later zal te doen hebben voor den aankoop en het geschiktmaken van lokalen.

Deze inrichting dient ook als sorteeringscentrum, waar de zieken wachten tot dat zij gezonden worden naar een van bovengenoemde sanatoria, en alle teringlijders, die candidaat zijn om invalide te worden, worden er onderworpen aan de vereischte geneeskundige waarneming voor de vaststelling van hun pensioen.

Doorgaans zijn aldaar een zestigtal zieken ondergebracht.

Om de barakken, die voldoen aan de behoeften van het oogenblik, door gebouwen in harde bouwstoffen te vervangen, zouden verschillende millioenen moeten uitgegeven worden.

Het ongerieflijke van die barakken is trouwens eerder van zedelijken dan van reëlen aard.

Men zou wel kunnen er toe besluiten de ongeneesbare teringlijders te verplaatsen naar een ander inrichting, b. v. het militair hospitaal te Doornijk, dat daartoe zou geschikt zijn mits enkele, weinig kostelijke veranderingen ; doch het ware te vreezen dat de meesten van die « burgerlijke » zieken, naar een ander uiteinde van het land gezonden, waar zij moeilijker bezoek zouden krijgen van hun naastbestaanden, in dat geval liever zouden afzien van de hospitaliseering om in hun haardsteden te blijven, waar zij een voortdurende besmettingshaard zouden zijn.

ART. 121. — <i>Geschiktmaking van de gronden voortkomende van de ontmanteling van versterkte plaatsen</i>	fr. 200,000
Verminderd tot	fr. 100,000

Op het crediet van 200,000 frank, dat op de laatste begrooting uitgetrokken was, bedraagt de aangeschreven som niet meer dan 550 frank. Gedurende het dienstjaar 1923 werd geen enkel werk van belang uitgevoerd, omdat de bouwgronden niet onder zeer gunstige voorwaarden kunnen verkocht worden ; de Regeering heeft het beter geacht, een gunstiger oogenblik af te wachten. Thans is de toestand verbeterd, en in den loop van 1924 zal er voorzeker dienen te

worden gezorgd voor het geschiktmaken van de perceelen die ten bate van de Schatkist moeten verkocht worden.

De ontvangsten wegens den verkoop van geschiktgemaakte gronden hebben, in 1923, fr. 159,216.41 bedragen.

In die som zijn begrepen namelijk de eischbare termijnen van den verkoopprijs (in 1922) van gronden te Charleroi.

Het aangevraagde crediet heeft betrekking op de plaatsen Charleroi, Diest, Dendermonde en Doornik.

Met het geschiktmaken van gronden te Dendermonde zal dit jaar kunnen begonnen worden, indien het oogenblik gepast geacht wordt.

Voor Charleroi moeten nog de wegen aangelegd worden om aan de Staatsgronden hun volle waarde te geven.

Voor Diest en Doornik moeten nog belangrijke nivelleeringswerken, die onder den oorlog begonnen werden, voortgezet worden.

Art. 122. — Aankoopprijs van onroerende goederen, den Staat ten deel gevallen ingevolge vervolging en op beslagname uitgeoefend op zijn verzoek.

	fr.	300,000
<i>Verminderd tot</i>	fr.	200,000

Deze aankopen betreffen de perceelen, aan den Staat toegewezen ingevolge beslaglegging op onroerende goederen met het oog op de invordering van de bijzondere belasting op oorlogswinst of van de schadevergoeding wegens processen voor handel met den vijand.

Om de ontvangst van die schuldvorderingen mogelijk te maken, welke operatie eigenlijk neerkomt op een inbetalinggeving, is het noodzakelijk een crediet te openen, waarop het bedrag der daardoor veroorzaakte uitgaven kan aangeschreven worden.

Zooals gezegd is in de verklarende nota van artikel 3 der Begrooting van Buitengewone Uitgaven, wordt het aangeslagen perceel van rechtswege aan den Staat toegewezen, omdat de prijs, dien hij instelt als vervolgend schuldeischer, bij gebrek aan hoogere bidders, te beschouwen is als een aanbod op den aangeduiden grondslag; hetgeen wil zeggen dat, in dergelijk geval, de verkoop geen bijval zal hebben wegens geheime verstandhouding tusschen de mogelijke gegadigden, in het belang van den beslagen schuldenaar.

Ook is het niet geraden, zulk goed binnen al te korten tijd voort te verkoopen; om misrekening te voorkomen, is het zelfs beter, hetzelfde uit de hand te verkoopen. Uitgaande van die stelling, heeft het Beheer der Domeinen, met een winst van 22 t. h. en 41 t. h., reeds twee perceelen te gelde gemaakt, die verkocht geworden waren ingevolge beslag op zijn verzoek; daarenboven heeft het onderhandelingen aangeknoopt om, in het belang van de Staatskas, de andere aan den Staat toegekende perceelen te verkoopen.

Hier geldt het doorgaans bebouwde perceelen, die gemakkelijk van de hand gaan, en die niet konden toegewezen worden uitsluitend wegens bedrieglijk overleg onder de gegadigden.

Onder de aldus aangeworven goederen, hebben wij tot hertoe o. a. :

- 1) Een hoeve te Erezée, toegewezen aan den Staat voor 23,000 frank en voortverkocht voor 40,000 frank ;
- 2) Een handelshuis met werkplaats te Rumbek, aangekocht voor 25,000 frank
- 3) Een grond van 96 a. 10 c. te Paliseul, ter waarde van 2,500 tot 3,000 frank door den Staat aangekocht voor 340 frank ;
- 4) Een handelshuis gelegen te Gent, aan den Staat toegekend voor 12,000 frank en voortverkocht voor 16,900 frank als hoofdsom.

ART. 123. — *Opbouwen, aankoop en geschiktmaking van huizen voor de agenten van het tolwezen aan de grenzen en van gebouwen voor de diensten van de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen ; verwezenlijking van den aankoop, door het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, van onroerende goederen en meubelen onder sequester, waarop de Staat een recht van voorbehoud mag doen gelden* fr. 6,000,000

De Commissie heeft zich beziggehouden met de zaak te weten, wat op het crediet van 6 miljoen, voor 1923 verleend, reeds werd gebruikt en wat voor de toekomst nog moet worden beschikbaar gesteld. Hieronder vermelden wij de daarover verstrekte vermeldingen :

Op 31 December 1923 was op het crediet van 6 miljoen voor het dienstjaar 1923 in het geheel de som van fr. 1.611,210.81 betaalbaar gesteld.

In dit cijfer zijn begrepen : 4,086,000 frank voor den aankoop der gebouwen voor de diensten der Belastingen te Etterbeek, Schaarbeek, Sint-Gillis, Doornik en Sint-Joost-ten-Noode, voor het geschiktmaken der lokalen met dezelfde bestemming te Luik, te Anderlecht en te Verviers, voor den aankoop van een gebouw ter bestemming van het Tolbestuur te Hasselt en voor het bouwen van lighallen voor den toldienst te Moescroen en te Corbion.

Het overige, hetzij 525,000 frank ongeveer, werd bestemd tot het aankopen of het bouwen van woningen voor den toldienst. — 3 te Bruly, 1 te Abeele, 4 te Loenhout, 4 te Wuestwezel, 4 te Nieuwmoer, 3 te Eynatten, — tot het aankopen van eene kazerne voor den toldienst te Lommel, tot het geschiktmaken van reeds aangekochte huizen voor den toldienst, en voor het aankopen van gronden binnen de kreitsen Eupen-Malmédy.

Wegens de moeilijkheden van uitvoering, konden de betaalbaarstellingen op het crediet niet verhoogd worden.

De som van 6 miljoen in 1924 voorzien, *schijnt voldoende te wezen ter uitvoering van het bedoelde programma, indien dit programma in 1924 kan worden ten uitvoer gelegd* ; in tegenovergesteld geval, zullen de credieten niet worden uitgegeven en in 't vervolg zal de vernieuwing er van worden gevraagd.

In de kreitsen blijven nog 120 tot 130 huizen te bouwen, daar de in 1923 gedane aanbestedingen nietig verklaard werden wegens de te hooge prijzen ; bovendien zullen dergelijke woningen moeten aangekocht of opgetrokken worden in onderscheidene streken van het land ; blijft ook nog te betalen de prijs van onroerende goederen die onder sequester staan : twee te Antwerpen en een te Brussel ; dit laatste moet aanzienlijk worden vergroot ; tolkantoren moeten worden opgericht te Hauset en te Meenen-Barakken ; ten slotte wordt de aankoop van een belastingbureel te Kortrijk in overweging genomen.

Wat inzonderheid de belastingbureelen betreft, wordt slechts aan centralisatie gedaan wanneer het hoogst noodzakelijk is in steden en groote agglomeraties ; tot nog toe kan men niet zeggen of er nog aankoopeu zullen moeten gedaan worden.

ART. 124. — *Voorschot van de Belgische Schatkist om de uitgaven van bezetting en beheer der grondgebieden Ruanda en Urundi te dekken.*

Fr. 1,200,000

Inlichtingen werden in de Afdeeling gevraagd over het gebruik van dit crediet van 1,200,000 frank, dat op de Buitengewone Begrooting van laatstleden jaar met dit doel was uitgetrokken, en over den geldelijken toestand van deze grondgebieden in 1923.

De geraamde uitgaven bedragen.	fr. 3,522,250
De geraamde ontvangsten bedragen	2,323,000
Steun van de Belgische Regeering	1,200,000

Voor de bezette gebieden wordt jaarlijks eene begrooting opgemaakt, doch in afwachting dat het mandaat door eene wet wordt goedgekeurd, wordt deze begrooting in het jaarlijksch Verslag bekendgemaakt onder den titel van geraamde ontvangsten en uitgaven. (Zie Verslag van 1922, bl. 8 en volg.) Deze voorloopige staat voor 1924 luidt :

Geraamde uitgaven.	fr. 3,956,700
Geraamde gewone ontvangsten	2,736,700
Toelage aan België gevraagd om het evenwicht te herstellen.	1,200,000

Het is van belang er te kunnen op wijzen, dat er vermeerdering is voor de gewone ontvangsten en dat bijgevolg de 300,000 frank minder toelage aan België gevraagd kan gehandhaafd blijven, ondanks de stijging der prijzen. In 1924 leverden de belastingen in Urundi ongeveer 1,400,000 frank op, tegen ongeveer 1 miljoen in 1922.

Een lid stelde de volgende vraag :

Doch zich de mandaatregeling over hooger gemelde grondgebieden op dezelfde wijze voor als bij de Begrooting van 1923. Wanneer zal dit crediet op de Begrooting der Kolonie kunnen uitgetrokken worden?

ANTWOORD. — Het mandaat moet nog door de Belgische Kamers worden goedgekeurd. Het vraagstuk kon nog niet worden voorgelegd, wegens de onzekerheid waarin wij verkeerden betreffende Kisaka. De Britsche Regeering heeft, uit eigen beweging, de erge bezwaren erkend die, voor de inlandsche bevolking, zouden voortspruiten uit de splitsing van het Rijk van Ruanda en heeft er in toegestemd dat België gansch het grondgebied beheere. Deze regeling werd goedgekeurd door den Volkenbond. Niets belet dus nog dat de regeling van het mandaat in zijn geheel aan het Parlement worde voorgelegd.

Het tijdstip is vooralsnu niet aangewezen om de Begrooting voor Ruanda-Urundi bij die der Kolonie te voegen. Een besluit van den Volkenbond, d. d.

12 December 1925 vestigt, inzonderheid, de aandacht der mandaatlanden op « het nut dat het oplevert, wanneer zij de verslagen over hun financieel beheer op zulke wijze voorstellen, dat de Bestendige Commissie voor de mandaten en de Raad van den Volkenbond klaar de onbaatzuchtigheid kunnen vaststellen, welke het beheer der onder mandaat staande landen moet kenmerken ». In ons verslag van laatstleden jaar hebben wij eene omstandige schets gegeven over deze gewesten op bestuurs-, ethnographisch en economisch gebied. Wij verwijzen den lezer er heen.

ART. 125. — *Buitengewoon voorschot van het moederland voor de koloniale uitgaven ter toerusting van de Kolonie, voor de uitgaven van souvereiniteit en voor de pensioenen aan de ambtenaars en agenten der Kolonie (4° voorschot).*

fr. 15,000,000

Deze Staatstoelage werd vroeger reeds gebillijkt, daar het noodzakelijk was de Kolonie te helpen om aan Belgisch Congo de vereischte toerusting te bezorgen.

Deze toerusting werd omstandig uiteengezet in de wet van 21 Augustus 1921 waardoor de kosten op 658 miljoen werden geraamd en op 560 miljoen voor het eerste gedeelte der uitvoering.

Het voorschot werd hoofdzakelijk bestemd om den last te verlichten van de interesten van de leeningen welke de kolonie uitgaf om het programma der groote openbare werken ten uitvoer te leggen :

1° Leening-1921 van 75,000,000 waaruit een jaarlijksche last van. Fr. 4,250,000

2° Schatkistbons tot beloop van 62,105,000 frank waaruit een jaarlijksche last van. » 3,164,750

Waarborg van interest en aflossing door de Kolonie verleend aan de volgende leeningen :

3° Uitgifte van 50 miljoen obligatiën der Spoorwegmaatschappij van Hoog-Congo naar het Groot Afrikaansch Meer, (decreet van 31 Juni 1922), waaruit een jaarlijksche last van » 3,015,650

4° Uitgifte van 75 miljoen preferent-aandeelen der Spoorwegmaatschappij van Katanga (wet van 9 Januari 1923) waarborg » 4,250,000

Totaal Fr. 14,680,380

Doch deze leeningen en waarborgen putten de machtigingen tot leening niet uit, door de begrootingswetten aan het Koloniaal Gouvernement verleend tot uitvoering van het programma der groote openbare werken die aan den gang zijn. Daaruit blijkt, dat de tussenkomst van het Moederland tenvolle gebillijkt is. Ook dient men in acht te nemen dat de waarborg onder n° 4 geen uitwerking hebben zal in 1924, wegens stijgende winsten der Spoorwegmaatschappij van Katanga.

Volgens den wensch van talrijke leden hebben wij aan het verslag eene nota toegevoegd betreffende de vordering der groote werken waarvan de uitvoering kon worden voortgezet, dank zij de voorschotten van het Moeder-

land uitgetrokken op de buitengewone begrotingen van deze laatste jaren. (Zie bijlage 5).

ART. 126. — *Deelneming van den Staat in het samenstellen van het kapitaal der plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor goedkope woningen en woonvertrekken aangenomen door de Nationale Maatschappij* (art. 7 der wet van 11 October 1919) fr. 1.000.000

De begroting voor 1923 heeft voor hetzelfde voorwerp een crediet van twee miljoen voorzien, waarvan in het geheel 1.484.493 frank werd gebruikt, vrijgesteld bedrag op een onderschreven kapitaal van 7.556.493 frank.

De tusschenkomst van den Staat in de vorming van het kapitaal der plaatselijke of gewestelijke maatschappijen bedroeg, sedert de toepassing der wet van 1919 :

		Onderschreven kapitaal.	Vrijgesteld kapitaal.
1920.	fr.	3.952,000.—	816.400.—
1921.	.	10.964,000.—	2.178,000.—
1922.	.	12.706,100.—	2,541,220.—
1923.	.	7.422.473.—	1,556,493.—
Te zamen.		fr. 33,024,573.—	7.092,115.—

Als bijlage VI geven wij de lijst der door de Nationale Maatschappij aangenomen maatschappijen, met aanduiding der op 31 December 1923 onderschreven en gestorte kapitalen.

Wij voegen er de lijst aan toe der aangenomen maatschappijen, op 31 December 1923 niet opgericht, evenals die welke op dien datum in vorming of ontworpen waren. Uit dit stuk blijkt gansch de omvang van het werk door de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen met Staatshulp tot stand gebracht.

ART. 127. — *Gelden ter beschikking te stellen van de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken, tegen een jaarlijkschen interest van 2 t. h., om voorschotten te kunnen verleen en aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen door de Nationale Maatschappij aangenomen* (art. 10 der wet van 11 October 1919). fr. 100,000,000

Uit het verslag over de Buitengewone Begroting van 1923 blijkt dat het bedrag der sommen door den Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij om voorschotten te verleen en aan de aangenomen plaatselijke of gewestelijke Maatschappijen, beliep :

Voor 1920, tot	fr. 4,875,000
— 1921, —	51,413,800
— 1922, —	126,406,200
Totaal. . . .	fr. 182,695,000

In 1923 bedroegen deze voorschotten 180,000,000 frank met inbegrip van 7,695,000 frank, voorschot gedaan in 1922 en op de begroting van 1923 gere-

geld. Deze 180,000,000 werften tot beloop van 130,000,000, verleend rechtstreeks door den Staat op het crediet voorzien in de buitengewone Begroting van 1923 (100 millioen) en op het bijkomend crediet (30 millioen) toegekend in den loop van het dienstjaar; en tot beloop van 50 millioen komen zij voort van voorschotten voor Staatsrekening gedaan door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Geheel het bedrag der voorschotten van den Staat, met inbegrip van de credieten voor dit dienstjaar zelf voorgesteld, leidt tot de ontzaglijke som van 510 millioen.

De tusschenkomst die van stonden aan door de goedkeuring der begroting van 1924 aan de Nationale Maatschappij wordt verzekerd bedraagt, inderdaad, een voorschot van 100 millioen van wege den Staat en een ander van 50 millioen voor Staatsrekening door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te verleen.

De Nationale Maatschappij wenscht dit jaar nog, het bijkomend crediet van 30 millioen te bekomen. Bovendien blijkt uit de ons verstrekte inlichtingen dat de op deze begroting uit te trekken credieten van heden af reeds betaalbaar zijn te stellen, en dat de Nationale Maatschappij hare bedrijvigheid op regelmatige wijze hoopt te kunnen uitbreiden door middel van dergelijke credieten die voor 1925 worden verwacht.

Hier volgt een overzicht van hare werking die sedert de toepassing der wetten van 1919 steeds stijgende ging :

Getal aangenomen maatschappijen ongericht op 31 December 1923 : 249.

Getal aangenomen maatschappijen die nog niet opgericht zijn : 15.

In vorming zijnde of ontworpen maatschappijen : 52.

Het getal woongelegenheden, waarvan de goedkeuring werd voorgesteld aan den Beheerraad der Nationale Maatschappij sedert Mei 1920 tot 31 December 1923, beloopt tot 22,581 op 17,663 huizen. In 1923 konden worden toegekend : 7,595 woongelegenheden op 5,849 huizen.

De verdeling per provincie :

Provincie.	Goedkeuringen in 1923.		Totaal der aanbestedingen tot 31 December 1923.	
	Huizen.	Woon- gelegenheden.	Huizen.	Woon- gelegenheden.
Antwerpen	608	1,320	3,271	4,297
Brabant	2,320	2,830	5,806	8,268
West-Vlaanderen	855	884	2,377	2,406
Oost-Vlaanderen	688	792	1,638	2,014
Henegouw	950	924	2,143	2,117
Luik	20	391	1,428	2,433
Limburg	224	240	783	799
Luxemburg	64	65	71	72
Namen	95	99	121	125
Eupen-Malmédy	25	50	25	50
TOTAAL	5,849	7,595	17,663	22,581

Men mag schatten dat op 31 December 1923, 18,758 daarvan waren betrokken.

In dezelfde lijn als de zoo verdienstvolle en vruchtdragende actie van de Nationale Maatschappij, heeft de Regeering strijdmiddelen tegen de woningcrisis aangewend, er zich op toeliggende, door het verleen van niet terug te geven premiën, het aankopen of bouwen van goedkope woningen te bevorderen. Bij Koninklijk besluit van 14 October 1922, gewijzigd en van ruimer toepassing gemaakt door het Koninklijk besluit van 12 Februari 1924, wordt aan de koopers eener woning, gebouwd door de bemiddeling van de maatschappijen die toegelaten zijn door de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken of door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, toegekend :

a) eene premie van 2,000, tot 3,900 frank, volgens de categorie der gemeente waar het huis is gelegen en volgens het getal afstammelingen ten laste van het gezinshoofd ;

b) eene bijhoorende premie tot vergoeding van de registratie- en overschrijvingskosten welke 8 t. h. bereiken van den kostenden prijs, hetgeen dus, van een onroerend goed van 25,000 frank, eene premie uitmaakt van 2,000 frank.

Daarenboven, worden premiën verleend aan de personen die de uitdrukkelijke verbintenis aangaan, en mits een zekerheidstelling van 1,500 frank, onmiddellijk na hunne voltooiing een der huizen aan te koopen, welke op hunne aanvraag zouden gebouwd worden door de bovenbedoelde maatschappijen. De bijkomende premie wordt slechts verleend aan de personen die hunne aanvraag zullen hebben ingediend voor 1 October 1924.

Bij dezelfde besluiten wordt, eindelijk, aan de koopers van woningen, sedert 20 Augustus 1922 gebouwd of te bouwen, — door bemiddeling van de gemeente,

de weldadigheidsbureelen, de godshuizen, van maatschappijen zonder winstgevend doel, of door het Nationaal Kantoor der bouwmaterialen; — een premie toegekend van 2,000 tot 3,900 frank, volgens de categorie der gemeente, waar het huis is gelegen en volgens het aantal afstammelingen ten laste van het gezinshoofd.

Het is voorzeker nog te vroeg om te verwachten, dat dit besluit een ruime toepassing zal hebben gekregen, maar men mag echter aanmerken dat, op 7 Mei 1924, het aantal aanvragen voor aankoop, bij het Departement ingekomen, het cijfer van 1,052 bereikte, dat er 588 voorstellen van verkoop werden aangenomen, en 168 verkoopingën werden voltrokken. (Zie bijlagen VII en VIII, de opgaven der maatschappijen die, op 7 Mei, een deel der woningen welke zij in bezit hadden, hebben afgestaan.)

Anderzijds, wordt bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922, achtereenvolgens gewijzigd en van ruimere toepassing gebracht op 30 Juli 1923 en op 14 Februari 1924, aan de bouwers van goedkoope woningen een premie toegekend van 2,000 tot 3,000 frank, volgens de categorie van de woning, en volgens het aantal afstammelingen ten laste van het gezinshoofd.

Hier staan wij reeds tegenover duidelijker en vollediger resultaten, aangezien op 3 Mei, het getal ingekomen aanvragen 11,400 bedroeg, dat van de aangenomen aanvragen, 10,531, en dat van de uitgekeerde premiën, 1,611, voor een gezamenlijk bedrag van 2,954,300. (Zie bijlagen IX en X, de omstandige opgaven van de gevallen, aangeduid per beroep, per provincie en per gemeente.)

Een bijzonder heilzame bepaling schijnt geweest te zijn, artikel 19 van het Koninklijk besluit d. d. 12 Februari 1924, waarbij het bouwen door de toegelaten maatschappijen, met belofte van aankoop en storting van voorschotten van 1,500 frank, wordt aangemoedigd. Wij stellen inderdaad vast dat, in een zeer kort tijdsverloop, de op dezen grondslag ontvangen voorstellen, — welke geleid hebben tot bouwondernemingen die thans aan den gang zijn, — ten getale waren van 837, volgens een opgave vermeld in bijlage XI.

Dank zij de politiek door voornoemde Koninklijke besluiten gehuldigd, — waarbij, naarmate de verkoopingën toenemen, de kapitalen van de plaatselijke en gewestelijke maatschappijen voor een immer stijgend aandeel worden afgelost, zoodat er steeds nieuw geld beschikbaar komt voor nieuwe ondernemingen, — wordt terecht van den belanghebbende, die meester wil worden van een eigen haard, een werkdadig aandeel gevraagd. Zonder een uitzonderlijke hulp, ware dit offer voor hem te groot geweest. Die hulp wordt hem verschaft door den Staat, die de premiën toekent, en door de credietmaatschappijen welke in groot aantal tot stand zijn gekomen en zich hebben uitgebreid, dank zij de groote stuwkracht van de Spaar- en Lijfrentekas. In dit opzicht mag men niet vergeten dat de door haar voorgeschoten kapitalen aan de credietmaatschappijen en, dienvolgens, niet in aanmerking nemende de 100 millioen frank voorschotten door haar, voor rekening van

den Staat, gedaan in de Nationale Maatschappij, in 1923 en 1924, sinds de wapenstilstand, de volgende bedragen hebben bereikt :

In 1919.	.	.	.	.	0,9 miljoen
— 1920.	.	.	.	.	14 —
— 1921.	.	.	.	.	11 —
— 1922.	.	.	.	.	20 —
— 1923.	.	.	.	.	41,8 —

of te zamen, 88 miljoen, wanneer voor de gansche periode van vijf en twintig jaar, vroeger dan 31 Juli 1924, die voorschotten slechts 90 miljoen bereikten. Dit brengt het geheel getal van hare tegemoetkomingen tot op 228 miljoen frank, ongerekend de 50 miljoen van 1924. Uit die cijfers blijkt, dat van die zijde de grootste stoot is gegeven geworden, inzonderheid wanneer men nagaat dat naar luid van de heerschende reglementen, de verhouding van de beleggingen voor goedkoope woningen niet hooger moet zijn dan 7 1/2 t. h. voor de Spaarkas, 10 t. h. voor de Lijfrentekas en 10 t. h. voor de Verzekeringskas.

Dank zij deze omstandigheid, voelde de Commissie voor het bestudeeren der aan te prijzen bevormingen in zake goedkoope woningen zich gedreven om beroep te doen op al onze financieele, industriele en commercieele groepeeringsen, opdat zij in een ruime mate met de openbare machten zouden medewerken om de crisis der volkswoningen te bestrijden. Nauwkeurige middelen werden aangeduid, waardoor deze inrichtingen, die verlangen hunne poging bij die van al de overigen te voegen, een afdoende hulp zullen kunnen aanbrengen aan de bouw- of credietmaatschappijen, eventueel ook aan de belanghebbenden zelf.

Het is te hopen dat die oproep gehoor zal vinden. Deze nieuwe richting zal toelaten nog meer gezonde kracht bij te zetten in den aanhoudende strijd die moet geleverd worden, door de eendrachtige werking van alwie het goed meent en zoolang onze bevolking, in de juiste mate van hare behoefte, van woningen zal zijn voorzien.

Laatstleden jaar reeds, had de Commissie van de Begrooting den wensch geuit op de voorgebrachte desiderata te zien ingaan voor wat betreft de quaestie der huisvesting voor de talrijke gezinnen. Wij verwijzen naar de toelichtingen die wij daaraan, in ons verslag over de Begrooting voor 1924, hebben gewijd. Wij hebben inlichtingen gevraagd om te weten op welke nieuwe toegepaste of enkel vooropgestelde of ter studie gelegde maatregelen bedoeld wordt door de laatste paragraaf der toelichting van artikel 127. Daaromtrent brengen wij het volgend antwoord :

» De goedkoope woningen en woonvertrekken behorende aan de toegelaten maatschappij, — hetzij huizen voor een familie of appartementen in gebouwen met talrijke woongelegenheden, — worden per maand of per jaar verhuurd. De huizen voor één familie worden over 't algemeen verhuurd volgens de voorwaarden der huurovereenkomst van de Nationale Maatschappij.

Wat de huishuren betreft, die moeten, in beginsel, zooveel mogelijk overeenstemmen met den rentevoet van 4,20 t. h. der gezamenlijke kosten

van de woningen, het terrein en al de bijkomende kosten er in begrepen.

Wanneer de rentevoet van 4 20 t. h. wordt toegepast, dan kunnen verminderingen worden toegestaan, volgens in ieder geval te bepalen regelen, ten bate van de talrijke gezinnen. Die verminderingen worden alsdan aangerekend op de zonder voorwaarde verleende Staats-toelage.

Slechts wanneer de noodzakelijkheid degelijk is bewezen, kunnen, in overeenkomst met de Nationale Maatschappij, de huishuren worden bepaald op een lageren rentevoet dan 4.20 t. h. en mits afschaffing in evenredigheid van een gedeelte der verminderingen die aan de talrijke gezinnen kunnen verleend worden.

Feitelijk kon geen enkele vaste verdeling worden aangenomen voor wat betreft de verminderingen ten bate der talrijke gezinnen. Men merke overigens op, dat die verminderingen slechts worden toegestaan in het geval dat de coëfficiënt van 4.20 t. h. wordt toegepast. Welnu, de maatschappijen die dezen coëfficiënt of zelfs een hooger coëfficiënt toepassen, maken over 't algemeen geen gebruik van de vrijheid die zij hebben om zekere verminderingen voor de talrijke gezinnen voor te stellen. Zij die er van gebruik zouden gemaakt hebben, maakten een barema op, dat inzonderheid van toepassing was op hun eigen toestand, volgens de grootte van hunne huishuren en het getal der talrijke gezinnen in vergelijking met het geheel getal der huurders. Over 't algemeen, worden slechts als talrijke gezinnen aangezien, die welke bestaan uit ten minste 5 personen, en waarvan alleen het gezinshoofd bezoldigd is. Wat de vermindering betreft welke, in hun geheel, beperkt wordt tot het beloop van de onvoorwaardelijke Staatstusschenkomst, die kan gaan van 10 tot 20 frank per maand, volgens de samenstelling van het gezin.

Het lijkt geen twijfel dat de propaganda moet worden voortgezet om een meer algemeene toepassing te bekomen van de regelen die den toestand der kinderrijke gezinnen beter vrijwaren.

Men mag er, echter, met blijdschap aan herinneren, dat de Koninklijke besluiten van 1922, 1923 en 1924, betreffende de toekenning der premiën, de rechthebbenden beter behandelen ten aanzien van hunne gezinslasten. Anderzijds, bevestigt artikel 14 van het Besluit dd. 12 Februari 1924 den regel, vroeger opgenomen in het contract der voorschotten bij de Nationale Maatschappij, te weten : dat het derde van het geheel getal der woongelegenheden, door de toegelaten maatschappijen gebouwd, kan voorbehouden worden voor de verhuring en dat deze bij voorkeur moeten toegestaan worden aan de talrijkste en de behoeftigste gezinnen.

Dit wijst op een strekking welke men, zoo mogelijk, in nog ruimere mate zou moeten bijtreden. De thans bereikte uitslag, als gevolg van de wenschen der talrijke gezinnen, is aanzienlijk, hoewel nog onvoldoende.

De Commissie die van al die voorwaarden nota neemt en die wenscht al de pogingen te steunen, zonder enkele uit te zonderen, welke aangewend worden om het aantal woningen en woongelegenheden te vergrooten, heeft het voorgestelde crediet goedgekeurd.

ART. 128. — *Interesten tegen 4,75 t. h. en annuïteit van 6,320,945 t. h. te vergoeden aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas uit hoofde der door haar,*

voor rekening van den Staat aan de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken, toegestaan en toe te staan voorschotten

fr. 4.500.000

Verminderd op fr. 3,960,000

Hier geldt het interesten verschuldigd door den Staat op de voorschotten bewilligd door de Spaarkas van de Nationale Maatschappij, overeenkomstig hetgeen wij hooger hebben vermeld.

Het onder deze rubriek op de begrooting voor 1923 toegekende crediet bedroeg 1 miljoen 200,000 frank. Daarop werd 533,819.44 frank aangerekend. Deze som vertegenwoordigt de interesten berekend tegen 4.75 t. h. 's jaars op de voorschotten ten beloope van 50 miljoen frank, gedaan op onderscheidene datums, in den loop van het tweede halfjaar van 1923, door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, voor rekening van den Staat aan de maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken. Het saldo van het crediet van 1 miljoen 200,000 frank of fr. 866,180.56 zal nietig verklaard worden. Voor het overige, verwijzen wij naar de toelichting van het artikel, die de aanvraag voor een nieuw crediet ten volle rechtvaardigt.

Arr. 129. — Premie door den Staat te verleen en in de bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922 bepaalde voorwaarden, aan „de minvermogene personen „ welke een goedkoop huis voor eigen gebruik bouwen fr. 10,000,000

Hierboven, in verband met artikel 127, hebben wij al de dienstige inlichtingen gegeven over de toepassing van het Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922, gewijzigd 30 Juli 1915 en 14 Februari 1924, alsmede over zijn huidige rendering. Voor het rest, wordt het cijfer van het aangevraagd crediet door de toelichting van het artikel gebillijkt.

Art. 130. — Interest en aanvullende annuïteit te vergoeden aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, uit hoofde van leeningen door haar, met het oog op de aanbouw van goedkope woningen, toe te staan aan onder het stelsel der wet van 9 Augustus 1889 aangenomen maatschappijen voor aanbouw van werkmanswoningen (art. 11 der wet van 11 October 1919), evenals de premie te verleen en, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 14 October 1922, onder vorm van vermindering, ten beloope van 25 t. h., der annuïteit welke den kostprijs van elk verkocht huis dekt aan de maatschappijen aan dewelke de leeningen, waarvan sprake hierboven, verstrekt worden en die hunne individueele huizen verkoopen onder de bij gemeld Koninklijk besluit bepaalde voorwaarden fr. 1,100,000

Op het crediet van 100,000 frank, dat onder dezelfde rubriek op de Begrooting voor 1923 werd goedgekeurd, werd fr. 72,014.14 verrekend. Die som vertegenwoordigt de interesten berekend tegen 4 1/2 t. h. 's jaars op de voorschotten ten bedrage van 600,000 frank, gedaan in den loop van 1923 door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, te weten . . fr. 11,687,50

Het aanvullend gedeelte der annuïteit van 1,791,471 frank, toegepast op het kapitaal van 1,768,000 frank, geleend tegen

den rentevoet van 2 t. h. 's jaars door de Spaarkas tot op	
31 December 1922, te weten	60,326.64
Te zamen.	fr. 72,614.14

Het saldo van het crediet van 100,000 frank, of fr. 27,985.86, zal nietig verklaard worden.

Een enkele maatschappij bevindt zich in het voorziene geval en bekwam uit dien hoofde leeningen uit de Spaarkas : « La Cité de Buyssinghen », te Huyssinghen.

ART. 131 (nieuw). — *Som overeenkomstig artikel 2, 3° der wet van 10 Augustus 1923 te storten aan het bijzonder Fonds ter aflossing der voorschotten door de Nationale Bank van België, met het oog op de intrekking van het Duitsche geld aan den Staat gedaan (onbepaald crediet) . fr. 50.000.000*

De wet van 10 Augustus 1923 heeft een bijzondere rekening ingesteld tot aflossing der voorschotten aan den Staat gedaan door de Nationale Bank, met het oog op het inwisselen der Duitsche Munt. Die wet bepaalt dat dit fonds zal worden gevestigd onder andere door middel van eene *som gelijk aan de zuivere opbrengst van de likvidatie* der onder sekwester staande goederen alsmede van effecten en waarden aan België geleverd ter uitvoering van de afdeeling IV, bijlage, paragraaf 10 van het Verdrag van Versailles.

Het vermogen van dit speciaal fonds werd geraamd op 499,660,950 frank. (Zie stuk van den Senaat, n° 89, bl. 5, verslag van den heer Van Overberg, over de Begrooting van Financiën.) Doch dienaangaande zijn al de gegevens uiteraard zelf onzeker.

Het is, anderzijds, klaar dat de waardestijging van onze munt slechts mogelijk is ten prijze van een toenemende vermindering van onzen biljettenomloop, welken de Regeering, door achtereenvolgende terugbetalingen op de voorschotten der Nationale Bank, tracht mogelijk te maken. Die voorschotten bedroegen, zooals men weet, 5,864 millioen. De reeds gedane terugstortingen bedroegen :

In 1920	fr. 500 millioen.
1922	164 »
1923	100 »
	— — —
	564 millioen.

De vroeger voor dezen post goedgekeurde credieten werden alle, met de toestemming van de wetgevende macht, geboekt onder de uitgaven op buitengewone inkomsten, hetgeen trouwens logisch is. In zijn verslag over het wetsontwerp, tot vestiging van het Bijzonder Fonds, (stuk n° 330, zittingsjaar 1922-1923) drukte de heer Houtart zich daarover uit als volgt :

« Het bedrag dezer terugbetalingen moet worden ingeschreven op de » begrootingen en de rekeningen der *buitgewone uitgaven*. Inderdaad, dit » komt overeen met eene vermindering van het passief van den Staat, ver- » mindering die geen last is voor de gewone begrooting zooals het 't geval

» is voor de jaarlijksche aflossingen, maar wel eene kapitaalsuitgave in den
» aard van die welke ertoe bijdragen 's Lands bezit te vermeerderen en in
» hoofdzaak de buitengewoone begrooting uitmaken. »

Het voorstel der Regeering, bij wijze van amendement ingediend onder een nieuw artikel 131, kan niet anders dan goedgekeurd worden.

Mits inachtneming van de voorafgaande opmerkingen, heeft de Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen, bij de meerderheid van hare leden, de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven goedgekeurd en zij noodigt de Kamer uit, op hare beurt, dezelve aan te nemen.

De Verslaggever,

Ed. PECHER.

De Voorzitter,

Em. TIBBAUT.

